


6000095130



LORRAINE ET FRANCE.

EXPLICATION DE LA VIGNETTE DU TITRE.

Représentée sous les traits de celle de ses filles qui la personnifie le mieux, c'est-à-dire de Jeanne d'Arc, — une petite nation, la Lorraine, vient de triompher, à elle seule, par sa bravoure et surtout par sa foi, du fanatisme vandale qui mettait la torche et le poignard au service de doctrines hideuses. D'une main, elle tient, comme un archange, le glaive flamboyant; de l'autre, son glorieux drapeau, le drapeau des Alérions. Sur sa poitrine, est ciselé, à titre d'insigne héréditaire pour elle, le plus beau souvenir des Croisades; l'emblême héraldique du royaume de Jérusalem *.

En même temps qu'elle foule aux pieds le monstre hérético-démagogique, réduit par elle à l'impuissance, elle lève les yeux au ciel, pour rendre hommage de sa victoire au Dieu des armées. Au-dessus du front de l'héroïne, — qu'avait soutenue dans le péril une inspiration dix fois supérieure à ses forces, — rayonne, comme un astre béni, la croix nationale des Lorrains.

* Princes tout-à-fait souverains, à couronne indépendante et non vassale, les possesseurs du palais de Nancy se qualifiaient, comme on sait, non-seulement ducs de Lorraine et de Bar, mais *rois* de Hongrie, d'Aragon, de Sicile et *de Jérusalem*. — De si beaux titres leur venaient de successions directes indubitables, dont l'effet matériel s'était perdu, mais dont la trace honoraire avait subsisté; titres, du reste, à la hauteur desquels s'était toujours maintenu le cœur de petits-fils de potentats : hommes à procédés magnifiques, « *auprès de qui,* » disait-on, « *les autres princes paraissaient peuple.* »

(Extrait du CORRESPONDANT, recueil périodique.)

LORRAINE ET FRANCE

ÉTUDES

SUR LES DOCTRINES RELIGIEUSES ET LA POLITIQUE

DE CES DEUX PAYS ET DE LEURS PRINCES

DEPUIS LA RENAISSANCE

PAR M. G. DE LA TOUR.

> Victa sit aut victrix, custos Lotharingia veri
> Permanet, et justi, nisi vindex, grandis imago.



PARIS

AU BUREAU DU CORRESPONDANT

RUE DE TOURNON, 29.

VAGNER
IMPRIMEUR-LIBRAIRE, RUE DU MANÉGE, 3, A NANCY.

SAGNIER et BRAY
LIBRAIRES, RUE DES SAINTS-PÈRES, 64, A PARIS.

1851


BIBLIOTHECA · BODLEIANA ·

AVANT-PROPOS.

Plus de la moitié des pages qui suivent ont paru dans *le Correspondant*, sous ce titre : *De l'esprit catholique des Lorrains et de la politique de la France*. On m'a engagé à réunir ces articles en une brochure : j'ai cédé à l'invitation, et je leur donne un nom plus simple.

Quoique très-incomplet, cet essai est le fruit de sérieuses études. Je l'ai écrit par des motifs de conscience et de raison, comme par des motifs de reconnaissance et de sympathie. Voici, en peu de mots, les uns et les autres.

I. *Motifs de conscience et de raison.* — Cette anarchie des esprits et des cœurs, qui menace de détruire la société, vient en partie de ce que l'ancienne France se déroba de plus en plus, pendant les trois derniers siècles, au frein de la vérité, dont le Catholicisme est la sauvegarde et la plus parfaite expression. Telle est la persuasion de beaucoup d'hommes studieux, ramenés de notre temps à la religion catholique. Après un long examen, j'ai partagé cette conviction.

Et cependant, les doctrines rationalistes suivies par nos gou-

*

vernements depuis la Renaissance, continuent d'être généralement approuvées en France. Presque tous nos historiens se sont accordés pour louer le système que pratiquèrent successivement Henri IV, Richelieu, Mazarin, Louis XIV, Napoléon, quoique ce système consistât particulièrement à tâcher d'abaisser toutes les puissances qui blessaient l'orgueil et gênaient l'ambition de nos souverains : au dehors, par exemple, le Pape et la maison de Habsbourg; à l'intérieur, les grands corps qui faisaient le contrepoids et le boulevard du pouvoir suprême. Ils est facile de voir, notre histoire à la main, que les atteintes portées à la souveraineté morale de l'Église ont presque détruit toute hiérarchie sociale, et que, si l'on persévérait dans le même système, la société serait livrée ou à la domination du soldat, ou à des saturnales d'assassins et de bourreaux.

Il n'est donc pas permis de laisser plus longtemps l'histoire glorifier presque sans opposition notre ancienne politique immorale; il n'est pas permis de garder le silence, lorsqu'une foule d'honnêtes gens idolâtrent, pour ainsi dire, et le héros de *la Henriade*, et ce Richelieu, le plus profond, le plus formidable révolutionnaire que l'Europe ait subi depuis Luther.

Voilà pourquoi j'ai prêté l'appui de ma voix aux devanciers qui m'ont mis sur le chemin de la vérité; et je suis décidé, si Dieu me prête vie, à faire suivre de travaux plus considérables cet imparfait essai.

Il m'est pénible d'avoir à blâmer plusieurs grands hommes dont notre pays s'honore à juste titre; et j'aurais souhaité de pouvoir laisser dans l'ombre les fautes de nos anciens rois, à une époque où la royauté n'est pas suffisamment respectée. Mais

supporterait-on en France un gouvernement d'une sagesse accomplie, avant que la nation n'eût appris à connaître quelles sont, en fait de gouvernement, les doctrines sages ? Non; ce pouvoir accompli ne serait pas supporté. Force est donc de dire sans cesse et hautement la vérité, sur le déplorable système de nos anciens princes et de leurs ministres : telle est, à mes yeux, la décision de la raison et de la conscience.

II. *Motifs de reconnaissance et de sympathie.* — En regard de l'ancien système rationaliste adopté par nos gouvernements, j'ai exposé la conduite de la petite nation lorraine et de ses princes. Il est temps que la France cesse d'être ingrate envers un peuple, envers une maison souveraine, qui lui ont rendu des services signalés.

On voit la Lorraine s'allier librement à la France dès le commencement du XIVe siècle. Thibaud II combat à Courtray et à Mons-en-Puelle à côté de Philippe-le-Bel. Son fils, Ferri IV, est délivré par Charles-le-Bel de la captivité où le retenait Louis de Bavière. « Depuis lors, entre les ducs de Lorraine et les rois de France, c'est, comme on disait autrefois, *à la vie et à la mort*[1]. » Le même Ferri IV est tué à Cassel sous la bannière française; son fils Raoul périt sur le champ de bataille de Crécy. Jean, fils de Raoul, se bat pour la France à Poitiers, à Auray, à Rose-

[1] *Lettres à M. G. de la Tour sur la Lorraine et la France,* par M. Ch. Lenormant. (T. XXIIIe du *Correspondant.*)

Nous engageons nos lecteurs à lire ces remarquables lettres, qui montrent où en sont les questions franco-lotharingiennes, dans le monde consciencieux et instruit pour lequel nous travaillons.

becque. Charles II se joint d'abord à la Bourgogne[1]; mais, à la voix de Jeanne d'Arc, il se rapproche de la France, et lui demeure aussi fidèle que ses devanciers. Sous la branche de Vaudémont, les bienfaits de la Lorraine envers la France sont encore beaucoup plus importants. On verra, dans les chapitres qui suivent, ce petit pays prodiguer son sang et son or pour nous défendre contre les protestants. Il ne se sépare de nous qu'à l'époque où la France adopte des vues politiques antichrétiennes, et cherche à enlever une indépendance nationale qui existait depuis sept cents ans. La Lorraine devient alors la Vendée du XVII[e] siècle ; elle se laisse martyriser, plutôt que de céder aux ennemis de sa foi et de sa liberté. Après le triomphe des novateurs franco-germains, ses princes et sa noblesse s'en vont défendre encore la cause sociale, contre les matérialistes orientaux ; la maison de Lorraine prend racine en Autriche, aux avant-postes de la Chrétienté. Aujourd'hui même, la société n'a point de protection plus forte qu'elle parmi les puissances laïques ; si elle tombait, bientôt il ne resterait probablement plus debout que les Czars et le Socialisme, sur les ruines de l'Occident.

J'ai été heureux de signaler les services continuels rendus à la société par la race lotharingienne ; car ma jeunesse s'est passée à l'abri du trône des princes lorrains. J'ai pu apprécier leur bonté, leurs vertus, les vives propensions de leurs sujets pour la France, l'homogénéité d'intérêts des deux grandes puis-

[1] M. G. de Dumast, dans sa *Philosophie de l'Histoire de Lorraine,* donne la raison de cette exception, qui, par un côté, avait découlé des plus nobles principes.

sances catholiques ; la nécessité, pour toutes les deux, de renouer l'alliance intime qui subsistait jadis entre les fils de Gérard d'Alsace et les chefs de la nation française.

Ma sympathie pour les Lorrains a été encore vivement accrue par les analogies, de convictions et de destinées, qui se remarquent entre la Lorraine et mon pays natal, la Bretagne.

Comme la Lorraine, la Bretagne, au moyen âge, vint souvent au secours de la France. Duguesclin, Clisson, Richemont, Du Chastel, arrachèrent la monarchie française aux Anglais, aux routiers pillards, aux grands vassaux rebelles : de même, les princes lorrains la défendirent plus tard contre l'aristocratie protestante, les bandes de Rustauds, et la domination de l'étranger. L'un et l'autre duché furent récompensés de leur bienfait par l'envahissement et l'oppression.

Les rois de France visèrent à s'emparer de la Bretagne depuis Charles V ; de même ils essayèrent de se saisir de la Lorraine depuis Henri IV. L'une et l'autre province furent envahies parce qu'elles avaient donné asile à un duc d'Orléans.

La dernière duchesse de Bretagne, fiancée à Maximilien d'Autriche, qu'elle aimait, fut mariée de force au roi Charles VIII. Au sein de sa cour gallicane, elle lutta vaillamment pour l'Église ; elle empêcha, entre autres, les évêques bretons de se rendre au concile de Pise, par lequel Louis XII prétendait faire déposer le Pape. — Le dernier duc lorrain épousa la petite-fille de Maximilien d'Autriche ; et la dernière princesse dont le père ait régné à Nancy, Marie Leszczinska, fut un modèle de piété à la cour de France. Moins puissante et plus timide que

la duchesse bretonne, elle eut pourtant sa part dans la gloire dont Stanislas se couronna en recueillant les Jésuites, au moment de la plus terrible persécution de leur Ordre.

De même que la Lorraine, la Bretagne demeura fidèle au catholicisme pendant le XVI[e] siècle. Un prince lorrain, le duc de Mercœur, épousa une descendante de nos ducs bretons, et soutenu par les cœurs chauds et purs, il se maintint pendant huit ans en possession de la majeure partie du sol de l'Armorique.

Comme les Lorrains, les Bretons furent persécutés par les Bourbons. On supprima leurs libertés; on démantela leurs forteresses; on employa vainement tour à tour la tyrannie et les caresses, pour détruire l'esprit fier et indépendant de leur généreuse noblesse : elle demeura toujours dévouée aux bonnes libertés et aux vrais intérêts de son pays. Malgré les injustices qu'ils avaient éprouvées, les Bretons soutinrent sur les mers l'honneur du pavillon français pendant la guerre américaine: — de même, les Lorrains, malgré les fureurs et les folies de la République, se jetèrent en masse dans les armées républicaines pour sauver l'intégrité du sol français.

Enfin, à l'imitation des Lorrains du XVII[e] siècle, les Bretons se résignèrent à la ruine et à la mort, pendant la Révolution, plutôt que d'abandonner la Croix.

Si le paganisme révolutionnaire triomphait une seconde fois dans la France centrale, ni les Bretons ni les Lorrains ne seraient entraînés à l'adoration de cette nouvelle idole du dieu des voleurs, qui se présente sous le masque de la fraternelle justice. Ils ne laisseraient pas longtemps attenter impunément à l'Église; et plutôt que de souffrir un honteux esclavage sous

le socialisme, ils sauraient combattre et mourir au pied de la Croix : c'est notre consolante espérance.

A tous ces motifs de sympathie de peuple à peuple, se joint pour moi un motif particulier de gratitude : c'est que les publications de l'école lorraine actuelle, et surtout les écrits de M. G. de Dumast, m'ont aidé à saisir le fil de la vérité dans l'histoire moderne. Avant de les avoir lus, j'avais déjà émis[1] plusieurs des idées que je développe dans cet opuscule ; mais je dois aux écrivains lorrains d'avoir mieux aperçu l'enchaînement qui relie aux mouvements de notre époque les guerres religieuses du XVI[e] et du XVII[e] siècle : aussi, par reconnaissance, ai-je consacré la majeure partie de mon travail à commenter, à justifier, à expliquer, à relier les principales pensées de ces courageux écrivains. Dans la seconde moitié, j'ai tâché de compléter les preuves historiques de nos opinions communes, par l'exposition de la situation et des tendances de l'Europe actuelle, au point de vue des intérêts de la France et de la société.

Puissé-je avoir fait ouvrir un peu plus les yeux sur les immenses dangers que le Nord schismatique et demi-socialiste prépare à l'Europe ! Puissé-je avoir contribué à démontrer que, hors du catholicisme, il n'y a point de salut pour les gouvernements et les nations !

G. DE LA TOUR.

[1] Dans *l'Univers*, *le Correspondant*, *la Bretagne* (de Saint-Brieuc), *l'Espérance* (de Nancy), et dans quelques opuscules.

DE

L'ESPRIT CATHOLIQUE DES LORRAINS

ET DE LA POLITIQUE DE LA FRANCE.

(1er ARTICLE.)

Il y a quelques années, menant une vie de voyageur, j'aimais à m'arrêter à Nancy. L'air noble de cette ville me frappait. Je trouvais que ses longues rues et ses belles places, ses monuments élégants et ses vastes faubourgs, lui donnaient l'air d'une capitale. La rareté des équipages, le silence des grands hôtels, me disaient qu'elle avait vu des temps meilleurs. J'observais avec intérêt sa population, à la mine mâle et douce, race allemande croisée de sang français. Lorsque l'excellente étude de M. Foisset [1] m'eut appris que Nancy avait son histoire, écrite par M. de Dumast, je voulus la lire. Etonné de tout ce que ce livre indiquait de neuf et d'important, j'ai recherché, depuis, à quel point étaient fondées les hardies affirmations de l'auteur. Mes recherches m'ont laissé convaincu de la justesse générale de ses appréciations.

Ecrire les annales de la nation lorraine, depuis la Renaissance, serait en dehors de ma mission et au-dessus de mes forces : c'est à la Société *Foi et Lumières* [2] qu'il appartient d'accomplir ce travail. Mais j'essaierai du moins de montrer combien utile il serait, pour l'appréciation de la politique et de la société françaises, qu'une histoire complète nous fît parfaitement connaître la Lorraine catholique, ses combats et ses souffrances, son esprit et ses mœurs.

I

Vers la fin du XVe siècle, l'esprit révolutionnaire commençait à envahir l'Europe. La grande et libérale société franco-germanique subis-

[1] *Correspondant*, tome XX.

[2] L'académie chrétienne instituée à Nancy, laquelle a publié le manuel complet des preuves scientifiques de la religion. (Voir *le Correspondant*, tome XIV, p. 14.

sait un recul, qui la ramenait vers les brillantes misères du Bas-Empire. L'ogive s'élevait encore vers le ciel, mais festonnée de broderies bâtardes. Les nobles savaient encore se battre, mais déjà devenait rare la chevalerie, cette immolation du corps à de chastes amours et au triomphe de la foi. Le luxe gagnait l'Occident. Plusieurs souverains, et surtout les rois de France, excitaient et fortifiaient la bourgeoisie contre les seigneurs. Déjà commençait ce mouvement de centralisation excessive et de patriotisme outré [1], produit de l'orgueil des individus et des peuples : double courant, qui tend à soumettre chaque nation à un homme et à un centre omnipotents, et toutes les nations à la race la plus forte ; double folie païenne, qui divinise les Auguste et les Louis XIV, puis livre leurs successeurs à la populace, et qui peut-être fera de l'ancien continent la proie d'une nouvelle Rome. Le sens égaré, qui coule à flots de nos jours, s'infiltrait déjà dans la société.

C'est que le clergé faiblissait. Avide et orgueilleux d'une vaine érudition païenne, il désirait plus l'opulence que la liberté. La sève de la parole sainte s'appauvrissait ; partout s'éteignait la vie catholique, qui est l'unité dans la liberté et la variété [2]. La simonie et le népotisme effleuraient même les degrés du trône des apôtres. L'Esprit Saint continuait évidemment de veiller sur la papauté, mais les éclairs de l'Eglise ne pouvaient plus dissiper les ténèbres. Le temps approchait où un concile français, se déclarant contre le pape, allait fournir à Luther, par l'entremise d'un évêque, le code des usurpations gallicanes sur le Saint-Siége [3] ; et, bientôt après, on devait voir le fils aîné de l'Eglise s'allier

[1] Il va sans dire que nous condamnons aussi l'excès opposé, qui émiettait les peuples, au XI[e] siècle, pour faire des apanages de cadets.

[2] « Ecce desolatione desolata est terra, quia non est qui recogitet corde. Manum suam misit hostis ad omnia desiderabilia ejus. Undiquè venerunt vastatores, et conculcaverunt partem meam, et facti sunt greges mei in rapinam, et oves meæ in devorationem. Vos autem, o sacerdotes, non ascenditis ex adverso, neque opponitis murum pro domo Israel, ut stetis in prælio in die Domini, sed comeditis agnos de grege, et vitulos de medio armenti, bibentes vinum in phialis aureis, optimo argento delibuti ; nec est qui patiatur super contritione Joseph. »

(*Manuale christianorum*, XVI[e] siècle.)

[3] Le concile national de Tours, assemblé par Louis XII. Les pères de ce concile déclarèrent nulles les excommunications que Jules II pourrait lancer sur Louis XII, défendirent de s'adresser à Rome pour aucune affaire et d'y envoyer de l'argent, et, de leur autorité privée, sans consulter le Pape, accordèrent au roi 100,000 écus à prendre sur les biens ecclésiastiques. Ils préparèrent en outre le concile de Pise, par lequel Louis XII et Maximilien, alors alliés, voulaient faire déposer Jules II, et donnèrent à Matthieu Lang, évêque de Goritz, envoyé de l'empereur, le *Code*

avec Soliman, et les Anabaptistes promener par l'Allemagne le drapeau sanglant du communisme.

Pendant que ces malheurs se préparaient pour le XVI[e] siècle, René de Vaudémont devint duc de Lorraine. Il descendait de Charlemagne par les femmes, et déjà sa famille régnait sur l'Empire, par les Habsbourg, branche cadette de la sienne, issue comme lui d'Ebérard II d'Alsace. La Lorraine elle-même, création carlovingienne, semi-allemande et semi-française, formait un lien naturel entre la France et l'Empire. La Suisse, catholique et libérale, modèle de vertus simples et d'héroïsme, entretenait de fraternels rapports avec les Lorrains. Cette origine et ces relations nous donnent la clef de leur histoire. Princes et peuple, ils maintenaient gravée au fond du cœur la devise qu'on lit encore à Vézelise, au pied de la montagne de Sion-Vaudémont, ce noyau de la vieille Lorraine : *Lex omni imperio major :* « La loi est au-dessus de tout pouvoir. »

On sait comment René sauva les Suisses à Morat, et comment ces fidèles alliés acquittèrent leur dette à Nancy, après que Louis XI eut sacrifié sa parole au plaisir de pouvoir décapiter le connétable de Saint-Pol. Au milieu du triomphe, René demeura chrétien. On le vit pleurer et prier, sur le cadavre défiguré de son terrible ennemi. Si l'épitaphe du magnifique tombeau qu'il lui fit élever respire en quelque chose l'orgueil d'une si mémorable victoire, on y trouve ces vers touchants :

O tibi qui terras quæsisti, Carole, cælum
Det Deus, et spretas antea pacis opes !

Cette pensée, burinée par un héros vainqueur, à une époque où presque tous les princes songeaient uniquement à des conquêtes, nous peint bien l'homme et son peuple. René se montra moins soucieux d'agrandir ses Etats que de faire leur bonheur. Il fut le père d'Antoine, duc de Lorraine, et de Claude de Guise.

Antoine et ses sujets possédaient tant de rares qualités que, pendant les seize premières années de son règne, la Lorraine ne se ressentit pas de l'agitation révolutionnaire que Luther avait occasionnée en Allemagne, et qui commençait à envahir la France. Presque toujours, de mauvais prêtres et de mauvais seigneurs commencent les révolutions, en attaquant l'autorité spirituelle ; puis la bourgeoisie, intimidée ou corrompue à son tour, se laisse entraîner au mouvement *réformateur ;* en-

des libertés gallicanes, qui, répandu dans les universités allemandes, où étudiait Luther, y fit un mal immense.

fin, les paysans et les ouvriers se mettent inopinément de la partie. Alors, les passions motrices se montrent à nu; aux crimes déguisés par le philosophisme ou fardés par l'élégance du haut rang, succèdent des forfaits hideux, accomplis au grand jour par des masses de forcenés qui se glorifient de ne rien respecter. Habituellement les mauvais prêtres et les seigneurs coupables sont châtiés des premiers, par le fléau même qu'ils ont déchaîné; puis il atteint les populations qui ont failli par une lâche paresse, en laissant le mal s'étendre lorsqu'elles pouvaient l'étouffer.

Sur les bords du Rhin, en 1525, on en était arrivé au dernier acte de ce drame quasi perpétuel. « A la suite *d'un schisme qui s'était formé dans le luthéranisme*[1] » par des libertins plus logiciens que les autres, le drapeau d'une jacquerie s'était élancé de la Forêt-Noire. D'effroyables ravages avaient d'abord eu lieu sur les deux rives du Rhin; mais déjà, ne se bornant plus à d'aveugles fureurs partielles, et voulant systématiser leurs saturnales, les bandes des révoltés commençaient à former le dessein d'envahir en masse l'Occident, et d'y opérer cette hideuse révolution sociale qu'ils appelaient le règne du Saint-Esprit[2]. » Après avoir saccagé l'Alsace, les *rustauds* (ainsi les nomme l'histoire) marchèrent en plusieurs corps vers la Lorraine et la Champagne. Rien n'était sacré pour eux. La clef des montagnes, Saverne, tomba entre les mains de leur avant-garde, forte de dix-huit mille hommes, que menait le principal chef, l'ouvrier Gerber. Plus de quarante mille hommes s'avançaient pour le soutenir ou le rejoindre. La Chrétienté courait un grand danger, car les armées d'Allemagne et de France étaient occupées au loin, des querelles de François Ier et de Charles-Quint. Nos provinces surtout se trouvaient dégarnies, par suite du désastre de Pavie, où le roi venait d'être fait prisonnier.

Claude de Guise, gouverneur de Champagne, rassembla en toute hâte quelques centaines de lansquenets, gens sans foi ni loi, et les conduisit à son frère Antoine, qui s'apprêtait à combattre vaillamment pour la cause de Dieu[3]. Malgré ce petit renfort, le bon duc n'avait autour de lui que dix à douze mille hommes; mais l'élite des Lorrains se trouvait là : elle savait se passer du nombre. Deux compagnies ayant pillé des villages dont les habitants avaient rejoint l'ennemi, Antoine, quelque peu de

[1] Expressions du vieil historien Boucher.
[2] *Le duc Antoine et les Rustauds*, par l'auteur du *Nancy*. (Sagnier et Bray, libr.)
[3] Edmond du Boulay.

monde qu'il eût, osa les licencier; puis, surmontant de grandes difficultés de terrain, il vint camper devant Saverne.

A peine avait-il investi cette ville, que dix mille paysans s'approchèrent pour l'attaquer. Ils étaient arrivés déjà à Loupestein : le duc, ne laissant devant la place qu'une grand'garde, courut au devant de l'ennemi. Celui-ci, bien qu'à forces pour le moins égales, ne soutint pas le choc en rase campagne; mais il s'était ménagé un refuge derrière des chariots, des haies et des fossés. Il fallut emporter d'assaut ces retranchements, qui furent vigoureusement défendus. Chassés de là, les Rustauds se retirèrent dans les maisons et l'église de Loupestein, où ils résistèrent encore. On leur offrit une capitulation, mais ils la rejetèrent; et ces malheureux, obstinés à se défendre dans leurs rues crénelées, y périrent, poursuivis par le fer et par le feu.

A la nouvelle de l'anéantissement de ce corps d'armée, les Rustauds investis à Saverne demandèrent à capituler. Quoiqu'ils eussent tué un parlementaire, Antoine leur accorda la vie, la liberté et les bagages, à condition toutefois que, renonçant au cri : *Vive Luther!* ils déposeraient les armes et retourneraient chacun chez eux. Le 18 mai (1525), les assiégés allaient défiler devant l'armée victorieuse, qui se rangeait en bataille, lorsque l'on arrêta un homme qui se glissait hors de la place. On le trouva porteur d'une dépêche par laquelle les chefs des assiégés annonçaient aux autres bandes qu'ils allaient bientôt les joindre, après avoir trompé Antoine par une fausse capitulation; ils engageaient leurs compagnons à leur procurer d'autres armes, leur promettant que, réunis tous ensemble, ils écraseraient l'armée catholique. Antoine assembla ses capitaines, et fit prévaloir au conseil des résolutions à la fois clémentes et prudentes; mais tandis que l'on délibérait sur les moyens de les exécuter, Dieu avait décidé que la trahison des révoltés serait punie d'une façon terrible.

Le défilé venait de commencer. Une querelle s'engagea entre un des paysans insurgés et un lansquenet du pays de Gueldres. Celui-ci leva son arme d'un bras menaçant; l'autre cria : Vive Luther! et tomba blessé. Aussitôt une clameur terrible s'éleva de la masse des Rustauds; ils ressaisirent par milliers leurs piques et leurs hallebardes, et, chargés par les gens de Gueldres, ils les repoussèrent. Mais alors, se croyant engagée, toute l'armée catholique, par mal-entendu, s'ébranla malgré ses chefs; la mêlée devint générale. L'entrée de la ville fut forcée par les soldats lorrains; on combattit de rue en rue. Le carnage fut horrible et atteignit

même beaucoup d'habitants. « Au milieu de cette boucherie, les princes de Guise et de Vaudémont, ministres de la bonté de leur frère, s'étaient épuisés dès l'origine à vouloir calmer et comprimer la troupe. Personnellement, ils sauvaient bien quiconque se trouvait à leur portée; mais pour obtenir davantage, il fallut qu'à leur humanité la fatigue de tuer vînt en aide. Ce n'est qu'à la fin qu'ils réussirent à reprendre quelque ascendant: heureux, alors, de pouvoir, quoique bien tard, mettre un terme au massacre, et de faire du moins encore six mille prisonniers [1]. »

Lorsque le château-fort, dernier asile des révoltés, eut été enlevé, on conduisit devant le duc Antoine Erasme Gerber et son principal confident; ils furent seuls condamnés à mort. Alors Gerber avoua que l'on avait bien fait de ne pas ménager sa troupe ; car, disait-il, avec moins de promptitude et de vigueur, on aurait eu sur les bras soixante mille hommes réunis, et le torrent, une fois lancé, ne se serait plus arrêté : les sectaires anarchistes avaient partout des complices en France.

On profita de la leçon, et on marcha sans délai contre le gros des ennemis, qui était encore intact. On les trouva retranchés, au nombre de vingt-cinq mille, à Cherviller, non loin de Schélestadt. Malgré les haies, les fossés, les épaulements, malgré les chariots liés qui servaient de chevaux de frise, la petite armée lorraine éteignit le feu de l'artillerie luthérienne, et engagea avec les Rustauds une lutte corps à corps, qui se termina par leur complète déroute. Guise et Vaudémont se distinguèrent beaucoup à cette attaque. Dix mille communistes restèrent sur le champ de bataille ; les vainqueurs y couchèrent parmi des tas de cadavres de six pieds de haut. Un si brillant exploit mit fin à cette guerre sociale. Des bandes formidables occupaient encore la Haute-Alsace; mais, effrayées par de tels exemples, elles ne résistèrent plus qu'à demi, et les princes allemands en vinrent aisément à bout.

Il eût été facile au duc Antoine de profiter de ses forces pour arrondir ses Etats; mais, imitant l'exemple que son père lui avait donné jadis après la victoire de Nancy, il licencia sur-le-champ son armée, et, loin de prélever sa part du butin, il refusa même les présents des pays qu'il avait sauvés. Le service qu'il venait de rendre parut si grand à l'Eglise qu'elle le célébra sous la magnifique forme d'un jubilé.

Nous avons raconté avec quelque détail ce glorieux épisode de l'histoire des Lorrains, parce qu'il offre des traits de similitude avec notre

[1] *Le duc Antoine et les Rustauds*, p. 19 et 20.

époque. A Paris, à Lyon, en Italie, en Allemagne, nous avons vu se lever de nouvelles bandes de Rustauds, et trop de foyers d'agitation couvent encore en Europe pour que nous ne soyons pas exposés tôt ou tard à d'autres épreuves du même genre. Or l'exemple des héros de Loupestein et de Cherviller nous prouve qu'une poignée d'hommes de cœur, fermement décidée à vaincre, et qui se précipite sur les ennemis de la société sans en calculer le nombre, enfonce et dissipe promptement des bandes terribles en apparence. En général, le mal ne devient puissant que par la faiblesse des gens de bien.

Les auteurs protestants ont accusé Antoine de s'être montré cruel et perfide dans cette guerre. Ils lui ont imputé le massacre de Saverne, et, suivant eux, ce serait depuis ce moment qu'une colline voisine de cette ville aurait pris le nom de Martyrmont. L'auteur du *Nancy* a récemment fait justice de ces mensonges, qui avaient trompé plusieurs de nos amis. Grâce à M. de Dumast, nous savons que la montagne dont il s'agit, lieu consacré par la dévotion catholique, s'appelait Marterberg ou Martyrmont dès les premiers siècles du moyen-âge [1]. Au reste, s'appuyant sur le témoignage des vieux historiens Boucher, Pilladius, Du Boulay, Volzir, Herculan, il n'a rien laissé subsister des ombres qui semblaient ternir la mémoire d'Antoine.

Après la victoire de Cherviller, ce prince ne cessa de travailler à la pacification de la Chrétienté. En 1538, il se rendit à Nice, où il fit conclure une trêve qui donna quelque répit à l'Occident, à demi ruiné par les guerres d'Italie. Lorsqu'il revint, on criait partout sur son passage : « Vive le bon duc de Lorraine ! vive le bon prince de paix ! » Plus tard, atteint déjà de la maladie dont il mourut, il fit encore un long voyage pour travailler au repos de l'Europe. Aussi, lors de sa fin, qu'un contemporain [2] appelle « le plus catholicque trépas de prince qu'il y eût eu depuis plusieurs cents ans en la Chrétienneté, » son unique regret fut de n'avoir pu solidement terminer les querelles des potentats ; et ses sujets, joignant à un éloge venu d'eux-mêmes l'éloge que lui avaient décerné les nations voisines, répétaient ce double gémissement : « Hélas ! le bon père du peuple ! hélas ! le bon prince de paix [3] ! »

Chez Antoine, observe M. de Dumast, la bravoure n'était qu'une des

[1] Comme Montmartre, qui signifie également *Mons Martyrum*, le Mont des Martyrs.

[2] Du Boulay.

[3] *Le duc Antoine et les Rustauds*, p. 35 et 36.

formes de la bonté. Sa mère, la reine Philippine de Gueldres, qui mourut clariste et en odeur de sainteté, lui avait répété souvent : « Plutôt mille fois périr que de commettre un seul péché mortel ! » Le prince avait pris cette pensée pour règle de conduite.

Dieu bénit le bon duc dans sa lignée. Son fils, Charles III, fut surnommé le Grand par les Lorrains, excellents appréciateurs de la valeur réelle des princes. Il méprisa la fausse gloire des combats stériles et des conquêtes, et maintint dans ses Etats, au milieu de l'Europe en feu, l'ordre, la richesse et la paix. On lui dut la fondation de l'Université si chrétienne de Pont-à-Mousson, et la construction de la ville neuve de Nancy. Grâce au calme et à la prospérité de son pays, il fut possible à Charles III d'avancer de fortes sommes au gouvernement français pour la défense du catholicisme ; et une partie de la noblesse lorraine put suivre les Guise en France, dans leurs vaillantes luttes contre les protestants.

Nous devons nous arrêter aux services que ces princes nous rendirent pendant les guerres de religion ; car, au XVI[e] siècle, l'histoire des Lorrains est presque confondue avec la nôtre, par l'influence que François, Charles, Henri de Guise, et les ducs de Mayenne et de Mercœur, exercèrent dans notre pays.

II

Dès les premiers temps des prédications de Luther, ses doctrines avaient excité des troubles affreux en Allemagne. Aussi hardis logiciens que leur maître, les paysans luthériens avaient tourné contre les bourgeois et les seigneurs les armes que l'orgueil et les subtilités de son esprit lui avaient fournies pour saper l'autorité religieuse. D'ailleurs, son livre : *De la Liberté chrétienne*, inspirait la révolte, par la manière audacieuse dont il traitait les législateurs et les lois. De l'Elbe au Rhin, on avait vu se lever des bandes de sectaires furibonds, dont quelques-unes pratiquaient le plus immonde communisme.

En France, le protestantisme débuta d'une façon différente ; il gagna d'abord la majeure partie des seigneurs et de la haute bourgeoisie ; ce n'est qu'au bout de plusieurs années que les classes laborieuses de quelques provinces se laissèrent intimider ou séduire. Cela fit que la prétendue réforme apparut dans notre pays sous des traits moins grossiers et moins inquiétants. Cependant, dès 1535, les catholiques et la Cour s'alarmèrent des progrès rapides de l'hérésie ; on

sévit avec trop de rigueur contre les protestants; ceux-ci devinrent bientôt les plus forts dans quelques parties du royaume, et opposèrent la violence à la violence. Leur puissance ne cessa de croître jusques vers 1561, époque où commença une guerre civile de quarante ans, interrompue huit fois par de courtes trêves; mais, pendant ces trêves mêmes, la lutte continua, par l'intrigue, les rixes, le poignard, la persécution. Les Guise, comme des colosses, dominent toute cette époque. Lorsqu'ils arrivèrent au pouvoir, le tiers de la nation française était protestant : à l'instant où Mayenne déposa les armes devant Henri IV, il n'y avait plus qu'un dixième de la population qui ne professât point la religion catholique.

En abattant le protestantisme en France, est-il vrai que tous ces princes lorrains agirent contre la liberté religieuse, et immolèrent à leur ambition le bien-être et la gloire du pays qui les avait adoptés?

L'histoire rationaliste l'affirme depuis trois siècles; et, même auprès de la plupart des catholiques, ces illustres champions de notre foi ne sont pas encore tout à fait blanchis de telles accusations Voyons donc en quoi les Guise ont démérité de la patrie et de la liberté.

Ils n'ont cessé de faire la guerre au protestantisme, c'est vrai. Mais qu'y avait-il de commun entre le protestantisme et la liberté? Quelle était, en elle-même, cette prétendue réforme? « Un retour aux théories du destin aveugle et aux mœurs dévergondées qui en résultaient; une nouvelle invasion mal déguisée du fatalisme et du sensualisme musulmans. La doctrine du serf arbitre [1], accompagnée de ses hideuses conséquences, doctrine qui détruisait la dignité de l'homme, était la plus entière négation des beaux dogmes de liberté et de moralité professés par l'Eglise au sein de la république chrétienne. Dans la défection du XVI[e] siècle, il y avait trahison sociale en même temps qu'hérésie; il y avait désertion positive de la cause des peuples [2]. »

Et comment le sectaire du XVI[e] siècle entendait-il la liberté religieuse? « Lorsqu'il repoussait le joug de la communion dominante, c'était pour y substituer le joug de la sienne, et l'appel à la tolérance n'était qu'une arme passagère entre les mains des partis [3]. » Voyez, en

[1] « Le *servum arbitrium* ou serf arbitre; système de l'*omnia eveniunt necessitate absolutâ;* système du fatalisme aveugle et de la prédestination sans contrepoids; théorie d'après laquelle, l'*âme n'étant nullement libre* et n'ayant gardé aucune faculté propre, la responsabilité morale de l'homme disparaît. »

(Note tirée du *Nancy* de M. G. de Dumast.)

[2] G. de Dumast. Le *Nancy*, p. 55.

[3] M. le duc de Noailles. *Vie de madame de Maintenon.*

effet, Luther faire chasser de Wittenberg Carlostadt, qui, disait-il, avait voulu sans mission s'ériger en nouveau docteur. Il écrit un traité pour prouver que les gouvernements ont le droit d'employer le glaive contre les sujets ennemis de la saine doctrine religieuse; il engage les princes à dompter par la force les paysans révoltés de la Souabe et de la Franconie; il prêche même l'extermination des anabaptistes. Calvin tyrannise Genève, en expulse ce qu'il appelle la secte des libertins, fait brûler Michel Servet comme anti-trinitaire, fait trancher la tête à Bruet et à Gentilis pour hérésies, et enseigne que le pouvoir est tenu de punir de la peine de mort les offenses graves à la religion, d'étouffer tous les germes d'idolâtrie [1]. Le doux Mélanchton lui-même félicite Calvin du supplice de Servet, lui dit que pour cette haute action le fils de Dieu sera sa récompense, et conseille de mettre à mort les trois anabaptistes de Iéna..... Singuliers défenseurs de la liberté religieuse, que les apôtres de la Réforme!

Leurs disciples suivirent avec zèle ces exemples et ces instructions. « S'emparer des sanctuaires catholiques, les dépouiller ou les démolir; effacer tout vestige de l'antique religion du Prince des apôtres; amener par voie de contrainte tout le monde à la quitter; donner pour tâche aux magistrats d'accabler de pénalités physiques quiconque résisterait à l'apostasie: tel fut dès l'origine le programme universel des prétendus réformés; programme qu'ils réalisèrent partout où ils le purent; programme que l'Angleterre maintenait encore presque tout entier vers 1810, et dont à présent même le Danemarck et la Suède laissent en vigueur des copies assez passablement conservées [2]. »

Il est vrai que les catholiques eux-mêmes commirent des violences et des crimes inexcusables; mais leurs ennemis les avaient souvent devancés dans cette triste carrière. Ainsi, *avant* la Saint-Barthélemy, des massacres de catholiques avaient eu lieu en Anjou, en Touraine, en Vendômois, à Bourges, deux fois à Nîmes [3]; le grand François de Guise était tombé sous les balles empoisonnées de Poltrot; le président Minart et le capitaine des gardes, prévôt de Charry, avaient été assassinés; et plus d'un siècle avant que Louis XIV eût confié la conversion des protes-

[1] Defensio orthodoxæ fidei contra errores Michaëlis Serveti, ubi docetur jure gladii coercendos esse hæreticos.
[2] *Foi et Lumières*, p. 209.
[3] Sismondi. *Histoire des Français*, t. XVIII.

tants du Midi aux dragons de M. de Louvois[1], les généraux et les magistrats calvinistes, dans la même contrée, obéissant à la requête des consistoires, « essayaient de contraindre les catholiques à embrasser la Réforme, *par taxes*, *par logements*, *par démolition de maisons*, *et par découvertes des toits*. Ceux qui s'absentaient pour éviter ces violences, étaient dépouillés de leurs biens[2]. » Les catholiques français ne poussèrent jamais à un tel excès l'intolérance et la persécution légales.

La liberté politique fut encore plus maltraitée par la Réforme que la liberté religieuse. En effet, d'après les lois de la véritable société catholique, princes et sujets sont obligés d'obéir également aux prescriptions de la justice et de la religion ; et l'Eglise, demeurant indépendante en son gouvernement et respectée dans ses biens immuables, garantit à la fois les propriétés, l'honneur et la paix des familles. Le protestantisme, au contraire, institua l'absolutisme en principe, et divinisa, pour ainsi dire, l'État ; il enseigna qu'il y a deux morales, une pour le serviteur et une autre pour le maître ; que les rois peuvent disposer de tous les biens de leurs sujets, ecclésiastiques ou séculiers. Nourris de ces doctrines, les souverains protestants ne laissèrent nulle part subsister de libertés nationales, là où ils purent les supprimer, et plus d'un d'entre eux parut avoir perdu le sentiment de la miséricorde. Ainsi Cromwell s'énorgueillissait du martyre de l'Irlande ; Henri VIII, des soixante-douze mille personnes qui avaient péri sous son règne par la main du bourreau ; et sa digne fille Elisabeth, « qui se délectait à inventer des supplices, » s'excusait devant son parlement, par l'organe de lord Bacon, de ce qu'il n'y avait plus guère, par an, que quatre cents condamnations capitales. Elle affirmait qu'il n'y avait pas de sa faute si la loi semblait exécutée avec moins de rigueur[3].

En luttant donc contre le protestantisme, les Guise ne combattirent point la vraie liberté. Si les municipalités françaises, dont ils devinrent les chefs, ne se fussent liguées pour défendre nos institutions libérales, la France eût probablement subi, dès le XVI[e] siècle, la honte du despotisme ; « et, perdant cette chevaleresque sensibilité pour autrui, qui l'égare bien quelquefois, mais qui l'ennoblit cependant, et qui lui donne

[1] Qui encore étaient des troupes disciplinées. Seulement, les villages protestants où on les envoyait étaient obligés de payer une partie de leur entretien.

[2] Bossuet, *Histoire des variations*.

[3] Observations on the criminal law of England, as it relates to capital punishments, by sir Samuel Romilly ; t. XIX, p. 389.

parmi les peuples une initiative marquée, notre généreuse nation allait s'abâtardir, s'abêtir, et se renfermer dans l'égoïsme. » Le culte de la véritable eucharistie eût été prohibé *sous peine de mort*, car telle était la législation protestante au XVI[e] siècle, « et les vertus qui jaillissent du sacrement d'amour eussent été taries dans leur source [1]. »

Cette question préalable débattue et ces principes posés, examinons le caractère des Guise, les services qu'ils rendirent à notre pays et à la Chrétienté. En les suivant dans leurs principales actions, nous arriverons à une juste appéciation de la Ligue.

François de Guise est le premier prince lorrain qui ait exercé en France une influence prépondérante. Il était fils de ce Claude, si brillant à Loupestein et à Cherviller, qui avait été aussi l'un des héros de Marignan ; si Bonnivet avait suivi ses conseils à Fontarabie, la France eût probablement évité la continuation d'une guerre désastreuse, pendant laquelle le prince lorrain se signala plus d'une fois, entr'autres en battant les Allemands à Neufchâtel. — Très-jeune encore, François de Guise montra, dans sa défense de Metz, toutes les qualités d'un grand général chrétien. Pieux, humain, actif, habile, il réussit à bannir de ses troupes le jeu, le luxe et le duel, et il obtint d'elles le respect des faibles. On sait qu'il sauva la France, en faisant perdre à Charles-Quint quarante mille hommes devant Metz.

Après le désastre de Saint-Quentin, qui ouvrait à Philippe II le chemin de Paris, le jeune De Guise fut nommé lieutenant général du royaume. Aussitôt, l'ennemi est repoussé, et François profite de l'élan de l'armée française pour enlever Calais à l'Angleterre. De l'énorme butin fait à cette conquête, il ne garda rien pour lui. Il s'empara ensuite de Thionville, qui était alors la plus forte place des Pays-Bas, et contint pendant deux mois une des plus formidables armées que l'Espagne eût jamais mises sur pied, et qui était commandée par le roi en personne. Ce fut alors que Henri II, jaloux de la gloire et de l'influence de son général, conclut la paix de Cateau-Cambrésis, par laquelle la France restitua la Savoie, le Luxembourg, le Charolais et une partie de l'Italie, régions conquises où se trouvaient deux cents places fortes. Le duc de Guise protesta hautement, au nom de l'honneur et des intérêts de la France, contre cette humiliante et déplorable paix.

Le faible François II monta sur le trône. Les calvinistes ourdirent la

[1] *Foi et Lumières*, p. 209 et 210.

fameuse conjuration d'Amboise, qui faillit le faire tomber entre leurs mains. Nommé de rechef lieutenant général, Guise déjoua le complot, battit les révoltés, puis empêcha que l'on ne portât contre eux des édits sanguinaires : il se contenta de demander que les huguenots n'eussent point la permission de s'assembler. Son caractère était si ferme, que Catherine de Médicis elle-même tremblait devant lui. Cependant il ne cessa de se montrer conciliant et généreux. Qui ne se rappelle ses immortelles paroles au protestant qui tenta de l'assassiner devant Rouen : « Si ta religion t'oblige d'ôter la vie à un homme qui ne t'a jamais offensé, la mienne m'ordonne de te pardonner. Juge par là quelle est la meilleure. » Forcé de donner l'assaut à Rouen, il fit de grands efforts pour empêcher le pillage, et osa soustraire plusieurs officiers calvinistes à la rigueur du parlement. Il sauva ensuite Paris, que le prince de Condé menaçait. A Dreux, après que le connétable de Montmorency et le maréchal Saint-André eurent été pris, et leurs corps d'armée battus, François de Guise, à la tête de la réserve, remporta une victoire complète. Il passa la nuit dans le même lit que le prince de Condé, son prisonnier : noble confiance, qui ne toucha pas ses ennemis ; car, bientôt après, à l'instant où il allait s'emparer d'Orléans, leur dernier boulevard, les calvinistes le firent assassiner. Il mourut en chrétien résigné, pardonnant à son meurtrier : ses dernières paroles furent pour recommander la modération à son fils, et pour donner des conseils de paix à la reine-mère.

Voilà l'homme qui, d'après les historiens rationalistes, n'aimait le catholicisme que par ambition. Du reste, cette accusation banale frappe en tout temps les hommes d'Etat chrétiens. François de Guise était si sincèrement religieux, que, dans les instants mêmes où la jalousie de ses rivaux l'éloignait du pouvoir, il travaillait sans relâche à la défense de sa foi[1]. Jamais il n'essaya, dans ses disgrâces, de se fortifier par l'alliance des calvinistes,— exemple que la Cour, après lui, n'imita point. S'il n'avait été profondément chrétien, eût-il donc pu rendre la guerre plus humaine, en montrant le premier à soigner les blessés de l'ennemi[2] ?

Le simple résumé de la vie de ce grand homme suffit pour réfuter quelques écrivains calvinistes, qui ont avancé, sans la moindre preuve,

[1] Ainsi il soutint puissamment le Catholicisme en Allemagne par ses négociations.

[2] Avant François de Guise, dans aucune armée on ne donnait de soins aux prisonniers blessés. Ç'a été là une idée lorraine.

qu'il avait voulu deux fois faire tuer Coligny. Par ces accusations, ils cherchaient à atténuer le crime trop probable du célèbre amiral; car, d'après les constants aveux de Poltrot, Coligny avait été l'instigateur formel du meurtre de François de Guise. « Ce prince, » dit Le Laboureur, « fut un héros qui aimait la religion et l'Etat. » En ce peu de mots, quel juste et rare et magnifique éloge !

L'histoire rationaliste a calomnié avec plus de succès le frère de François de Guise. Ce grand cardinal de Lorraine, « que son immense considération faisait appeler le cardinal de France ; cet évêque zélé, sobre et chaste, ennemi des abus, réformateur de son clergé, instituteur du premier séminaire français ;... ce distributeur éloquent du pain de la parole, pour qui, lorsqu'il devait prêcher, les basiliques de Reims et de Paris n'étaient plus assez spacieuses ; ce prélat aux munificences éclairées, fondateur d'hôpitaux et d'universités..., protecteur de tous les savants, Mécène de tous les artistes ; ce judicieux antagoniste des aveugles et des immobiles, intelligent défenseur de la pensée chez Ramus, — chez Ramus que ne savait pas même protéger Genève, tout à la fois téméraire et routinière ; — ce promoteur de tous les progrès sérieux, même dans l'ordre matériel[1] ; cette lumière de l'Eglise, ce docte adversaire des protestants : il est demeuré leur victime ; car n'ayant pas pu réussir, malgré huit ou dix tentatives d'assassinat, à s'en défaire par l'arquebuse ou le couteau, ils l'ont tué moralement, par les plus odieux mensonges[2]. »

On a longtemps cru, en effet, sur la foi des protestants, que le cardinal de Lorraine avait béni les poignards de la Saint-Barthélemy, tandis qu'il était, au moment du massacre, à quatre cents lieues de Paris, travaillant à réunir toutes les forces de la Chrétienté pour la grande lutte de Lépante. C'était d'ailleurs un prélat plein de modération : ses harangues au colloque de Poissy et au concile de Trente, où il se distingua par sa douceur aussi bien que par son éloquence, le démontrent parfaitement. La suavité de son âme se peignait « dans le limpide regard de ses grands yeux bleus », et, pour sentir qu'il ne fut pas cruel, il suffit de considérer son portrait. On ne saurait, non plus, mettre son désintéressement en doute ; car à cette époque de confiscations et de pillages, il est avéré que les princes lorrains ne consentirent jamais à profiter d'une parcelle

[1] Par exemple, il fit dessécher des marais sur lesquels il trouva moyen de doter son université de Reims.

[2] P. G. de Dumast, *Le duc Antoine et les Rustauds*, p. 34 et 35.

du bien d'autrui. Il y a donc lieu de penser, avec M. de Dumast, que le cardinal fut en tous points un modèle pour le clergé français, et que l'accusation de mœurs légères, portée contre lui en termes vagues, n'est qu'un des nombreux mensonges de ses ennemis.

Vers la fin de la vie de François de Guise, la guerre était déjà devenue très-cruelle. Là où il se trouvait, on voyait encore quelquefois régner une courtoisie chevaleresque entre les chefs des deux partis ; ainsi, devant Paris, les gentilshommes des deux armées causaient et s'embrassaient aux avant-postes, dans l'intervalle des combats, au grand étonnement des étrangers ; mais loin du général, la guerre se faisait sans pitié. Les huguenots brûlaient les églises et les monastères, profanaient les tabernacles et les reliques. Ils montaient à l'assaut en chantant des psaumes, mais, les villes emportées, ils se croyaient permises toutes les cruautés imaginables. Les catholiques se vengeaient par de terribles et cruelles représailles, qui n'empêchaient pas les protestants de faire des prosélytes jusqu'au sein du haut clergé, parmi les prélats libertins.

L'évêque de Nevers se maria, et se retira à Genève. A son tour, le cardinal de Châtillon suivit son exemple, et nomma sa femme, d'après son diocèse, comtesse de Beauvais. Le Pape l'excommunia, et cita en même temps devant son tribunal l'archevêque d'Aix, les évêques de Pamiers, de Chartres, de Troyes et de Valence, qui penchaient plus ou moins vers le protestantisme. Le dernier était un des confidents de Catherine de Médicis : d'après ses conseils, et en vertu des *libertés* gallicanes, la reine ne reçut point dans le royaume la bulle du Souverain Pontife ; elle encouragea les évêques suspects à désobéir au Saint-Siége, et même elle garantit au cardinal apostat les revenus de son diocèse. Le concile de Trente ayant terminé la rédaction de ses décrets et de son symbole, œuvre auguste qui consolida la catholicité, — la cour de France refusa d'accepter ces canons œcuméniques, et par là donna de nouvelles armes aux protestants. Quand d'ailleurs elle voulut les vaincre, au lieu de le faire par le courage et la générosité, comme l'avait essayé François de Guise, Catherine de Médicis, qui lui succéda dans le gouvernement, tâcha de les dompter à force d'intrigues et de sanglantes perfidies. C'est pour cela qu'elle signa d'abord la paix d'Amboise, et s'en fut demander ensuite les conseils du duc d'Albe. « Dix mille grenouilles ne valent pas la tête d'un saumon, » lui dit le cruel Espagnol ; aussi fait-on remonter jusqu'à cette entrevue la pensée de la Saint-Barthélemy.

Les protestants, de leur côté, étaient d'incorrigibles conspirateurs.

Pendant cette même entrevue de Bayonne, ils s'organisèrent de la façon la plus menaçante. « Comme s'ils eussent été en pays ennemi, ils avaient des signaux d'intelligence, des mots de ralliement, des rôles de recrues et de recettes, des routes tracées, des entrepôts marqués, des magasins d'armes, et tout ce qui est nécessaire pour faire éclater au premier ordre un soulèvement général. Ils entretenaient, outre cela, dans les Etats protestants et catholiques, des envoyés publics ou secrets, chargés d'espionner les ministres du roi, de traverser leurs négociations, s'il était nécessaire, ou d'en entamer à leur propre avantage. Enfin, de temps en temps, ils se rassemblaient dans des châteaux, et y prenaient en commun des résolutions, toujours couvertes du voile du mystère [1]. »

Après le voyage de Bayonne, persuadés que la Cour nourrissait des projets hostiles, les protestants prirent les devants. Au signal de leurs chefs, ils se levèrent en armes, le même jour, sur presque tous les points du royaume, et s'emparèrent de cinquante places fortes dans cette seule journée. Leur secret avait été si bien gardé, que Catherine et Charles IX, surpris eux-mêmes, eurent grand'peine à échapper à la cavalerie du prince de Condé. La vindicative reine acheta de nouveau la paix ; mais elle était probablement résolue à prendre une terrible revanche, et il est présumable que cette preuve, que les protestants venaient de donner, de leur habileté, de leur force et de leur audace, acheva d'établir dans la pensée de Catherine l'idée d'un massacre général.

Ce n'est pas sans douleur que l'on trouve le nom de Henri de Guise mêlé à ce grand crime politique. Il paraît que la Florentine fit croire au jeune prince lorrain, comme à Charles IX, que les calvinistes se préparaient à se soulever une seconde fois, et à égorger le même jour les chefs des catholiques dans tout le royaume. — Etait-elle convaincue de la réalité du complot ? Il est permis d'en douter. Toutefois, la récente conspiration qui avait failli livrer le roi et le pays aux calvinistes, donnait un air de vérité aux paroles de la reine, et il dut lui être facile de persuader le jeune Guise, qui n'avait jamais oublié le meurtre de son père, et qui nourrissait, pour ce motif, une haine mortelle contre Coligny. Comment eût-il pu résister à la soif de la vengeance, lorsque ses souverains la lui présentaient comme un acte bon et nécessaire ! et après les exemples qu'il avait reçus de cette cour voluptueuse et barbare, où l'assassinat se mêlait à la débauche ! où les dames d'honneur allaient parfois,

[1] Anquetil.

en compagnie du roi et de la reine, voir torturer les suppliciés !

Henri de Guise fut un des instruments de la Saint-Barthélemy, de ce forfait commis par une femme perverse, dévorée d'ambition, qui voulait faire disparaître des rivaux dangereux [1] ; de ce forfait qui n'eût jamais été commis sous des souverains réellement catholiques. C'est l'unique tache qui ternisse la mémoire du fils du héros de Dreux ; car, du reste, si un Français peut feuilleter l'histoire de cette époque sans rougir de honte, on le doit à Henri de Guise et à ses amis les ligueurs.

Oui, à ce prince si maltraité, si sacrifié par les historiens, que la plupart n'osent pas même blâmer le crime de son royal assassin. A les entendre, Guise fut un rebelle égoïste, qui excita des troubles affreux pour satisfaire son ambition. Allons aux faits ; voici ce qu'ils nous apprennent :

Agé de dix-huit ans à peine, Henri de Guise se signala par l'héroïque défense de Poitiers contre Coligny. Bientôt ensuite, il battit une armée d'Allemands et de calvinistes. La Cour, par jalousie, arrêta ses succès, en refusant de lui confier des troupes et de l'argent ; mais, de ce moment, il devint l'idole du peuple, que le souvenir de son père disposait déjà favorablement pour lui.

Si détestables que fussent les mœurs des courtisans sous Charles IX, Henri III avait trouvé moyen de les rendre plus dépravées encore. Le duc de Guise adressa sans cesse au roi des remontrances fermes et respectueuses, sollicitant de lui les trois choses qui pouvaient le plus contribuer à l'affermissement de sa couronne : des mœurs plus décentes, la défense de la foi catholique, et l'acceptation du concile de Trente. Eût-il agi de la sorte, s'il avait eu l'intention qu'on lui attribue, de s'emparer du trône pour lui-même ?

Mais voici qui démontre mieux encore ses sentiments de fidèle sujet.

Après la mort du duc d'Anjou, Catherine de Médicis voulut assurer la couronne au marquis du Pont [2], fils aîné de sa fille, Claudine de France, mariée au duc de Lorraine. Henri de Guise s'opposa ouvertement à la grandeur de sa propre maison, aussitôt qu'il le put sans danger pour la foi ; il travailla loyalement pour le cardinal de Bourbon, qui devenait l'héritier légitime du royaume pour les catholiques, puisque le roi de Navarre était protestant.

[1] Coligny surtout, qui, depuis la paix, prenait beaucoup d'empire sur l'esprit du faible et malheureux Charles IX. — Voyez Anquetil, Mézerai, etc.

[2] C'est-à-dire du Pont-à-Mousson. Le marquisat de Pont-à-Mousson était d'ordinaire le *delphinat* des héritiers présomptifs de la couronne de Lorraine.

Henri III et ses *mignons* éloignaient le duc de tous les grands emplois, et surtout du commandement des armées. Sa fidélité n'en fut pas altérée; il repoussa les offres des calvinistes, qui lui proposaient, par l'entremise de La Noue, de le prendre pour chef, et de lui donner les moyens de faire la loi à la Cour. S'il demeura inébranlable, ce ne fut point par haine pour les protestants, car il savait rendre justice aux qualités de beaucoup d'entre eux; il versa même des larmes en apprenant la mort de leur plus redoutable chef, le prince de Condé; mais il n'abandonna point la cause du catholicisme et de la France.

Un grand moment dans sa vie, ce fut le jour où il accepta la direction de la Ligue. Voici comment elle s'était formée :

Il existait, au commencement du XVI[e] siècle, parmi les catholiques des classes inférieures, quelques associations religieuses, qui avaient des lieux et des jours d'assemblée fixes, une police, des repas, des exercices et un trésor communs. A mesure que le protestantisme devint plus menaçant et s'organisa mieux, la ferveur redoubla au sein du peuple et de la bourgeoisie orthodoxes ; on vit se multiplier les confréries dans toute la France, et chaque membre fit serment d'employer ses biens et sa vie pour la défense de la foi. Les capitaines et les seigneurs finirent par entrer dans ces associations, un peu avant la mort de Charles IX. L'œuvre était nécessaire et le but excellent; mais il y avait, naturellement, parmi les ligueurs, des hommes emportés, dangereux pour la cause qu'ils défendaient. Henri de Guise tint ces exaltés en bride; de son vivant ils n'eurent presque aucun pouvoir.

Pour lui susciter un rival, la Cour nomma Joyeuse commandant de l'armée catholique. Ce chef téméraire ne sut que bien mourir à Coutras, lorsqu'il eut vu ses escadrons enfoncés par le vaillant Béarnais. Alors Henri de Guise releva les affaires catholiques, en détruisant, avec une poignée d'hommes, trente mille Allemands, qui s'avançaient pour rejoindre le victorieux roi de Navarre. Il est vrai que celui-ci avait rendu la partie plus belle, parce que, selon sa coutume, il était retourné chez sa maîtresse après la bataille.

Ces glorieux services n'avaient fait qu'augmenter la haine et l'envie de Henri III contre le duc de Guise; et les courtisans flattaient les mauvaises passions du maître, en calomniant l'illustre général. Guise l'apprend : il vole à Paris, lui septième; il entre au Louvre, va droit au roi, et lui dit : « Sachant les calomnies dont on me noircit auprès de Votre Majesté, je lui apporte ma tête, si elle me juge coupable. » Loin

de se montrer gracieux et touché, le roi ne songea qu'à se mettre en défense contre le duc, auquel toute la ville faisait un accueil enthousiaste ; il manda plusieurs milliers de Suisses, qui entrèrent dans Paris. Aussitôt, bourgeoisie et peuple se soulevèrent ; les étrangers se trouvèrent, en un clin d'œil, enveloppés d'une foule furieuse et pris entre mille barricades. Déjà le massacre des Suisses commençait ; les ordres et les prières du roi ne pouvaient l'arrêter. Guise paraît, et sauve la vie à la troupe que l'on avait appelée contre lui.

Henri III, vaincu en apparence par cette grandeur d'âme, nomma le duc généralissime. Au lieu de profiter de son triomphe pour s'emparer du trône, le prince lorrain, par une générosité que Voltaire lui reproche comme duperie, ne s'occupa qu'à faire nommer de bons députés catholiques, et à préparer des travaux utiles pour les Etats de Blois. Là, devant les délégués de la France, il présenta toujours les mêmes demandes : réforme des abus de la Cour, protection du catholicisme, assurance que le trône ne tomberait point au pouvoir d'un hérétique, et enfin publication des statuts du concile de Trente. Cette derniere requête fut son dernier discours. Il venait d'essayer de ramener la France à une parfaite obéissance aux lois de l'Eglise, lorsqu'il tomba poignardé dans l'antichambre de son souverain.

Après sa mort, la Cour chassa les représentants de la nation, et se jeta dans les bras des calvinistes. En le tuant, on avait donc frappé et les libertés nationales et la vraie foi.

Il désirait gouverner l'Etat ! vont criant les apologistes de son meurtrier. — Eh ! oui, comme ministre et général ; cela est vrai. Mais peut-on le lui reprocher ? On sait quel était son but. Se trouvait-il en France un autre chef-de-file alors possible ? un homme aussi capable que lui de bien servir la religion et le pays ? Non sans doute ; car Henri de Guise possédait toutes les qualités et tous les talents désirables chez un homme d'Etat, et il demeurait un défenseur soumis de l'Eglise romaine. Il y avait autant de douce majesté dans sa figure, qu'il s'en trouvait dans les traits de son père. Poltrot avait avoué qu'il n'eût jamais pu frapper François de Guise s'il l'avait regardé en face ; et, au rapport de Balzac, c'était un dicton populaire que les Huguenots *devenaient de la Ligue* quand ils voyaient Henri. Air de dignité, belle taille, traits réguliers, manières polies, il réunissait tous les avantages extérieurs. Il était franc et discret, brave à toute épreuve ; il possédait l'esprit et le coup d'œil du commandement, une vraie grandeur d'âme, de la promptitude et de

la fermeté dans les décisions : « Ce que je n'aurais pu résoudre en un quart-d'heure, disait-il, je ne le résoudrais pas en toute ma vie. » — La France et la Lorraine doivent être fières d'un tel homme; et nous espérons bien que l'histoire le replacera, un jour, au rang élevé qu'il mérite d'occuper.

La fureur poltronne qui l'avait fait tuer n'était pas rassasiée par sa mort. On égorgea aussi le cardinal de Guise, chez qui plusieurs grandes qualités rappelaient le grand cardinal de Lorraine.

L'assassinat du duc Henri porta un coup terrible à la Ligue ; car les hommes exaltés, qu'il comprimait, prirent dès-lors de l'influence sur le peuple furieux ; et le duc de Mayenne ne put jamais, dans les rangs des ligueurs, rétablir complètement la discipline.

Après l'assassinat de son frère, ce prince fut nommé lieutenant général du royaume par la majorité des catholiques, qui ne voulurent plus reconnaître l'autorité sanglante de Henri III. Le faible roi offrit au duc les premières dignités du royaume, à condition que la ligue catholique déposât les armes ; mais il était impossible au lieutenant général d'y consentir, vis-à-vis des Huguenots armés. « Son refus, » dit l'histoire de convention que nous avons tous apprise, « indigna tous les bons Français, qui frémissaient de dépit à la vue de la faiblesse du roi [1]. » Alors les mignons, que les Guise avaient fait chasser, revinrent à la Cour, et arrangèrent l'alliance du roi de Navarre avec Henri III, qui le désigna pour son successeur.

Les deux rois alliés investirent Paris. Mayenne leur disputait bravement la ville, quand Henri III fut assassiné. On ne peut admettre que le duc ait été complice de ce crime, car une telle résolution extrême ne s'accordait pas avec son esprit « naturellement modéré dans ses vues et modeste dans ses désirs [2]. » D'ailleurs, il refusa la couronne, malgré les instances de ses parents et de ses amis, et fit proclamer roi le cardinal de Bourbon, qui était, aux yeux des catholiques, le légitime souverain.

Mais le cardinal était vieux, infirme et prisonnier. L'ambitieuse cour d'Espagne, voyant que le lieutenant général ne visait pas au trône pour lui-même, espéra qu'elle pourrait bientôt y placer une infante, et tâcha d'obtenir la cession de plusieurs places fortes, afin de préparer l'accomplissement de ses desseins. Mayenne, de crainte de compromettre l'intégrité, la liberté et la dignité du royaume, repoussa cette demande ;

[1] Anquetil.
[2] *Ibid.*

et, comme l'Espagne avait gagné les Seize, il créa pour balancer leur influence, le conseil de l'Union, à la tête duquel il mit Villeroy et le sage président Jeannin.

Malgré leur talent et leur énergie, ces hommes éminents ne purent empêcher les Seize de faire beaucoup de mal à la cause catholique. Non que Mayenne manquât de capacité pour la guerre, ou même de talent administratif; mais il obtenait rarement une complète obéissance. A Paris, les Seize contrecarraient ses volontés : à l'armée, le patriotisme de ses Français les tenait en rixes continuelles avec leurs orgueilleux alliés les Espagnols; car les premiers se querellaient avec les autres, quand ceux-ci dépréciaient le courage des troupes de Henri IV. Le lieutenant général recommandait-il la prudence? les fougueux ligueurs le forçaient au combat; voulait-il amener les Espagnols à une bataille décisive? ceux-ci s'y refusaient, dans l'espoir qu'en traînant la guerre en longueur, et en laissant battre souvent les chefs de la Ligue, ils les obligeraient à donner enfin la couronne à l'Infante. Ainsi, les combats d'Arques avaient prouvé à Mayenne la supériorité des cavaliers ennemis ; il tâcha d'empêcher qu'on ne livrât bataille à Ivry sur un terrain favorable à la cavalerie; son opinion ne put prévaloir parmi les ligueurs. Il attaqua cependant si franchement qu'il fallut toute la valeur de Henri IV et toute l'expérience du maréchal de Biron, pour que les troupes catholiques fussent défaites. Et, d'une autre part, quand Henri IV eut profité de sa victoire pour assiéger Paris, Mayenne n'obtint pas sans une peine infinie que le duc de Parme secourût l'héroïque capitale; et l'Espagnol, après avoir ravitaillé la ville, se retira aussitôt en Flandre; on ne put le décider à pousser plus loin ses efforts et ses succès.

L'influence des Seize, sur la populace, s'était accrue pendant le siége de Paris. Sachant que le lieutenant général était occupé au loin, ils osèrent mettre à mort le président Brisson et les conseillers Tardif et Larcher, qui passaient pour être partisans de Henri IV. Mayenne accourut en hâte, et fit pendre les audacieux meneurs du bas peuple. Plus tard il punit de même avec énergie quelques grands seigneurs, qui s'étaient emparés de places fortes en leur propre nom. Parmi ceux-là, se trouvait son frère, le duc de Nemours, qui avait voulu se mettre en possession du Lyonnais : il lui fit expier cette faute par la prison.

Le cardinal de Bourbon vint à mourir : Mayenne refusa de nouveau la couronne, et invita tous les catholiques de France, ennemis ou partisans de la Ligue, à envoyer des délégués à une assemblée nationale, qui élirait

le roi. Alors les Espagnols redoublèrent d'efforts pour gagner le royaume à leur princesse; le duc de Parme revint devant Rouen avec une puissante armée, et sa cour fit toute sorte d'avances et de promesses au lieutenant général. Leurs tentatives de séduction ayant échoué, ils essayèrent l'intimidation : rien ne put ébranler le prince. Mayenne engagea vivement les Espagnols à procurer aux catholiques un triomphe décisif, mais il ne leur permit pas de prendre pied dans le royaume. Ils finirent par tâcher d'arranger le mariage de l'Infante avec le jeune duc de Guise, qu'ils consentaient à laisser couronner avec les mêmes droits qu'elle. Le lieutenant-général n'hésita pas à combattre l'ambition de son neveu, qui avait été séduit par cette brillante proposition, et il parvint à le décider à une généreuse réserve.

Enfin, pour que les Etats demeurassent complétement libres dans leur choix, il osa renvoyer de France presque toutes les troupes espagnoles.

Alors enfin, devenu non moins loyal adversaire que Mayenne, Henri IV consentit à une trêve. Depuis longtemps déjà le chef de la Ligue le suppliait de se convertir, ou du moins de donner des garanties au Saint-Siége, et lui promettait, à cette condition, d'engager les catholiques à le reconnaître pour roi. Henri IV permit les célèbres conférences de Surênes, où l'on traita de son abjuration ; mais il refusa de laisser aller des délégués de son parti aux Etats de Paris.

Les auteurs de la *Satyre Ménippée* ont fait un tableau ridicule de ces Etats. La réussite inouïe de leur détestable livre, prôné par tous les rationalistes, a notablement contribué au développement des idées absolutistes et gallicanes, et aux empiétements révolutionnaires des rois sur les vieilles libertés nationales et religieuses, qui garantissaient l'ordre et la justice. Il n'est pas étonnant que le caractère de cette majestueuse assemblée soit demeuré longtemps incompris; car ce fut une assemblée réellement catholique, qui, en présence de passions excitées à l'excès, montra le plus rare et le plus sublime des courages : une modération, une impartialité vraiment patriotiques.

Que l'on examine la situation des Etats, et nous espérons que l'on partagera notre avis. — Le parti espagnol, soutenu par les plus ardents ligueurs et par quelques princes peu réfléchis de la maison de Lorraine, demandait avec violence le mariage et l'élection du duc de Guise et de l'Infante : si les Etats cédaient à ces instances, l'Espagne promettait d'écraser les partisans de Henri IV et d'anéantir les calvinistes, au moyen

d'un immense envoi de troupes et d'argent; en cas de refus, la cour de Madrid menaçait les ligueurs, non-seulement de les abandonner, mais encore de déclarer la guerre à la France. Pour arriver à leur but, les envoyés espagnols répandirent l'or à pleines mains. Ils étaient même appuyés par le légat du Pape, qui craignait qu'une seconde conversion du roi de Navarre ne fût pas plus sincère que la première, après laquelle il était retourné au calvinisme. Mais le duc de Mayenne croyait que Henri IV songeait sérieusement à se convertir. Il défendit avec une telle vigueur devant les Etats les droits de ce prince, par l'entremise du maréchal de La Châtre, que les délégués catholiques donnèrent une réponse évasive aux Espagnols, et déclarèrent qu'ils n'éliraient aucun roi, parce qu'ils avaient l'espoir que l'aîné des Bourbons se légitimerait en embrassant la vraie religion. — N'est-ce pas un magnifique spectacle que cette assemblée de ligueurs, votant, sous l'impulsion de leur chef, pour l'ennemi de la Ligue, à condition qu'il revînt à la foi catholique ?

Après ce vote mémorable, l'assemblée s'ajourna à six mois, et nous sommes bien obligés de rappeler un fait qui diminue sa gloire. Il y avait parmi elle plusieurs gallicans, tant les préjugés antiromains étaient déjà profondément enracinés chez les notables de la nation! Le duc de Mayenne n'osa faire promulguer les actes du concile de Trente avant la clôture des Etats; ils ne furent lus qu'après que l'assemblée eut prononcé son ajournement, afin d'ôter tout scrupule aux membres gallicans qui voulaient protester pour l'acquit de leur conscience; aussi ces derniers prétendirent-ils que les Etats n'avaient plus de caractère national et légal.

Henri IV fut probablement touché de la générosité de ses adversaires; car la déclaration des Etats, si honorable pour lui, avait été publiée le 4 juillet, et, dès le 25 du même mois, la basilique de Saint-Denis devint témoin de son abjuration solennelle.

Le Pape ne voulait pas lui accorder l'absolution avant qu'il promît de se soumettre au concile de Trente; mais les conseillers du roi, gallicans obstinés, ne cédèrent jamais sur ce point. Pendant que cette affaire se poursuivait à Rome, il eût été facile à Mayenne de faire payer sa soumission par de magnifiques avantages, à l'imitation de plusieurs grands seigneurs de la Ligue, qui traitèrent alors avec le roi. Mais le prince lorrain refusa constamment de se soumettre avant que le Pape ne l'y eût autorisé en absolvant Henri IV. — Il n'est pas improbable, toutefois, que le duc n'ait déjà agi d'accord avec le roi depuis l'abjuration. Car on le

voit alors nommer gouverneur de Paris Cossé-Brissac, suspect aux ardents ligueurs, et qui livra la capitale à Henri IV le lendemain du jour où Mayenne l'eut quittée avec sa famille. Retiré ensuite dans le camp des Espagnols, le duc ne cessa d'entretenir des relations avec le roi. Après de longues résistances, le Pape, désespérant de vaincre le demi-schisme gallican, et prenant pitié des catholiques de France, de Lorraine et de Bretagne, qui combattaient encore contre des forces supérieures, engagea les ducs de Mayenne et de Mercœur à reconnaître Henri IV. Quoique le lieutenant général de la Ligue fût presque désarmé, le roi lui accorda une paix très-honorable ; honorable d'abord pour la maison de Lorraine, dont il paya les dettes et fit l'éloge, et ensuite pour la Ligue, qu'il justifia lui-même, en déclarant solennellement qu'elle avait été une association patriotique, consacrée à la défense de la foi.

La Bretagne, qui ne se fiait pas à la conversion de Henri IV, et qui chérissait dans la duchesse de Mercœur le sang des Penthièvre, ne se soumit que près de cinq ans après l'abjuration, qu'en 1598. Le duc de Mayenne et le souverain pontife travaillèrent de concert à la pacification de cette grande province ; ils s'entremirent auprès du roi, qui accorda beaucoup d'avantages aux ligueurs bretons, et des dédommagements au duc de Mercœur.

Après la soumission de Mayenne, on vit, devant Amiens, que Henri enleva aux Espagnols, de quel bord se trouvaient les sentiments patriotiques et vraiment royalistes. L'ex-lieutenant général et les principaux ligueurs combattirent vaillamment contre leurs anciens alliés, tandis que, mécontents du roi, les calvinistes refusèrent de se joindre à son armée. Bien plus : ils reprirent leurs anciennes habitudes de conspirer, et complotèrent l'établissement d'une république protestante, qui eût été gouvernée par dix chefs de province, sous les conseils et les ordres d'un protecteur étranger.

Depuis le siége d'Amiens, l'histoire ne parle plus de Mayenne, que pour rendre hommage à ses vertus privées : il vécut et mourut en excellent chrétien. Son fils, digne de lui et de la Ligue, se fit tuer, quelques années plus tard, devant Montauban, qui était l'un des boulevards des huguenots.

III

Avons-nous présenté dans cette rapide esquisse le juste caractère de la Ligue et de ses chefs ? Nos lecteurs en jugeront. Du moins, notre

étude a été faite sans idée préconçue, et nous n'avons admis aucun fait qui ne fût accordé par des historiens rationalistes. Cependant notre opinion se trouve radicalement opposée à leurs conclusions. Dans le parti catholique du XVI[e] siècle, ils ont vu des révolutionnaires, hostiles à la royauté et à la liberté; le simple examen des événements nous semble prouver, au contraire, que les défenseurs de la liberté, de la patrie, de l'autorité royale, ce furent les ligueurs *papistes*. Sans doute, il y eut parmi eux beaucoup de fautes individuelles commises; mais, en somme, leur conduite fut noble et sage; et ils écrasèrent, par leur association héroïque, la terrible coalition protestante, qui ne craignait pas de vendre aux Anglais une partie du royaume pour les amener à leur secours.

Sur cette importante question, voici, du reste, une autorité considérable qui vient à notre aide : « Noble tâche, dit la société *Foi et Lumières*, que d'écrire enfin sans préjugés, sans peur quelconques, l'histoire de la Ligue! Combien d'équité, de justesse, et de nouveauté néanmoins, à bien démontrer ce que fut cette *sainte union*, — fraternité généreuse et salutaire, — où pénétrèrent sans doute à la fin des éléments d'intrigue et de désordre, mais dont l'origine fut sublime, mais dont l'ensemble, majestueux et pur, fut éminemment raisonnable.

« Ce n'est pas ainsi, sans doute, que les faits ont été présentés pendant deux cents ans; car, sous le règne d'une famille qui avait pour tige le roi de Navarre, c'est-à-dire l'ancien chef du parti anglo-germanique, c'est-à-dire l'ancien ennemi des états généraux, des conseils municipaux, et de tous les corps qui représentaient l'indépendance nationale et la vieille liberté française, — il n'y a pas de calomnie protestante, contre les loyaux adversaires de ce prince, que n'aient ramassée et pieusement transcrite tous les historiographes de cour, plus tard copiés en cela par la tourbe servile de nos philosophâtres...

« Mais au fond, s'il y eut au monde quelque chose d'éminemment libéral et patriotique, dans le noble sens des deux mots, ce fut la Ligue.

« De *libéral*, d'abord. Assurance mutuelle contre le désordre, conclue parmi les masses plébéiennes honnêtes, sous la direction d'une bourgeoisie délibérante pleine de bon sens et de moralité, la Ligue réclama décence et gravité dans le pouvoir; dignité dans l'obéissance; stabilité pour les familles, ébranlées par l'approche du divorce; sécurité, et pour les temples, en présence de fureurs sacriléges, et pour les propriétés, devant la menace du pillage. Elle stigmatisa l'arbitraire, flétrit les dilapidations, mit en honneur l'*habeas corpus*, le vote des impôts, le droit

du peuple d'exiger des comptes; posa, en un mot, les grandes bases de toutes ces libertés publiques si hautement appréciées aujourd'hui.

« De *patriotique*, ensuite. Car la Ligue, attaquée de divers points à la fois, mais soutenue par les milices citoyennes et par les fils des vieux défenseurs du territoire, sut longtemps faire face à tous les dangers du pays; repousser les brigands d'Allemagne et d'Angleterre; ne leur opposer qu'avec réserve, quoique disciplinées et respectables, les troupes alliées espagnoles; maintenir enfin contre tous, au dedans et au dehors, le fier drapeau de l'unité et de l'indépendance françaises, en arborant à côté celui des institutions représentatives. Et lorsqu'après avoir supporté, de la part des princes, les parjures et les assassinats; lorsqu'après avoir souffert avec une héroïque fermeté les horreurs de la famine et fait lever aux absolutistes le siége de Paris, il lui fallut à la fin se dissoudre..., elle ne succomba point sans avoir sauvé du moins l'essentiel, sans avoir amené le nouveau monarque à garantir contre ses fâcheux antécédents la religion de la patrie, et sans avoir fait avouer tacitement le principe qu'une nation s'appartient à elle-même; qu'elle n'est point, comme un vil bétail, le domaine passif et forcé de quiconque, muni de parchemins généalogiques, s'en vient la revendiquer en héritage [1]. »

A l'appui de ce jugement, qu'on nous permette quelques dernières observations.

La Ligue recevait sa direction de Nancy et de Rome; ainsi, le meilleur des princes laïcs d'alors [2], et le souverain Pontife agissaient de concert en sa faveur : — c'était, du fond de l'Angleterre, l'hypocrite et sanguinaire Elisabeth qui dirigeait le parti opposé.

Un puissant historien a poursuivi la Ligue avec acharnement : c'est Voltaire; tandis qu'elle a été défendue par cet ordre, immortel et toujours martyr, dont la grandeur morale domina le XVIe siècle. La plupart des Jésuites contemporains, qui acceptèrent si raisonnablement Henri IV dès qu'il fut acceptable; qui le défendirent si bien contre les exagérations et les acrimonies espagnoles, — les Jésuites s'étaient associés à la Ligue; ils ont affirmé qu'elle fut *un lien sacré formé pour défendre la religion.*

Après la paix, trois ministres rétablirent l'ordre et l'aisance dans le pays par leur excellente administration. Si l'un d'eux, Sully, remarquable

[1] *Foi et Lumières*, pages 212 et 213.

[2] Charles III, dit le Grand, le législateur de la Lorraine, le protecteur du commerce et des arts, le créateur des belles rues et des magnifiques fortifications de la ville neuve de Nancy.

quoique trop vanté, appartenait au parti protestant, — les deux autres, non moins laborieux et plus irréprochables, c'étaient les amis de Mayenne, les chefs du conseil de la Ligue: Jeannin et Villeroy; — Jeannin, que l'on surnomma l'enfant de ses vertus, parce qu'il s'était élevé, à force de mérite, de la condition la plus humble; Villeroy, duquel Henri IV disait : « Il travaille toujours, et ne se lasse jamais de bien faire ; » puis encore : « Les affaires du royaume sont celles de M. de Villeroy. »

Enfin, les évêques du parti de Henri IV se mirent en pleine révolte contre le Saint-Siége; ils refusèrent d'accepter les bulles de Grégoire XIV, qui étaient favorables à la Ligue, et plusieurs d'eux engagèrent même le roi à nommer un patriarche de France. Les prélats ligueurs demeurèrent, au contraire, toujours soumis au souverain Pontife.

Aux yeux de tout catholique, ces considérations ne doivent-elles pas achever de justifier la Ligue?

A notre époque, qui n'est pas sans analogie avec le XVIe siècle, si les défenseurs de la société imitaient le courage et le zèle de leurs devanciers les ligueurs, nous aurions certainement moins à redouter les frénétiques novateurs qui épouvantent ou bouleversent toute l'Europe.

IV

La politique suivie par les princes lorrains peut se résumer en ces mots : respecter l'Eglise; reconnaître et faire pratiquer avec éclat les libertés nationales; tâcher d'unir, à l'intérieur et au dehors, tous les zélés catholiques dans la commune défense de la société. Nous montrerons, plus tard, que la nation lorraine[1] n'a presque jamais dévié de ce programme.

Grâce à une telle ligne de conduite, les Guise continrent l'esprit révolutionnaire, qu'avaient fomenté dans notre pays nos usurpations gallicanes, les idées gibelines rapportées d'Italie et les maximes de Calvin. Mais la justification de cette politique chrétienne ne serait pas complète, si nous ne mettions en regard les principales phases et les principaux résultats de la politique opposée, — du système despotique, protestant et révolutionnaire, — qui a presque toujours été suivi, d'après l'exemple de Henri IV, par nos gouvernements successifs.

Que l'on ne soupçonne pas dans ces justes et sévères paroles une

[1] Nation : nous nous servons exprès de ce mot, qui est le terme propre, celui dont on se servait, et dont on avait raison de se servir. La justesse en a été prouvée, notamment, dans le *Nancy* de M. de Dumast, pages 85 et 86.

arrière-pensée hostile aux Bourbons! Je suis de ceux qui trouvent bien coupable la nation française, d'avoir chassé comme une race d'oppresseurs cette grande maison, alliée à nos gloires séculaires, et dont les fautes ont été depuis longtemps effacées par les méfaits de notre démocratie[1]. J'accorde à Joseph de Maistre que, tout autre famille, partant d'une éducation semblable et soumise aux mêmes épreuves, eût probablement causé plus de malheurs encore, commis encore plus de faiblesses.

Mais il me semble, comme le disait récemment et avec raison l'un de nos amis, « qu'il est temps d'oser *voir* et d'oser *dire* toute la vérité ; car, dans la crise où est placé l'ordre social, tout serait peut-être perdu si les chrétiens conservaient des illusions et des idoles. Le moment paraît venu de rendre justice, en bien ou en mal, aux anciens personnages historiques ; d'entourer d'hommages tardifs les vieux champions outragés de la foi, de la liberté et de la vertu ; et, en revanche, de faire descendre, d'un piédestal trop élevé, de célèbres ministres, — terroristes de cour, démagogues à jargon royaliste, — qui favorisaient, par exemple, en Allemagne, l'hérésie, le pillage et le sacrilége, tandis qu'en France, par leurs commissaires à pouvoirs illimités, ils foulaient aux pieds la magistrature et la noblesse, c'est-à-dire la Loi et la Propriété : le tout aux applaudissements de la populace, dont ils encourageaient les coupables instincts. »

Henri IV possédait un si heureux naturel, tant d'esprit, de sens et de courage, il trouvait en lui-même tant de ressources, qu'il résista singulièrement aux détestables exemples de ses éducateurs, et aux mauvais conseils des amis de son âge mûr. Son père ne savait quelle religion était la meilleure, et sa mère se signalait par un zèle outré pour le protestantisme. Après avoir changé trois fois de religion, Henri IV demeura bien quelque peu sceptique ; cependant, avant sa dernière abjuration, il n'écouta point les évêques de son parti, qui l'engageaient à répondre aux bulles de Grégoire XIV par l'installation d'un patriarche de France : sage fermeté, qui du moins épargna un nouveau schisme à la Chrétienté. Sa jeunesse se passa entre la cour perfide, cruelle et vindicative des Valois, et le camp des Châtillon, non moins adonné aux mêmes vices ; il ne poussa toutefois jamais la ruse jusqu'à la perfidie, et on ne peut guère lui reprocher d'avoir manqué de clémence que vis-à-vis de Biron, qui l'avait sauvé à Fontaine-Française ; encore paraît-il que, sans les

[1] M. le docteur Stahl, de Berlin, a exprimé la même pensée en d'autres termes, dans son livre remarquable : *Die Revolution*.

barbares incitations d'Elisabeth, il eût épargné la vie du maréchal. Sa connaissance des hommes était parfaite; il le prouva bien, notamment, en choisissant parmi les ligueurs la plupart de ses hauts fonctionnaires. Si les finances se rétablirent, si l'administration s'améliora sous son règne, on doit lui en attribuer le principal mérite, comme le fait Sully [1].

Mais les leçons et les exemples de sa famille et de ses maîtres influèrent sur ses mœurs et sa politique générale. Parmi les huguenots, il régnait une immoralité tout aussi déhontée qu'à la cour de Catherine; leurs rendez-vous avaient même souvent lieu au château de Valery, donné au prince de Condé par une de ses maîtresses. On se rappelle aussi que le système des protestants français, c'était d'élever le Pouvoir au-dessus des lois; d'exalter la raison d'Etat; d'amoindrir par conséquent les libertés religieuses, civiles et politiques; d'abaisser Rome et la maison d'Autriche. Jusqu'à son dernier jour, Henri IV resta plus que léger de mœurs, et demeura protestant de politique. Ainsi, père de famille et presque sexagénaire, il ne rougit pas de pourchasser sa cousine, et de vouloir l'arracher au patronage du vertueux archiduc Albert, en le menaçant de ses armées : spectacle attristant et honteux. On ne doit pas moins déplorer son dédain pour les vieilles libertés nationales, son refus d'accepter le concile de Trente, ses rêves de révolutionner toute l'Europe et d'en faire une république fédérative; enfin ses intrigues avec les protestants d'Allemagne, intrigues qui furent la première cause de la guerre de Trente-Ans. Sa mort subite ajourna cette guerre, mais il la préparait depuis longtemps, et le reproche originel en pèse sur lui. Richelieu et Mazarin ne s'y lancèrent que sur ses traces.

Pendant deux siècles et demi, les générations successives n'ont cessé d'applaudir, en France, à la politique suivie par ces ministres, et indiquée par Henri IV. Mais enfin, de la catholique Lorraine, une voix s'est élevée, qui a formulé, contre cette glorification du mal, une courageuse protestation.

Les lecteurs du *Correspondant* n'ont sans doute pas oublié le vigoureux parallèle du czar Pierre et de Richelieu, personnages « qui *se valaient* tous les deux, » a dit M. de Dumast; « car il y avait une parfaite analogie entre ces deux êtres, systématiquement oppresseurs, froidement perfides, savamment tyranniques; rusés et féroces contempteurs de tout

[1] Après avoir rendu justice aux services que Henri IV rendit à l'Etat, Sully ajoute, avec vérité : « Ce n'est pas les hommes de mérite qui manquent aux rois, mais les rois aux hommes de mérite. »

sentiment de générosité, champions impudents de la force matérielle contre la force morale ; du reste, novateurs adroits, joignant le jugement à l'énergique volonté ; « *marchant dans le sens où coulait l'eau*, et par conséquent adorés par ces millions de niais que le bonheur traîne à sa suite[1]. »

Une telle page ne pouvait manquer d'effaroucher une partie du public ; aussi des réserves et des doutes ont été exprimés à l'auteur. Il y a répondu par une lettre dont nous n'oserions imiter le hardi langage, mais qui fait toutefois honneur au président de la Société *Foi et Lumières*, champion éprouvé de la vérité. Il faut ici donner un résumé de cette remarquable réponse.

Les objections étaient venues surtout de personnes qui vivent dans l'atmosphère des anciennes traditions royalistes. L'historien commence par leur rappeler que Richelieu « n'a jamais respecté le principe de la légitimité, quand il a cru trouver bénéfice à l'enfreindre ; » ainsi la chute et la mort de Charles Ier furent amenées, on ne l'ignore point, par d'odieuses combinaisons dont le cardinal tenait le fil ; voilà ce que des légitimistes ne devraient jamais oublier.

Examinant ensuite la conduite générale de Richelieu, l'écrivain reconnaît que l'idée politique en faveur de laquelle il se crut tout permis, —l'abaissement de la maison d'Autriche *per fas et nefas*,— avait été épousée par Henri IV dans les derniers temps de son règne ; mais, dit-il, « mauvaise en elle-même quant aux résultats européens à en attendre, l'idée était doublement répréhensible chez le vieux Béarnais, à cause des motifs de coupable passion qui la lui faisaient embrasser. »

En soutenant cette thèse, l'auteur laisse échapper son indignation contre cette erreur historique, étonnamment accréditée parmi nous, que Richelieu *a eu raison* de s'acharner à l'abaissement de l'Autriche.

« Abaisser l'Autriche ! mais pourquoi ? quand elle ne nous attaquait point ! Qu'est-ce donc que cette commode théorie d'injustice, empruntée aux voleurs de grand chemin ? et que ce vil applaudissement, donné aux désirs gratuits de faire tort à autrui pour s'agrandir ? Ici, le point de vue machiavélique, accepté par nos historiens, est d'autant plus odieux, que, non-seulement nous n'avions contre l'Autriche aucun sujet de plainte, mais que cette couronne se conduisait avec un bien autre respect que la nôtre, dans les questions religieuses et morales. Elle se mettait à la tête du bien...

« Abaisser l'Autriche ! ah ! c'était depuis longtemps la ritournelle. Dès

le XVI[e] siècle, c'était le cri des *politiques* [1], des huguenots et des libertins. » Cependant Charles-Quint savait défendre la civilisation, faire tête à la barbarie ; il délivrait, au profit de toutes les nations, vingt-cinq mille esclaves chrétiens ; tandis que François I[er], *le père des lettres,* envoyait nos vaisseaux rallier la flotte mahométane, une flotte dont les chefs, pirates infâmes, venaient souvent enlever jeunes filles et garçons, sur les rivages de l'Europe chrétienne, pour les débauches du harem.

« Or, pendant la guerre de Trente-Ans, la différence des rôles était la même. C'est l'Autriche qui soutenait la probité, la chasteté, la piété ; c'est elle qui défendait la foi, qui couvrait de son égide les couvents, qui faisait restituer les biens volés à l'Eglise, et qui demandait pour ses drapeaux les prières des saints. C'était la France et ses alliés, au contraire, — il est triste pour un Français d'avoir à en convenir, — qui déployait visiblement l'étendard de l'immoralité. Au delà du Rhin, et même de la Meuse, pas un homme perdu et sans aveu, ayant intérêt au désordre. qui ne fût leur partisan. C'est le royaume *très-chrétien* qui, reniant tous ses antécédents catholiques, et s'abaissant, pour quelques lambeaux de province, à faire le métier de Judas, avait le front d'appuyer, avec une persévérance infatigable, la cause de tous les hérétiques, ligués avec tous les scélérats : marché déshonorant, hélas ! où le territoire d'Alsace fut *la bourse des trente deniers* pour laquelle la France vendit son Dieu. C'étaient nos protégés, enfin, qui rançonnaient, pillaient, outrageaient les chastes maisons religieuses ; c'était eux qui ravageaient ou brûlaient les temples, — allons plus loin, — qui, dans leurs abominations, profanaient l'auguste et formidable Eucharistie. Tandis que les populations lotharingiennes, par exemple, donnant leur sang avec leurs larmes, se faisaient hacher en morceaux pour N. S. Jésus-Christ, les troupes françaises secondaient, appuyaient ces abominables Suédois, incendiaires et bourreaux, qui, pour mettre le comble aux horreurs dont ils remplirent la Lorraine, jetaient la sainte hostie sur les fumiers, ou la faisaient dévorer par les pourceaux.

« Et l'homme, par l'ordre de qui se faisait cette guerre atroce, impie, sacrilége, infernale, comment s'appelle-t-il dans l'histoire ? Il s'appelle *le grand* Richelieu.

[1] Ainsi s'appelaient, comme on sait, les gens du *tiers-parti* de l'époque ;

« Quel cattivo choro
« Degli *mortali* che non furon ribelli,
« Ne fur fideli à Dio, ma per se foro. »

« Par son étonnant savoir-faire, ce personnage est parvenu à s'entourer d'une auréole prestigieuse, qui le tranforme en un autre homme, et qui masque chez lui les réalités.

« Rien de surprenant à ce qu'il ait fasciné le vulgaire, auquel en impose toujours l'adroit mélange de la force et de la ruse... — Mais ce qui est remarquable et ce qui fait le mieux admirer l'habileté sans égale de Richelieu, c'est qu'il a eu l'art d'abuser jusqu'à des croyants sérieux. Il leur a jeté de la poudre aux yeux par son siége de La Rochelle; comme s'il eût voulu tout de bon, et avec de nobles intentions, abattre l'Hétérodoxie.

« Dans le fait, ce n'est pas *en France* qu'il voulait voir les protestants prévaloir : là leur esprit de discussion aurait gêné son despotisme. Mais au dehors, mais sur toute la face de l'Europe, il les choya, poussa, stimula, multiplia ; il mit à leur service la triple assistance de la plume, de l'or et du fer. C'est lui (et le professeur Ranke l'avoue, et bien d'autres commencent à le voir), c'est lui seul, — évêque et cardinal, — dont l'art, dont l'astuce, dont la violence, dont l'inflexible et perverse tenacité, — portant sans cesse de nouveaux coups à la cause catholique, lui faisant de nouvelles blessures chaque fois qu'elle reprenait le dessus, — a relevé par toute la terre, et ranimé pour au moins deux cents ans, l'hérésie protestante, qui s'affaiblissait d'elle-même devant la réaction de la science et de la vertu, ET QUI, SANS LUI, ALLAIT MOURIR.

« Que personne ne vienne donc plus faire valoir, à la décharge de Richelieu, et comme une sorte d'absolution des crimes de cet homme, le *but* qu'il se proposait. Son but, — la destruction de toutes les libertés, l'asservissement des citoyens et de l'Eglise, et l'élévation de l'Etat à l'omnipotence païenne, — son but, examiné de près, ne fut pas moins exécrable que ses *moyens*. »

Vainement toute la partie la plus estimable des Français avait essayé de résister aux capricieuses cruautés d'un maître-valet, qui en était venu jusqu'à prétendre que sa volonté tînt lieu de raison, et fût maîtresse de briser le nœud même des sacrements[1]. L'homme rouge en fut quitte

[1] On vit cela, notamment, dans l'affaire du mariage de Gaston d'Orléans, où Voltaire fait une sorte de mérite à Richelieu d'avoir réduit les parlements et le clergé, par voie d'épouvante, à laisser professer devant eux cette honteuse doctrine : que la volonté du roi, c'est-à-dire du ministre, est au-dessus de toutes les lois, civiles ou même ecclésiastiques.

(Note de M. de Dumast, dans les *Esquisses*, suite des *Rustauds*).

pour redoubler d'audace et de perfidie, pour multiplier, avec ses parjures, ses actes de terrorisme et d'arbitraire, et pour instituer mieux qu'auparavant le règne des espions et des bourreaux. Aussi implacable qu'habile, il ne se fit scrupule de rien... et c'est *au faîte du pouvoir* que mourût tranquille, grâce à sa froide scélératesse, le Robespierre en barette.

« La foule des écrivains qu'il pensionnait, et après eux les académiciens, créatures du prélat bel-esprit, ont réussi à faire oublier toutes ses indignités, toutes ses barbaries, à l'aide de ce seul mot, qui abuse les lecteurs inattentifs : « Il a su abaisser l'Autriche ! »

« Oui, en effet ; pour le malheur de la religion et des mœurs, et pour le triomphe de Satan au milieu de l'empire germanique, Richelieu a réellement abaissé la malheureuse Autriche, qui défendait au prix de son sang la Foi, l'Ordre et la Vérité. Oui, il a donné force et victoire en Allemagne..... à tous les champions *de la révolte du corps contre l'âme.*

« Mais abaisser ainsi l'Autriche, c'était déjà un mal en soi, un mal intrinsèque, indépendamment du choix des procédés de réussite. Quand donc, pour faire tolérer tous les forfaits de Richelieu, on va répétant ce refrain sempiternel : « *Il voulait abaisser l'Autriche,* » on ne sent pas la portée de ce qu'on dit. Les torts que l'on se figure atténuer par là, en réalité ON LES AGRAVE ; car on se trouve, pour excuser des crimes de détail, alléguer un crime fondamental et plus grand.

« Tout ceci, je le sais, est encore un peu nouveau, mais n'en est pas moins exact, et il faudra bien que les oreilles s'y fassent. Il convient désormais d'avouer hautement toutes les vérités. Malgré des apparences dont on s'épouvante, ce sont les bons principes et les braves gens, soyons-en sûrs, qui en définitive y gagneront.

« Si l'esprit révolutionnaire s'est tellement ancré dans notre sol, et l'a si profondément labouré, ce n'a pas été sans des causes qui remontaient fort loin. On avait trop méconnu Dieu, trop oublié sa justice invariable, qui est la même pour les grands et pour les petits. On avait trop dissimulé les mauvaises actions des princes et des premiers ministres, trop pallié toute iniquité qui semblait couverte par la majesté du trône. De là, implantation d'idées fausses dans les esprits et corruption des consciences. On avait donné lieu aux peuples de s'imaginer que tout scélérat heureux est suffisamment absous par le succès.

« Dès qu'il n'y avait plus qu'à substituer à un *chapeau rouge un*

bonnet rouge, c'était peu de chose; le pas fut aisément franchi [1]. »

V

Quel brûlot, lancé au beau milieu de l'histoire rationaliste ?

Malgré la longueur de la citation, je n'en demande pas excuse. Je regrette même de n'avoir pu faire connaître en entier ce portrait de Richelieu [2], épanchement d'une indignation presque brutale, gémeau de la terrible période de trois pages où le rédacteur du manifeste principal de *Foi et Lumières* se mit à saisir jadis Voltaire, le dépouilla de ses gloires usurpées, le convainquit d'une foule de bassesses et de vices, et le livra à la vindicte publique dans une affreuse nudité [3].

La question soulevée par le débat actuel est d'une importance capitale. Est-il vrai que notre vieille politique, inaugurée par Henri IV et Richelieu, est partie de principes mauvais et faux, et qu'elle n'a pu aboutir qu'à des résultats désastreux? Voilà, du moins, l'opinion que la Lorraine catholique a toujours professée: au XVII[e] siècle, par le sang de ses soldats; au siècle suivant, par les protestations de sa noblesse et de sa magistrature; à toutes les époques, par la plume de ses écrivains.

Simple rapporteur, je vais soumettre aux juges quelques-unes des pièces du procès : rappeler d'abord l'origine et les phases principales de la guerre de Trente ans, puis esquisser la direction suivie depuis lors par notre politique.

VI

La guerre de Trente ans fut le résultat inévitable du choc de deux courants, le fleuve protestant et le fleuve catholique, qui, se précipitant de points opposés, devaient finir par s'aborder avec fureur en Allemagne. Le gouvernement français fut cause que leurs tourbillons dévastèrent toute l'Europe centrale ; et, grâce à lui, ce fut le mouvement protestant qui l'emporta.

Cette faute capitale, que commirent nos gouvernants, est tout-à-fait inexcusable; car les illusions auraient dû être passées; car, au commen-

[1] Pendant que ces pages sont sous presse, nous acquérons connaissance d'un écrit où l'on prêche l'établissement du communisme par les voies de la terreur : on y réclame avec éloge pour Richelieu une place parmi les apôtres de ces doctrines. Nous ne savions pas avoir si bien dit. (Note de M. G. de Dumast.)

[2] Voir les *Esquisses*, suite des *Rustauds*, par M. de Dumast; p. 55 à 56, et 58 à 62.

[3] *Considérations sur les rapports de la Science et de la Foi*, p. 4 à 12. Seconde édition. Nancy, 1845.

cement du XVII[e] siècle, le mouvement protestant devenait évidemment anti-monarchique, anti-social ; tandis que les catholiques, épurant leurs mœurs et se rapprochant du Saint-Siége, combattaient manifestement pour le principe de l'autorité. Essayons de faire saisir ce contraste.

En France, non satisfaits de l'édit de Nantes, arraché à Henri IV par leurs menaces, les calvinistes prétendaient transformer le royaume en république, et le diviser entre des chefs, égaux en dignité, qui auraient dépendu d'une assemblée générale. En Angleterre, les puritains complotaient le renversement du trône. Dans les Pays-Bas, les Arminiens et les républicains, conduits par Barneveldt, se préparaient à déposséder la maison d'Orange. En Allemagne, enfin, l'électeur palatin organisait l'Union protestante, dans le but de dissoudre le Saint-Empire au profit d'une confédération quasi-républicaine. La Réforme n'avait plus une grande puissance religieuse : elle se morcelait en sectes sans stabilité ; ainsi, l'Angleterre avait changé quatre fois de culte officiel ; le Palatinat et le Brandebourg passaient, au gré de leurs souverains, du luthéranisme au calvinisme ; la Suède ne savait lesquels entendre, ou de son roi Jean, inventeur d'une liturgie qu'il voulait forcer tout le monde à suivre[1], ou des ministres qui demeuraient fidèles à l'ancienne Réforme, ou de Sigismond, héritier de la couronne et roi de Pologne, qui cherchait à ramener la Suède au catholicisme. Les conversions au protestantisme étaient rares, — ailleurs que chez des libertins, semblables à Gebhard, électeur de Cologne, qui apostasia pour satisfaire un coupable amour ; — mais la Réforme conservait de l'importance comme arme politique, en faveur des ambitieux conspirateurs. S'appuyant sur les doctrines religieuses des hérétiques, ces révolutionnaires publiaient, dans une foule de livres, que la vraie forme chrétienne pour la société, c'était la république, et que les rois devaient être détrônés et proscrits quand ils ne suivaient pas l'inspiration des élus de Dieu. Ces agitations protestantes avaient toutefois plus d'étendue que de profondeur : c'est Richelieu qui seul leur donna de la consistance à l'étranger. En France, où il les combattit, une poignée de zélés calvinistes défendit, il est vrai, Montauban et La Rochelle, mais le cardinal, qui connaissait à fond les chefs de leur parti, les acheta les uns après les autres ; pour des honneurs et de l'argent, ils vendirent leurs places fortes. Le chevaleresque Rohan lui-même

[1] Il persécutait violemment ceux de ses sujets, et surtout les prêtres, qui refusaient de lui obéir en cela. Il foula même aux pieds si violemment un prêtre récalcitrant, que le malheureux demeura estropié d'une hernie. (E. Geyer.)

accepta 100,000 écus et une mission; — il est vrai que cette mission avait pour objet d'enlever la Valteline au Pape, pour soumettre ce pays catholique aux Grisons protestants. — Parmi les disciples de Luther et Calvin, il y avait sans doute des hommes honorables, sincèrement convaincus; mais ce ne semble pas avoir été le grand nombre à cette époque. Du moins, la plupart des chefs étaient des gens avides de domination absolue, qui secouaient tout frein moral, haïssaient l'autorité supérieure, et visaient au pouvoir par l'anarchie. D'après Cromwell lui-même, tels étaient au fond les plus fameux puritains; nous verrons bientôt combien leurs alliés d'Allemagne leur ressemblaient.

Il y eut, au contraire, à la même époque, une nouvelle floraison du véritable catholicisme; le clergé s'améliora partout, il devint plus chaste et plus régulier. On vit alors une foule de prêtres braver les humiliations, les fatigues et le martyre, pour évangéliser les deux mondes. L'Eglise de France demanda l'acceptation du concile de Trente[1], se montra plus respectueuse envers le Saint-Siége et, imitant les exemples donnés en Lorraine, s'honora par la fondation d'ordres de charité. Le clergé étant devenu meilleur, il y eut aussi un notable amendement dans la société laïque. Presque tous les princes catholiques témoignèrent plus de respect pour l'autorité spirituelle; la maison d'Autriche, particulièrement, se signala par sa déférence pour les vœux et les conseils des Papes. Les mœurs commençaient à s'épurer à la cour de nos rois. On vit, par exemple, Mlle de Lafayette chercher au couvent un asile contre son cœur, ému de la passion naissante de Louis XIII. Plus tard, malgré la détestable éducation qu'il avait reçue, Louis XIV conserva une certaine dignité jusque dans ses coupables faiblesses; ses maîtresses ne lui cédèrent, en général, qu'après de longs combats, et expièrent leurs fautes par des remords sincères; ses courtisans honoraient les hommes vertueux qui essayaient de le ramener à une vie morale[2]. Dans les salons de l'aristocratie, se développait en même temps une élégance de bon goût; l'art de la conversation spirituelle et chaste naissait à l'hôtel Rambouillet, dont l'esprit délicat et pur contribuait à former et à fixer notre langue. La décence demeura le cachet

[1] Une des lumières du clergé de l'époque, le cardinal Du Perron, osa même soutenir devant Henri IV cette doctrine de Rome et de la Ligue : Que si un prince, après avoir promis de demeurer catholique à son couronnement, embrassait une autre religion, ses sujets catholiques seraient déliés de leur devoir de fidélité.

[2] Quand le duc de Montausier se joignit à Bossuet pour engager Louis XIV à se séparer de madame de Montespan, le bruit de la disgrâce du duc s'étant répandue, toute la cour vint saluer madame de Montausier.

du XVII[e] siècle. Dans notre pays, où pourtant Richelieu et Mazarin infestèrent le clergé d'orgueil gallican, le mouvement religieux se prolongea très-longtemps ; mais, privée de la direction de Rome, la France chrétienne fut poussée à ce pharisaïsme janséniste dont nous n'avons pu encore nous guérir totalement.

Le plus beau moment du catholicisme pendant tout le XVII[e] siècle, ce fut probablement l'instant où un homme calomnié, le tout-puissant De Luynes, entretenant la bonne harmonie entre Louis XIII et la reine, et alliant la France à l'Autriche, faisait décerner l'empire à Ferdinand II, malgré les électeurs protestants. Si ce ministre eût vécu et gouverné quelques années de plus, peut-être l'Europe aurait-elle été reconquise au catholicisme ; et l'on eût vu nos rois, non pas renverser, persécuter et avilir l'aristocratie, mais la contenir, sans détruire cet utile contre-poids, ce soutien nécessaire de leur puissance. Car, éclairé par les folies républicaines de l'étranger, l'esprit public devint bientôt si monarchique, qu'il eût été facile à l'autorité royale de rendre populaire notre noblesse, en la débarrassant de ses droits justiciers, de ses priviléges ultrà-légaux. Ils l'auraient aisément constituée sur le même pied que l'aristocratie anglaise, noblesse moins enviée et moins haïe que la nôtre, parce qu'elle est presque soumise au droit commun [1].

Supposons un catholique de génie au gouvernail de la France pendant la guerre de Trente ans, — et l'on eût vu bientôt l'Europe sagement hiérarchisée et presque totalement ramenée à l'orthodoxie.

Allons aux preuves de cette opinion ; remettons-nous sous les yeux le début et les phases diverses de la lutte.

VII

De 1599 à 1610, la maison d'Autriche était divisée par les querelles de Mathias avec Rodolphe, et dangereusement pressée par les Turcs. Voyant cela, les protestants d'Allemagne levèrent la tête : ils formèrent une coalition nommée *union évangélique,* et se disposèrent à la guerre. L'électeur palatin Frédéric, qui s'était montré l'instigateur le plus actif

[1] Beaucoup moins chevaleresque que notre noblesse, l'aristocratie anglaise lui a survécu, parce qu'elle est plus sagement constituée. Elle paie l'impôt ; elle n'est pas maîtresse de ses vassaux ; loin d'opprimer la liberté civile, elle l'a presque toujours protégée : c'est probablement ce qui l'a conservée debout au milieu des révolutions.

de cette association, en fut élu chef; mais l'âme réelle, c'était Henri IV, qui espérait réaliser, par le moyen des protestants allemands, son rêve de république universelle. A son appel, l'armée de l'Union envahit subitement l'Alsace, en 1610, et dévasta les évêchés rhénans. Aussitôt, les princes catholiques d'Allemagne se liguèrent, sous la direction de Maximilien de Bavière, et entrèrent en campagne. Avant qu'on ne fût venu à de sérieux combats, on apprit la mort de Henri IV : les hérétiques, déconcertés, demandèrent la paix et l'obtinrent.

La trêve dura une huitaine d'années. Pendant ce temps-là, les protestants épiaient sans cesse une occasion propice pour reprendre les armes : ils la trouvèrent en Bohême.

Le faible Rodolphe avait octroyé aux Etats de ce royaume, en majorité protestants, un édit, célèbre sous le nom de *lettre de majesté*, par lequel il leur accordait le libre exercice de leur culte, la création d'un consistoire, la dissolution de l'Académie catholique de Prague, et le droit de bâtir des écoles et des temples. S'appuyant sur cet édit, les protestants bâtirent deux églises dans des domaines qui dépendaient de l'archevêché de Prague et de l'abbaye de Braunau : le clergé se plaignit, et reçut du Pouvoir civil l'autorisation de démolir ou de fermer ces temples. C'était alors l'archiduc Ferdinand, élève des jésuites et de Maximilien de Bavière, qui menait les affaires en Hongrie et en Bohême : comme il avait réussi à faire disparaître presque totalement le protestantisme de la basse Autriche et de la Styrie, il était décidé à le combattre également dans ses autres États. Les catholiques accomplirent les ordres du Gouvernement; quelques protestants se révoltèrent et furent sévèrement punis. Alors plusieurs membres des États Bohêmes, conduits par le comte de Thurn, envahirent le château de Prague, et, à l'exemple de leurs prédécesseurs les hussites, sectaires qui pratiquaient volontiers la *défénestration*, ils précipitèrent par les fenêtres les deux conseillers et le secrétaire de l'Empereur[1]. Ce fut le signal d'un soulèvement général des prétendus réformés, depuis les Carpathes jusqu'au Rhin. Mansfeld fut envoyé par l'Union, avec des troupes, au secours du comte de Thurn, qui s'empara de toute la Bohême et pénétra jusqu'auprès de Vienne. Partout, la ligue catholique, prise au dépourvu, céda le terrain aux protestants; la Silésie, la Moravie, la haute Autri-

[1] Aucun des trois ne mourut, quoiqu'ils eussent été précipités d'une hauteur de soixante pieds.

che, la majeure partie de l'Allemagne, tombèrent en leur pouvoir. L'empereur Mathias mourut de chagrin, laissant son successeur Ferdinand II sans argent et sans armée, en présence d'ennemis victorieux qui occupaient presque toutes ses provinces.

Le Catholicisme semblait écrasé en Allemagne ; cependant il ne courait nul danger sérieux, car il y avait alors en France un gouvernement fidèle. Par son énergique intervention, le jeune De Luynes fit donner la couronne impériale à ce même Ferdinand que l'on aurait pu croire abattu sans retour. Encouragée par la France et par l'Empereur, la ligue catholique mit sur pied des armées considérables. A Ferdinand la Bohême opposa le chef de l'Union évangélique, Frédéric, auquel elle décerna la dignité royale ; mais ce pays n'eut pas lieu de s'applaudir de son choix. « Calviniste intolérant, l'électeur palatin se faisait des ennemis de ses nouveaux sujets, en tourmentant ceux qui n'étaient pas de sa croyance ; dans le délire de sa fortune, il s'épuisait en fêtes et en plaisirs ; sans talents pour gouverner un Etat, il abandonnait le soin des affaires à ses créatures, tandis qu'il se livrait aux plus honteuses débauches[1]. » La célèbre bataille de Prague mit fin à son règne. En quelques mois, l'Empereur reconquit la Bohême, l'Autriche, la Silésie, la Lusace ; ses troupes poursuivirent même Mansfeld jusque dans le Palatinat, et ce chef ne put leur échapper que par une ruse déloyale[2]. En vain le margrave de Bade et ce Christian de Brunswick, qui se disait « l'ami de Dieu et l'ennemi des prêtres, » essayèrent-ils de rétablir les affaires de l'Union, à la tête d'une troupe de bandits que l'amour du pillage réunit sous leurs drapeaux : ils ne parvinrent qu'à mettre à feu et à sang la Westphalie. Tilly les défit complètement, et força Mansfeld et Brunswick à se retirer en Hollande avec leurs bandes de pillards. Lassés de leurs brigandages, les Hollandais les repoussèrent en Allemagne ; Tilly les battit encore, et les refoula une seconde fois dans les Pays-Bas. En vain l'Angleterre et la France, qui malheureusement avait changé de direction gouvernementale, décidèrent-elles le roi de Danemarck à s'allier aux deux condottieri protestants : Wallstein et Tilly détruisirent leurs armées, et obligèrent le Danemarck à demander la paix.

[1] Savagner.

[2] Mansfeld se trouvait sans vivres et sans argent, au moment d'être enveloppé par Tilly et par les habitants du pays que ses exactions avaient révoltés. Alors il offrit de se soumettre, à condition qu'on lui fournît des vivres et de l'argent. Tilly y consentit. Quand Mansfeld eut obtenu ce qui lui était nécessaire, pendant qu'on dressait les articles du traité, il s'échappa avec ses troupes.

L'Union était anéantie en 1629. Maître de l'Allemagne, Ferdinand ordonna aux sectaires de restituer à qui de droit les biens ecclésiastiques dont ils s'étaient emparés depuis la paix de 1555, et il tâcha de rétablir partout le culte catholique. La cause de la Réforme semblait à tout jamais vaincue; — mais alors Richelieu lui vint en aide.

On ne peut s'empêcher d'admirer la prudence, la fermeté, l'habileté incomparable, qu'il montra pour atteindre son coupable but. Cachant d'abord ses projets, il commença par exciter la méfiance et la jalousie des électeurs contre Ferdinand, qu'il accusait, vis-à-vis d'eux, de tendre à l'empire absolu de l'Allemagne; il leur suggéra d'engager l'Empereur à se justifier en congédiant Wallstein et l'élite de ses troupes. Ferdinand, qui ne soupçonnait pas le piége, sacrifia son meilleur général, et licencia ses héroïques cuirassiers. — Aussitôt, une nouvelle Union évangélique parut au jour, sous la direction apparente de l'électeur de Saxe, et Richelieu lui légua Gustave-Adolphe pour général en chef. Ce prince avait déjà fait preuve de rares talents dans les guerres qu'il avait soutenues contre la Russie et la Pologne; il combattait encore Sigismond, roi légitime de Suède, qui avait conservé beaucoup de partisans dans le royaume, et surtout dans la Livonie, qu'il revendiquait pour les Polonais. Au lieu de soutenir Sigismond, Richelieu, s'appuyant de toutes les grandes puissances protestantes, le fit consentir à une trève; et Gustave-Adolphe, à la tête d'une armée aguerrie, subventionnée par ces puissances, envahit tout à coup l'Allemagne. Il remporta près de Leipsick une victoire signalée; secondé par l'électeur de Saxe, il soumit au drapeau de la Réforme la Poméranie, le Mecklembourg, la Franconie, la Souabe, le Haut-Rhin, le Palatinat et la Bohême; tous les États protestants d'Allemagne mirent leurs forces à sa disposition. Ferdinand ne put échapper à la ruine qu'en suppliant Wallstein de reprendre le commandement en chef.

Après une longue résistance, le grand général céde aux supplications de l'Empereur. En un clin d'œil, il lève quarante mille hommes, dégage la Bohême, défait l'électeur de Saxe, et, après deux terribles batailles, voit tomber devant lui Gustave-Adolphe, sur le champ de Lutzen.

Aucune des troupes protestantes ne tenait plus devant Wallstein; il les balaya sans peine de la Bavière, qu'elles occupaient: alors Richelieu essaya de le corrompre, en lui faisant offrir le royaume de Bohême. D'après les documents du procès séculaire que les descendants de Wallstein [1]

[1] Les Windisch-Grætz.

ont soutenu pour la réhabilitation de sa mémoire, il semblerait que les offres de Richelieu, peu sérieuses, n'avaient pour but que de perdre le duc dans l'esprit de l'Empereur, auquel des traîtres, payés par la France et soutenus par la foule des jaloux, représentèrent comme certaine la trahison du célèbre général. Ferdinand commanda de l'arrêter; ses agents outrepassèrent ses ordres et massacrèrent le héros. Les guerres de religion n'offrent pas une page plus douloureuse et plus sombre.

Malgré cette catastrophe, les catholiques conservèrent quelque temps l'avantage : les troupes qu'avait disciplinées Wallstein étaient si parfaites qu'elles battaient encore les protestants en presque toutes rencontres. L'archiduc Ferdinand, secondé principalement par le duc Charles IV de Lorraine, remporta des succès signalés sur l'Allemagne protestante, et l'obligea à demander grâce à l'Empereur. Un traité de paix fut signé à Prague : devant l'Autriche il ne demeurait plus d'ennemis à vaincre que l'électeur de Hesse-Cassel et les Suédois.

Imperturbable dans l'obstination de son odieux calcul terrestre, Richelieu releva encore une fois la fortune des hérétiques. Oxenstiern venait de lui céder l'Alsace; il en fit don, avec une pension de cinq cent mille écus, à Weimar, qui était le meilleur capitaine protestant de l'époque, et l'empêcha par là de passer au service de l'Empereur. La Pologne allait attaquer la Suède : le cardinal parvint à faire prolonger la trève entre ces deux puissances. Voyant enfin que ces secours ne suffisaient pas aux Réformés, tant leur état de détresse était profond, il déclara la guerre à la branche espagnole de la maison d'Autriche; et tout à coup deux flottes françaises couvrirent les deux mers, pendant que quatre armées attaquaient à la fois les possessions de l'Espagne. Le Pape Urbain VIII essaya en vain de réconcilier les deux puissances : Richelieu demeura inébranlable à ses paternelles réprimandes comme à ses supplications.

Un moment il fut châtié de son obstination. Clam-Gallis battit les protestants, poursuivit nos troupes elles-mêmes jusqu'en Bourgogne, et menaça Paris. Louis XIII, affligé de cet échec et mécontent de son ministre, songeait à le disgrâcier et à implorer la paix, quand la noblesse française, qui avait été décimée pourtant par l'odieux cardinal, vint le sauver, en sauvant le sol et l'honneur de la patrie : des provinces les plus éloignées, les gentilshommes accoururent en masse; les paysans eux-mêmes se soulevèrent tout autour de l'ennemi, et les Impériaux furent obligés d'évacuer la France.

Richelieu déclara ensuite la guerre à l'Autriche; car, chose singulière,

il n'y avait pas encore eu d'hostilités régulières entre les deux puissances. — Le cardinal, qui venait d'être si cruellement froissé dans son ambition et son orgueil, suscita une foule de nouveaux ennemis à l'Empereur : l'Angleterre, la Hollande, les protestants d'Allemagne, le prince de Transylvanie, se coalisèrent avec la France et la Suède. A Weimar, à Banner, qui moururent au milieu de la victoire, succédèrent Guébriant et Torstenson, qui remportèrent aussi de très-grands avantages. Grâce à la puissante diversion des Hongrois révoltés et du Transylvain Rakocsi, les Suédois, après un triomphe à Leipsick, poussèrent leurs conquêtes jusqu'en Moravie. — Succombant sous l'effort réuni de tous les méchants, de tous les ennemis de Dieu, la maison d'Autriche était enfin *abaissée :* ses sujets et ses alliés catholiques, épuisés de sang et d'argent, ne combattaient plus que pour le salut même de leur foi et de leur pays.

C'est alors que Richelieu triomphant expira, — laissant à son nom, devant l'histoire, le prestige de plans hardis, suivis avec une indomptable persévérance et couronnés par un éclatant succès.

VIII

Il y a une terrible unité dans la vie de cet homme : à ses yeux la fin justifiait tous les moyens. Pour élever au-dessus de l'Europe son autorité, — et par conséquent la puissance française, qui y servait de piédestal, — il ne reculait devant aucun acte immoral ou violent ; ne peut-on pas dire devant aucun crime ? Prêtre d'un Dieu d'amour et de respect, il régna par le mépris de l'humanité, par l'union de la perfidie à la force ; semant la mort là où ses ordres cruels étaient suivis, la méfiance et la division là où son glaive ne pouvait atteindre.

Et ce système, il ne craignit pas de l'avouer hautement. Au légat, qui lui reprochait l'envahissement des Etats pontificaux et la Valteline sacrifiée aux protestants, il répondit que sa conscience n'était nullement troublée, d'aider les hérétiques au profit de l'Etat. De lui date l'adoration complète et fanatique du dieu Gouvernement ; et c'est depuis lui surtout, que politique, art de gouverner, — au lieu de signifier sagesse, et d'exprimer la pratique et la défense de la justice, — signifie, au contraire, je ne sais quelle science de perfide astuce, qui tend au succès par des moyens lâchement ténébreux.

Richelieu réussit à écraser les illustrations françaises ; quand on voit dans notre pays de grands châteaux entamés par une large brèche ,

cette brèche, c'est la trace du pied de Richelieu sur le cou de la noblesse. Il parvint à humilier et à affaiblir tout ce qu'il y avait de généreux, — Rome, l'Autriche et la Pologne, — en opérant l'exaltation de la Suède et du Brandebourg, et en préparant la dictature de Cromwell, le bourreau de l'Irlande. Aux yeux de l'histoire protestante, voilà de véritables titres de gloire.

Mais je m'étonne, avec M. de Dumast, que des catholiques approuvent une telle politique, qu'ils l'appellent un progrès, une louable victoire de la raison sur le sentiment[1]. Je m'étonne qu'ils osent classer parmi les grands hommes le niveleur gallican, le maître de Laffeymas ; le juge sanguinaire contre lequel crient les noms de Marillac, Montmorency, Chalais, De Jars, Puylaurens, De Thou, Cinq-Mars ; l'homme d'Etat qui s'empara de Nancy par une indigne trahison, à laquelle il fit participer son roi ; le ministre qui, dans ses dernières années, « divisait, brouillait, poussait au désespoir, par des vexations sourdes, ceux qu'il craignait ou haïssait, et les forçait, pour ainsi dire, de commettre des fautes qui les perdaient[2] ; » le cardinal enfin, qui, revenant de Lyon, après avoir arraché au tribunal l'arrêt de mort de Cinq-Mars et de son ami, se faisait porter dans une sorte de chambre par des gardes, les obligeant à marcher tête nue, sous la pluie comme sous le soleil. Quand les portes des villes ou des maisons se trouvaient trop étroites, on les abattait avec des pans entiers de murailles, pour que l'Eminence n'éprouvât aucun dérangement.—Cet orgueilleux tyran n'était certes pas chrétien ; nous avons même peine à croire qu'il ne fût pas plus égoïste encore que fanatique païen, et qu'il ne rapportât pas à lui-même, à lui seul, tous les efforts qu'il semblait faire pour la grandeur de son idole, la déesse Royauté française.

IX

Richelieu était mort au milieu des succès ; aussi laissa-t-il une foule

[1] D'après cette opinion, il serait juste et raisonnable de combattre l'Eglise, qui représente Dieu, et de se révolter contre elle, toutes les fois que cela semblerait *utile à l'Etat*. Ne voit-on pas que ce système est une monstrueuse inconséquence pour un chrétien, puisqu'il donne gain de cause, non-seulement au despotisme universitaire et gallican, non-seulement même au socialisme, mais à tous les criminels ; car un crime n'est autre chose que l'immolation de l'intérêt moral à la passion ou à l'intérêt matériel ; or, c'est précisément ce sacrifice du moral au matériel qu'on loue en applaudissant à la conduite de Richelieu.

[2] Aveu d'Anquetil.

d'admirateurs et de disciples. Son meilleur élève, Mazarin, continua sa politique extérieure, et fit poursuivre la guerre contre l'Autriche. Le maréchal de Guébriant ayant été tué devant Rothweil, son armée subit quelques échecs; mais Turenne et Condé les réparèrent bientôt; les Impériaux furent battus aussi par Torstenson et par Rakocsi. Le faible et doux Ferdinand III, qui avait succédé à son inflexible père, consentit alors à ce que des négociations fussent entamées en Westphalie. D'abord le congrès n'aboutit à aucun résultat, car Ferdinand demandait la restauration du duc de Lorraine, victime de la foi, et tenait à obtenir des conditions honorables pour le Catholicisme et pour l'Empire. Mazarin, au contraire, qui dirigeait les plénipotentiaires protestants, refusait de restituer la Lorraine, et entendait que l'Empire fût démembré au profit des révolutionnaires : la guerre continua. Un général catholique, le Lorrain Mercy, eut la gloire de battre Turenne à Marienthal; mais, peu de temps après, il perdit la vie à Nordlingen; alors, Turenne, victorieux, s'unissant à Wrangel, poussa jusqu'en Bavière, tandis que Kœnigsmarck enlevait Prague à l'Empereur. Accablé de tant de revers, Ferdinand signa le déplorable traité de Westphalie, par lequel les catholiques allemands se reconnurent abattus.

Trois fois ils avaient vu leurs ennemis terrassés : en 1629, après la défaite du roi de Danemark; en 1633, à la suite de la bataille de Lutzen, et, en 1635, à l'époque du traité de Prague : — trois fois la France, intervenant pour accabler le principe honnête, était venue au secours du parti protestant, et avait rendu victoire à l'Hérésie.

X

La paix de Westphalie livra aux protestants neuf archevêchés ou évêchés, deux commanderies de Saint Jean, et une abbaye, qui furent sécularisés en leur faveur; et, de plus, elle leur assura la propriété définitive de tous les biens d'Eglise jadis volés, qu'ils possédaient avant la guerre. L'Empereur fut réduit à la simple dignité de chef d'une république fédérative, composée d'une foule de petits Etats presque indépendants [1]. L'archevêché de Magdebourg et les évêchés de Camin, de Halberstadt et de Minden, laissés à l'électeur de Brandebourg, constituèrent le noyau de la Prusse, qui fit prédominer la Réforme dans tout le Nord de l'Al-

[1] Trois cent cinquante.

lemagne. La Suède obtint l'archevêché de Brême, l'évêché de Verdun, la Poméranie septentrionale, d'autres agrandissements encore, et devint, par là, capable d'écraser la Pologne. La France fut médiocrement payée du lâche service qu'elle avait rendu en causant ainsi la chute des deux grandes puissances catholiques ultra-rhénanes : à sa trahison, elle ne gagna que les évêchés de Toul et de Metz, avec une partie de l'Alsace ; mais c'est assez pour que nos politiques absolvent les deux cardinaux qui sacrifièrent à cette belle œuvre, pendant vingt-cinq ans, l'argent, l'honneur et le sang de la France.

Nos amis les catholiques devraient pourtant se rappeler que la douleur du Pape fut immense, à la nouvelle des défaites de Ferdinand et de la paix de Westphalie. Il protesta contre la sécularisation des évêchés, contre la confiscation des autres propriétés ecclésiastiques ; il protesta également contre les droits exorbitants concédés aux hérétiques par les traités ; Innocent IX cassa même et annula ces traités, par une bulle du 5 janvier 1651 ; mais la France, avec une obstination infernale, en garantit l'exécution, de concert avec la Suède ; et les catholiques allemands avaient trop souffert pour qu'il leur fût possible de reprendre les hostilités.

Ainsi fut consommé, malgré l'Eglise désespérée, le triomphe du désordre sur l'ordre, de la révolution sur l'autorité, du despotisme sur la liberté : ce que les *habiles* nomment en France la victoire de la politique *raisonnable* sur la politique *de sentiment*. —Que l'on parcoure toutes les histoires sérieuses écrites en Allemagne depuis quelques années, sur la guerre de Trente ans[1], et l'on verra que dans ce pays, comme partout ailleurs, les chefs protestants étaient des seigneurs orgueilleux et sensuels, qui voulaient secouer le frein des pouvoirs et s'enrichir des biens de l'Eglise : larrons titrés, qui laissaient leurs soldats commettre toutes sortes d'excès abominables.

Le résultat des traités westphaliens contribuerait, au besoin, à montrer combien la Réforme fut hostile à la liberté politique. En effet, du XII[e] au XVI[e] siècle, la société catholique tendait évidemment à développer les libertés civiles et politiques ; car c'est alors que s'organisèrent les républiques d'Italie, de Suisse, et toutes les villes libres du Nord. La Réforme survint, et aussitôt ce mouvement fut refoulé au profit du despotisme. —En Allemagne, la paix de Westphalie constitua une foule de princes absolus. En Angleterre, sous Henri VIII et Elisabeth, le protestantisme avait

[1] Par MM. Gfrorer, Barthold, Heissing, Aretin, Ch. Mentzel, etc.

erreurs et de ses usurpations par une lettre autographe [1] ; déjà les évêques nommés pendant le quasi-schisme avaient fait acte de soumission au Saint-Siége, et condamné les articles gallicans.

C'est de 1682 à 1693, pendant sa guerre contre la papauté, que Louis XIV poursuivit les protestants français avec tant de rigueur [2]. On ne peut donc l'imputer à l'Eglise ; au contraire, la véritable Eglise catholique disait alors, par l'organe de Fénelon : « La force ne peut jamais persuader les hommes ; elle ne fait que des hypocrites. Quand les rois se mêlent de religion, au lieu de la protéger ils la mettent en servitude. » Le retour du roi et des évêques sous le miséricordieux patronage de la papauté, fut trop tardif et trop incomplet pour que le clergé français se relevât de sa chute avant la Révolution. Le dépérissement continu des ordres religieux montra que l'on n'avait pu guérir le mal, et que la société allait se dissoudre.

XII

On commence à reconnaître, en France, que Louis XIV commit plus d'une faute dans son gouvernement ; mais on demeure naïvement persuadé qu'il racheta ses erreurs par sa constante et victorieuse hostilité contre la maison d'Autriche. Voyons donc quels furent et les *motifs* et les *résultats* des trois grandes guerres qu'il soutint contre la maison impériale, et qui se terminèrent par les traités de Nimègue, de Riswick et d'Utrecht-Rastadt.

La première guerre n'eut d'autres motifs que le désir et l'espoir, qu'avait Louis XIV, de s'emparer de toute la rive gauche du Rhin. Il s'y disposa pendant quatre ans, et parvint à tromper sur ses desseins les

[1] « Je suis bien aise de faire savoir à Votre Sainteté que j'ai donné les ordres nécessaires pour que les choses contenues dans mon édit du 22 mars 1682, touchant la déclaration faite par le clergé de France... ne soient pas observées. » (Lettre de Louis XIV, du mois de novembre 1693). — Nous professons et déclarons que... nous sommes affectés douloureusement.... de tout ce qui s'est fait dans l'Assemblée du clergé, et qui a souverainement déplu à Votre Sainteté et à ses prédécesseurs ; qu'ainsi tout ce qui, dans cette même Assemblée, a pu être censé décrété sur la puissance ecclésiastique et sur l'autorité pontificale, nous le tenons et déclarons qu'on doit le tenir pour non décrété..... (Lettre des évêques, d'août 1693). Voyez *La France et le Pape*, p. 199 à 201. Nous recommandons cette histoire de l'Eglise française sous Louis XIV.

[2] Les protestants, au commencement, encourageaient, pour ainsi dire, ces rigueurs, par leur excessive docilité aux vœux du roi. Ainsi il suffisait, en général, de l'envoi d'une compagnie de dragons dans un village avec des billets de logement, pour que ce village abjurât le protestantisme, tant on semblait y tenir peu.

Hollandais et les princes de l'Allemagne rhénane. Cela n'était pas fort difficile, car les premiers étaient alors gouvernés par De Witt, chef du parti français, et les seconds avaient accepté le protectorat de la France. Après s'être assuré de la neutralité de ces princes, après avoir amené l'Angleterre à se liguer avec lui contre la Hollande,—le roi envahit subitement l'Allemagne rhénane et les Pays-Bas. Ses armées remportèrent d'abord des succès peu disputés; mais l'héroïsme des Hollandais, qui coupèrent leurs digues, arrêta ses conquêtes; et bientôt les troupes impériales, conduites par Montécuculli, vinrent au secours de l'Allemagne. Repoussant nos armées, qui étaient moins fortes, elles pénétrèrent en France. Louis XIV les obligea de rétrograder, et, pour les affamer, fit complétement dévaster une lisière de plus de vingt lieues de large sur les bords du Rhin. Quelques avantages de nos troupes permirent ensuite aux habiles diplomates du roi de diviser ses ennemis, et de les amener, séparément, à signer la paix de Nimègue, à l'instant où l'Angleterre offrait aux adversaires de la France son redoutable appui. Ce traité garantit à Louis XIV la principauté d'Alsace et *ses dépendances*, puis la Franche-Comté, Nancy, et quelques villes flamandes. Malgré ces agrandissements, conquis à la France, le résultat de cette guerre injuste fut, en somme, très-fâcheux pour notre pays; car elle fit périr misérablement le noble De Wit, l'ami des Français, et mit à la tête de la Hollande, puis de l'Angleterre, le plus terrible antagoniste de la puissance française, l'âme de toutes les coalitions suivantes contre la France : le prince d'Orange.

Le duc de Lorraine protesta contre la cession de sa capitale à Louis XIV, qui s'était réservé, en outre, quatre routes militaires à travers le duché : le Roi, à qui la protestation déplaisait, garda tout le pays lorrain. Il institua en même temps quatre tribunaux, dits chambres de réunion, pour examiner quelles étaient les *dépendances* de l'Alsace. Les juges complaisants remontèrent jusqu'au siècle de Dagobert pour fournir au Roi des titres prétendus, en vertu desquels il s'empara, en pleine paix, de Strasbourg et de plusieurs petites principautés contiguës.

L'Autriche allait s'opposer à ces envahissements : Louis XIV n'eut pas honte de déchaîner sur elle les Turcs et les rebelles de Hongrie, qui réunirent deux cent mille hommes et vinrent assiéger Vienne. La Chrétienté courait un grand péril, car l'illustre Charles V de Lorraine, généralissime de l'Empire, n'avait pu rassembler que vingt mille combattants. Déjà les Turcs, logés dans les fossés, avaient fait sauter un bastion

tout entier avec un vaste pan de muraille, quand Sobieski vint avec ses Polonais réparer la trahison européenne de Louis XIV. Par la mémorable bataille du 12 septembre 1683, les deux généraux vraiment chrétiens portèrent un coup mortel à la puissance ottomane.

Cinq ans plus tard, sans préalable déclaration, Louis XIV envahit les Pays-Bas, et fit effroyablement ravager les contrées rhénanes. « L'imagination recule devant une telle dévastation. Les villes de Heidelberg, Rohrbach, Ruslock, Wisloch, Kircheim, Manheim, Offenbourg, Kreuznach, Oppenheim, Bruchsal, Frankenthal, Baden, Rastadt, et plusieurs autres, furent livrées aux flammes; les Français changèrent en vastes déserts les bords florissants du Rhin. En vain les malheureux habitants se jetaient-ils aux pieds des vainqueurs en demandant grâce : ils n'en étaient pas moins dépouillés, chassés dans les montagnes couvertes de neige, où un grand nombre moururent de froid. » Pendant sept mois, on tourmenta Spire et Worms, de propos délibéré. Là, après avoir tout souffert, tout sacrifié patiemment, les citoyens croyaient au moins leurs habitations sauvées ; mais ils reçurent la notification que les intérêts du grand roi exigeaient que les deux villes impériales disparussent de la terre : les malheureux, dépouillés de tout, se virent contraints d'aller demander asile ailleurs. Les Français réduisirent en cendres Worms et Spire, et violèrent les tombeaux des Empereurs. Comme on reprochait ces barbaries au duc de Créqui, général en chef, il montra un ordre du Roi, d'après lequel plus de cent villes et villages étaient condamnés au feu. — Quel crime avait donc commis cet infortuné pays ? Hélas ! il demeurait fidèle à sa nationalité allemande, et préférait l'antique tutelle de l'Autriche au protectorat despotique et envahisseur de Louis XIV. — Le duc de Lorraine et le prince Louis de Bade, à la tête des armées impériales, vinrent arrêter ces affreux excès, et presque toute l'Europe, indignée, se coalisa contre la France. Après neuf années de stériles combats, Louis XIV fut obligé de signer la paix de Riswick, par laquelle il restitua plusieurs de ses précédentes conquêtes, entre autres presque toutes les villes usurpées sur les bords du Rhin, une partie de la Flandre et le duché de Lorraine ; mais il ne rendit la Lorraine qu'après l'avoir démantelée complétement, ce qui a privé plus tard la France de son principal boulevard du côté de l'Est. De quel avantage n'eût-il pas été pour nous, pendant les deux derniers siècles, de posséder encore les vastes retranchements de Nancy, qui passaient, au temps de Louis XIII, pour les meilleures fortifications de l'Europe ?

La troisième grande guerre soutenue par Louis XIV avait au moins des apparences de raison : il semblait assez convenable qu'il défendît les droits de son petit-fils à la couronne d'Espagne ; mais il y mêla encore d'évidentes injustices, notamment la violation, sans aucun prétexte, de la neutralité de la Lorraine.

Chacun sait combien cette guerre coûta de souffrances et d'échecs à notre pays pendant onze ans : elle mit la France à deux doigts de sa ruine entière ; mais on croit généralement, dans notre pays, que ce furent quelques derniers succès remportés par Vendôme, Villars et Berwick, qui sauvèrent la France et lui conquirent une paix acceptable ; or cela n'est qu'à moitié vrai. Ce qui sauva surtout notre patrie, c'est la mort prématurée de l'empereur Joseph I[er]. Par suite de son décès, son frère, le prétendant au trône espagnol, héritait de l'Empire. Les Anglais craignirent de laisser les deux couronnes sur la même tête ; et la reine Anne, passant aux torys, qui penchaient pour la France, rappela et disgrâcia Marlborough, à l'instant où il forçait les lignes de Villars et prenait Bouchain. Malgré la retraite de l'Angleterre, malgré l'indiscipline et la mollesse des troupes hollandaises, qui ne suivaient plus les ordres ni les conseils du prince Eugène, les ennemis gagnèrent encore du terrain sur notre dernière armée. C'est alors que Louis XIV déclara qu'il irait chercher la mort sur la frontière, dans le cas où Villars serait battu : héroïque détermination que recompensa la victoire de Denain. Ce triomphe était alors presque inespéré : à plus forte raison eût-il été improbable si le redoutable Marlborough et ses excellentes troupes n'avaient pas quitté le prince Eugène. — Le traité d'Utrecht démembra la monarchie espagnole et grandit la Prusse et l'Angleterre. La Prusse obtint la haute-Gueldre, le pays de Kessel, la principauté de Neufchâtel, et l'on reconnut au souverain de cet Etat la dignité royale. L'Angleterre extorqua de la France de grands avantages pour son commerce, au détriment du nôtre ; elle nous obligea à raser les fortifications et à détruire le port de Dunkerque ; à lui laisser la possession de Minorque et de Gibraltar, c'est-à-dire la domination de la Méditerranée ; à lui céder la baie d'Hudson, la Nouvelle-Ecosse, l'île de Terre-Neuve, l'île de Saint-Christophe et la pêche exclusive de la morue sur les côtes de l'Amérique ; il fallut, enfin, que nous consentissions à garantir la succession au trône anglais dans la ligne protestante.

La France ne gagna absolument rien à cette guerre, qui lui avait coûté d'immenses sacrifices : Louis XIV fut même forcé de subir la stipula-

tion qu'aucun de ses descendants ne pourrait porter à la fois les couronnes de France et d'Espagne.

On voit, en résumé, que les quatre-vingts années de guerre soutenues par Richelieu, Mazarin et Louis XIV, contre la maison d'Autriche, tournèrent au détriment du Catholicisme, en Angleterre, en Allemagne et dans le nord de l'Europe ; qu'elles affaiblirent partout l'influence des Papes, et créèrent trois puissances qui nous ont fait un mal extrême : la Suède, par laquelle la Pologne a été ruinée au profit des Russes; la Prusse, qui a presque toujours été la satellite de la Russie, en attendant qu'elle devienne l'agent de la Révolution; et l'Angleterre, qui, avant nos grandes guerres contre l'Empire, ne possédait pas de marine, et n'avait de colonies que Jersey et Guernesey. — Voilà quels ont été les clairs résultats de cette politique extérieure si vantée [1]. — En vérité, il nous est difficile de croire que la politique *de sentiment*, c'est-à-dire naturelle, loyale et catholique, n'aurait pas été plus profitable.

XIII

Quelle gloire la France n'eût-elle pas gagnée à se montrer, au XVIIe siècle, la fidèle *fille aînée* de l'Eglise! à soutenir énergiquement les Stuarts et le Catholicisme en Angleterre! à défendre Sigismond et la Pologne contre les hérétiques de Suède et de Russie! à préserver les principautés catholiques d'Allemagne des spoliations et des atrocités que leur firent subir les protestants! enfin, à sauver les chrétiens hongrois du joug honteux et des horribles déprédations des Turcs! — ALLIÉE A LA MAISON D'AUTRICHE, la France eût facilement réussi dans tous ses desseins; les Empereurs lui auraient sans doute payé ses bons offices, et elle n'aurait eu aucun grand désastre à redouter.

En suivant la ligne opposée, qu'est-il arrivé? — Malgré le génie de Louis XIV et de Richelieu, nous avons failli deux fois être écrasés pendant notre terrible lutte. A propos de la succession espagnole même, la France eût presque certainement gagné à s'arranger amiablement avec la maison impériale; car celle-ci aurait dû s'estimer heureuse d'acheter la couronne d'Espagne par la cession de tous les Pays-Bas, ce qui eût porté notre monarchie à ses limites naturelles. En agissant ainsi, quelles richesses la France n'eût-elle pas conquises, par l'extension de son com-

[1] A l'intérieur, le même système a établi l'incrédulité des beaux-esprits, aiguillonné la cupidité des prolétaires, et soufflé le feu des révolutions.

merce et de sa navigation, et dans la Méditerranée, qui aurait été bientôt purgée de pirates, et dans l'Océan, où notre pavillon eût flotté sans rival!

Peut-être ce tableau se présenta-t-il à Louis XIV, à cet instant de lucidité qui est accordé à presque tous les mourants; car, de son lit de mort, il dit à son petit-fils ces sages et belles paroles : « Ne faites jamais la guerre que pour vous défendre ou pour défendre vos alliés. Je vous avoue que de ce côté-là je ne vous ai point donné de bons exemples; c'est la partie de ma vie et de mon gouvernement dont je me repens davantage. » Où Louis XIV fut réellement grand, c'est au milieu de ses revers, c'est à sa fin humble et chrétienne.

XIV

La rétractation et les conseils de l'illustre monarque n'ont guère éclairé ses successeurs; car, après lui, nos gouvernements ont continué à suivre le système anti-autrichien et anti-catholique, inauguré par Henri IV et Richelieu. Sur la foi des rationalistes, nous le voyons même encore accepté, comme une chose excellente, par la nation presque entière, quoiqu'il n'ait cessé de produire de déplorables résultats. Citons quelques faits à l'appui de cette assertion.

A peine au pouvoir, le duc d'Orléans, ce vaillant émancipateur de la raison, qui combattit avec tant de succès le Pape [1], la morale et les bonnes libertés, se hâta de s'unir aux Anglais contre le petit-fils de Louis XIV, et il les aida à se rendre maîtres des mers; car, au moment où l'amiral Bing enlevait vingt-trois vaisseaux à l'Espagne par la bataille de Syracuse, le général du Régent [2] en brûlait seize dans les ports de la Catalogne. L'appui donné par nous à l'Angleterre empêcha les Espagnols de lui enlever Gibraltar; elle s'y fortifia et le rendit inexpugnable. On vit alors un premier ministre de France, Dubois, recevoir des Anglais près d'un million de pension.

Bientôt (1727) les Espagnols recommencèrent la guerre pour essayer de reconquérir Gibraltar; l'Autriche s'était unie à l'Espagne, afin d'amener cette réintégration, demandée par toutes les convenances, tous les droits et tous les intérêts. Que va faire la France? Encore une fois

[1] Pour défendre les jansénistes.

[2] Berwick.

nous la retrouvons alliée avec tous les pays protestants, contre les deux puissances catholiques.

Malgré l'antipathie que nous n'avions guère cessé de montrer contre l'Autriche, l'empereur Charles VI accepta, en 1739, notre médiation vis-à-vis des Turcs. Il n'eut pas sujet de s'en louer, — la France, par le traité de Belgrade, ayant fait restituer aux Turcs la Servie et presque toutes les conquêtes du prince Eugène : injustice qui est devenue une faute, car les principautés danubiennes se sont ainsi trouvées, plus tard, livrées à la convoitise des Russes.

Nous avions garanti la pragmatique sanction de Charles VI, laquelle assurait l'héritage de ses Etats à sa fille Marie-Thérèse. Le cardinal de Fleury était d'avis que le France restât fidèle à sa parole. Mais lorsque l'on vit les provinces de la jeune reine envahies de toutes parts et ses armées presque détruites, le gouvernement français courut honteusement à la curée.

Hélas! cette indigne conduite ne fit que favoriser encore l'agrandissement de la Prusse et de l'Angleterre ; car, d'une part, Marie-Thérèse, poussée par la nécessité, traita alors avec Frédéric II et lui abandonna la Silésie ; et, de l'autre, l'Angleterre détruisit complètement notre marine : il ne restait plus, en 1747, que *deux vaisseaux* à la France [1]. Voilà comme souffrit notre pays de la lâche attaque de son gouvernement contre l'Impératrice.— Grâces à Dupleix, nous avions du moins conservé la prépondérance dans l'Inde : on révoqua ce grand homme, et on abandonna l'Inde à la Grande-Bretagne.

Malgré ces désastres, notre marine commençait à renaître en 1756 : la jalouse Angleterre nous déclara la guerre sous un futile prétexte [2], pour anéantir encore nos vaisseaux et notre commerce. L'Autriche vint généreusement à notre aide, et nos troupes, réunies aux siennes, s'étaient rendues maîtresses de presque toute la Prusse, lorsque Frédéric remporta l'incroyable victoire de Rosbach. Nos plaies de la guerre précédente n'étaient malheureusement point assez cicatrisées pour qu'il ne fût pas aisé à l'Angleterre de ruiner notre navigation. La France perdit, à la paix de Paris, sa plus importante colonie, le Canada, et se soumit encore une fois à la honte de détruire le port de Dunkerque.

Le gouvernement français prit pitoyablement sa revanche au dedans :

[1] *Le Tonnant* et *l'Intrépide*, commandés par MM. de l'Etanduère et de Vaudreuil, qui ne les arrachèrent à l'amiral Hawke qu'après un combat terrible.

[2] Sous prétexte que la Nouvelle-Ecosse était mal délimitée par le traité de 1747.

contre les jésuites d'abord, puis contre les parlements, dont l'esprit janséniste et gallican l'avait servi contre les jésuites. Il les chassa les uns et les autres ; c'est-à-dire qu'il se débarrassa tout à la fois du frein de la religion et du frein de la légalité. Il acheva ensuite de dissoudre le clergé régulier, en nommant abbés des courtisans débauchés et jusqu'à des valets de grands seigneurs ; enfin, il démolit les dernières garanties de libertés civiles qui restaient à la Nation, en donnant congé aux états provinciaux, dont les remontrances et les plaintes l'ennuyaient.

XV

C'était se montrer parfaitement conséquent au système rationaliste de Richelieu et de Louis XIV, système que le monarque avait osé formuler en ces termes, dans ses instructions à son successeur : « Tout ce qui se trouve dans l'étendue de nos Etats nous appartient au même titre... Les rois sont seigneurs absolus, et ont naturellement la disposition pleine et libre de tous les biens; de ceux qui sont possédés aussi bien par les gens d'église que par les séculiers. »

Voilà les droits que nos souverains avaient conquis pour l'Etat (représenté par eux), en vertu du principe dit de libre examen ; voilà les prétentions qu'ils soutenaient contre l'autorité de l'Eglise. Poursuivant ce système, très-logique au point de vue rationaliste, — le peuple, — quand ils eurent abaissé le catholicisme et la papauté, quand ils eurent abattu aux pieds de l'Etat bourgeoisie et clergé, magistrature et noblesse, et, sur toutes ces ruines, arboré la victorieuse bannière de la raison,—le peuple, à son tour, examina toutes choses. Se trouvant le plus fort, il dit, à plus juste titre que le prince : « L'Etat, c'est moi ; tout m'appartient ; donc je dois tout prendre. » C'est là sa politique *raisonnable*, à lui ; il ne peut manquer de la suivre, puisque les hommes distingués, grands par la naissance ou par l'esprit, lui ont appris à se moquer de la politique *de sentiment.*

Dans sa première victoire, de 1792, il n'a pas complétement atteint son but ; mais il a pris les biens de main-morte, les dotations des ordres religieux, qui étaient les arcs-boutants de la vieille organisation sociale ; il a, en même temps, créé une foule de petits propriétaires envieux et cupides, qui serviront tous ses futurs desseins. Son vainqueur même s'est montré pour lui un excellent allié. Le Louis XIV du XIXe siècle, Napoléon, par son Code civil, a confirmé la destruction de la hiérarchie

dans la famille. Il a créé toute une armée de docteurs, chargés d'enseigner à la nation la divinité de la Raison et de l'Etat. Il a montré au peuple la voie de la démolition de toutes les fortunes, par le communisme administratif et fiscal. Il a emprisonné le Pape et asservi l'Eglise. Il s'est bien gardé de rétablir la Pologne, comme il le pouvait si aisément, en donnant à l'Autriche les principautés danubiennes. Il s'est bien gardé de soutenir l'Espagne, de renouveler la grandeur de l'Italie, de ressaisir pour le Catholicisme le protectorat de l'Orient; de restaurer en Europe le règne de la justice et de la vraie foi. Bien au contraire : il n'a jamais respecté la propriété ni le sang des peuples, quand il s'est trouvé poussé par la passion à les saisir, à les compromettre, à les prodiguer; — aussi toutes les nations célèbrent-elles sa gloire.

XVI

Que le peuple libre-penseur lève donc la tête! le cours de ses triomphes se poursuit presque sans interruption. C'est toujours le même système qui domine en Europe : le système qui ratifie tous ses principes et donne gain de cause à ses convoitises. Le socialisme, nom moderne de la perpétuelle hérésie révolutionnaire, le socialisme prévaut de plus en plus manifestement, et il n'est guère présumable qu'il soit même longtemps déguisé par le régime constitutionnel. Car, dans un monde rationaliste, on devient à la fois égalitaire et despote. Il s'établit d'abord des assemblées orgueilleuses et chicanières, issues d'une fausse définition de la liberté politique : on voit quelque temps lutter contre elles les gouvernements, qui multiplient les rouages administratifs, parce qu'ils ont besoin d'acheter les suffrages par d'innombrables emplois ; puis, sous une forme quelconque, arrive la dictature de l'Etat, unique éducateur, pontife suprême, et propriétaire universel. Déjà l'Europe est lasse de la domination des parlements; les nations européennes vont donc probablement au devant d'une dictature socialiste, — qu'elle soit représentée par un seul homme, un Nicolas ou un Kossuth, — ou qu'elle soit exercée par des décemvirs, par des tribuns, par de nouvelles bandes de Marseillais septembriseurs et de tricoteuses de la guillotine.

A moins, toutefois, que les rationalistes français, dont la cervelle mène le monde, ne viennent subitement à douter que leur politique ait été réellement raisonnable. A moins qu'ils ne commencent à trouver singulier que la France, après avoir produit des génies admirables, qui ont en-

seigné à la société moderne religion, sciences, belles-lettres, administration, marine, art de la guerre, éloquence, — génies qui étaient devenus les obéissants instruments de souverains doués des plus rares qualités, tels que Henri IV, Louis XIV et Napoléon ; — à moins, dis-je, qu'ils ne trouvent singulier, enfin, que la France, après trois siècles d'héroïsmes individuels et d'exploits nationaux, soit néanmoins déchue au troisième rang parmi les puissances européennes, et se voie aujourd'hui rabaissée, chétive, épuisée ; sans avenir et sans paix, pour le pauvre comme pour le riche, pour l'ignorant comme pour le savant.

Dieu est si grand... qu'il ne faut pas tout à fait désespérer de cet immense bonheur.

Ah ! si ce crépuscule de la vérité se levait sur notre patrie ; si la taie d'un séculaire orgueil commençait à s'amincir dans nos yeux, — il y aurait lieu d'attendre un retour vers une société glorieuse et libre, qui vivrait par la pratique des *devoirs,* tandis que la nôtre périt par la lutte pour des *droits* prétendus. Alors, les rationalistes français, qui forment l'immense majorité de notre nation, se joindraient aux pionniers qui s'efforcent de mériter le grand nom de catholiques ; et nous tâcherions tous ensemble de déchiffrer les premières leçons du catéchisme social apostolique et romain : elles s'appellent justice, obéissance et charité.

SECONDE PARTIE.

I

Nous avons signalé l'intelligent courage avec lequel les Lorrains ont défendu, au XVIe et XVIIe siècles, contre les fatalistes de l'Occident, la société catholique et vraiment libérale. Il y aurait à parcourir une carrière non moins vaste, si l'on voulait indiquer aussi les services éclatants que les Lorrains ont rendus aux chrétiens contre les fatalistes de l'Orient.

Pour abréger, nous en omettrons la plus grande partie. Nous ne mentionnerons qu'en passant, par exemple, les exploits du duc de Mercœur, lequel pourtant, nommé généralissime de l'Empire, osa tenter, en 1601, de secourir Kanisza, qu'Ibrahim-Pacha assiégeait avec des forces quadruples, et imposa tellement aux Turcs qu'ils refusèrent la

bataille. Le manque de vivres contraignit Mercœur à se retirer, au lieu de poursuivre ses avantages; mais sa retraite passa pour la plus belle de l'époque. L'année suivante, il prit Albe-Royale, et remporta près de cette ville une grande victoire. Rappelé en France, il mourut en voyage. Son oraison funèbre fut prononcée à Paris par saint François de Sales, digne interprète des regrets de toute l'Europe chrétienne.

Mais, si importants qu'aient été les services de Mercœur, ils sont restés comme effacés par ceux du grand et généreux duc de Lorraine Charles V. Obligés que nous sommes de choisir entre les pages mémorables d'une si belle vie, nous allons tâcher d'esquisser un épisode, trop oublié en France, de la quatorzième et dernière croisade : la conquête de Bude par ce héros chrétien.

II

Avant d'entamer le récit de ce grand événement, qui eut lieu en 1686, exposons quelle était alors la situation de l'empire ottoman vis-à-vis de l'Europe.

Il y avait une centaine d'années que la force morale des Turcs avait décliné; mais elle se relevait, comme nous le montrerons. Elle avait décliné parce que, depuis Mourad III (1574), la plupart des gouvernants avaient laissé dépérir les institutions religieuses et militaires d'Orkhan et de Mohammed-le-Conquérant : institutions remarquables, sur lesquelles il nous faut jeter un coup d'œil, car elles expliquent les succès extraordinaires obtenus par les Ottomans pendant trois siècles, et leur puissance formidable.

Dès 1328, longtemps avant que la France possédât un petit noyau de troupes réglées, Orkhan avait organisé l'armée turque avec une étonnante habileté. D'après ses dispositions, l'élite de l'infanterie devait toujours être composée de jeunes gens, choisis parmi les prisonniers enlevés en bas âge. On les élevait dans la religion mahométane. De forts appointements, de riches vêtements, des marques de considération publique, les attachaient bientôt à leur métier. Ils étaient payés en proportion de la durée de leur service ; à tel point que les vétérans recevaient jusqu'au septuple de la solde primitive. La bravoure de cette élite, célèbre sous le nom de corps des janissaires, ne s'est jamais démentie. Mohammed II en comptait vingt mille; plus tard, ce chiffre fut doublé.

Outre les janissaires, soldats à vie, Orkhan avait organisé, pour le

génie et la cavalerie, des castes de guerriers. C'étaient des colons militaires auxquels on donnait des fiefs, petits ou grands (*timars* ou *siamets*), à condition qu'ils formeraient un corps de pionniers (*piades*), et la cavalerie régulière de l'armée (*moszellimans*, *sipahis*). Les chefs étaient hiérarchisés selon leur puissance territoriale et le nombre d'hommes qu'ils fournissaient. L'art des armes et la vaillance devenaient héréditaires dans ces familles; elles produisaient souvent des capitaines très-distingués.

Grâces à ces institutions, les Turcs mettaient en campagne, promptement et à peu de frais, des masses de guerriers exercés. La renommée de leur cavalerie, de leurs mineurs et de leur artificiers, se soutint sans rivale pendant trois siècles, et leur infanterie régulière ne le cédait en rien aux fantassins de l'Espagne même.

Mohammed-le-Conquérant perfectionna encore l'organisation des troupes, et il régla surtout avec soin l'enseignement religieux et judiciaire, les conditions d'éligibilité aux fonctions de l'Etat, la hiérarchie, et les devoirs des dignitaires et des employés. Ce qu'il y a de plus remarquable dans ses lois, c'est la façon dont il organisa le corps des *ulémas*, à la fois théologiens et légistes; ce sont les moyens qu'il donna pour faciliter les études, et les conditions sévères imposées aux candidats qui aspiraient aux degrés supérieurs du corps, divisé en cinq classes. On ne pouvait devenir cadhi, mollah ou mufti, c'est-à-dire juge, docteur ou pontife, sans avoir prouvé une véritable aptitude. Dans la classe des savants devaient être pris, en général, les *kadhieskers* ou juges de l'armée, les *defterdars*, teneurs de livres des finances, et les *nischandgis*, sorte de secrétaires d'Etat. Au-dessus de ces trois catégories de hauts fonctionnaires, il y avait encore les vizirs, au nombre de quatre, qui sortaient du sein de l'armée. C'étaient aussi des militaires qui gouvernaient d'ordinaire les provinces et les districts de l'empire. Mohammed II, qui avait complété les institutions turques, les flétrit, du reste, par un *kanun* abominable, celui qui permet et conseille le fratricide à tous les sultans.

Les premiers successeurs de ce législateur conquérant, ne suivirent guère les utiles prescriptions du droit politique d'Orkhan et de Mohammed II. Le faible Bayazid, et surtout le féroce Sélim Ier, s'en écartèrent souvent. Mais Soliman et l'illustre visir Sokolli respectèrent et affermirent ces sages lois; aussi leur gouvernement fut-il l'époque de la plus haute splendeur des Ottomans.

A Mourad III remonte le règne des femmes et des favoris, qui a ruiné peu à peu la puissance des Turcs. Depuis ce prince, pour subvenir aux profusions et contenter les caprices du harem, on vendit les titres et les charges. La vénalité des emplois occasionna d'incessantes concussions. Les sultans punirent de mort les coupables, mais seulement pour s'emparer de leur butin. Sous un tel régime, la discipline disparut bientôt de l'armée ; les colons feudataires cessèrent de faire le service personnel ; les sipahis et les janissaires s'entrecombattirent souvent, ou bien s'insurgèrent contre leurs chefs, qui se révoltèrent plus d'une fois eux-mêmes contre les sultans. L'affaiblissement de l'autorité et de l'enseignement disloqua l'immense empire. Aujourd'hui, que nous le voyons moribond, entre les mains des médecins anti-russes qui s'efforcent de prolonger son agonie, il nous semble singulier que cette monarchie ait été capable, jusqu'à la fin du XVII[e] siècle, de faire trembler et quelquefois de battre encore tout l'Occident.

Telle est pourtant la vérité. Sous les règnes de Mohammed III, d'Ahmed, du malhéureux Osman II, de l'imbécile Mustapha, le gouvernement turc avait bien dépéri ; mais le terrible Murad IV, mais le grand visir Mohammed Kœprili, non moins cruel que ce sultan [1], mais surtout le grand Akhmet Kœprili, avaient restauré la discipline de l'armée, amendé le personnel des fonctionnaires, et rendu vie à la puissance ottomane. Quoiqu'il eût perdu les batailles de Choczim et de Saint-Gothard [2], ce dernier visir enleva Kaminiec et la Podolie aux Polonais, Neuhæusel à la maison d'Autriche, et l'île de Crète aux Vénitiens. En vain des volontaires courageux, de toutes les nations chrétiennes, étaient-ils accourus à Candie ; en vain Morosini avait-il repoussé cinquante-cinq assauts à ciel ouvert, et quarante-cinq attaques souterraines ; il fallut capituler, et livrer l'île aux Turcs. Dans cette grande lutte contre les ennemis de la foi, les Lorrains ne pouvaient manqués d'être représentés :

[1] Pendant les cinq années de son gouvernement, il fit exécuter 36,000 personnes.

[2] On sait qu'il y avait à Saint-Gothard plusieurs gentilshommes français, qui accompagnaient Rabutin et La Feuillade. Comme nous visitions ce champ de bataille, il y a quelques années, un paysan nous montra une épée fleurdelysée, qu'il avait déterrée peu de jours auparavant. De belles peintures représentent la bataille au dôme de l'église abbatiale de Saint-Gothard. Non loin de là s'élève, sur la frontière de Styrie, l'inexpugnable et curieux château de Riegersbourg. Bâti sur un pic isolé, ce château renferme une vigne, des jardins et un champ de blé. Les Turcs n'ont jamais tenté de s'en emparer, quoiqu'ils aient souvent dévasté tous les environs.

aussi le chevalier d'Harcourt, de la maison de Lorraine, y figurait-il avec plusieurs de ses parents.

A la mort de Kœprili (1676), la monarchie ottomane contenait encore quarante grandes provinces, où s'étaient engloutis vingt anciens royaumes ; en outre, les Transylvaniens et les Moldo-Valaques étaient tributaires de la Porte et relevaient d'elle. Les Turcs occupaient plus de la moitié de la Hongrie ; presque toutes les places fortes du pays leur appartenaient. Ils étaient restés habiles dans l'art de la guerre ; car Montécuculli reconnaît, dans ses mémoires, qu'ils furent ses meilleurs maîtres ; et l'illustre Nicolas Zrinyi, le rival de Montécuculli, rend également justice à leur talent et à leur courage.

III

Eh bien ! si formidable que demeurât la monarchie turque, Louis XIV ne rougit pas de conspirer en sa faveur. Par l'entremise du comte de Béthune, ambassadeur en Pologne, il noua des intrigues avec Pierre Zrinyi et quelques autres seigneurs hongrois, qu'il mit en rapport avec les Turcs. Les complices du roi de Versailles, découverts, expièrent leur crime sur l'échafaud.

Mais les ramifications de la conjuration furent cherchées et punies, avec une sévérité outrée, bien que juste, par les ministres de Léopold Ier, charmés de trouver une occasion de germaniser déjà la Hongrie. Ils commencèrent à ne plus respecter la constitution et les libertés du pays. Alors la diplomatie française, profitant du mécontentement des Magyares, réussit à gagner le puissant Tœkœli. On lui fit espérer l'affranchissement de la Hongrie. Séduit ainsi, il s'allia sans répugnance aux Barbares pour écraser l'Autriche. Ceux-ci promirent de lui céder le royaume intact et indépendant, aussitôt après la défaite des Impériaux : il accepta ces conditions, et les Turcs, appuyés par lui, faillirent, comme on sait, emporter Vienne et détruire la monarchie autrichienne.

Si Kœprili avait encore vécu alors, les résultats de la coupable ambition de Louis XIV eussent probablement jeté sous le joug musulman vingt millions de chrétiens ; car il va sans dire que les Turcs trahissaient Tœkœli. On sait que Vienne, démantelée, était à bout de défense, et qu'elle ne pouvait plus tenir vingt-quatre heures, quand Charles de Lorraine et Sobieski battirent si miraculeusement l'orgueilleux grand vizir.

Après ce mémorable triomphe, l'armée de Sobieski, ayant témérairement attaqué les Turcs, risquait d'être mise en pièces à Barkany, sans Charles de Lorraine, qui accourut à son aide et défit l'ennemi, lequel perdit encore là plus de vingt mille hommes. Les deux princes, réunis, s'emparèrent ensuite de la ville de Gran. Mais Sobieski fut obligé de rentrer dans ses Etats. Demeuré avec les troupes impériales seules, Charles V ne fut plus en force pour prendre Bude : la défense désespérée de la garnison, et l'approche d'une grande armée turque, l'obligèrent à se replier pour couvrir les frontières de l'Autriche. Les Ottomans investirent Gran.

Alors fut prêchée la quatorzième et dernière croisade[1].

IV

Comment se fait-il que nulle part on ne la raconte ? que l'oubli soit allé jusqu'au point qu'elle ait été omise par Michaud même ? — Elle n'est pourtant inférieure aux autres ni pour l'importance ni pour l'éclat. Grande par sa nécessité et grande par ses résultats, elle égala, elle surpassa peut-être à divers égards, les croisades du moyen âge. Il n'y en avait pas eu de plus nécessaires ; il n'y en eut guère de plus heureuses.

Rien de difficile comme d'expliquer raisonnablement pourquoi l'on en parle si peu. Faudrait-il donc voir ici une preuve de plus de l'injustice historique aperçue par M. de Dumast, et formulée par lui en loi d'observation ?

« Sitôt qu'une personne, sitôt qu'une chose, » écrit-il, « touche en quoi « que ce soit aux annales du peuple lorrain, soyez sûrs d'avance que cette « personne, que cette chose, sera défigurée, amoindrie, présentée sous « un aspect sinon odieux, du moins chétif et défavorable, — à supposer « encore qu'on ne puisse la passer complètement sous silence, auquel cas « on n'y manque point. — Ce dénigrement, plus ou moins marqué, mais « systématique et constant, forme une règle sans exception. Evident en ce « qui concerne la sphère politique, il s'étend à la sphère militaire, législative, scientifique, artistique, et même religieuse. Il n'y a pas jusqu'aux Saints lorrains (chose étrange !) dont la gloire n'ait été rétrécie, « voilée, et pour ainsi dire mise à l'écart. Dès qu'un talent, un caractère,

[1] « Es war der letzte Kreuzzug. (*Majlath*). Dies war der vierzehnte und letzte Kreuzzug gegen die Türken. (*Feszler*). » C'était la quatorzième croisade prêchée par les papes contre les Turcs. (*Hammer*).

« un fait saillant et digne de mémoire, serait honorable pour l'ancienne « Lorraine, vous pouvez affirmer, — et ce sera parier à coup sûr, — qu'il « est généralement, surtout en France, ou INCONNU ou MÉCONNU. »

V

Innocent XI, disons-nous, prêcha la quatorzième croisade; il supplia princes et peuples de délivrer les pays conquis ou menacés, et d'assurer enfin le repos de la Chrétienté. La voix de l'énergique pontife fut entendue. Venise et les Polonais s'unirent à l'Autriche; le Saint Empire lui fournit un contingent considérable; des volontaires affluèrent au camp de Charles de Lorraine; et la monarchie ottomane se vit attaquée à la fois sur toute l'étendue de ses frontières européennes. Le Pierre l'Ermite (ou plutôt le Capistran) de la croisade, ce fut l'éloquent et courageux capucin Marco d'Aviano; son Godefroi de Bouillon, c'était Charles V, duc de Lorraine.

Lorsque le généralissime se vit assez fort, il attaqua les Turcs devant Gran, et, dans une sanglante bataille, il les mit en déroute. La ville importante de Neuhæusel et plusieurs autres places tombèrent en son pouvoir. Les Turcs, d'ailleurs, commirent alors un acte d'injuste violence qui leur coûta cher : ils emprisonnèrent Tœkœli. Aussitôt ses partisans remirent aux Impériaux la Haute-Hongrie, qu'ils occupaient presque tout entière, et la plupart de ces gentilshommes hongrois se battirent avec furie contre leurs alliés de la veille.

La prise de Neuhæusel causa une vive allégresse dans l'Europe catholique. Obéissant à l'appel du Pape et des évêques, une foule de nouveaux croisés se mirent en chemin au printemps de l'année 1686. Il y en avait de toutes conditions et de toutes races. Ainsi, plusieurs grands d'Espagne, parmi lesquels on remarquait le duc de Vécha-Escalona, Valéro son frère, Zuñiga, Planéro d'Urselles, avaient rejoint les drapeaux de l'armée chrétienne. On vit bientôt arriver aussi soixante Catalans, presque tous de la classe artisane, qui s'étaient croisés à Barcelone. Plusieurs d'eux avaient fait la route pieds nus, en disant leur chapelet et en mendiant leur pain. L'Empereur les incorpora dans le régiment de Stabremberg, et leur donna pour capitaine un vaillant homme de guerre, François Astorga. « Ils étaient empressés à la besogne, tristes quand on les éloignait du danger. Presque tous sont ensevelis sous les ruines de Bude. L'ingrate postérité n'a pas retenu leurs noms. Qu'ils dorment en paix ! »

Tandis que des Allemands protestants, tandis que des Anglais même, pour sauver la civilisation, venaient prendre part à la croisade, — que faisait Louis XIV ? Il faisait partir pour Constantinople une pompeuse ambassade ; ses envoyés, Guilleragues et Girardin, s'en allaient soutenir la Porte de leurs conseils. Ils contribuèrent à l'élargissement de Tœkœli, espérant que ce révolté entraînerait de rechef une partie de la Hongrie à combattre la cause européenne. Heureusement, la voix du rebelle ne fut plus écoutée. Les Magyars, qui avaient reconnu la perfidie des Turcs, se montrèrent leurs plus terribles ennemis pendant les campagnes suivantes.

Vingt mille Hongrois ou Croates, et trente mille auxiliaires, allemands ou étrangers, avaient rejoint les troupes impériales, qui s'élevaient déjà sur la frontière à quarante mille hommes. Lorsque l'Empereur vit de telles forces à la disposition du duc de Lorraine, il lui permit de marcher contre Bude. Depuis cent quarante-cinq ans, que les Turcs possédaient cette place, les Chrétiens l'avaient en vain assiégée six fois.

Bude est bâtie sur une colline élevée et très-escarpée. Les Turcs avaient épuisé, à la fortifier, tout l'art de leurs habiles ingénieurs. Le point culminant était occupé par un château-fort, que commandaient trois enceintes de murailles bastionnées, toutes trois munies de fossés. Des ouvrages avancés défendaient en outre le point le plus faible de la place, du côté de Vienne. La garnison se composait de seize mille janissaires, choisis dans ce corps d'élite. Ils avaient pour chef le pacha Abdurrahman, qui s'était signalé aux siéges de Kaminiec et de Candie, sous le vizirat de Kœprili.

Le duc de Lorraine, obligé de détacher un tiers de ses troupes pour garantir les provinces des corps volants de l'ennemi, ne put destiner qu'une soixantaine de mille hommes au siége de Bude. Il forma quatre divisions, et investit la place le 18 juin. L'électeur Maximilien-Emmanuel commandait les Bavarois, Schœning les Brandebourgeois, Durbach les Souabes, Thungen les Franconiens ; Palffi, Batthyany et le palatin Esterhazi, étaient les chefs des Hongrois. Stahremberg, Eugène de Savoie, Louis de Bade, le Lorrain Mercy, Auersberg, De Souches, Herberstein, Susa, Dippenthal, une foule d'illustrations anciennes ou naissantes, rivalisaient d'ardeur dans l'armée chrétienne. Libério conduisait les mineurs. Le fameux Gonzalès était venu de Flandre pour diriger l'artillerie. Un célèbre artificier, le moine franciscain Pierre Gabor, se préparait à lutter avec Gonzalès de vaillance et d'habileté [1].

[1] Les Hongrois avaient surnommé ce moine *Tüzes-Gabor*, Gabriel du feu. Les

À la nouvelle de l'entreprise tentée par le victorieux duc de Lorraine, Constantinople fut frappée d'effroi : le Sultan fit rassembler en toute hâte une grande armée ; il ordonna des prières publiques ; lui-même sortit un jour de son palais, et, s'agenouillant en plein air, au milieu d'une foule considérable, il supplia le Ciel de veiller sur Bude, le boulevard du Croissant. Il obtint aussi du mufti un fetva qui vouait à la *mort sainte* toute la garnison de Bude ; ceux qui capituleraient seraient punis du dernier supplice. Au reste, Abdurrahman et ses janissaires n'avaient nul besoin de tels encouragements, et le pacha avait pris dès longtemps toutes les mesures qui pouvaient rendre sa résistance plus terrible.

VI

Le 19 juin, les attaques commencèrent de trois côtés à la fois. Cinq jours après, le comte de Souches emporta d'assaut la première enceinte, malgré une brillante défense. Alors l'artillerie se mit à battre le corps de la place. Les assiégés faisaient journellement des sorties, mais la guerre la plus cruelle avait lieu sous terre : là, travaillaient dans les ténèbres les mineurs des deux armées. Les plus habiles, ou les plus heureux, écrasaient leurs ennemis par des contre-mines ; ces explosions engloutissaient parfois des compagnies entières. A ce duel terrible, les Turcs obtenaient habituellement l'avantage. Cependant une de leurs mines, s'enflammant trop tôt, abattit un pan des remparts.

La nuit approchait : Charles de Lorraine ordonna l'assaut ; trois coups de canon donnèrent le signal. Aussitôt, Susa, Dippenthal, Stahrenberg, Auersberg et Herberstein, s'élancèrent à la tête de plusieurs compagnies, pendant que les Bavarois feignaient d'assaillir la ville sur un point opposé. Les Turcs attendaient l'attaque. Une balle renversa Herberstein ; cependant les Chrétiens escaladèrent la brèche. Là s'engagea un vif combat. Un moment, l'assailli semble fléchir ; les assaillants poussaient des cris de triomphe : tout à coup une mine en fait sauter un grand nombre. Les Turcs jettent des sacs de poudre au milieu des flammes ; puis, se précipitant de face à travers les décombres, ou sortant des deux chemins couverts, ils fondent sur l'armée impériale. — Charles de Lorraine fait appel aux volontaires croisés. Ils volent au combat, les

évêques, les abbés, les prêtres de Hongrie prenaient souvent part à la guerre sainte contre les Turcs. Il n'était pas rare de les voir aux premiers rangs dans les plus terribles mêlées.

Espagnols à leur tête, et, devant tous, Vécha et Zuñiga. Les Turcs sont arrêtés, repoussés. Les volontaires gravissent de nouveau la brèche; mais, là, recommence une bataille acharnée. Le comte de Kufstein est tué raide; Vécha tombe mortellement frappé; le marquis Valéro, le fils du prince Robert et quatre autres Anglais de distinction, le prince de Commercy, de la maison de Lorraine, le prince de Welden, de la maison palatine, le prince Piccolomini, les seigneurs de Créqui et de Courmaillon, sont blessés. On se bat corps à corps. Les Chrétiens ne peuvent avancer, les Turcs ne peuvent faire reculer l'ennemi. Cependant, un feu meurtrier, qui partait de deux tours et prenait les assaillants en flanc, leur tua ou blessa presque tous leurs capitaines. Ils se retirèrent enfin, laissant quatorze cents cadavres sur la brèche. Le duc de Vécha expira dans la tente de Charles de Lorraine. « Il vit venir la mort avec fermeté, satisfait de mourir pour la sainte foi »[1].

Cet échec n'abattit pas le courage des Chrétiens. Le 16 juillet, les Bavarois se logèrent au pied d'un rondel important. Ils perdirent ce jour-là le comte Fontana, officier de mérite, et trente-cinq volontaires. De toutes parts le feu redoubla contre la place, sans que l'on discontinuât les combats souterrains. Le chef des mineurs impériaux, Libério, fut écrasé avec plusieurs des siens par une contre-mine; Tüzes-Gabor et Gonzalès le vengèrent. Le Franciscain inventait sans cesse de nouveaux projectiles incendiaires, et l'ingénieur espagnol rétrécit la chambre des mortiers, ce qui leur donna une plus longue portée.

Un boulet rouge atteignit le principal arsenal des Musulmans, traversa toutes les voûtes, et pénétra dans la poudrière, qui fit explosion. La terre trembla à une lieue à la ronde; le Danube sortit de son lit; une grêle de grosses pierres tomba sur le camp et jusque sur la ville de Pesth. Il se répandit une fumée si épaisse, qu'à dix pas de soi l'on distinguait à peine les objets; elle ne se dissipa qu'au bout de deux heures. Alors, seulement, on vit que les murailles venaient de s'écrouler vis-à-vis de Pesth, sur une largeur de soixante pas; mais c'était à l'endroit le plus escarpé de la colline, et déjà les Turcs bouchaient la brèche. Le pacha, sommé de capituler, fit une réponse hautaine, et peu après, dans une sortie nocturne, ses janissaires surprirent une centaine de Saxons; le lendemain matin, les Chrétiens virent cent têtes suspendues à un grand arbre, en face de leur camp.

[1] Le duc de Vécha-Escalona, militaire distingué, a laissé des traités estimables sur l'art de la guerre.

Ils prirent bientôt une terrible revanche. Les remparts étaient ouverts en plusieurs endroits, Charles de Lorraine ordonna une attaque générale. Sous les ordres du comte de Souches et du prince de Neubourg, douze mille hommes montèrent à la fois à l'assaut. Partout les Chrétiens rencontrèrent une résistance habile et obstinée. A chaque instant, des mines éclataient sous leurs pieds. Les Turcs jetaient au milieu d'eux des sacs enflammés, pleins de poix et de soufre; la plupart des malheureux atteints de ces matières brûlantes, expiraient dans des souffrances horribles. Huit cents Bavarois ayant succombé, le corps de l'Électeur se retira en désordre: Eugène de Savoie et Louis de Bade le ramenèrent en avant, et finirent par s'emparer d'un bastion. De l'autre côté de la ville, autour de la porte viennoise, le combat était encore plus meurtrier; une mine détruisit presque la première colonne. Les soldats s'enfuyaient: Charles de Lorraine les reconduisit à l'attaque. Après une lutte acharnée, ils occupèrent une brèche et plantèrent la bannière impériale: une seconde mine lança en l'air et le drapeau et les vainqueurs d'un instant. De nouvelles troupes remplacèrent celles qui venaient de périr. On se battait avec une telle rage, que plusieurs chrétiens isolés pénétrèrent dans la ville et se jetèrent au plus épais des Turcs, qui les mirent en pièces. Enfin un drapeau, planté par un heyduque, demeura flottant sur les remparts. On vit le torrent des assaillants couronner les murs, les Turcs en tomber égorgés et précipités. Le pacha sauva la dernière enceinte, en mettant le feu à des objets inflammables entassés dans le fossé.

Dans cette sanglante journée, près de quatre mille chrétiens avaient été tués, et deux cents officiers mis hors de combat. Parmi les blessés, on comptait le duc de Croï, Valéro, D'Urselles, Thungen, Dippenthal, Truchsess, Archinto, La Vergna, et plusieurs autres personnages de marque, notamment le duc de Courlande, qui mourut de ses blessures. Le lendemain, le duc de Lorraine somma encore Abdurrahman de capituler : le pacha traita magnifiquement l'envoyé, mais il refusa de se rendre, car il était informé de l'approche d'une armée de quatre-vingt mille hommes qui venait à son secours.

VII

Le grand-vizir, Suleiman-Pacha, la commandait en personne. Le duc de Lorraine eut la hardiesse de l'attendre de pied ferme, sans débloquer la ville, quoiqu'il lui restât à peine dix mille fantassins valides et dispos.

On fit entrer la cavalerie dans le camp, et les troupes travaillèrent avec tant d'ardeur à le fortifier, qu'au bout de trois jours il se trouva couvert par des retranchements passables. Le généralissime manda aussi près de lui les corps de Schœrfenberg et de Caraffa, forts de vingt-et-un mille hommes, qui occupaient la Haute-Hongrie et une partie de la Transylvanie; mais le grand-vizir les devança de plusieurs jours.

Quand il eut atteint un promontoire qui s'élève sur les bords du Danube, à une demi-lieue de Bude, il examina de là le campement des assiégeants. Il les vit retranchés sur le demi-cercle de collines abruptes qui entourent Bude, et ayant les flancs et le front garantis par des marais et des ravins. Le lendemain de son arrivée, il s'avança tout près de leurs lignes, en ordre de bataille. Abdurrahman crut qu'on allait tenter de les emporter, et fit une vive sortie; mais Suleiman n'avait d'autre intention que de reconnaître mieux la position du duc de Lorraine : la garnison de Bude fut aisément repoussée.

Le jour suivant (14 août), Suleiman exécuta l'attaque qu'il avait étudiée la veille; il chargea l'aile droite des Chrétiens, et en même temps une division turque, les prenant à revers, fondit sur la réserve et la mit en déroute. Lodron, qui voulut arrêter les fuyards, fut écrasé sous les pieds des chevaux. Quelques escadrons impériaux rétablirent le combat sur ce point; et bientôt, Palffi, survenant avec quatre régiments de cavalerie, culbuta le corps ennemi, qui laissa trois mille morts. Suleiman ne put entamer l'aile qu'il pressait; il se retira le soir, à l'instant où les Chrétiens recevaient de la Haute-Hongrie un renfort de neuf mille hommes. La perte avait été à peu près égale des deux côtés.

Le 15 août, le grand-vizir se déploya encore en face des lignes; mais pendant que Charles de Lorraine attendait une attaque de front, dix mille Turcs se jetaient en flanc sur le camp. A leur tête se trouvaient deux mille janissaires, qui avaient juré de mourir ou d'entrer dans la place. Ils franchirent les retranchements des Chrétiens, se précipitèrent sur les troupes nombreuses qu'on leur opposa, et, malgré le carnage qu'on faisait d'eux, les survivants avançaient toujours : un quart de ces braves put gagner les portes de la ville. En signe d'honneur et de réjouissance, Abdurrahman fit tirer une salve de toute l'artillerie de ses remparts. Pendant ce sanglant combat, le grand-vizir n'avait essayé aucune diversion.

Le 29 août, il laissa derechef plusieurs milliers de soldats d'élite se sacrifier par une tentative sans appui. Ces intrépides volontaires, cavaliers

et fantassins, s'emparèrent du Vieux-Bude [1], puis, courant dans les faubourgs, le long du Danube, ils franchirent les fossés du camp et essayèrent de pénétrer jusqu'à la place, quelques-uns en se jetant à la nage dans le fleuve, les autres en tâchant d'enfoncer les Chrétiens. Le baron d'Asti les arrêta, et Mercy vint les envelopper avec trois régiments de dragons ; ils refusèrent de se rendre et vendirent chèrement leur vie : le dernier d'entre eux, néanmoins, fut épargné par les Chrétiens. Pendant la mêlée, un Musulman, atteint déjà de deux blessures, bondit à travers les Impériaux jusqu'à Mercy, et lui fendit la tête d'un coup de sabre. Le duc de Lorraine lui-même se trouva en danger ; son écuyer Mola fut tué à ses côtés.

Le soir de ce combat, Schœrfenberg amena de Transylvanie près de douze mille hommes. Alors Charles V résolut de livrer un assaut général à Bude, en présence même du grand-vizir. Après une dernière sommation, qui fut inutile, il donna le signal de l'attaque, le 2 septembre, à six heures du matin. Il avait commandé la veille à ses soldats de se servir de la baïonnette : cette arme, employée pour la première fois dans une grande bataille, contribua beaucoup au succès de la journée. Les volontaires croisés montèrent les premiers à l'assaut, sous la conduite du baron d'Asti. Une balle le renversa, et la mort coucha autour de lui la plupart de ses compagnons ; mais rien ne put arrêter l'élan des Chrétiens : ceux qui tombaient étaient remplacés par d'autres aussi ardents.

Un des premiers qui mirent le pied sur la muraille, ce fut le colonel hongrois Petnéhazi, ancien aide de camp de Tœkœli. Depuis que les Turcs avaient maltraité son chef, il leur gardait une haine terrible. Entouré d'ennemis, il se défendit quelque temps ; enfin, accablé par le nombre, il fut saisi vivant, et pendu sur les remparts. Mais en ce moment, les Chrétiens firent plier les Turcs ; on dépendit Petnéhazi, qui reprit connaissance et guérit de ses blessures. De tous les côtés à la fois, les assaillants se précipitèrent dans la ville. Quelques centaines de Musulmans parvinrent à gagner le château ; le duc de Croï coupa cette retraite au reste de la garnison. Elle défendit pied à pied chaque rue, chaque maison. Abdurrahman et un petit nombre d'hommes se retranchèrent près de la porte viennoise, et se firent tuer là jusqu'au dernier. Toute la nuit, la ville demeura livrée au meurtre et au pillage. Au point du jour, on vit étendus, dans les rues seules, quatre mille cadavres,

[1] Le Vieux Bude est un faubourg situé à l'orient de la ville.

spectacle épouvantable pour les vainqueurs eux-mêmes. On chanta un *Te Deum* dans l'église principale, qui, pendant un siècle et demi, avait servi de mosquée [1]. Le grand-vizir, après avoir assisté passivement à la bataille, s'enfuit honteusement, harcelé par la cavalerie chrétienne.

VIII

Il se trouvait dans la garnison de Bude un chef, nommé Hamsa-Beg, redoutable par son courage et sa férocité. Quelque temps avant le siége, ayant pris un magnat hongrois, Pierre Szapari, il le condamna à travailler la terre, attelé à côté d'un bœuf de labour, jusqu'à ce qu'il se fût racheté par 30,000 florins de rançon. La femme du captif parcourait la Hongrie en quêtant pour son mari, quand un frère d'armes de celui-ci, Adam Batthyany, le délivra par un hardi coup de main; en sorte que les deux amis purent assister au siége de Bude. Or, le duc de Lorraine, ayant appris que Hamsa-Beg était parmi les prisonniers, le donna à Szapari, qui dînait à sa table. Après le dîner, Szapari, en compagnie de Charles V et d'autres seigneurs, alla trouver le Turc, et lui dit : « Tu m'as traité bien cruellement. Te voici maintenant en mon pouvoir ; pour que tu voies qu'un chrétien est meilleur qu'un musulman, je t'accorde la liberté. » Hamsa, qui craignait un affreuse vengeance, venait de s'empoisonner. La générosité du Hongrois le toucha tellement qu'il s'écria : « Je veux être chrétien. » On le baptisa, et il mourut bientôt après entre les bras de Szapari [2].

Emu peut-être par cette belle action, un aga de janissaires, nommé Csonka-Bey, qui commandait en second dans la forteresse, embrassa le

[1] La remarquable collection de manuscrits turcs qui se trouve à Bologne provient de cette mosquée. Elle fut enlevée de là, le soir de la conquête de Bude, par le savant comte Marsigli.

[2] Il existe sur le siége de Bude une tradition, sans preuves historiques, qui a été maintes fois exploitée par les poëtes et les romanciers d'Allemagne et de Hongrie. Voici ce qu'elle raconte : Le parlementaire envoyé au pacha de Bude, la veille du dernier assaut, était un Suisse, nommé Olivier, capitaine au service de Bade. Le pacha reconnut en lui un compagnon de jeunesse, il se découvrit à lui, et lui fit le récit de ses aventures. Olivier pressa son compatriote de revenir au christianisme, mais le renégat ne voulut point y consentir. L'histoire fut rapportée le soir à Louis de Bade par le capitaine. Le lendemain, à l'instant où le pacha, entouré de quelques derniers soldats, allait succomber, Olivier s'élança vers lui pour le sauver; mais Abdurrahman tomba, mortellement frappé, et Olivier fut tué sur son cadavre.

Christianisme. L'Empereur lui servit de parrain, l'anoblit, et lui confia un régiment de cavalerie [1].

La conquête de Bude décida la reddition de cinq autres places fortes.

IX

Au printemps de l'année suivante, Charles de Lorraine se remit en campagne. Suleiman-Pacha, qui avait refait et augmenté son armée, accepta la bataille à Mohacs, sur le même terrain où, cent soixante-et-un ans auparavant, la Hongrie avait perdu son roi, l'élite de sa noblesse et son indépendance. Le duc de Lorraine vengea le désastre du roi Louis V; il défit complétement les Turcs et leur tua plus de vingt mille hommes. Cette victoire décisive acheva la délivrance du royaume de saint Etienne. La Croatie, la Slavonie, la Transylvanie même, rentrèrent en entier sous la dépendance de l'Empereur.

Grande fut la joie dans toute la Chrétienté; car la puissance des Musulmans venait évidemment de recevoir un trop décisif échec pour pouvoir s'en relever jamais. Pénétrée de douleur et de colère, l'armée turque exigea la mort du grand-vizir, et déposa le sultan Mohammed IV, qui régnait depuis trente-neuf ans. Une longue période de confusion révolutionnaire suivit cette révolte ; aussi, des triomphes, devenus faciles, furent-ils encore remportés sur les Turcs par Louis de Bade et Eugène de Savoie, les élèves de Charles V.

Après la campagne de 1687, la reconnaissance des Hongrois fut si vive, que leur diète ne se contenta pas d'appeler au trône Joseph I[er], fils aîné de l'Empereur : elle accorda l'hérédité de la couronne aux Habsbourg. En sorte que le rameau cadet de la maison de Lorraine, rameau alors impérial, dut à Charles V, glorieux chef de la branche aînée, une partie de sa puissance [2].

[1] Il existe en Hongrie une famille noble du nom de Csonka. Elle descend, nous a-t-on dit, du lieutenant d'Abdurrahman.

[2] La maison d'Alsace-Lorraine, comme on sait, eut trois grandes branches primitives. L'aînée, ou de Lorraine proprement dite, fut le rameau ducal souverain, celui qui a cessé de régner à Nancy en 1737. La puînée, dite d'Egesheim ou de Dabo, éteinte depuis longtemps, a fourni le saint Pape Léon IX. Quant à la cadette, c'est-à-dire à la maison de Habsbourg, son dernier mâle a été l'empereur Charles VI, dont la fille (la célèbre Marie-Thérèse) épousa son cousin le duc de Lorraine François III, devenu bientôt après empereur d'Allemagne sous le nom de François I[er]. Ainsi, deux branches de la maison de Lorraine ont porté successivement le sceptre impérial : la cadette depuis le XIII[e] siècle, l'aînée depuis le XVIII[e].

X

Ainsi fut accomplie, nous le répétons, la dernière des croisades, celle qui en termine noblement la série; celle qui, par ses résultats définitifs, a repoussé sans retour Mahomet; celle enfin dont les honorables prouesses, toutes chevaleresques encore au milieu d'un monde déjà modernisé, forment la brillante clôture des âges héroïques chrétiens. Il convenait qu'elle eût pour généralissime non-seulement un guerrier pieux, non-seulement un personnage assez parfait pour mériter d'être appelé LE MEILLEUR DES GRANDS HOMMES[1]; mais le descendant direct du bon duc Antoine, mais le chef « du nom et des armes » de la plus catholique maison souveraine qui ait jamais existé; mais le royal représentant de la race jusqu'alors la plus fidèle à Dieu[2]. C'est sous le commandement d'un prince lorrain que les croisades avaient commencé : c'est sous le commandement d'un prince lorrain qu'elles devaient finir.

Quel cadre immense ce serait à remplir, que l'histoire d'une si fière lignée, rien qu'à partir de l'avénement des Vaudémont, couronnés dans la personne de René II! Comment une seule famille a-t-elle pu par ses membres, par des membres quelquefois ou cadets ou expatriés, se mêler jusqu'à tel point, pendant des siècles, à tous les événements de l'Europe ? Presque toutes les grandes figures de ces époques sont venues se placer à leurs côtés, mais sans les dépasser, — peut-être sans les égaler; — car on voit ces princes de Lorraine, beaux et bons jusqu'à l'idéal, joindre constamment l'humanité à la bravoure, l'intelligence créatrice à l'esprit conservateur, et ne pas cesser, presque un moment, de mettre leur crédit et leur épée au service de la Religion, de la Justice, de la véritable Liberté.

De même que les Guise, dignes neveux d'Antoine, avaient terminé le XVIe siècle en délivrant la France de l'anarchique domination du Protestantisme, ainsi le duc Charles V, digne arrière-neveu des Guise, termina le XVIIe siècle en affranchissant pour jamais la Chrétienté des barbares invasions de l'Islamisme. Vaincre les bandes iconoclastes des Huguenots ou des Musulmans, c'étaient deux tâches analogues; car il s'agis-

[1] Mot du maréchal de Berwick au sujet du duc Charles V.

[2] *Royal représentant*, la chose peut se dire, puisque les ducs de Lorraine timbraient leur écusson de la couronne royale; étant monarques honoraires d'Aragon, de Hongrie, de Naples et de Jérusalem.

sait, dans l'une comme dans l'autre lutte, de repousser le triomphe de l'idée fataliste, honteusement mariée à l'idée charnelle. Sauver de deux façons la morale, par le maintien du libre-arbitre, attaqué en théorie, et de la chasteté, attaquée en pratique : tel fut le magnifique rôle assigné par la Providence à la maison de Lorraine. Certes, on ne saurait concevoir une mission plus utile à la fois et plus sublime, ni qu'il y ait eu plus de mérite et de gloire à remplir.

TROISIÈME PARTIE.

I

Charles V ne survécut que trois ans à la victoire de Mohacs, et il ne put rentrer en possession de ses États. Mais, à la paix de Riswick (1697), Louis XIV fut obligé de restituer les duchés de Lorraine et de Bar au fils du héros chrétien.

« Léopold arriva d'Allemagne, où il était né dans l'exil. Personne ne l'avait encore vu ; tout le monde le connaissait. Au devant de lui s'élancèrent hommes, femmes, enfants, vieillards... ce qui restait debout des populations décimées. Dans cet enthousiasme touchant, électrique, irrésistible, le sol même sembla s'émouvoir; et la voûte des deux mille églises de la Lorraine et du Barrois, vibra, comme sous un tonnerre, aux chants, universels et si longtemps désirés avec larmes, du *Domine salvum fac ducem*[1]. » Quelques mois après, ce jeune prince, de retour à Nancy, eut le bonheur d'y voir rentrer les cendres de son glorieux père. « La Providence avait refusé à Charles V, tant qu'il avait possédé la couronne, de revoir la ville de ses aïeux. Il y revint du moins comblé d'honneurs, au fond d'un cercueil triomphal ; il y revint, rapportant pour richesse, aux provinces qu'il avait tant aimées, la renommée européenne de ses vertus, de ses victoires, – et les drapeaux conquis par l'épée lorraine sur les formidables armées du Grand Seigneur[2]. »

Un de ces trophées avait été enlevé, disait-on, à un chef de janissaires par le jeune duc lui même[3], qui s'était signalé plusieurs fois par un bril-

[1] G. de Dumast, *Nancy*, p. 19.

[2] Id. ibid.

[3] C'est un des quatre drapeaux turcs qui sont encore appendus aux voûtes nancéiennes de Bon-Secours.

lant courage. A la sanglante bataille de Temeswar, c'était lui qui avait rallié l'armée chrétienne. Tout montre qu'il serait devenu un brillant guerrier comme son père, s'il eût poursuivi la carrière des armes, vers laquelle son goût l'entraînait. Mais il trouva un peuple malheureux, dont les plaies saignaient encore, et qu'il fallait guérir et consoler. Il voua toute sa vie à ce devoir, et la Lorraine jouit sous lui « d'un âge d'or de trente années. »

La tâche de Léopold était, du reste, plus difficile en apparence qu'en réalité; car le cœur et l'âme de la nation appauvrie étaient parfaitement sains : il n'y avait à soulager que des misères matérielles, par conséquent superficielles. Les Lorrains avaient conservé des mœurs pures et un esprit chrétien ; tout prince catholique aurait dû s'estimer fier et heureux de gouverner un tel peuple. — Un coup d'œil rétrospectif sur l'esprit, les institutions et le sort de la Lorraine pendant le XVII[e] siècle, va justifier cette réflexion.

II

Le peuple lorrain, qui avait conçu, inspiré, soutenu les courageux et libéraux efforts de la Ligue, avait conservé une notable part d'impulsion dans le mouvement religieux qui la suivit ; mouvement qui sans doute en Europe eût vaincu l'Hérésie et la Révolution, s'il n'avait été arrêté par Richelieu.

C'est de Lorraine qu'étaient parties les deux grandes réformes des Ordres de saint Benoît et de saint Norbert, adoptées plus tard par la France. Au commencement du siècle de Louis XIII, la Lorraine était un centre de création, où s'élaboraient les œuvres les plus belles et les plus utiles. Là militaient ensemble le réformateur des Prémontrés, Servais de Lairuel ; le réformateur des Bénédictins, Didier de la Cour ; Alix Le Clerc et Elisabeth de Ranfaing, ces femmes apostoliques ; et surtout le bienheureux père Fourier, le grand devancier de saint Vincent de Paul. A la même époque, Pierre de Stainville et Marguerite Gennetaire fondaient la congrégation de Saint-Charles, dont les sœurs hospitalières possèdent aujourd'hui tant de florissants établissements [1] ; et, peu après, se bâtissait aux portes de

[1] La maison mère de cet Ordre, Saint-Charles de Nancy (nommée ainsi d'après Charles IV, qui avait contribué à la doter), possède aujourd'hui plus de soixante succursales. Elle fournit des religieuses aux hôpitaux des provinces rhénanes, à ceux de Berlin, au grand hospice de Prague, etc.

Nancy la vaste et belle chartreuse de Bosserville, si imposante parmi les maisons de saint Bruno.

Une contrée catholique à ce point, ne pouvait manquer d'être sincèrement libérale. Aussi, avant l'envahissement des Français, n'y avait-il pas de pays « moins autocratique, plus représentatif, ni où les garanties politiques fussent mieux comprises. » La Lorraine possédait une institution qui n'avait pas d'analogue dans les provinces françaises : les *Assises*, « cour suprême, qui, tantôt décidait des intérêts généraux controversés, tantôt jugeait d'affaires particulières entre le duc et ses sujets. Pas un mouvement factieux, pas un défaut de probité juridique, pas un manque de désintéressement, ne vint, pendant cinq cents ans, déconsidérer cette assemblée, » dont un respect inaltérable entourait les conseils et les arrêts. Les chefs des familles d'*ancienne chevalerie* avaient seuls droit de siéger dans ce corps illustre, dont les travaux étaient gratuits. Chacun des membres avait le privilége d'échanger son rôle de juge contre la charge d'avocat de ses amis ou des pauvres. « Il n'y avait si haut personnage en Lorraine à qui ne pussent aller s'adresser des paysans dans la misère, en les priant de plaider leur cause. Touchant esclavage volontaire attaché à la fonction de ces pères de la patrie ! [1] »

A l'ombre de cette belle institution, la bourgeoisie prospérait et grandissait par l'industrie, — et sans envier la noblesse ; car nulle part les anoblissements n'étaient faciles comme en Lorraine. Là on octroyait des franchises et des armoiries à quiconque dotait le pays d'un commerce utile ; là les chefs des verreries, qui avaient mis en valeur les forêts, portaient le titre de gentilshommes. Encouragées si efficacement, les relations commerciales s'étaient extrêmement étendues sous Charles-le-Grand et Henri-le-Bon : la foire Saint-Nicolas-de-Port était devenue l'une des plus considérables du monde, et l'on y faisait d'immenses affaires, qui se soldaient en numéraire frappé au coin de toutes les nations.

Cette aisance, on peut même dire cette opulence de bon aloi, ne se développait nulle part plus complétement qu'à l'ombre du palais ducal ; car tous les genres de gloire et de bonheur couronnaient alors Nancy, le généreux berceau de la Ligue, la ville d'initiative par excellence, la ville des législateurs et des propagandistes, la ville des ingénieurs, des artilleurs, des sculpteurs, des graveurs et des peintres ; Nancy qui fut

[1] G. de Dumast ; *Nancy*, p. 70.

à la fois, en Europe, et la première ville à rues tirées au cordeau, et la première ville entièrement fortifiée dans le système moderne[1].

Ordre et beauté au-dedans, vigueur indomptable au dehors, tel est le double caractère qu'avait voulu précisément imprimer le grand Charles III à un séjour que tout désignait pour représenter cette double idée. Nancy n'était pas, en effet, une simple résidence souveraine : c'était une cité-principe. Tandis que son sein renfermait la phalange complète des ordres religieux alors existants, — ses hauts et magnifiques remparts, non moins ornés que solides, en faisaient la grande citadelle destinée à repousser les armées de l'Erreur. Par un entier accord du fond et de la forme, Nancy était le boulevard naturel, physique aussi bien que moral, de la civilisation chrétienne ; ou, comme le dit son récent historien, M. Dumast, il était la Malte septentrionale de l'Europe, en même temps que la capitale de la Lorraine.

Dans ce pays, fortement hiérarchisé, une familiarité charmante régnait entre toutes les classes. Quelquefois le souverain admettait au spectacle de la Cour les habitants de la ville, et les envoyait même chercher par ses voitures. Souvent il faisait asseoir à sa table les nobles et les bourgeois. Lors du dîner périodique de l'Epiphanie, dîner précédé de cérémonies destinées à rappeler la plus grande des victoires nationales et la délivrance de la patrie lorraine, le duc s'en allait dans les maisons du peuple, acceptant çà et là un verre de vin, qu'il vidait à la santé des habitants. Les princes « recevaient sans rougir, aux jours de leurs besoins présumés, d'humbles bourses d'épargne, glissées dans leurs propres mains par la main de leurs sujets ; des princesses, destinées à être reines, montaient sans répugnance, à côté des paysannes, sur les chars à blé du village. »

En même temps, la famille des descendants de René II savait déployer dans l'occasion une magnificence de premier ordre. Aux banquets d'honneur de la cour de Lorraine, les convives étaient servis en vaisselle d'or massif : les simples besoins du palais suffisaient pour entretenir à Nancy une manufacture de tapis de la Couronne. Mais surtout, les cérémonies funéraires des membres de la maison ducale laissaient en arrière tout ce que nos contemporains s'imaginent. Là se manifestait en

[1] Cette méthode, vulgairement dite à la Vauban, avait été employée, près d'un siècle auparavant, pour l'escarpe et la contrescarpe des beaux remparts lorrains. Chacun peut s'en assurer par la simple vue ; car le Nancy fortifié (1630) dont M. de Dumast a fait reproduire une curieuse perspective, qu'il a donnée pour frontispice à son ouvrage, n'a point d'autre enceinte militaire que l'enceinte même de Charles III, laquelle avait été conçue, dessinée, et presque finie, avant 1600.

entier le profond sentiment religieux de la nation lorraine. Ses fêtes de prédilection, c'étaient les fêtes de l'âme, et non du corps; aussi, le deuil chrétien, si grave mais si consolant, était-il célébré chez elle par des pompes sans égales ailleurs ; pompes dont la grandeur et la majesté n'atteignaient pas seulement, mais dépassaient, la plénitude du luxe royal, ou pour mieux dire impérial [1].

Tel était l'heureux et bon peuple qu'Armand du Plessis, l'Italien Jules, et leur continuateur Louis XIV, sans remords ni vergogne dans leur ambition, immolèrent à la réussite d'une politique matérialiste.

III

Depuis la prise de Nancy par trahison (1633) jusqu'en 1660, la Lorraine n'eut guère de moments de calme. Quoiqu'elle eût perdu sa capitale, elle se défendit énergiquement, contre les Français et leurs alliés d'outre-Rhin. La forteresse de La Mothe surtout (où les assiégés enlevèrent à Turenne un drapeau qu'on a pu voir conservé comme relique à Bourmont pendant cent cinquante ans), fit une héroïque résistance, dont Richelieu et Mazarin tirèrent une vengeance de lâches, une vengeance de barbares.— « Richelieu et Mazarin ! dit M. de Dumast ; force nous est d'unir ces deux hommes, car ils trempèrent tous deux dans l'abomination de la ruine de La Mothe : si le premier, avant sa mort, en avait laissé par écrit le conseil, ce fut le second qui l'exécuta.

« En dépit non-seulement de l'humanité la plus vulgaire, et du droit des gens pratiqué par toutes les nations chrétiennes, mais en dépit d'un serment formel, que les coupables ne prenaient pas même la peine de nier..., La Mothe fut rasée par ordre. — Non pas démantelée (écoutez bien); — encore, d'après la capitulation, n'aurait-elle pas dû l'être ; — *rasée*, disons-nous ; rasée au niveau du sol, comme on ne le faisait plus nulle part depuis deux mille ans. Le château des gouverneurs, la maison de l'habitant paisible, le temple même de Jésus-Christ, ne gardèrent pas pierre sur pierre. Les femmes, les enfants, les malades, les prêtres, furent méthodiquement chassés, chassés comme un troupeau chétif, sans abri sous la voûte du ciel. Et c'est à froid, c'est en face de représentations sans nombre,—c'est malgré des suppliques déchirantes,

[1] On en possède des descriptions détaillées, et même des croquis visuels. Consulter, par exemple, l'*Enterrement du duc de Guise*, par Edmond du Boulay, la *Pompe funèbre de Charles III*, par La Ruelle, etc.

dont on se fit un jeu,—que fut commis, au siècle de Corneille et de Pascal [1], un genre de forfait... dont le monde civilisé n'avait plus été témoin depuis l'apparition du Christianisme sur la terre [2]. »

Il serait affreux de décrire, même en abrégé, ce que souffrit d'angoisses, de misères et d'horreurs de tout genre, un pays si fidèle et si pur. Rien ne l'y forçait, cependant : il pouvait se racheter de ses maux, à la seule condition de se vendre aux machiavélistes et aux protestants, et de marcher avec eux contre les infortunées populations catholiques d'Allemagne ; mais, plutôt que de trahir ainsi Dieu et la vertu, le peuple lorrain sut mourir.—Mourir, comment? Sans l'espérance du succès et les illusions même de gloire ; mourir massacré, assassiné, exténué, insulté ; mourir, non-seulement sur les champs de bataille, mais çà et là, près des ruines de ses chaumières, sous les féroces caprices du brigandage ou dans les tortures de la faim.

Et quand la lutte cessait par intervalles, les deux cardinaux livraient la Lorraine et le Barrois à des gouverneurs fripons et scandaleux, qui les pillaient indignement.

Les commissaires français s'étaient bien gardés de laisser subsister le corps des Assises : malgré les représentations de sa noblesse, Charles IV, à sa rentrée, ne le réintégra pas dans ses fonctions. Louis XIV, qui s'empara de rechef des duchés, permit à la chevalerie d'Assises de se réunir une fois, et il lui promit de la rétablir dans ses droits, si elle voulait le reconnaître pour souverain. « Mais cette généreuse phalange de législateurs fut bien loin d'écouter ses intérêts de caste. L'assemblée se se tint, et les propositions du roi furent rejetées à l'*unanimité* [3]. » En vain Louis XIV, essayant d'éblouir cette vertueuse aristocratie, vint-il se fixer pendant quelque temps à Nancy avec sa cour : tous ses frais furent perdus ; pas un seul gentilhomme lorrain ne rechercha ses bonnes grâces.

A l'époque de la restauration de Léopold, l'absolutisme était en pleine fleur en Europe ; presque partout les institutions représentatives perdaient de leur éclat, ou tombaient en désuétude ; le prince ne rétablit donc pas les Assises. La noblesse ne renouvela point ses réclamations :

[1] En juillet 1645.

[2] G. de Dumast, *Esquisses de voyage et souvenirs lorrains*, p. 49 et 50. — Il y a là, sur cette admirable population de La Mothe, des détails déchirants, qu'il faut lire. (Les *Esquisses* sont un opuscule qui termine la brochure des *Rustauds*.)

[3] Bermann, *Dissertation historique*, 1763. G. de Dumast, *Nancy*, p. 71.

elle était si heureuse de retrouver son souverain légitime et de revoir le pays indépendant ! D'ailleurs, Léopold ne tarda pas à doter les duchés d'une législation, admirable pour l'époque, qui satisfaisait tous les vœux. Ce code institua, le premier, les défenseurs d'office ; il sut empêcher le duel ; il abolit les droits de main-morte et les dernières traces du servage, cinquante ans avant que les restes en fussent supprimés en France ; il raccourcit les griffes de la Chicane. — « Lors de la réunion de la Lorraine à la France, le Fisc, ne trouvant pas de telles lois assez productives pour lui, voulut introduire la ruineuse procédure parisienne ; mais, malgré la cabale des procureurs et des intendants, on résista ; et les bienfaits de Léopold se sont fait sentir jusqu'en 1807, époque du code de procédure : beau cadeau qui fut fait aux avoués. Jusque là, la Lorraine avait été le pays du monde entier où la justice se rendait le plus promptement et au moins de frais[1]. »

Si habile législateur, Léopold ne se signala pas moins par l'excellence de son adminstration. « Il sextupla en trente années la population des Etats ; il fit d'une contrée dévastée, désolée, couverte de ruines, une sorte de paradis agricole et commercial, le petit pays le plus florissant de la Chrétienté. Résistant aux illusions, il n'y laissa point pénétrer les chimères de la banque de Law. Il y créa des routes qui n'avaient point alors d'égales en Europe[2]. Il y fonda, par un mécanisme intelligent, des greniers d'abondance, dont à présent encore on serait heureux de trouver la ressource. Il eut le premier l'idée d'un cadastre, et les linéaments primitifs en ont été crayonnés sous son règne. Il avait conçu le projet d'unir la Saône, la Moselle et la Meuse, et il l'eût réalisé sans délai, si la France avait seulement consenti à partager les dépenses d'une entreprise énorme, dont elle eût recueilli, dès-lors même, les principaux avantages[3]. »

Protecteur des arts et des sciences, il mit à leur juste place une foule de savants et d'artistes, et fonda un musée précieux, qui s'est dispersé au départ de sa dynastie. Il construisit quantité de châteaux, de palais, d'hôpitaux ; sa cour était tenue sur un pied royal. Cependant, « unis-

[1] M. Noël, 5e *Mémoire*. — Un magistrat lorrain, M. de V....., président de la cour d'Alger, s'occupe depuis longues années de recherches sur notre Code de procédure. Nous désirons qu'une trop grande modestie ne l'empêche pas de publier le fruit de ses travaux.

[2] Ces routes comprenaient plus de 800,000 mètres de chaussées, 12 grands ponts, 400 pontceaux.

[3] G. de Dumast, *Nancy*, p. 75 et 76.

sant, par je ne sais quel secret, la magnificence avec l'ordre et l'économie, il parvint à ne laisser la Lorraine endettée que d'une somme inférieure à deux années de revenu. »

Prince chevaleresque, il se souvint que sa maison avait été exilée, exilée pour catholicisme..., et il sut ouvrir ses palais au descendant des Stuarts. Quand les autres puissances, et Louis XIV lui-même, s'humiliant devant l'Angleterre, en venaient jusqu'à bannir de leur territoire le chevalier de Saint-Georges,—il osa, lui, en vrai duc de Lorraine, lui ouvrir asile dans ses Etats, l'y entourer des plus soigneux égards.—Et toutefois, par une sagesse égale à sa générosité, il évita de donner à ce grand acte le caractère d'une bravade. Il fut sublime sans être fanfaron; et, par les formes délicates qu'il eut l'art de donner à son hospitalité royale, il réussit à ne point attirer sur ses sujets les armes de l'Angleterre. Hardi, mais non pas téméraire, il avait rempli sans hésitation un devoir, il n'avait point visé à l'effet. On le comprit; et l'Europe, pleine d'estime, lui laissa dignement remplir son rôle héréditaire, son rôle de « premier des souverains orthodoxes. »

Véritable père du peuple, « il fut regretté à un degré qui n'avait jamais eu d'égal. Pendant son inhumation à la Chapelle Ronde, les chants funèbres étaient comme étouflés sous un concert de sanglots; et, ce qui ne paraît pas possible, ce qui ne s'était vu nulle part, ce qui ne s'était dit qu'en métaphore..., le pavé de l'église du monastère *fut matérialement humecté de pleurs*[1]. »

Couché dans la tombe, Léopold de Lorraine a remporté une rare, une éclatante victoire: il a vaincu l'esprit railleur d'Arouet; il a pu arracher au roi des philosophes égoïstes et désenchantés..., une page où se reconnaît une émotion réelle :

« Que la postérité apprenne, dit Voltaire, qu'un des plus petits souverains de l'Europe a été celui qui a fait le plus de bien à son peuple. Il trouva la Lorraine dépeuplée et déserte; il la repeupla, il l'enrichit. Il l'a toujours conservée en paix, tandis que le reste de l'Europe était ravagé par la guerre. Voyait-il la maison d'un gentilhomme en ruines, il la faisait rebâtir à ses dépens... Il payait leurs dettes, il mariait leurs filles; il prodiguait les présents, avec *cet art de donner* qui est encore au-dessus des bienfaits. Il mettait dans ses dons la magnificence d'un prince et la politesse d'un ami.

[1] G. de Dumast, *Nancy*, p. 78.

« Les arts, dans sa province, produisaient une circulation nouvelle qui fait la richesse des Etats... A l'exemple de Louis XIV, il faisait fleurir les belles-lettres. Il établit à Lunéville une espèce d'université, où la jeune noblesse d'Allemagne venait se former... Il a cherché les talents jusque dans les boutiques et les forêts, pour les mettre au grand jour et les encourager. *Je quitterais demain ma souveraineté*, disait-il, *si je ne pouvais faire du bien*... Aussi a-t-il goûté le bonheur d'être aimé ; et j'ai vu, longtemps après sa mort, ses sujets verser des larmes en prononçant son nom. Il a laissé en mourant son exemple à suivre aux plus grands rois, et il n'a pas peu servi à préparer à son fils le chemin du trône de l'Empire[1]. »

IV

La Lorraine se consolait un peu de la perte de Léopold en trouvant dans son fils, François III, une partie des qualités du père : le jeune prince était simple, affable et bienfaisant. Le bonheur des Lorrains continua pendant sept ou huit années ; les traités de 1737 y mirent un terme.

La France avait repris des avantages militaires, grâce aux talents de Villars et de Berwick ; comme escompte de sa réussite, elle voulait absolument les duchés, pour le beau-père du Roi, pour Stanislas. Les grandes puissances finirent par lui accorder ces provinces, qui ne leur appartenaient pas. François reçut, il est vrai, de brillantes compensations : la Toscane, l'espoir de la couronne impériale, et la main de Marie-Thérèse. L'affection qu'il portait à son auguste cousine put seule lui rendre moins pénible le sacrifice de la Lorraine, que sa famille avait possédée, et presque toujours rendue heureuse, pendant sept cents ans.

A la nouvelle de ces traités, qui mettaient fin à leur nationalité et à leur autonomie, la douleur des Lorrains fut inexprimable ; le pays offrit le tableau d'un désespoir universel ; chaque famille semblait plus profondément affligée que si elle eût perdu un de ses membres. Quand les princesses partirent, la foule se cramponna aux voitures ducales, entrava les roues, détela et redétela les chevaux ; « comme s'ils eussent encore pu (pauvres gens !), à force de sanglots et de prières, empêcher de s'éloigner d'eux l'auguste et chère dynastie... en qui, par tant de siècles de succès ou de revers communs, par des gages si multipliés d'intelligence et d'amour réciproque, tout un peuple s'était incarné[2]. »

[1] P. G. de Dumast, *Nancy*, p. 21.
[2] Voltaire, *Siècle de Louis XIV*.

Race infortunée ! Le siècle de Voltaire commençait ; l'air devenait mortel pour les nations généreuses et croyantes : la Lorraine, comme la Pologne, devait périr. A ses ducs, si profondément catholiques, succéda un monarque sans caractère, assez chrétien encore, mais déjà presque philanthrope, qui, puérilement jaloux du passé, fit ce qu'il put pour en effacer la mémoire.

La Lorraine dut à Stanislas plusieurs nouveaux édifices, quelques fondations utiles ; mais il détruisit, pour le moins, autant qu'il édifia ; et, soumis au gouvernement français, il n'osa, ou ne put, se défaire du chancelier La Galaizière, qu'on lui avait donné pour surveillant. Tandis que le Roi cherchait à mériter l'affection de ses sujets, le chancelier les torturait par toute sorte d'exactions et d'injustices. Dès son arrivée, ce tyran subalterne se hâta de compliquer les formalités des procès. Il créa une maréchaussée irresponsable, qui dépendait de lui seul, et qui ouvrait ou fermait les cachots, malgré les arrêts les plus formels. Forgeant des pénalités à son choix, il condamna aux galères de malheureux paysans pour des délits de chasse ou de contrebande. Ne respectant pas plus la lettre des traités que leur esprit, il faisait, malgré la neutralité promise, tirer la milice pour la France, et, rendant les communes responsables de leurs miliciens, non-seulement désertés, mais tués, il astreignait celles-ci à remplacer leurs enfants morts au champ d'honneur. Il QUINTUPLA les impôts ; il créa pour 60 millions d'offices, et les fit revendre à bas prix à ses créatures. Il prenait aux propriétaires, sans discussion et sans paiement, les terrains nécessaires à l'établissement des chemins. Il fit abhorrer le nom de corvées, par l'inhumanité avec laquelle il les exigea, et qui compromettait la santé, la vie même des corvéables. Les campagnes furent tellement épuisées par lui, que des centaines de familles cessèrent de cultiver la terre. Comme un grand nombre de paysans, ne trouvant plus de travail dans un pays ruiné, quittaient la Lorraine[1], — lui, qui voulait qu'on ignorât les effets de sa façon d'administrer, il défendit aux habitants d'émigrer sans sa permission, sous peine de confiscation *de corps* et de biens[2]. En vertu de cette ordon-

[1] Il y a en Hongrie, auprès d'Arad, cinq grands villages peuplés de paysans lorrains qui émigrèrent à cette époque. François de Lorraine leur fit donner des terres fertiles. Ils vivaient dans l'aisance, il y a quelques années, quand nous habitions la Hongrie. Les vieillards seuls parlaient encore un patois français ; les jeunes gens avaient adopté le costume et la langue des Magyars.

[2] Les méchants, a-t-on fort bien observé, ont un talent particulier pour inventer des mots équivoques et presque bénins, qui atténuent l'horreur du mal.

nance, les malheureux fuyards saisis étaient envoyés à la potence.

La magistrature protesta vainement contre ces iniquités effroyables : le tyranneau eut l'audace et le crédit de faire exiler les pétitionnaires (le conseiller Châteaufort et deux de ses collègues), et il osa nommer à leurs siéges trois intrus, dont l'un était le fils de son perruquier. Souvent arrivaient aux oreilles de Stanislas les plaintes de ses sujets ; mais il se bornait à faire au chancelier de timides représentations, ou peut-être à mander parfois, secrètement, à la reine sa fille, les griefs de son peuple contre le puissant gouverneur [1]. Enfin l'aristocratie lorraine se réunit tout entière, et, d'un commun accord, éleva la voix en faveur des opprimés, auprès de Louis XV lui-même. Ses énergiques réclamations, dédaignées à Lunéville, furent entendues à Versailles, et la tyrannie du *chancelier pandour* [2] eut un terme ; mais il avait régné déjà vingt-six ans !

Si faible vis-à-vis du commissaire français, Stanislas montra du moins, dans une affaire grave, une admirable fermeté. Lorsque les Jésuites, sous le coup d'une persécution générale, étaient bannis des pays voisins, Stanislas, digne cette fois des ducs de Lorraine, eut le noble courage de protéger ces innocents, de conserver dans ses états l'Ordre célèbre. Grâces à lui, les successeurs de saint François Xavier purent continuer d'élever les enfants lorrains dans la science chrétienne, les former à la vertu ; et l'on vit encore quelques lueurs catholiques jaillir du sol lotharingien vers la fin du XVIII[e] siècle. Ainsi, du sein de l'Université lorraine, était parti, en 1755, le mémorable discours du P. Guénard *sur les caractères de l'esprit philosophique*, « discours qui, marquant les droits de la pensée humaine aussi bien que ses limites, » fut couronné par l'Académie française. Un des élèves du P. Guénard, le P. Grou, a été le précurseur du mouvement catholique de l'Angleterre ; et, lorsque tout se taisait ou rampait devant les philosophes, si en vogue, si puissants alors... les seuls coups qu'aient osé décocher contre eux la comédie ou la satire, ce sont deux poëtes lorrains qui les ont lancés : Palissot et Gilbert. Toute l'opposition vraiment littéraire qui fut faite au philosophisme pendant les jours de son crédit, se résume dans ces deux noms. Les plaisanteries du premier, l'éloquente indignation du dernier, vengèrent du moins un peu le bon sens et la vertu, outragés par les libres-penseurs du temps, devanciers de Robespierre. Ainsi, la Lorraine, expirante, conservait au moins par sa plume, comme jadis par son épée, le rôle privilégié de défendre les vrais principes.

[1] On discute même sur la réalité de cette circonstance atténuante.

[2] On eût dit à notre époque le chancelier *cosaque*.

Chose remarquable ! respectant toujours ses souverains parce qu'elle ne les avait jamais adorés, elle avait eu la clairvoyance, le mérite, d'éviter, quand chacun y tombait, l'idolâtrie monarchique, qui n'est qu'une variété du fétichisme révolutionnaire : elle sut se préserver aussi du servilisme vis-à-vis de l'esprit français, après qu'il eut été faussé par les Voltaire et les Rousseau.

Lorsque la Révolution éclata, la Lorraine, comme les autres *pays d'États*, se prononça d'abord pour le mouvement, qui promettait de rendre à la nation des droits politiques, des libertés religieuses et civiles. Plus tard, les Lorrains blâmèrent hautement les excès de l'anarchie ; même après le 10 août, ils osèrent expulser de leur ancienne capitale les bataillons des trop fameux *Marseillais*, devant qui tout tremblait ; et jusque sous la Terreur, ils ne laissèrent point se dresser à Nancy l'échafaud politique. Mais ils sont postés près de la frontière, au premier rang pour défendre l'indépendance du pays : aussitôt que l'étranger mit le pied sur le sol français, vingt-huit bataillons de volontaires s'élancèrent à la fois, des seuls départements de la Meurthe et des Vosges. Cet enthousiasme patriotique et militaire eut tant de durée et d'effet, qu'à la paix de 1815 Nancy se trouva remplie, peuplée pour ainsi dire, d'officiers-généraux ou supérieurs. L'un d'eux, qui joignait à la science et à la valeur une simplicité patriarcale avec d'admirables vertus chrétiennes, le général Drouot, présentait encore de nos jours le type du Lorrain d'autrefois.

Non que dans les rangs opposés ne se trouvassent aussi, venus des deux duchés, beaucoup de membres d'une belliqueuse noblesse, qui s'était crue obligée de répondre à l'appel fait à son corps au nom de l'honneur. A la dispersion de l'armée de Condé, ne revoyant pas encore l'ordre en France, ils s'étaient rangés sous les drapeaux de l'Autriche. Là, du moins, ils combattaient à côté des fils de leurs anciens ducs, pour l'indépendance des nations, et pour les grands principes de justice sur lesquels repose la paix de la société [1]. Plusieurs de ces gentilshommes s'élevèrent aux plus hauts grades militaires en Autriche, et se montrèrent les fidèles soutiens des descendants de François III.

[1] Parmi les généraux ou lorrains, ou alliés à plusieurs familles lorraines, qui se sont distingués au service d'Autriche pendant la révolution, nous citerons MM. de Lambertye, de Vincent, de Ficquelmont, de Crenneville, Vacquant, Mensdorf, Pouilly, Baillet de la Tour, de Vaulx, etc.

V

Le bon François de Lorraine n'a guère fait de bruit dans l'histoire : la renommée de Marie-Thérèse l'a presque effacé. Cependant il eut sa part d'épreuves et de persévérance pendant la guerre de 1740, et, s'il ne chercha point l'éclat, il sut se faire estimer et aimer. Une inondation terrible ravagea les faubourgs de Vienne, en 1744 : on vit le souverain exposer sa vie pour secourir les familles en péril, et il donna aux malheureux inondés tout l'argent dont il pouvait disposer [1]. Élu César l'année suivante, il continua de tenir sa cour avec la noble simplicité des Vaudémont. C'est depuis son avénement que les empereurs sont abordables pour tout le monde ; ils vivent, comme on sait, presque bourgeoisement, réservant le luxe et l'étiquette pour les cérémonies d'apparat où ils représentent la nation [2].

François mourut, après vingt ans de règne, regretté de ses sujets : prince assez peu remarquable peut-être, mais n'ayant pas eu un tort, pas commis une faute; mais courageux, loyal, irréprochable ; mais, en somme, n'ayant point dégénéré de ses ancêtres, et toujours demeuré digne de porter l'écu de cette maison de Lorraine, dont, avec son frère, Charles-Alexandre, il était le dernier type autochtone, le dernier membre qui fût né sur le vieux sol héroïque d'entre Rhin et Meuse. — De son vivant, avait été institué le plus estimé des ordres militaires de l'Europe, l'Ordre de Marie-Thérèse [3], rare et brillante récompense des exploits signalés.

[1] Quelques historiens prétendent que l'Empereur devint avare plus tard. Je doute qu'ils méritent croyance : ce sont des rationalistes, et ils parlent sans preuves.

[2] A Paris, lors de la promenade de Longchamp, les voitures royales, tant qu'il y eut une royauté, passaient au centre de la chaussée. Quelque inoffensif et simple que paraisse un tel privilége, les empereurs de la maison de Lorraine n'ont jamais voulu en jouir. A Vienne, au Prater, ils suivent la file générale, et leur voiture ne marche qu'à son rang. L'un d'entre eux, à qui des étrangers étonnés en demandaient la raison, répondit : « Dans une cérémonie publique, je dois m'environner de la splendeur attachée à mes fonctions, et d'une majesté qui fasse honneur à mon peuple ; mais quand je me promène, je suis un particulier, un citoyen, et ne dois pas m'arroger plus de droits qu'un autre. » L'idée, quoique bien délicate, est juste ; mais il n'y avait que les princes de Lorraine, au monde, pour se faire de pareils scrupules, et pour prendre l'initiative de ces perfections de sentiment.

[3] Dans cet ordre, le seul en Europe où la faveur de cour n'ait jamais eu aucun accès, ce sont les membres eux-mêmes qui, dépositaires de l'honneur du corps,

Si l'empereur François eût encore vécu à l'époque de la confédération de Bar, il est probable que le partage de la Pologne ne se fût pas aisément accompli ; car Marie-Thérèse elle-même ne ratifia pas sans peine cette épouvantable iniquité, où elle voyait en outre une faute politique des plus graves, et dans laquelle elle ne tomba que par suite de l'abandon où la laissait la France [1]. Lorsque, cédant enfin aux obsessions de la Prusse et de la Russie, qui étaient encouragées par son propre entourage, et trop peu combattues par la diplomatie occidentale, l'Impératrice signa le traité, elle écrivit, à côté de sa signature, une sorte de protestation, et prédit que de cet acte injuste découleraient de longs troubles. La prédiction de la trop faible Marie-Thérèse s'est accomplie déjà, pour toutes les puissances catholiques qui ont trempé, par indolence ou par crainte, dans ce crime de lèse-société. L'Autriche, surtout, en a souffert, et elle est exposée à en souffrir encore davantage. On peut dire, empruntant une locution turque et musulmane, que, dès ce monde, la Pologne *pèse sur le cou* de l'Autriche. Malgré la sympathie que méritent par d'autres côtés cette antique puissance catholique et ses souverains, on a grand'peine à leur pardonner de s'être joints à leurs voisins hérétiques et *parvenus*, pour démembrer la Pologne. L'instigateur capital de ce crime, ce fut l'esprit rationaliste du temps, qui avait substitué au culte de la justice l'idolâtrie de la force et du succès. Le guide de l'opinion, Voltaire, félicita les princes spoliateurs, comme s'ils eussent accompli un grand exploit; et les malheureux Polonais, voyant qu'ils n'inspiraient pas même de pitié, ne firent d'abord presque aucune résistance.

VI

Où la grande et bonne Marie-Thérèse avait failli, Joseph II ne pouvait

votent l'admission de chaque nouveau chevalier. Il faudrait à la France une institution semblable, donnant droit à un supplément de traitement.

[1] Un auteur que nous avons lu, mais dont le nom nous échappe, assure qu'avant de céder, Marie-Thérèse fit sonder Louis XV, lui demandant ou de la soutenir, ou tout au moins de ne pas dire qu'il ne la soutiendrait pas, et de laisser les esprits en suspens. Rien qu'avec le doute que les troupes françaises pourraient venir à son aide, elle se faisait forte encore de tenir tête, pour le moment, à la Prusse et à la Russie, et d'obtenir l'ajournement du projet fatal. Mais Louis XV, dit-on, n'accorda pas même cela; son parti pris, de vieillir en paix, était si bien arrêté, qu'il eut la faiblesse de le laisser entendre aux ambassadeurs du Nord. Alors Catherine et Frédéric n'hésitèrent plus, et Marie-Thérèse, découragée, finit par accéder au partage.

éviter une chute plus profonde ; aussi se prêta-t-il volontiers aux partages successifs de la Pologne. Le règne de ce prince est une des études les plus intéressantes que l'on puisse faire sur le XVIII[e] siècle. Arrêtons-nous-y un moment.

Tous les rationalistes mitigés ont élevé Joseph II jusqu'aux nues ; et, en effet, ils ne pouvaient trouver un meilleur modèle. Au contraire, les écrivains catholiques, et surtout ceux de Lorraine, l'ont jugé avec une rigueur sans tempéraments. Écoutons M. de Dumast :

« A Joseph II, rapetissé au point de n'être plus, de son propre aveu, *que royaliste*, il appartenait d'abjurer les fières traditions du sang de Lorraine, et d'être assez méchamment sot, au milieu de tout son esprit, pour s'imaginer SE GRANDIR, en essayant de violer tous les droits : droits du Ciel et droits de la terre.

« Lui, le premier de sa lignée, il rompit avec les idées de moralité civique, et avec l'Eglise, leur vieille protectrice. D'une main, il outrageait la Papauté dans Rome ; de l'autre, il déchirait le pacte des constitutions, à Bude, à Prague et à Bruxelles. Déplorable novateur, qui, tout enivré des vapeurs de l'orgueil anti-chrétien, se complaisait à désoler le Saint-Siége, antique appui des franchises de l'Europe ! Pauvre insensé qui, se flattant d'asseoir librement ce cher absolutisme, tant prêché par les rêveurs philosophes de son temps, et ne prévoyant point, pour ses successeurs, les fruits de l'arbre d'anarchie, dont il jetait lui-même la semence sous leurs pas, jubilait de se sentir sans frein, et de pouvoir humilier à ses pieds, par un court et dangereux triomphe, la majesté de Dieu et celle du peuple !

« Qu'il était loin par là de ses ancêtres !... eux, qui, chevaliers infatigables de la vérité et de la vertu, avaient, au prix des plus coûteux sacrifices, gardé leur double foi, orthodoxe et libérale ! Eux qui, promoteurs ardents de toute espèce de bien... avaient marché fermement dans la ligne où le respect de l'Evangile et de la Chaire apostolique s'unit au zèle de l'intérêt des masses ! Eux qui avaient su, probes à la fois et progressifs, se montrer les plus constants défenseurs de la dignité humaine, et mériter que leur maison fît dire d'elle, en forme de proverbe, aux nations de la République chrétienne : *Hinc libertas ;* « c'est de là que part la liberté [1]. »

L'esquisse, en somme, est profondément vraie ; mais les traits nous

[1] *Nancy* (seconde édition), p. 83. — *Hinc libertas* était la devise des Guise.

en semblent trop durs. Joseph II présenta, comme l'a dit M. Cochut, « un bizarre mélange d'étourderie juvénile et de morgue officielle, de « philosophisme sentimental et d'inflexibilité despotique. » Plein des préjugés du rang suprême, il heurta violemment les croyances, les habitudes, les intérêts, les libertés des peuples. S'imaginant être royaliste, il ne fut, comme Louis XIV et Napoléon, que révolutionnaire. Mais ses intentions étaient loyales, sa bienfaisance était sincère. Il y avait dans son caractère et sa conduite un côté bon et séduisant; non suffisant, toutefois, pour atténuer beaucoup ses imperfections et ses fautes.

Dès son enfance, il montrait un penchant à l'indépendance, qui effrayait sa mère. Il avait la curiosité du savoir, mais peu d'application. Son humeur était taciturne, son caractère d'une exaltation concentrée. Mettez un naturel de ce genre sous la direction d'un libre penseur qui ait du talent, et celui-ci formera un remarquable continuateur de Luther. Joseph eut pour éducateur le fameux Bartenstein, homme imbu de philosophisme gallican, et qui rédigea pour son disciple un cours d'histoire et de droit politique[1]; là, sans doute, se trouvaient en germe les innovations tentées plus tard par le prince.

Devenu adolescent, Joseph se rendit à l'armée ; brave jusqu'à la témérité, il s'exposa tellement, que Marie-Thérèse se hâta de le rappeler, craignant qu'il ne devînt un second Charles XII. La main de l'aimable Isabelle de Parme consola le jeune homme; mais il perdit et sa femme et l'enfant qu'elle lui avait donné. Une seconde union, stérile et malheureuse, ne fit qu'augmenter ses regrets.

A l'âge de vingt-quatre ans, il succéda aux titres de son père. Marie-Thérèse, dont les idées s'accordaient peu avec les siennes, le tint éloigné des affaires importantes. Pour dépenser de quelque façon l'activité de son imagination, le jeune empereur se mit à parcourir l'Europe. Il visita l'Italie, puis il alla saluer le roi de Prusse, dont il était admirateur passionné. Dès la première entrevue, Frédéric le jugea avec sagacité. « Mon jeune voisin, dit-il, a le désir d'apprendre, mais il n'a pas la patience de s'instruire. » C'est dans une seconde visite au roi philosophe que Kaunitz, compagnon de Joseph, décida avec Frédéric le partage de la Pologne.

En 1777, l'Empereur se rendit à Paris, où, par la simplicité de sa vie et de ses manières, il fit l'admiration des gens. On sait qu'il visita, entre autres beaux esprits de ce temps-là, Buffon et Jean-Jacques.

[1] Cet ouvrage forme 15 volumes in-folio : il est demeuré manuscrit.

Et Jean-Jacques!..... Quel spectacle étrange et douloureux, et qui montre bien l'état de la pensée d'alors! Le sophiste enfant de Genève, le précurseur du socialisme, visité par qui? par le César du Saint Empire! par le chef même de l'auguste maison de Lorraine! — Toutefois, grâce à un reste d'honnêtes instincts, qui repoussaient au moins les écrits obscènes et le cynisme railleur, Joseph II, quoi qu'il n'eût passé qu'à une lieue de Ferney, n'était point allé voir le patriarche du lieu [1].

L'Empereur s'en revint de France plus rationaliste que jamais, plus épris encore qu'auparavant des systèmes despotiques et centralisateurs, dont il venait d'entendre prôner le mérite par les libéraux de notre pays.

L'électeur de Bavière vint à mourir sans enfants. Joseph et son ami Kaunitz, qui avaient pris goût aux partages, réussirent à s'entendre avec l'héritier de l'électorat, qui leur permit d'occuper ses états. Mais Frédéric empêcha cet agrandissement de l'Autriche, et Marie-Thérèse, jugeant sainement des possibilités, conclut la paix avec la Prusse, malgré son fils [2]. Celui-ci, très-irrité, partit pour la Russie, où il charma Catherine, qui le proclama le prince le plus accompli de son temps : triste approbation qu'un éloge provenant d'une telle bouche!

A son retour à Vienne (1780), l'Empereur trouva sa mère mourante. Après lui avoir rendu les derniers devoirs, il se hâta d'entamer ses réformes.

On a peine à concevoir la prodigieuse fécondité dont il fit preuve. Neuf années de règne lui suffirent pour lancer huit mille édits. — Les uns attaquaient les libertés et l'influence de l'Eglise catholique, et prétendaient faire, des ministres sacrés, des employés soumis à l'Etat comme les popes russes; d'autres tendaient à détruire les franchises et la langue nationale de chaque province. Toutes ses ordonnances avaient un but commun : fondre les idées, les sentiments, les croyances de la population de l'Empire, de façon à en former un amalgame informe et impuissant, désormais manipulable à volonté, selon le bon plaisir de l'Empereur. Socialiste à son insu, ce despote naïf s'imaginait réaliser, de la sorte, un grand progrès libéral et gouvernemental.

[1] Aussi, Voltaire, qui lui avait préparé une brillante réception, ne cessa-t-il, depuis ce temps, de maltraiter dans ses écrits le jeune empereur.

[2] Frédéric fit avorter aussi, plus tard, une combinaison bien plus avantageuse : l'échange de la Bavière contre les Pays-Bas; échange convenu entre Joseph II et l'Electeur, et qui eût formé, des peuples catholiques de la haute Allemagne, un faisceau compact, assurément désirable sous bien des rapports.

« Mon prince, écrivait-il à l'archevêque de Saltzbourg (1781), l'adminstration de mes états exige un changement radical et prompt. L'Empire doit être régi d'après mes principes. Ainsi, les priviléges, *le fanatisme*, *la servitude de l'esprit*, doivent disparaître, et chacun doit être mis en possession de ses libertés innées, de ses droits naturels. Le monachisme a envahi l'Autriche... Les moines sont des sujets inutiles et dangereux, parce qu'ils se soustrayent aux lois civiles, et qu'en toute circonstance ils se tournent vers Rome. Lorsque j'aurai banni de mes universités les mensonges de leur ascétisme, et que j'aurai enfin changé en un citoyen producteur le moine contemplatif, alors peut-être jugera-t-on mieux mes réformes. Il est de mon devoir de faire *des hommes* de ces fakirs, qui possèdent sur le peuple la plus grande influence qu'on ait jamais exercée sur l'esprit humain. » Il ajoutait, quelques mois après, au cardinal Hrzan : « J'ai fait de la philosophie la législation de mon empire. Par elle, l'Autriche doit recevoir une nouvelle forme... L'autorité des *ulémas* sera restreinte : je supprimerai les couvents et je congédierai les moines, ou bien je les soumettrai aux évêques de leurs diocèses... L'influence des évêques, consolidée par moi, détruira bientôt les fausses croyances[1] ; je donnerai à mon peuple, au lieu du capucin, le prêtre ; au lieu du roman des canonisations, l'Évangile ; au lieu des controverses, la morale. » — Que d'illusions, d'erreurs et d'orgueil !

La population de l'Empire, si religieuse alors, possédait et bonheur et sagesse. Elle était pleine de respect et d'amour pour ses souverains. Les Belges avaient servi l'Autriche avec autant de dévouement que de valeur, pendant les guerres du règne précédent ; et la fière Hongrie, alors dirigée par le clergé, avait reconquis la monarchie et la couronne impériale pour Marie-Thérèse.

La confiance et l'attachement des Hongrois pour leur souverain étaient sans bornes. Ils avaient laissé s'écouler dix-huit années sans réclamer la convocation de leur diète, et leur aristocratie, empressée autour de l'Impératrice, avait adopté la langue et le costume de l'Allemagne. Sans doute il restait à désirer de grandes améliorations matérielles dans tout l'Empire ; mais, grâces à l'esprit catholique du clergé, le moral du peuple était demeuré sain, au milieu de la corruption de l'époque.

Voilà l'état de choses qu'avec une incroyable persistance, et non sans quelque habileté, Joseph s'efforça de transformer.

[1] La croyance au pouvoir des saints, etc.

Pour isoler le clergé de son appui naturel, il ordonna d'abord que les brefs du Pape ne seraient promulgués, et tenus pour valides, qu'après l'approbation du Gouvernement. Ensuite, sur deux mille couvents, il en supprima onze cent quarante-trois, où résidaient vingt mille moines, et il s'empara de leurs biens. Entre les monastères épargnés, il força les plus riches à partager leurs revenus avec les couvents pauvres. Il égalisa l'étendue des paroisses. Il fit main basse sur les propriétés des cures, afin de niveler aussi les traitements des curés. Il régla les honoraires et le casuel. Il s'arrogea la nomination aux dignités de l'Église et la collation des bénéfices. Il défendit les prédications contre les hérétiques. Il obligea les ordres contemplatifs de femmes à faire des chemises pour l'armée ou de la charpie pour les hôpitaux. Il prohiba les pèlerinages et les confréries. Enfin il institua des séminaires, dont il confia la direction à des novateurs de son espèce, et il réglementa les études ecclésiastiques. — Dix-huit mois avaient suffi à Joseph II pour lancer tous ces décrets, pour créer toutes ces innovations.

Grâces au fameux traité gallican de Hontheim *sur l'état de l'Église et la puissance legitime du Pape*, il se trouva parmi les prêtres de l'Empire une assez forte minorité favorable à Joseph.

VII

Après une correspondance sans effet, le vénérable Pie VI, ému de douleur et de crainte, écrivit à l'Empereur qu'il allait se rendre à Vienne. « Ce sera pour nous une grande consolation, lui dit-il, de causer avec Votre Majesté, et, en lui montrant toute la bienveillance de notre cœur, de l'amener à concilier les droits de sa couronne avec les intérêts de l'Église. » L'Empereur répondit avec un impertinent orgueil : « Le voyage de Votre Sainteté sera absolument inutile. J'ai pris pour guides dans cette affaire la raison, l'équité, l'humanité et la religion. »

Malgré cette réponse, qui laissait peu d'espérance, le pontife septuagénaire se mit en route, le 27 février 1782. L'Empereur, resté Lorrain dans les formes au moins, le reçut convenablement : il n'en fut pas de même du prince de Kaunitz. Pie VI fit à ce dernier l'honneur de lui rendre visite, et lui offrit sa main à baiser : l'indigne diplomate la prit et la secoua avec une feinte bonhomie, disant en français : « De tout mon cœur, de tout mon cœur. » La Providence a châtié cette insulte jusque

sur la race de l'impertinent ministre[1]. L'éloquence, le savoir, les manières affectueuses et conciliantes du Pape, échouèrent contre l'opiniâtreté de Joseph et de son cabinet; mais la population manifesta un enthousiasme indicible, et le Saint-Père put affermir dans la saine doctrine une bonne partie des ecclésiastiques. Avant de partir, Pie VI officia solennellement à Saint-Étienne, le 22 mars. Là, dominant une foule immense, il éleva la voix pour appeler les grâces du Ciel sur l'infortuné peuple; il lui recommanda, de même qu'au clergé, de ne point accepter d'innovations hérétiques; mais il fit un devoir à tous de demeurer fidèles à l'Empereur. — On ne pourrait trouver dans l'histoire une condamnation plus formelle des révolutions.

Chez un souverain dont l'esprit était si faux, le Pape avait reconnu de la franchise, du bon vouloir, un cœur compatissant. Il partit, désolé de ses erreurs, mais lui portant un intérêt véritable. Joseph se croyait réellement le meilleur des chrétiens. Il menait une vie de cénobite, une vie d'ascétisme et de labeur continuel; il n'aimait rien tant qu'à donner aux pauvres, et presque chaque soir il allait, en secret, chercher des infortunes à consoler. La majeure partie de son revenu était consacrée à des œuvres de bienfaisance. Ainsi, il fonda plusieurs maisons de retraite pour les vieillards et les orphelins; il bâtit à Vienne un hôpital qui contient quatre mille lits; il dota de soixante mille livres de rente l'hospice de Prague, et il fit venir de Lorraine des sœurs de charité pour le service de ces magnifiques établissements. — Dès son avènement, il avait aboli, avec les débris de la servitude, les corvées, les dîmes, les chasses impériales, charges qui pesaient sur la classe indigente; les plus pauvres solliciteurs trouvaient en lui un auditeur attentif.

Il faut reconnaître aussi que Joseph développa le commerce et l'industrie dans ses états. Il supprima les douanes provinciales; il créa des manufactures et de belles routes; il régularisa le cours de la Save et canalisa une partie de la Kulpa, afin de mettre le Danube en communication avec l'Adriatique. Il envoya des colonies allemandes en Hongrie et en Gallicie. Vienne lui doit deux superbes faubourgs, puis le Prater, l'Augarten, et les deux ponts qui mènent à ces promenades. Deux des plus jolies villes de l'Europe, Lemberg et Trieste, lui sont redevables de leur importance et de leur beauté.

[1] Le dernier descendant de Kaunitz, longtemps enfermé à Sainte-Pélagie, est mort chargé de dettes et de mépris.

Ces bienfaits, ces utiles travaux, bornés en général à l'ordre matériel, ne purent ni durent compenser, aux yeux des populations, les tracasseries morales dont Joseph les accablait, ni surtout les outrages faits à leur bon sens et à leur foi. Ses sujets ne furent nullement reconnaissants des soins qu'il se donna pour les éduquer à sa guise. D'après ses édits, on avait établi une foule d'écoles primaires, où, sous peines graves contre les parents, tous les enfants de la classe ouvrière étaient tenus d'étudier. On leur y lisait une Bible traduite en allemand par les amis de l'Empereur, et ils étaient forcés d'apprendre un catéchisme de sa fabrique. La censure des livres d'éducation, enlevée au clergé, avait été donnée à des professeurs philosophes, auxquels on avait confié l'enseignement supérieur[1]. — La famille et la société furent attaquées encore par d'autres ordonnances : les enfants naturels héritèrent de leurs parents restés dans le célibat ; le divorce fut facilité, et le mariage considéré comme un simple contrat civil.

Mais les innovations qui blessèrent le plus cruellement ceux qu'elles frappaient, ce furent les décrets qui abolirent les délimitations des provinces, leurs constitutions diverses, leurs libertés et jusqu'aux différences d'idiômes qui séparaient les races. Joseph, taillant des morceaux arbitraires, partagea ses vastes états en treize gouvernements, subdivisés en départements ou cercles. Il établit partout l'unité de magistrature, de lois, de mesures cadastrales, d'impôts, d'administration, et il ordonna même, sous peine de destitution, à tous les fonctionnaires, de parler et d'écrire l'allemand au bout de trois ans.

Toutes les classes, toutes les nations de ses royaumes, si brutalement lésées dans leurs droits, élevèrent des réclamations de plus en plus vives. L'Empereur, convaincu que le temps apaiserait le mécontentement, fit peu d'attention à ces plaintes. Comme tant de réformes ne suffisaient pas encore à son ambitieuse activité, il se ligua avec Catherine contre le Sultan. Les deux souverains prétendaient se partager la Turquie d'Europe, et rejeter les Ottomans en Asie. Pour accomplir ce grand dessein, Joseph mit près de deux cent mille hommes sous les armes ; mais, à l'ins-

[1] Quel grand homme que Joseph II ! se sont écriés, à ces traits, nos universitaires. « Il comprit que le maître de l'éducation est le maître de l'avenir, et, le premier d'entre les souverains, il fit valoir les droits de l'Etat sur l'enseignement public. Il les exerça en entier, sans aucun de ces scrupules dévotieux, de ces tempéraments et de ces ménagements hypocrites, que les hommes d'État ressentent si volontiers aujourd'hui. » (M. Garrison, *Revue des Deux-Mondes*, 1846.)

tant où il allait entrer en campagne, la Hongrie et la Belgique se révoltèrent à la fois.

Déjà une jacquerie venait d'être étouffée en Hongrie : les sauvages Roumans des Karpathes, se jugeant complétement affranchis par l'Empereur, s'étaient soulevés contre la noblesse magyare; ils avaient, en quelques jours, égorgé cent vingt gentilshommes et brûlé deux cent soixante-quatre châteaux. La répression fut trop lente de la part des troupes autrichiennes, ce qui augmenta le mécontentement des fiers Hongrois. Quand, chez eux, les employés impériaux voulurent, par le moyen de la conscription, lever des recrues, la noblesse de chaque comitat se réunit, et ces diétines décidèrent que le royaume ne fournirait ni soldats, ni vivres, ni fourrages, à moins que l'Empereur ne rapportât tous ses décrets contraires à l'ancienne constitution.

La révolte des Belges fut encore plus complète et plus violente. Sur la proposition de l'éloquent Van der Noth, les Etats du Brabant refusèrent les subsides qu'on réclamait du pays, et la population catholique prit les armes pour défendre sa foi et ses libertés.

A la vue de ces résistances, regardées comme si impossibles dans un siècle de *césarisme*, l'étonnement de Joseph fut extrême. Il ne pouvait d'abord croire sérieuses les prises d'armes; particulièrement, il s'apitoyait sur « l'aveuglement » des Belges :

« Je veux bien, en bon père, leur dit-il, en homme qui compâtit à la déraison, et qui sait beaucoup pardonner, je veux bien n'attribuer ce que vous avez osé qu'à des malentendus, ou à une fausse interprétation de mes désirs. »

Mais déjà l'archevêque de Malines et le duc d'Aremberg, entraînant le clergé et la noblesse, s'étaient joints au mouvement : la révolution était accomplie; les Pays-Pas n'appartenaient plus à l'Autriche.

Malgré ces malheurs, Joseph attaqua impétueusement les Turcs, les força de reculer, leur prit Belgrade, et s'avança dans les Principautés. Mais la disette de vivres et de fourrages l'obligea d'allonger trop sa ligne; le hardi vizir Youssouf passa entre les divisions impériales et pénétra dans le Bannat. Joseph, évacuant précipitamment ses conquêtes, s'en revint couvrir la Hongrie; mais les Hongrois continuèrent à lui refuser transports, vivres et fourrages: ils déclarèrent même dégradés quelques gentilshommes qui avaient fourni des secours à l'armée. Les troupes souffrirent beaucoup et furent obligées de rétrograder encore.

Après huit mois d'une triste campagne, l'Empereur regagna Vienne, épuisé de fatigues et de chagrins.

En ce moment, l'agitation croissait dans tout l'Empire. La Bohême, la Lombardie, le Tyrol, menaçaient de suivre l'exemple des Hongrois. Sentant la mort approcher, Joseph eut enfin le courage de rapporter la plupart de ses décrets. Voici, en résumé, les termes de son dernier édit concernant la Hongrie :

« Voulant prouver à la nation hongroise notre affection sincère, et lui rendre la tranquillité et le bonheur, nous décrétons ce qui suit : A dater du 1er mai de la présente année, l'administration civile et judiciaire sera rétablie dans tout le royaume, telle qu'elle existait à notre avénement. La diète nationale sera convoquée l'année prochaine.

« Les réformes que nous avions entreprises nous semblaient avantageuses au pays, et nous espérions qu'instruits par l'expérience vous les approuveriez. Nous avons eu la preuve que vous préférez l'ancienne constitution : nous nous soumettons à vos vœux ; car le bien-être de nos peuples a toujours été l'unique objet de nos efforts et de nos soins.

« Aussitôt que les anciennes autorités auront été rétablies, les édits publiés pendant notre règne seront annulés, à l'exception de ceux qui règlent les droits des paysans *et les affaires ecclésiastiques*. Nous voulons que ceux-ci soient conservés en toute vigueur.

« Résolu de nous conformer aux lois du royaume, et de le remettre à notre successeur tel que nous l'avons reçu de notre auguste mère, nous nous flattons que vous viendrez au secours de l'Etat pour la campagne prochaine, et que vous fournirez les vivres et recrues nécessaires aux troupes qui défendent le pays[1]. »

Ainsi, Joseph, un pied dans la tombe, était loin de se repentir encore de sa guerre contre l'Eglise. Il disait même, sur son lit de mort : « Comme homme et comme souverain, je crois avoir rempli mon devoir. » — Dieu, qui connaît et pèse les intentions, peut bien lui avoir fait miséricorde ; mais l'Autriche a beaucoup à lui pardonner, car c'est à lui qu'elle doit la plupart des périls contre lesquels elle lutte aujourd'hui.

De l'université *joséphine* est partie la révolution de Vienne. Enervé par le *joséphisme*, le clergé a laissé dépérir la foi parmi les masses, et dès lors on a vu diminuer, de jour en jour, l'amour et le sens de l'ordre,

[1] Townson, *Voyage en Hongrie* (1791).

le respect pour l'autorité. Les Hongrois, réactionnairement poussés par les fautes de Joseph à un magyarisme exagéré, viennent de mettre l'Empire à deux doigts de sa perte, et de tailler pour la Russie une large brèche dans le bouclier de l'Occident. — Ah! oui, le prince démolisseur l'avait bien mérité, ce laurier dont les démagogues ont couronné sa statue au mois de mars 1848! — Un seule institution n'a pas été touchée par lui : l'armée... Elle a sauvé la monarchie.

VIII

En résumé, malgré le mal que Joseph a fait à la société, on est obligé de le plaindre, à cause de son cœur loyal et bienfaisant. Si son bisaïeul Charles V fut le meilleur et le plus grand des catholiques,—peut-être, parodiant ce mot, pourrait-on dire qu'il fut, lui, le meilleur (ou le moins mauvais) des rationalistes. Malheureusement, le souvenir de ses qualités privées a contribué à l'infiltration de son esprit, en Autriche et chez toutes les populations germaniques. « Joseph II, écrivait récemment un de ses biographes [1], éveilla chez le peuple allemand la première idée d'une nationalité tudesque, et, par cela même, il doit servir aujourd'hui de mentor dans la réalisation de cette idée. » En Autriche, ce prince avait été vaincu de son vivant; mais, tout en cédant à la génération contemporaine, on a vu qu'il s'était réservé l'éducation des masses, c'est-à-dire l'avenir ; aussi son nom est-il devenu populaire ; et, avant les terribles enseignements de 1848, presque tous les personnages qui possédaient de l'influence en Autriche, par le talent ou la position, étaient plus ou moins joséphistes.

De si formidables leçons auront-elles enfin éclairé, dans cet empire, les hommes d'Etat et le clergé? Comprend-t-on, désormais, que rendre le peuple matériellement heureux, mais lui donner un enseignement rationaliste et s'attacher à éteindre l'apostolat dans le clergé, c'est semer d'affreuses tempêtes? Reconnaît-on que c'est le joséphisme, par ses effets débilitants, qui vient d'incliner devant l'impur géant du Nord la glorieuse bannière du Slavisme catholique et celle de la Germanie? Aperçoit-on que l'arc-boutant de l'autorité, que le cœur de la société, c'est Rome? Lancé dans les innovations constitutionnelles, pourra-t-on éviter le despotisme de la tribune et la tyrannie de la presse, ces effroyables

[1] Ramshorn.

écueils de la liberté politique? Est-on bien persuadé que des plagiats *gallicans* mèneraient l'Autriche à une ruine certaine, et que, pour trouver de bons modèles, c'est sur l'antique constitution du Saint-Empire qu'il faut attacher les regards? c'est A SES CATHOLIQUES AÏEUX que la maison de Lorraine doit remonter?

A de telles questions nous n'osons répondre affirmativement; cependant, des symptômes heureux, des progrès réels se manifestent en Autriche. — Puissent-ils, par un loyal retour aux traditions lotharingiennes, se développer de façon à triompher du mal, et à faire disparaître le péril! — Ce vœu est un devoir pour tout ami de l'ordre et des libertés sincères; pour tout partisan de la civilisation; pour tout bon citoyen de l'une des nations quelconques dont se compose l'Occident catholique.

QUATRIÈME PARTIE.

I

Le mouvement rationaliste, quelque peu combattu par la renaissance chrétienne qui suivit la Terreur, avait repris le dessus et s'était réorganisé pendant l'époque impériale. Il continua sous la Restauration. Le pouvoir changea de mains, mais il n'y eut guère de changement dans l'état moral du pays. Le roi de France était revenu de l'exil, mais non la royauté; le génie de la Révolution demeura sur le trône. Unique hommage aux bons principes, la suppression du divorce fut prononcée; mais la Religion ne fit guère de progrès, car on remit l'avenir du pays entre les mains de l'Université.

De même que l'Empire, la Restauration montra de l'énergie vis-à-vis de l'Etranger, de l'habileté financière, un soin intelligent des intérêts matériels. Elle entretint le calme à la surface; mais ses hommes influents, presque tous gallicans ou voltairiens, trouèrent, comme des vers rongeurs, la nef du catholicisme et de la société.

Tout en proclamant bien haut l'alliance du *trône* et de l'*autel*, la Restauration ne voulut pas accorder au clergé une dotation fixe et immobilière. « Elle aima mieux garder des prêtres salariés, par conséquent

dépendants. Elle laissa avorter devant les Chambres plusieurs essais de nouveaux concordats. Elle ne supprima pas une seule des entraves et des servitudes imposées au clergé par l'ancienne Monarchie, par la Révolution et par l'Empire ; elle n'a jamais tenté de lui rendre sérieusement rien de ce qui lui avait été enlevé. Elle maintint toutes les pures doctrines de Louis XV et de Mme de Pompadour en matière religieuse, et plus tard la main arbitraire du religieux Charles X flagella les Jésuites et les petits séminaires [1]. »

La majorité du clergé se soumit au gallicanisme du pouvoir. Cependant il y eut d'honorables résistances. Dès 1815, l'archevêque de Bordeaux [2] protesta contre la déclaration de 1682, improuvée, disait-il, par douze Papes consécutifs et maintenue, malgré le Saint-Siége, par des réquisitoires et des arrêts. Il ne cessa de lutter contre les ministres de l'intérieur, Laîné et Corbière, qui voulaient obliger tous les supérieurs des séminaires à souscrire aux quatre articles. « Je pourrais observer, écrivait-il en 1818, combien les grands zélateurs, tant de l'autorité monarchique contre les prétendues entreprises des Papes, que de la puissance épiscopale contre leur despotisme; combien ils ont contribué, dis-je, et à renverser le trône, et à dépouiller, à avilir le clergé. Mais il a fallu, comme auparavant, s'engager à soutenir les quatre articles, et l'on n'a point manqué de dire : « Soyons gallicans, mais soyons catholiques. » Mieux eût valu écouter le Pape, qui ne cessait de dire : « Vous en viendrez à n'être plus catholiques, si vous vous obstinez à rester gallicans. » C'est ce que le Souverain Pontife régnant nous répète, après ses onze prédécesseurs immédiats. »

Le cardinal de Clermont-Tonnerre et quelques évêques imitèrent l'opposition du courageux prélat. Les ouvrages de Joseph de Maistre produisirent aussi une vive impression, mais seulement sur un public d'élite. N'étant pas théologien, le grand écrivain ne put suffisamment influer sur les études ecclésiastiques. Il réhabilita, chez des hommes réfléchis et religieux, les Ultramontains, c'est-à-dire « le chef de l'Eglise universelle, entouré de toutes les Eglises particulières, hormis la gallicane; » mais il ne put déraciner dans le pays l'esprit d'ambition et d'opposition, l'esprit antichrétien, qui s'était emparé de la société. La nation demeura dominée par le pharisaïsme gallican et par le voltairia-

[1] P. Lorain.
[2] Mgr d'Aviau; il avait longtemps séjourné à Rome.

nisme. Le faux libéralisme, ce masque des ambitieux à toutes les époques, la poussait, dès 1828, à une république désorganisatrice; dès lors l'autorité sociale était effroyablement ébranlée.

Où le remède, à un mal si général et si terrible? —Dans la répression? Mais sur quelle force pouvait compter le pouvoir? L'armée française, par son organisation et ses antécédents, appartient à la nation, et non au gouvernement. C'est l'esprit public qui règne sur elle; elle est à la disposition du parti prépondérant. Ah! le remède : il était dans la religion plus éclairée, dans le catholicisme uni à la vraie liberté.

Voilà ce que des hommes dévoués reconnurent, parmi les laïques et au sein du clergé. Ces hardis pionniers essayèrent aussitôt de se frayer un passage à travers les marécageux fourrés du rationalisme. Chez la plupart des nations catholiques, la situation était à peu près semblable : on partit presque en même temps pour la recherche de la vérité. Il n'y eut point d'entente mutuelle ni de plan d'ensemble; telle ville de province s'ébranlait sans que les frères d'armes de la capitale en eussent connaissance. Les efforts étaient même, presque partout, individuels. Chacun des explorateurs acquit bientôt la certitude que dans le pèlerinage d'ici-bas il faut prendre Rome pour étoile. A force d'investigations, les plus savants se convainquirent que le comble de la science, c'est le catéchisme, non pas un catéchisme national, mais bien le catéchisme universel ou romain. Guidés par la même lumière, quelques individus se rencontrèrent en allant vers le même but, et se groupèrent, pour mieux défendre, par la tribune, par la presse et par les œuvres charitables, la religion dans laquelle ils avaient reconnu l'esprit de vie. Voilà comme s'organisa peu à peu le mouvement catholique européen.

Essayons d'indiquer ses lumières, ses progrès, les services qu'il a rendus; nous tâcherons de signaler ensuite ce qui lui manque, ses imperfections, et les principaux obstacles qui s'opposent à de plus décisifs succès.

II

La révolution de 1830 fut loin de nuire au mouvement catholique. Elle produisit au grand jour l'esprit triomphant du XVIIIe siècle, Voltaire foulant aux pieds le dévouement, la morale et la foi; mais déjà la victoire des rationalistes était assurée avant cette catastrophe; depuis longtemps il était évident que les fusils chargés par le philosophisme devaient renverser le Pouvoir. Plus malheureuse que coupable, la bour-

geoisie ne participa qu'indirectement à l'insurrection. Son funeste succès lui était imposé par les erreurs et la faiblesse de la nation tout entière. Après la lutte, la bourgeoisie releva quelque peu l'autorité, et s'efforça de réfréner les passions déchaînées. Elle ne gouverna guère plus mal que le gouvernement déchu. Comme lui, elle chercha un point d'appui électoral en remaniant la Charte; comme lui, après avoir tâché d'allier le clergé au trône par une protection dictatoriale, elle sacrifia les congrégations religieuses aux philosophâtres de l'Université. L'un et l'autre gouvernement cherchaient le bien; aucun des deux ne s'imaginait transiger avec les anarchistes. Cependant ils lançaient tous les deux la nef de l'Etat vers l'écueil de la démagogie; et comme la France donne l'impulsion morale à toute l'Europe, la société était de plus en plus menacée d'affreux bouleversements. L'imminence du péril acheva d'éclairer beaucoup d'esprits.

A l'étranger, un grand nombre de protestants reconnurent que le rationalisme est la cause de presque tous les désordres. En Allemagne, en Angleterre, les abjurations se multiplièrent, au sein des familles grandes par la naissance ou par le talent. Parmi les Allemands, dès le commencement du siècle, Stolberg avait été conduit au catholicisme par sa lutte contre la révolution. « L'homme est né pour la société; donc il doit être catholique ! » s'était-il écrié après de longues études; et F. Schlegel avait confirmé l'aphorisme par sa conversion. D'autres célèbres convertis, Gœrres, d'Eckstein, Hurter, Adam Müller, Beckendorff, etc., secondèrent les catholiques de naissance, Phillips, Milner, Windischman, Dœllinger, Mœlher, etc., dont les recherches, souvent appuyées par des protestants consciencieux, ont vengé l'Eglise romaine de ses ignorants ennemis. Les plus illustres maisons de l'Angleterre, les Fitz-Gerald, les Spencer, les Pitt, les Grenville, les Fox, les Leslie, etc., virent une partie de leurs membres revenir au catholicisme; et les universités anglaises, ébranlées par les écrits et les exemples des Thomas Moore, des Wiseman, des Chamberlayne, des Newman, etc., entendirent plus d'un de leurs professeurs déclarer que toute réflexion, tout science, toute noble espérance, toute vertu sociale, aboutissent aux immuables éléments de la foi catholique.

Dans ces pays étrangers, le mouvement catholique avait surtout à lutter contre les préjugés des protestants et des joséphistes. En France, il n'était pas seulement combattu par les voltairiens: il avait à résister aux gallicans et à l'esprit de parti. Parmi nos concitoyens, que d'hommes

moroses et durs, pleins d'estime pour eux-mêmes, pleins de mépris pour les *impies*, égarés par un zèle amer, se dénigrant les uns les autres, attaquant sans cesse l'autorité civile, ne ménageant guère l'autorité religieuse, recherchant la renommée et la puissance! Catholiques de nom et de vouloir, — en réalité, gallicans et jansénistes! — Et qu'il était difficile aux hommes d'action de tenir une conduite sage et chrétienne, au milieu des fureurs et des tiraillements des partis! Le Pouvoir, faible encore, issu d'une injustice et d'une faute, tout en voulant protéger la religion, craignait l'influence du clergé, et ne s'opposait pas aux sceptiques triomphants. Les républicains, la plupart anarchistes païens, enlaçaient déjà l'Europe d'un réseau de sociétés secrètes. Les légitimistes, éloignés des affaires, n'avaient, en général, d'autre politique que de s'acharner contre le Gouvernement. Le rôle des catholiques n'était ni d'épouser les colères de ce parti, ni de s'allier aux démagogues sous prétexte de les convertir, ni de céder servilement à la nouvelle dynastie. Ils devaient défendre la religion par l'étude et l'indépendance, la montrer dans son éclatante pureté; de méconnue qu'elle était, de moribonde qu'elle semblait être, la rendre partout active, influente et vénérée. Ils devaient demander pour l'Eglise plus d'indépendance, pour les chrétiens la liberté du bien; s'associer dans les œuvres d'apostolat et de charité; rechercher, adopter, proclamer une politique internationale catholique.

La conduite que les catholiques devaient tenir vis-à-vis du Gouvernement et des partis, leur était clairement et fermement tracée par l'Eglise. Car, d'après ses enseignements, le pouvoir vient de Dieu; aucune société ne peut s'en passer; il revêt des formes diverses : aristocratie, monarchie ou démocratie. Ces formes peuvent être également légitimes, et, une fois établies, elles doivent être respectées, à moins qu'elles ne servent d'armes contre la loi de Dieu. Ainsi, les chrétiens n'ont le droit de révolution que dans le cas exceptionnel où l'on serait sûr de remplacer un gouvernement dangereux et antisocial, par un pouvoir infiniment meilleur; en général, tout chrétien, tout bon citoyen, doit travailler à la paix et à la gloire de son pays, quelle que soit l'autorité qui l'administre.

Cette doctrine s'accorde évidemment avec le bon sens et le patriotisme. Le mouvement catholique français comprit les devoirs qu'elle lui imposait vis-à-vis du Pouvoir et des partis. Le Gouvernement commettait des fautes graves : ils tâchèrent de l'éclairer, d'opposer à ses écarts

une puissante force morale; mais, comme les anarchistes auraient profité de sa chute, ils ne cherchèrent point à le renverser. Sur le terrain électoral, ils tendirent à faire rendre justice aux hommes du plus grand mérite, quelles que fussent leurs opinions. Leur système de politique intérieure, c'était de rétablir au sein de la nation le sentiment de l'autorité, le respect du Pouvoir, et de rapprocher les meilleurs citoyens pour la défense de la société. Leurs efforts vers ce but n'ont pas été tout à fait stériles, quoiqu'ils n'aient pu réussir à organiser jusqu'à présent une puissante ligue chrétienne du bien public. Leurs orateurs se sont signalés entre tous, depuis la Révolution, par l'énergie de leur courage et l'élévation de leur talent.

Au sein de l'Eglise, le progrès catholique est continuel et très-marqué. Rien de plus rare désormais que de trouver des gallicans avoués. Le gallicanisme ayant dicté presque tous les livres de dévotion écrits depuis la Renaissance, les hommes religieux absorberont longtemps encore le venin rationaliste; mais on commence à recourir sérieusement au contrepoison. On étudie les scolastiques du moyen âge, si admirables de sève et de doctrine. On apprend les langues étrangères. Le clergé se réunit derechef en conférences, en conciles, et l'on reconnaît l'effet de la grâce dans le double mouvement qui s'accomplit sur toute la face de la catholicité : association des forces, qui se concentrent autour du Saint-Siége, et prédication plus vive et plus efficace de la parole divine.

Sous cette impulsion rénovatrice, les ordres religieux se reconstituent, les congrégations renaissent, les sociétés charitables se développent. Il n'est plus de misère, matérielle ou morale, que les catholiques n'entreprennent d'adoucir ou d'extirper. On compte par centaines de mille, en France, les indigents que les œuvres de bienfaisance chrétienne soulagent et patronnent.

Déjà la science catholique a fait une large brèche à cette cuirasse de faux savoir et de mensonges, que les rationalistes forgent depuis trois siècles pour leur idole. Les réclamations des catholiques contre le mauvais enseignement n'ont pas été non plus sans importants résultats. On essaie de réformer l'Université, et de notables franchises sont accordées pour l'éducation religieuse.

La véritable religion fait des progrès analogues dans presque toutes les contrées européennes; mais ses ennemis gagnent en violence ce qu'ils perdent en nombre.

Devant les hommes de foi, qui s'assemblent peu à peu pour défendre la cause de Dieu et de la société, une foule de matérialistes effrénés se coalisent, et ils menacent le monde d'un recul aux temps barbares.

Le mouvement catholique sera-t-il le plus fort? — Celui-là seul le sait, qui connaît si l'esquif battu par la tempête atteindra la plage ou sera englouti par les flots. Mais, du moins, bon nombre de navigateurs se mettent à la manœuvre, soit comme chefs, soit comme matelots, et tous sont résolus de protéger jusqu'au dernier soupir la nef sociale, dont le pavillon est la Croix.

III

La Lorraine a déjà pris une part glorieuse à cette grande lutte du XIX[e] siècle. Elle a montré, depuis vingt ans, qu'elle possède encore de dignes enfants de ces héros chrétiens qui, dans leur zèle pour l'orthodoxie, sacrifièrent généreusement jadis et leurs tendances françaises, et même le repos et la vie de leur patrie austrasienne.

Ce fut à Nancy que parut, après 1830, le premier journal de province uniquement religieux, *le Courrier lorrain*. Puis, lorsque M. de Lamennais tomba dans les exagérations qui firent pressentir son apostasie, la feuille nancéyenne refusa de le suivre. Elle voulut laisser au temps le soin d'éclaircir les questions, et cessa de paraître.

Quelques années plus tard, quand la lumière se fut faite, *l'Espérance* remplaça son devancier, et conquit bientôt un des premiers rangs dans la presse provinciale. Il est impossible de ne pas rendre justice à la conscience et au talent de cet important organe de la cause chrétienne[1]. Nous lui souhaitons de savoir toujours allier des formes polies, des jugements bienveillants pour les personnes, à l'énergie avec laquelle il défend ses opinions dans les querelles qui divisent actuellement les catholiques. Nous souhaitons à la ville de Nancy de surmonter cette dernière épreuve, et de demeurer la cité réellement catholique dont M. de Dumast a pu tracer sans trop de flatterie ce charmant portrait :

« C'est surtout par des raisons morales, par des considérations de bonheur et de sagesse pratique, que Nancy est peut-être le point de la France qu'il vaut le mieux habiter dès qu'on est forcé de renoncer à Paris. C'est que, dans ses nobles salons, où se parle encore un langage pur

[1] Cet éloge ne peut être suspect; car l'auteur du présent article n'est pas de ceux qui, dans la question de l'enseignement, se soient séparés de M. de Falloux, de M. de Montalembert, etc.

et d'élite, — où se conserve, avec une fleur de politesse maintenant presque oubliée, un sens exquis des convenances, — l'indulgence et la modération sont venues établir leur trône. C'est qu'une haute compréhension des desseins de la Providence y a rendu plus tolérants qu'autre part, sur l'ensemble des faits accomplis, les véritables gens d'honneur, les dépositaires du sens moral. C'est que des personnes bien assises, et qui avaient le droit de parler, s'y sont prêtées mieux qu'ailleurs à favoriser tout progrès, dès qu'il n'enfermait rien d'impie. C'est qu'on y a vu servir de ralliement aux ouvriers de la propagande de paix, et s'interposer pour désarmer les rancunes ou stimuler les paresses, des noms que leurs antécédents eussent rendus excusables de se tenir à l'écart : âmes supérieures que rien n'arrête, et qui foulent aux pieds les liens de la routine et de l'orgueil, tout en prévoyant bien l'ingratitude. C'est qu'en un mot Nancy a dix années d'avance sur le mouvement d'heureuse fusion qui tend à s'opérer partout [1]. C'est qu'un observateur attentif peut l'appeler, dès à présent, la *ville modèle* de la réconciliation des Français. »

Sur un terrain si bien préparé, les vertus chrétiennes doivent abondamment germer et porter fruits ; les travaux pour la propagation de la vérité ne peuvent manquer d'être nombreux et efficaces.

Aussi Nancy est-il la ville qui a possédé la première, de nos jours, des Chartreux et des Dominicains. Elle a vu s'implanter de bonne heure chez elle la société de Saint Vincent-de-Paul et celle de Saint François-Régis. Entre autres livres importants, elle a produit *l'Ordre surnaturel*, de M. Gridel, et l'*Histoire de l'Eglise*, de M. Rohrbacher. Enfin, de ses murs sont partis deux exemples très-remarquables : d'une part, l'organisation de la société *Foi et Lumières*, et de l'autre, la défense des établissements de charité contre le despotisme de la bureaucratie.

Les Sœurs de Saint-Charles, qui dirigent soixante maisons, avaient été chargées de nouveau, après divers essais laïques, tous infructueux, de la direction ménagère des hospices de Nancy, le berceau de leur Ordre. A force d'intelligente économie, elles parvenaient à fournir à leurs pauvres pensionnaires des soins et un bien-être inconnus ailleurs, et cependant à diminuer incroyablement la dépense. Vint l'époque où la centralisation et le buralisme, s'épanouissant en pleine fleur, voulurent achever de se substituer à la charité religieuse et libre ; ordre fut donné aux administrateurs de renoncer à cette perfection constatée, et d'en-

[1] Dans le parti de l'ordre.

trer dans un système à la fois inférieur et plus cher. Afin de couvrir de quelque ombre de prétexte cette absurdité barbare des écrivassiers parisiens, un inspecteur philosophe, alléguant des dires anonymes dont personne n'avait jamais ouï parler, osa prétendre, afin de ruiner la célébrité des établissements nancéyens, que la nourriture des malades y était insuffisante, « *ces malheureux étant abandonnés à la discrétion des religieuses!* » La Commission des hospices, appuyée par le conseil municipal de Nancy, par le préfet, par les députés et par le cri général de la province, adressa à la Chambre des Pairs une pétition mémorable, qui vengea glorieusement les Sœurs, et qui, après des preuves accablantes de faits et de chiffres, reporta l'attaque dans le camp ennemi, en osant terminer par ce langage :

« Non, messieurs, et nous le jurons, il n'est pas digne de notre siècle et de notre pays, qu'au profit d'un système quelconque, on puisse impunément y remplacer le bien par le mal, y donner aux améliorations le nom d'abus, aux bénéfices le nom de pertes; y faire prévaloir, par un épais pharisaïsme, la lettre de la loi sur son esprit. Non, il n'est pas obligatoire en France, pour les fonctionnaires honnêtes gens, de sacrifier aux fantaisies du philanthropisme officiel la philanthropie véritable, dans le cas où, de toute évidence, le premier détruit la seconde. Non, non, quoi qu'on en dise, il n'est pas permis, devant Dieu, de se jouer avec les pleurs du pauvre ; il n'est pas vrai que la tâche sociale des secours, remplie ou non remplie, soit mise au niveau par des chiffres ; que la forme des colonnes d'un bordereau puisse tenir lieu de charité, ni que les larmes et le sang ne soient rien devant les flots d'encre.

« Autant que l'on peut empêcher les œuvres d'injustice et d'inintelligence on est obligé de le faire..... En accueillant, messieurs, notre pétition, dont l'intérêt, charitable et sacré, semble de nature à réunir les opinions les plus divergentes, vous dessillerez des yeux que l'on environne de nuages, et vous ajouterez la grave autorité de votre suffrage aux justes et pressantes réclamations d'une ville entière..... Flétrissant ainsi les dogmes brutaux d'un paganisme administratif, vous nous aiderez à détacher les hommes du culte puéril de la Formalité : orgueilleuse idole, à laquelle on pourrait pardonner encore d'être aveugle et sourde, si du moins elle ne se montrait pas cruelle, — mais qu'il faut bien enfin ébranler sur son piédestal, puisqu'elle en vient à se faire immoler des victimes humaines. »

La Chambre des Pairs s'émut de cette belle cause, si énergiquement plaidée. M. Cousin lui-même prit parti pour les catholiques de Nancy.

Ils avaient envoyé à Paris des délégués pour soutenir la cause des pauvres. Leurs réclamations, trop faiblement appuyées par les nombreuses villes qui sympathisaient avec eux, qui le leur écrivaient, mais qui mollirent et se laissèrent effrayer; leurs réclamations échouèrent devant les mille manœuvres de la phalange plumitive. S'ils furent payés de leurs courageux efforts, c'est par l'estime de quiconque se connaît en bienfaisance. Leur défense avait fait du bruit : elle avait été la dernière grande lutte soutenue contre le règne, de plus en plus marqué, du philanthropisme officiel, si sec, si dur et si coûteux. Un moment, du moins, ils avaient fait chanceler sur son trône ce tyran moderne, tant ils avaient su porter haut et droit le drapeau d'une cause abandonnée par tous, hormis par eux : *liberté de la Charité.*

La société *Foi et Lumières* est la première et la plus importante académie que les catholiques aient organisée en province. Le germe en fut créé dès 1833, mais c'est seulement depuis 1838 qu'elle a pris de la consistance et une efficace activité. L'apologie scientifique du catholicisme, les études historiques rectifiées dans le sens religieux, la recherche et la démonstration d'une politique chrétienne : tels sont les graves sujets que traitent les membres de la Société. De leurs divers écrits, le plus connu, c'est le volume intitulé *Considérations sur les rapports actuels de la science et de la croyance.* Il expose comment, depuis une trentaine d'années, le savoir a justifié la foi.

— La lumière a pu exister avant les astres ; l'ordre des créations, vérifié par la géologie, concorde avec les six époques de Moïse ; — la cosmogonie de l'Ecriture et des Pères ne présente nulle absurdité dogmatique ; — il n'est plus possible de douter de l'universalité du déluge ; — la terre n'aurait pu présenter, il y a plus de six mille ans, un sol habitable pour l'homme ; — toute trace d'annales suivies et un peu croyables disparaît environ six cents ans avant Jésus-Christ, excepté chez les seuls Hébreux ; — les Pouranas et l'Ezour Védam, que le voltairianisme opposait à la Bible comme plus anciens qu'elle, ont été composés, le premier au XIII[e] siècle, le second en 1621 par un missionnaire catholique ; — les fameux zodiaques, âgés de quinze mille ans, disait-on, n'en ont pas même dix-huit cents ; — les animaux bibliques peu connus, dont on se moquait, ont été retrouvés et classés dans l'histoire naturelle ; — l'unité primitive de l'espèce humaine ne peut plus être sérieusement mise en doute ; — l'Amérique a reçu de l'Asie sa population, ses institutions, ses arts et ses mœurs ; — l'état sauvage est une dégradation et

non une enfance ; — les traditions de tous les peuples présentent avec le Pentateuque un rapport extraordinaire ; — l'histoire du serpent et du fruit, le drame de Caïn et d'Abel, des usages commémoratifs de la malédiction de Cham, le souvenir des aventures de Moïse en Egypte et même le sens étymologique de son nom, se retrouvent chez divers peuples d'Asie et d'Afrique, et jusque chez les insulaires de la mer du Sud ; — les hiéroglyphes, déchiffrés en partie, confirment les premières pages des annales des Juifs ; — le législateur des Hébreux a pu écrire le Pentateuque, puisque l'écriture sur papier était déjà usuelle en Egypte deux siècles avant sa naissance ; — le rigoureux accomplissement des prophéties bibliques sur les peuples et les villes de l'Orient est constaté par les voyageurs ; — l'existence de Jésus-Christ est prouvée d'une manière palpable ; — en examinant les actes de l'Eglise les plus incriminés, on découvre une étonnante abondance de preuves certaines de sa glorieuse innocence ; — la chaire de saint Pierre a de tout temps été investie de la primauté ; — quoiqu'il y ait eu de mauvais papes, c'est à la papauté et aux ordres religieux que l'Eglise a dû sa grandeur et sa civilisation ; — l'Eglise a toujours protégé la faiblesse contre la violence ; — les pontifes dont la mémoire a été le plus outragée par les rationalistes, tels que Grégoire VII, Nicolas I, Innocent III, Boniface VIII, sont enfin réhabilités par les protestants eux-mêmes ; — au contraire, les ennemis de la papauté, que l'on avait transformés en héros, perdent toute valeur morale devant les juges consciencieux d'aujourd'hui ; — on reconnaît que de tout temps les beaux rôles et les grands caractères se sont trouvés du côté des défenseurs de la foi : — en un mot, tout l'échafaudage de fausse science dressé contre la religion par Voltaire, Volney, Dupuis, Hegel et leurs disciples, s'écroule devant le savoir véritable ; « les sciences sont venues confirmer la Bible au moment même où l'on pouvait croire que la foi ne suffisait plus[1]. » Une foule de savants courageux versent journellement de nouvelles sources pures au grand fleuve éternel des croyances catholiques.

Tout cela est raconté, démontré, résumé, par le livre de la société *Foi et Lumières*. Pour le chrétien lettré, c'est un manuel solide, excellent à consulter, et qui permet d'embrasser d'un coup d'œil les progrès du catholicisme.

« L'Europe, a dit Mgr Wiseman, devrait suivre l'exemple donné par

[1] Ballanche.

la ville de Nancy dans la création de la société *Foi et Lumières.* » Oui; mais s'il paraît d'abord étrange que ce modèle à imiter ait surgi hors des capitales, qui semblaient pouvoir seules le produire, le choix providentiel du lieu ne venait pas de rien. Après tout, cette académie chrétienne s'est élancée spontanément d'un sol dont les couches non superficielles étaient restées bénies. *Foi et Lumières*, comme a eu raison de le remarquer une plume bienveillante, mais équitable, est encore un jet posthume de cette héroïque racine lorraine, qui produisit jadis tant de vaillants et saints athlètes, tant d'œuvres utiles à la foi.

Partout où des chrétiens courageux s'associent, on voit les fondations bienfaisantes se multiplier. Parmi les belles institutions sorties du sein de l'académie *Foi et Lumières*, nous n'en citerons qu'une, la dernière, toute naissante encore : c'est la société de patronage, qui va s'établir à Nancy, pour cinq ou six départements, en faveur des aliénés, des sourds-muets, des aveugles et des orphelins. Venir en aide, sous le rapport moral et physique, à tous ces malheureux, au sortir des hospices ou des écoles, telle est la tâche que se proposent les fondateurs. Ils seront divisés en deux classes : actifs ou associés. Les derniers ne concourront à l'œuvre que par des secours pécuniaires; mais les premiers consacreront à l'œuvre, outre leurs cotisations, leur temps et leur dévouement; ils donneront autant que possible aux patronés les soins réclamés par la position et les infirmités de ces pauvres pupilles, éclaireront quiconque les entoure sur la conduite à tenir à leur égard, leur faciliteront les entrées des asiles ou des écoles, et tâcheront surtout de leur inspirer des habitudes vertueuses et de les y maintenir par une protection morale toute paternelle. Cette belle œuvre [1], dont chacun parlait, mais que personne n'entreprenait, aura été commencée là. Elle ne tardera pas à être imitée; car on est bien obligé de reconnaître que, pour diminuer l'extension et les périls de la misère, il faut actuellement la réunion de nombreux et puissants sacrifices. Et l'honneur en appartiendra à la ville énergique qui, par voie de zèle « libéral et non libéraliste [2], » s'était déjà faite, comme nous l'avons dit, l'avocate de la charité comme de la foi.

Ce qui, à notre avis, répondrait à la gloire et aux mérites de la Lorraine actuelle et compléterait sa mission, ce serait l'établissement d'un

[1] La conception en aura été due principalement, au sein de la Société *Foi et Lumières*, à deux hommes distingués : M. Morel, médecin en chef du grand asile d'aliénés de Maréville, et M. Piroux, directeur de l'école des sourds-muets de Nancy.
[2] Expression de M. Félix de Mérode.

Louvain français, d'une université chrétienne à Nancy. Nous dirons tout à l'heure comment nous voudrions que le clergé et le Gouvernement vinssent en aide aux Lorrains pour la création de cette institution capitale.

Elle ne devrait pas, d'ailleurs, être là une œuvre isolée; car nous admettons là-dessus des idées déjà mises en avant, dont la justesse nous paraît indubitable.

Si l'on se décide enfin à décentraliser, chose dont on sent le besoin, il importe, disent les hommes qui ont creusé la matière, il importe de ne pas trop faire à la fois, mais de choisir quelques points et d'y accumuler d'abord des ressources, afin d'y ramener la vie, qui pourra plus tard gagner d'autres lieux. Il est nécessaire de former d'abord quelques centres de pensée, où l'on apprenne à pouvoir *vivre* hors de Paris. Or, Nancy serait l'un des points par où, le plus évidemment, on devrait commencer. Y établir une école de droit et une faculté des lettres; y rendre nationale l'importante école des sourds-muets; y fonder un archevêché, que diverses circonstances réclament, tout cela serait rationnel, urgent même, pour combattre les périls de cette disgrégation départementale qui, en rompant les *groupes naturels* et tuant les vrais foyers provinciaux, favorise tellement la fatale concentration parisienne.

Nous apprenons avec plaisir qu'une importante et noble chose, réclamée depuis longtemps par les savants, vient enfin d'être fondée à Nancy: le *Musée historique lorrain,* vaste et précieuse collection qui occupera toute la portion restante du palais ducal, et qui, destinée à réunir tôt ou tard les objets d'art de l'école lorraine, aussi bien que les archives et les divers monuments du passage du peuple lorrain sur la terre, sera tout à la fois le *Versailles* et l'*hôtel Soubise* de cette nation éteinte. La chose n'existe encore qu'en principe; mais le comité permanent en est déjà créé, sur les lieux mêmes; et l'on doit savoir gré au Gouvernement de cette mesure intelligente et hardie, le germe le plus fécond peut-être que l'on ait su jusqu'à présent planter hors de Paris.

C'est encore à Nancy, soit que la chose plût ou non aux habitants, qu'à notre avis devrait être placé ce qui manque si fort à notre patrie au point de vue militaire: un grand camp retranché, dans le genre de Lintz. Les 700 millions imposés à la France en 1815 ont servi à fortifier l'Etranger contre nous: il a dépensé, en outre, un milliard en fortifications, qui nous rendraient plus difficile et plus dangereux d'attaquer le Continent. Ainsi, sur le Rhin, six grandes forteresses nouvelles, dont cinq sont munies de camps retranchés, servent de têtes de pont aux peu-

ples du Nord contre notre territoire; chacune d'elle est couverte par une autre place, *ouvrage avancé* contre nous. Il est devenu très-facile à des armées allemandes de porter la guerre en France; car notre frontière, démantelée, a perdu Landau et Sarrelouis; l'Alsace, la Lorraine et la Champagne ne sont plus protégées que par Strasbourg et Metz, places qu'on évite facilement. Nous, au contraire, si nous passons le Rhin, nous allons nous heurter à Rastadt, puis à Ulm, et aux autres fortifications modernes du Danube. Si nous franchissons les Alpes et la Sardaigne, c'est la même chose: Mantoue, Peschiéra, Vérone et Legnago, nous offrent des obstacles dont il faut tenir compte: l'expérience l'a prouvé.— Nancy, devenue grande place de guerre, entre Strasbourg, Metz et Langres, au centre de toutes les ressources de l'Est, serait l'avant-poste de Paris pour l'offensive, et son principal boulevard pour la défense. Qui sait, hélas, si elle ne deviendrait pas utile un jour à l'Allemagne elle-même, comme arrière-garde et refuge contre les Slaves!

IV

Tout ce que nous souhaitons pour Nancy s'accomplira probablement, si nos vues ont de la rectitude; car la raison reprend tôt ou tard son empire.

Il y a quelques années, un écrivain que nous avons souvent cité, témoignait de vifs regrets de ce que les souvenirs lorrains s'effaçaient peu à peu. « Bientôt, disait-il, une génération indifférente aura pleinement oublié les vertus et les hauts faits de ses pères, et comptera pour rien de sentir couler dans ses veines le sang de ces hommes généreux qui donnèrent à leur pays une importance vingt fois supérieure à celle de son territoire[1]. » Il nous semble que le chagrin du penseur doit être actuellement atténué, car, loin de s'effacer, les souvenirs lotharingiens se ravivent. D'ailleurs, la Lorraine, pour ses pertes, a recueilli des compensations, ne fût-ce qu'en se montrant utile. Depuis son annexion, cette province a inscrit plus d'un nom glorieux dans les fastes de la France; mais surtout elle a su contribuer à la grandeur morale, à la prospérité de notre commune patrie, en lui donnant d'excellents exemples, en prenant hautement chez nous l'initiative du bien.

Nous arrivons à l'une des époques capitales du monde. Il est réservé à

[1] P. G. de Dumast, *Nancy*, p. 113.

notre siècle ou de voir finir le règne de l'esprit révolutionnaire, inauguré par la Renaissance, ou bien de voir la société démembrée par ces nains, insensés et grotesques, dont l'orgueil, proportionné à l'audace de leurs négations, prétend guérir tous les maux de l'humanité par la destruction de la civilisation chrétienne. La France demeurera-t-elle la victime et l'instrument des rationalistes? ou, bien, redevenue catholique, adoptera-t-elle, au dedans et à l'extérieur, une politique réparatrice? Là se réduit l'alternative, question de vie ou de mort, qui se pose devant le monde. Prompte rénovation chrétienne, ou putréfaction et dissolution prochaines : voilà le dilemme présenté par la Providence au corps social. Les catholiques de Lorraine ont si bien compris le fonds de la question, que la bouillante ardeur de quelques-uns d'eux dédaigne les attermoiements et les demi-progrès. Puisse la noble province qui fut une nation chrétienne, — puisse son ancienne capitale, où l'on retrouve encore des traits de son antique physionomie, — se distinguer de plus en plus dans la croisade du XIX[e] siècle, et ne jamais oublier les conseils qui lui sont donnés dans ce sens :

« Nancy, telle est ta destinée,
Courage, ô reine détrônée !
Un lot choisi reste le tien.
Veuve de tes grandeurs premières,
Deviens un centre de lumières,
Un foyer de zèle chrétien ;
Et réalisant les présages
Que tes amis forment pour toi,
Séjour d'apôtres et de sages,
Au vrai *savoir* unis la *foi*.
Tes ducs ont fui de la mémoire ;
L'oubli sur eux s'est répandu :
Emprunte à Dieu quelque autre gloire.
Son nom, qui porte la victoire,
Partout encor règne entendu.
Le rang que t'accordait l'histoire
Peut à ce prix t'être rendu.
Sache aimer, espérer, et croire :
Tu n'auras presque rien perdu [1]. »

V

Savoir aimer, espérer et croire,—revenir à la science catholique,—

[1] P.-G. de Dumast, *Nancy*, p. 289.

voilà bien ce qu'il faut à notre pays. Mais, cette triple lumière, elle ne peut se répandre en France, à moins que les défenseurs du catholicisme ne la possèdent ; et ils sont, hélas ! bien loin de l'avoir complétement acquise. Nous avons apprécié leurs qualités, énuméré leurs services ; force nous est d'exposer leurs imperfections.

Qu'ils se rappellent ce que leur disait, en 1845, le regrettable abbé Poullet : « Les défenseurs de la religion ont, plus que jamais, besoin de s'entendre. Sans doute, ils sont unis par la même foi, et cette unité est une grande puissance à une époque d'anarchie intellectuelle ; mais dans tout ce qui n'est point rigoureusement de foi, dans la philosophie, dans l'art, dans l'histoire, dans toutes les questions sociales, ils sont loin d'être d'accord ; ils n'entendent point de la même manière l'apologétique chrétienne. Il y a quelque anarchie au camp des croisés du XIXe siècle ; le choix des armes, l'opportunité du combat, les plans d'attaque et de défense, tout est abandonné à l'arbitraire ; point de chefs, point de direction, point d'ensemble ; et de là, parmi quelques brillants exploits, tant de vaines échauffourées, de tentatives hasardées, qui tournent plutôt au détriment de la foi qu'à son affermissement. »

Ces sévères observations sont encore aussi vraies actuellement qu'elles l'étaient il y a cinq ans. La confusion a même augmenté parmi les défenseurs de la religion ; ils s'entredéchirent par une polémique violente et qui rappelle les habitudes gallicanes. « Le parti catholique est contre lui-même ce qu'il a été contre ses adversaires : absolu dans les idées, âpre dans les formes, exagéré dans les jugements [1]. » Parmi ceux qui se disent conservateurs et catholiques, quel est celui qui cherche la dernière place plutôt que la première ? quel est celui qui se montre capable d'admirer ses rivaux et d'aimer ses ennemis ? Y en a-t-il un qui soit pur de la glorification idolâtre et de la recherche exagérée de lui-même ? un qui obéisse sans murmures à ses supérieurs ? un seul qui, de tout son pouvoir, donne plein concours à toute œuvre utile ? un seul qui soit pénétré de respect et de reconnaissance pour les services rendus à la religion et à la patrie ? un seul, enfin, qui mérite réellement et parfaitement le nom de *catholique ?* Parmi les plus éminents et les meilleurs, on chercherait peut être en vain ce modèle accompli. Non que les bonnes intentions fassent défaut en France : une foule de nos concitoyens veulent le bien, et, jusque dans leurs écarts, plusieurs font preuve d'abnégation et de

[1] M. Fr. de Champagny.

courage. Ce qui manque, c'est l'*aptitude actuelle ;* c'est l'esprit d'union, le lien de la charité, la connaissance de soi-même, la faculté de s'apprécier et de s'aimer chrétiennement les uns les autres.

Voilà pourquoi les catholiques, qui forment déjà un mouvement considérable, n'ont pu créer un véritable parti, quoiqu'ils possèdent, en bon nombre, des écrivains et des hommes d'Etat, pleins de talent et de zèle. Voilà pourquoi, dans la vie politique, les catholiques n'ont pu se grouper que dans l'opposition, dans la négation : leur presse surtout s'est complue à des attaques qui sont toujours faciles, car rien n'est aisé comme de signaler les travers d'autrui ; et trop souvent elle s'est bornée à dénuder des plaies et à les arroser de vinaigre, traitement qui ne console ni ne guérit le patient.

Les catholiques commencent à comprendre que tout a été faussé dans notre pays. Théologie, histoire, politique, législation, beaux-arts, littérature, ils savent maintenant que tout a été altéré par le rationalisme : perpétuelle hérésie, devenue de plus en plus prépondérante dans les temps modernes. Ils ont reconnu, depuis plusieurs années, que la cohue rationaliste, poussée par la logique, préparait un assaut décisif contre toutes les institutions divines ; et cependant, défenseurs de la place assiégée, ils ne sont pas allés ensemble à la brèche; chacun d'eux s'est posté selon son caprice sur les remparts. Ils voient la licence déborder, l'inondation des travers et des vices croître à vue d'œil, et ils ébauchent les matériaux de l'arche sainte qui doit porter la société sur les abîmes ; mais, ouvriers isolés, ils ne s'entendent pas sur le choix des architectes ; ils demeurent éparpillés, parce qu'ils chérissent l'indiscipline sous le nom d'indépendance ; et le flot anarchique, qui monte, menace de submerger la France et la société.

Ici-bas, le bonheur, c'est l'intérêt dans le calme : comment arriver là si l'on n'est pas chrétien ! Aussi le monde civilisé sera-t-il, sous peu d'années, ou détruit par le niveau de la barbarie socialiste, ou calmé, régénéré, enrichi, hiérarchisé par le Catholicisme. Cette prévision est devenue un lieu commun ; pour douter qu'elle soit fondée, il faut être aveugle. Mais les catholiques pourront-ils empêcher le désastre, s'ils ne se mettent enfin d'accord sur les doctrines politico-sociales qui font la cohésion et la vie des partis conservateurs ? sur l'autorité, sur la liberté, sur les rapports de l'Eglise et de l'Etat ?

La France possédait, il y a trois siècles, le sens de l'autorité ; et elle arrivait, par là même, à la perception, au vœu, à la possession de la li-

berté. L'Allemagne et l'Angleterre étaient encore plus avancées que notre pays dans cette vraie science sociale. Alors l'esprit païen et vandale a fait irruption : au développement du christianisme s'est substitué le progrès soi-disant humanitaire. Les peuples, notre nation en tête, se sont approchés peu à peu du torrent rationaliste, où ils voyaient briller les ombres décevantes de l'autorité et de la liberté (le despotisme et la licence). Ils ont fini par se précipiter dans les eaux grondantes, et les voici qui luttent contre la mort ; voici la meilleure moitié des nations qui cherche à saisir, de ses mains vides et ensanglantées, un appui quelconque, fût-ce la lame d'un sabre, pour remonter sur la berge escarpée du torrent. Dans leurs angoisses, combien il est difficile de faire choisir aux nations un terrain solide, où l'on puisse appliquer les doctrines rationnelles sur l'autorité et la liberté !

Voyez la France. Après Février 1848, elle a été forcée d'appuyer le premier gouvernement à peu près honnête qui lui ait été donné, le pouvoir du général Cavaignac. Il lui a fallu subir la forme républicaine, imposée par la Constituante à la majorité du pays. Grâce à cette constitution bâclée, la nation possède le suffrage universel direct (qui n'est, en tout pays rationaliste, que la désorganisation organisée) ; mais elle n'a pas le droit de substituer, si elle le veut, la monarchie à la république. Eût-elle ce droit légal, la nation, quoique monarchique en majorité, serait encore fort embarrassée d'en user, attendu que, pour elle, l'avenir de l'autorité prend trois noms divers, les noms de trois prétendants. La liberté politique ayant dégénéré en licence, il devient douteux qu'elle soit viable, et déjà le régime parlementaire s'est déconsidéré par ses excès. Sous le règne électoral de la multitude, c'est-à-dire sous la domination de l'ignorance et de l'incapacité, il n'y a guère moyen de restaurer les libertés, si désirables, de la commune et de la province. Quant à la liberté religieuse, les catholiques ne s'entendent nullement sur le règlement des rapports de l'Eglise et de l'Etat. Il n'est donc pas étonnant que l'Eglise demeure froissée entre deux opinions extrêmes : l'une qui prétend détruire l'influence cléricale en supprimant le traitement du clergé ; l'autre qui accorde à l'Etat le droit de pondérer la puissance de la religion, de lui mesurer la liberté, et qui, substituant les jugements de la raison humaine aux décisions de l'Esprit saint, cède, sans le savoir et sans le vouloir, au souffle révolutionnaire. Est-il possible de rencontrer en un pays plus d'incohérence et de confusion ! Au milieu de ce chaos, comment retrouver et faire accepter les conditions de la stabilité !

Triste France ! pauvre siècle ! Que d'aspirations à la gloire et au bonheur ! que de déceptions et de chutes ! Il n'en pouvait être différemment. L'humanité traîne le boulet du péché originel. La vie d'ici-bas n'est en tout qu'une série d'imperfections et d'avortements ; et plus une époque se montre coupable, plus elle est orgueilleuse ; plus, alors, il est rare que l'homme approche de la grandeur et de la vérité, soit comme individu, soit comme nation.

Les ennemis actuels de l'état social n'ont pas même la force d'un mal grandiose. Cependant ils tiennent la société en échec : car la voix et les efforts des meilleurs chrétiens ont peu de portée, tandis que presque chacun reproduit, comme un airain retentissant, les cris des passions déchaînées. Le siècle est blasé et distrait sur tout, même sur les bouleversements : on ne défend plus la maison que lorsque les brigands cherchent à enfoncer la porte. A l'état social, notre planète est presque devenue un de ces globes carbonisés que les astronomes voient, disent-ils, flotter dans les espaces. Toute flamme vivifiante languit. Siècle d'orgueil, notre âge est une époque d'atonie, d'impuissance et de misères.

VI

Ne désespérons pas toutefois de l'avenir ; car ce qui s'éteint et périt, ce sont les institutions et les gloires rationalistes. La flamme du Catholicisme commence à se rallumer, au contraire ; le Christ est sorti du tombeau; *Christus regnat, vincit, imperat !* Les catholiques, qui l'adorent et le bénissent jusque dans ses châtiments, dont ils souffrent eux-mêmes, sont peut-être incapables encore de servir d'instruments à ses miséricordes ; cependant ils commencent à s'avouer leurs faiblesses, et « c'est être déjà grand que de connaître qu'on est misérable [1]. » Les catholiques travaillent, prient, s'associent pour faire l'aumône : ils arriveront peu à peu à l'esprit d'indulgence et d'union, par la bienfaisance, la prière et le travail. Sans doute ils n'acquerront pas tout d'un coup cette charité suprême, cette charité créatrice, de laquelle un scolastique a dit : « *Amor aut similes invenit, aut facit* [2] » ; mais du moins, les chrétiens des classes aisées se rapprocheront de plus en plus, dans les œuvres de bienfaisance et dans la défense de l'ordre matériel. Par ce double chemin, la bourgeoisie, éclairée sur ses intérêts, se réconciliera quelque

[1] Pascal.
[2] Ou l'amour trouve les gens déjà semblables, ou bien il les rend tels.

jour avec le clergé, au sein de la foi catholique. Les utiles rapports entre le pauvre et le riche deviendront plus fréquents. Il n'est donc pas tout à fait impossible que l'on parvienne en France à opposer à l'anarchie une force morale capable de la contenir. Cependant, n'oublions pas ceci : Notre pays ne se maintiendra que si l'on y reconstitue l'autorité, pour arriver par elle à la liberté. Or, l'autorité ne peut se rétablir que par un changement radical de l'esprit public ; et pour que celui-ci soit guéri de ses tendances révolutionnaires, il faut que les hommes religieux soient pénétrés de sentiments plus conciliants. Il faut surtout que le clergé ait le courage et les lumières nécessaires pour transformer l'instruction ; car la science moderne est un fleuve dévoyé dès sa source, et qui dévaste au lieu d'arroser.

De toutes les réformes, la plus importante et la plus urgente, c'est donc celle de l'enseignement. Chacun le sait ; mais il nous semble que l'on s'est trop occupé de critiquer ce qui existe, et pas assez de créer un corps enseignant chrétien, qui connût et fît connaître la science catholique dans son admirable unité, dans son universalité.

On se hâte actuellement de remanier l'organisation de l'instruction primaire et de l'instruction secondaire ; il y a urgence, en effet. Mais la base et la source de la science ne sont pas là : elles se trouvent dans l'enseignement supérieur, et surtout dans l'enseignement donné au corps apostolique, qui instruit à son tour les enfants et les hommes. L'amélioration la plus désirable, ce serait donc l'établissement d'universités catholiques, et avant tout, peut-être, la fondation d'une Faculté unique de théologie, dans laquelle se formeraient, envoyés par les évêques, les professeurs futurs des séminaires [1]. Si un concile général de l'église de France adoptait cette grande mesure, et priait la cour de Rome de désigner elle-même les premiers professeurs de cette Faculté, l'unité de la science et de l'enseignement catholique serait bientôt rétablie. Supposons debout, fondé sur les modèles du moyen âge, ce collége de doctrine chrétienne ; supposons-le placé dans un Louvain français, dans la ville où, par exemple, le catholicisme a jeté les plus profondes racines et laissé les plus glorieux souvenirs, c'est-à-dire à Nancy. — A la maison centrale, qui contiendrait seulement les salles de cours, on enseignerait la science de Dieu, par tout ce qu'il a créé. Autour de cet établissement, les futurs docteurs

[1] Cette opinion n'est émise que sous toutes réserves. Nos vénérables pasteurs décideront peut-être avant peu si les vœux de l'auteur sont justes et sages ; car plusieurs esprits éminents s'occupent de cette grave question.

en théologie vivraient, par provinces ecclésiastiques, en divers colléges, dirigés aussi par des maîtres distingués. D'autres universités catholiques s'organiseraient bientôt ailleurs, d'après le système pédagogique de cette Faculté. Quelle heureuse influence l'Eglise n'acquerrait-elle pas sur la société, par une telle innovation ! Et ne pourrait-on pas appliquer ici les paroles de Bossuet : « Il n'y a rien de si grand que de porter en soi-même, et de découvrir aux hommes, la vérité tout entière, qui les nourrit, qui les dirige, et qui épure leurs yeux jusqu'à les rendre capables de voir Dieu. »

On parle beaucoup en France de réformes fiscales, d'améliorations ou de restaurations politiques. Toutes ces questions ont leur valeur, mais une valeur purement secondaire. Résolvez toutes ces difficultés de la façon la plus satisfaisante, remettez l'équilibre dans le budget, restaurez même la monarchie héréditaire, et vous n'aurez qu'enrayé pour un moment le char de la société, qui s'en va roulant vers l'abîme, à moins que vous n'ayez en même temps substitué, dans l'esprit public, les sentiments catholiques aux tendances révolutionnaires. Sans doute il n'est pas à penser que la civilisation périsse à jamais sous les coups des socialistes : après que ces barbares se seraient entre-dévorés, il est presque certain que l'ordre, ramené par les vraies doctrines religieuses, refleurirait plus brillant et plus universel ; mais nous devons désirer que cette fleur éternelle s'épanouisse sans rosées sanglantes ; mais nous devons tâcher qu'elle ne soit pas la fleur des ruines et du désert.

Que le Gouvernement comprenne donc enfin la nécessité de favoriser par des secours matériels, tout en leur laissant le soleil vivifiant de la liberté, les œuvres d'éducation religieuse ; et que les chrétiens se rappellent, pour les suivre, les conseils et les exemples de la Lorraine catholique. Qu'ils sachent *aimer, espérer et croire ;* c'est en résumé la seule politique de salut pour l'intérieur du pays.

Touchant nos affaires étrangères, les écrivains de la région que nous signalons fournissent aussi de précieuses indications, en nous montrant quels importants services la France, l'Europe et le Catholicisme peuvent encore, même à présent, obtenir, à certains égards, de la maison impériale de Lorraine. — L'examen de ces questions terminera notre long travail.

CINQUIÈME PARTIE.

I

La politique extérieure est une science étendue et complète : car elle embrasse l'histoire, les institutions, les mœurs, la force spéciale et la force relative, les tendances et les desseins de chaque peuple : connaissances multiples qu'il n'est pas aisé d'acquérir de façon à pouvoir en déduire des conclusions consciencieuses.

Chacun parle cependant de politique étrangère d'après son journal, tranchant et flatteur, ou d'après quelques incomplètes études. Si nous osons effleurer nous-mêmes un si vaste sujet, que l'universelle témérité soit notre excuse et l'égide de la Lorraine notre défense.

Nous pouvons borner nos observations aux grandes puissances européennes. En effet, les Etats-Unis n'ont actuellement de haute importance que relativement à l'Angleterre. Leurs exemples politiques ont été dangereux pour nous, et, par suite, pour nos voisins; mais, plus d'à moitié guéris de l'imitation par l'expérience, nous reconnaissons que, si les Anglo-Américains prospèrent, c'est qu'un gouvernement ne leur est pas indispensable, tandis que nous avons un immense besoin d'être gouvernés. Souhaitons, en passant, au jeune peuple que l'âge mûr tienne les promesses de son adolescence, et que ses qualités le préservent des dangers nourris dans son sein : l'esclavage, l'absence de pouvoir hiérarchique, les schismes; souhaitons-lui de s'abriter un jour sous l'autorité catholique, — et jetons les yeux sur le théâtre européen.

On y voit deux vastes mouvements : le socialisme et le panslavisme, double face de la révolution permanente, double transformation nouvelle du rationalisme matérialiste et païen.

Pendant que ces deux flots sombres, soulevés par nos fautes séculaires, menacent de submerger toute puissance humaine, à quoi songent les principaux groupes européens?

L'Angleterre, à dominer tous les marchés par ses fabriques, toutes les mers par ses canons;

La Russie, à porter ses frontières des bouches de la Vistule à l'Adriatique et aux Dardanelles, en attendant mieux;

La Prusse, à devenir l'unique maîtresse de toute la Germanie;

Ces trois puissances conquérantes, à dompter la révolution chez elles, en tant qu'elles l'aperçoivent, à la maîtriser au dehors, mais à entretenir l'agitation chez leurs rivales;

L'Autriche, à combattre partout, selon ses moyens, et l'anarchie et les empiètements dangereux;

Quant à la France, attaquée d'accès périodiques de *glorieuses journées*, elle n'a plus de suite dans la pensée; cependant son cœur bondit encore quelquefois à l'appel de la justice. C'est que la France est la Jeanne d'Arc de la civilisation chrétienne : pour qu'elle vive heureuse, elle doit, l'oriflamme à la main, se précipiter contre les ennemis de la justice et de l'autorité, à la tête d'une foule chevaleresque. — Mais, l'infortunée, elle n'a pas été brûlée à Rouen; non : elle a été gardée captive, et on lui a lentement troublé l'esprit. Enivrée peu à peu de philosophisme anglo-germanique, on l'a vue, au XVIIIe siècle, se dévergonder jusqu'à l'hypocrisie puritaine, s'imprégner du venin de l'envie, insulter l'équité, proscrire la foi, haïr l'autorité, singer la grandeur et entraîner ses voisins dans une ronde frénétique; car elle est toujours assez brillante pour se faire imiter et suivre, même au sein de la folie. Au milieu de cette longue crise, sa belle nature a pris souvent le dessus et l'a portée à d'admirables actions. Ces lueurs de raison et de gloire sont devenues pendant notre siècle moins imparfaites et plus fréquentes : il y a sujet d'espérer la guérison. Plaise à Dieu que la France se rétablisse bientôt; car son mal est de ceux qui finissent par tuer, et sa mort déciderait probablement la ruine de la civilisation franco-romaine.

Plusieurs des pensées et des opinions précédentes sont familières à notre public; les autres se justifieront peut-être par l'examen succinct de la situation intérieure et relative des quatre grandes puissances : l'Angleterre, la Russie, la Prusse et l'Autriche. — Peut-être cet examen nous montrera-t-il la nécessité pour la France d'une politique extérieure sensée, forte, persévérante, et nous indiquera-t-il quelques-unes des conditions capitales de cette pression constante, efficacement réparatrice.

II

L'Angleterre a longtemps été mal appréciée chez nous; à son égard, nous avons passé par toutes les nuances possibles des sentiments exagérés : le dédain, la haine, l'admiration enthousiaste. Nous commençons

à moins envier sa position, à moins craindre sa force, à moins estimer, pour le temps présent, ses institutions parlementaires, c'est-à-dire à la mieux connaître. Nous savons depuis longtemps ce que valent ses traités et ses promesses quand ils sont opposés à ses intérêts matériels. L'histoire de sa politique ne peut quitter nos yeux : « elle est gravée dans nos cicatrices. »

Prise à vol d'oiseau, l'Angleterre est un pays magnifiquement cultivé, coupé de mille artères où circulent d'immenses richesses, défendu par une armée fidèle et brave, entouré de remparts naturels qui s'ouvrent pour accueillir et lancer des myriades de vaisseaux, triomphants escadrons marins aux couleurs anglaises ; un pays où le citoyen jouit des plus nobles libertés, où le gouvernement subsiste dans la forme la plus sublime que puisse revêtir le pouvoir humain.

Certes le spectacle est d'un grandiose merveilleux. A sa vue on est tenté de penser que l'Angleterre évitera, pendant bien des siècles encore, le destin de Tyr, de Carthage, de Venise, le destin de tous les Etats qui puisèrent dans le commerce une étonnante mais éphémère splendeur.

Etudiée dans ses entrailles, aux points de vue politique et industriel, la situation de l'Angleterre offre, au contraire, un mélancolique tableau.

Le gouvernement anglais est une république aristocratique perfectionnée par l'hérédité du pouvoir exécutif. Le prince, premier serviteur du Parlement souverain, c'est-à-dire de la nation dictatrice, est récompensé de ses services par une profonde vénération.

Cette belle forme a duré, parce que l'Angleterre, jadis moulée par les congrégations, n'a point perdu tout à fait l'esprit d'union et d'obéissance. Malgré les erreurs de sa presse et de son clergé, la nation est restée en partie fidèle aux mœurs et aux traditions catholiques. Les grands se sont montrés laborieusement dévoués à la chose publique, justes et secourables envers les subordonnés ; les petits sont demeurés soumis et respectueux. Aussi les Anglais ont-ils joui de ce mieux que tous les peuples modernes ont poursuivi et que presque aucun n'a pu conserver : la liberté politique.

Mais chaque peuple a des ennemis terribles qui le terrassent à la fin, quand il ne les combat point par la confession et la contrition : ces ennemis, ce sont les vices. Les deux principaux vices de la nation anglaise, l'ostentation et la soif du gain, sont en train de lui porter un coup mor-

tel : ils vont la faire glisser dans la république médiocratique ; et l'on sait, par nos pseudo-monarchies et par beaucoup d'autres exemples, que, de nos jours, la république médiocratique ne tarde pas à s'engloutir dans la démagogie.

La monarchie est le gouvernement par excellence pour les faibles et les malades. Elle a ses conditions d'être, sans lesquelles elle tombe, dégénérée, dans la dictature ou dans la république. Pour son existence, il faut que le prince gouverne, que les corps législatifs proposent, conseillent et obéissent ; il faut que la classe supérieure se maintienne pondératrice, par les services militaires et par les Etats provinciaux ; il faut que la presse soit maîtrisée ; il faut que l'armée demeure la garde fidèle et modeste du souverain ; il faut que les diverses portions du territoire soient équitablement traitées ; il faut que le développement de la religion soit favorisé ; il faut enfin que l'autorité suprême soit de nature patriarcale, et que, laissant aux familles soumises une certaine somme de libertés, elle les oblige à s'unir entre elles.

La république, de telle espèce qu'elle soit, n'a qu'une seule condition d'exister : c'est que le peuple ait la tête et le cœur sains, c'est que le peuple soit vertueux. Où cette condition manque, il devient inévitable que la république se livre périodiquement à d'horribles saturnales, prolongées et répétées en proportion de ses vices. Or, la vertu n'existe aujourd'hui généralement dans aucun des grands Etats européens, quoique la majorité de l'Europe vive sous un régime républicain plus ou moins déguisé[1]. Par exemple, les qualités de la nation anglaise, qui forment sa défense, sont de plus en plus profondément entamées par ses deux vices capitaux.

Ce sont l'orgueil et la cupidité [2] des Anglais qui ont causé l'épouvantable cancer de l'Irlande ; ce sont les mêmes vices qui ont détaché d'eux leur grande colonie américaine ; ce sont les mêmes vices qui ont donné à leur industrie des proportions démesurées, et qui font d'eux un peuple marchand imposant ses marchandises la torche et le poignard à la main, un irréconciliable antagoniste du mieux-être d'autrui.

Il n'est pas besoin d'être prophète pour prévoir et prédire que la punition de ces fautes ressortira de leurs conséquences ; punition terrible,

[1] Ne doit-on pas, en effet, considérer comme état républicain tout état où la nation exerce le pouvoir principal par des délégués électifs et amovibles?

[2] Est enim et turpis quo animus seipso inferiora sectatur, quæ magis propriè cupiditas dicitur, omnium scilicet malorum radix. (SAINT AUGUSTIN.)

à laquelle coopéreront, comme principaux acteurs, et l'Irlande, et la colonie américaine, et les fabricants anglais eux-mêmes, et les révolutionnaires de l'intérieur et de l'étranger.

III

L'Irlande est encore la vaillante épée de la grandeur anglaise, dont elle fut la victime ; mais, plus d'un symptôme l'indique, le jour viendra où les ferments attisés par l'Angleterre à l'étranger mettront le feu à l'Irlande. A ce moment le chartisme sortira probablement des ténèbres où la cupidité des fabricants couve pour le socialisme toute une population païenne. A ce moment les serpents qu'Albion lance sur le continent se retourneront dans sa main pour la mordre. La médiocratie industrielle, qui devient prédominante, hâte la venue de ce jour-là, et la concurrence des Etats-Unis en est la principale cause.

L'ancienne colonie américaine des Anglais est encore leur marché le plus considérable ; mais elle leur fait une concurrence formidable depuis 1812. Ses manufactures fournissent de bons tissus à un taux si bas que la fabrique anglaise a dû améliorer ses produits et en diminuer le prix de plus de moitié. Ce problème a été résolu par une extrême simplification de travail; mais cela n'a pas suffi. La progression américaine continuant, il a fallu baisser les salaires, déjà fort minces ; de sorte que les ouvriers eussent eu l'option entre la famine et la révolte, si le gouvernement n'avait pas réduit le prix des céréales par l'abolition des droits qui protégeaient l'agriculture anglaise.

Mais alors la concurrence des grains étrangers a frappé rudement l'aristocratie et les cultivateurs, c'est-à-dire la moelle gouvernementale et conservatrice de l'Angleterre. La valeur et le revenu de la propriété foncière ont baissé d'un quart. La plupart des grandes maisons étaient trop riches pour chanceler sous le coup ; mais beaucoup de moyennes fortunes territoriales, ébranlées par l'ostentation, ont été mortellement atteintes. La noblesse et les tenanciers, se voyant sacrifiés à la classe industrielle, l'ont attaquée à leur tour avec tant de vigueur que, pour demeurer maîtresse du terrain, il lui a fallu donner le doigt au radicalisme. Or, la démagogie est bien « cet engrenage impitoyable, cette machine aveugle et sourde » qui étreint et déchire peu à peu toute la proie dont elle a saisi un lambeau. La médiocratie anglaise a dû souscrire à la réforme électorale, flatter et fortifier les démocrates des trois royau-

mes, fournir des conseils, des armes et un asile aux démagogues étrangers : l'appui des radicaux était à ce prix. Les industriels anglais se sont prêtés de bonne grâce à ces concessions et à ces manœuvres ; car l'orgueil et l'intérêt les soulèvent contre leur propre aristocratie, et les mêmes vices les ont toujours rendus hostiles à la paix intérieure des peuples rivaux. Voilà donc la main de l'Angleterre engagée dans la machine démagogique. Pour s'arracher de là, aura-t-elle la courageuse raison de s'amputer un membre, sacrifiera-t-elle une partie de sa production industrielle et de sa puissance maritime? — Nous en doutons ; car, dans les trois quarts de l'Europe, la médiocratie, rassurée par la lenteur de la roue démagogique à laquelle elle s'est abandonnée, s'étourdit sur la souffrance et le péril, et semble même fière d'être attachée à la roue, parce que du haut de ce pilori elle trône un instant sur les nations.

La démagogie monte lentement en Angleterre, plus lentement qu'ailleurs, à cause des qualités civiques non encore éteintes chez la majorité des Anglais. Il y a même des temps d'arrêt, des reflux apparents du flot démolisseur ; mais on ne gagne pas grand'chose au retard dans les pays rationalistes : le flot qui semble reculer se glisse sourdement dans le sol et le dissout peu à peu. Toute nation attaquée ainsi est perdue, à moins qu'elle ne se cimente par le courage et la piété ; car la piété n'est pas seulement la révérence de la nature divine, elle est aussi le culte actif de la famille et de la patrie ; et le courage n'est pas seulement le mépris du péril, il est encore l'acceptation des labeurs ; l'âme courageuse, c'est l'âme élevée qui embrasse avec ampleur les grandes choses, l'âme confiante assez sûre d'elle-même pour aborder avec espoir les nobles travaux, l'âme patiente qui se soumet sans cesse aux travaux utiles, l'âme persévérante que rien n'ébranle dans la défense des vérités acquises. Cette âme pieuse et vaillante, l'Angleterre l'a possédée ; mais il ne lui en reste que des débris insuffisants.

Aussi, du milieu de ses plus sages docteurs s'élève un long cri de détresse. Ils s'aperçoivent que la vie s'éteint dans le corps imposant de leur Eglise ; ils s'éloignent successivement de la moribonde. Les uns tombent plus bas, dans quelque secte nouvelle ; les autres remontent au Catholicisme et le répandent ; mais il est douteux que leurs efforts soient bénis au point de vue de l'Angleterre. Dieu l'épargnera peut-être ; car sa miséricorde est incommensurable. Cependant la superbe a jeté au vent les cendres de ses saints ; elle a brisé les statues de l'avocate des pécheurs ; elle a blasphémé et persécuté le divin Médiateur dans le sacre-

ment d'amour. Selon les jugements humains, un repentir sincère pourrait seul éloigner d'elle un châtiment formidable. Si l'orgueil de la raison et de la vie continue à dominer chez elle, les Mongols viendront à son heure. « Parce qu'elle a dit dans son cœur, je suis sur le trône royal, je ne suis point veuve et je ne verrai point de deuil, ses plaies, la mort, le deuil et la famine lui arriveront en un même jour, et elle sera brûlée dans le feu, parce que Dieu qui la condamnera est puissant..... Les marchands de la terre s'écrieront en pleurant et en s'affligeant : Quel malheur ! quel malheur que cette grande ville, où tous ceux qui avaient des vaisseaux sur la mer se sont enrichis, ait été détruite en un moment ! » Mais l'Eglise, tout en priant pour la suppliciée, devra dire avec l'Évangéliste : « O ciel ! ô saints apôtres et saints prophètes ! réjouissez-vous de ce qu'elle est traitée de la sorte ; car c'est Dieu qui vous a vengés d'elle. »

IV

Récapitulons les périls de l'Angleterre.

Elle est menacée, non-seulement par les fabriques, mais aussi par l'or des Etats-Unis. La découverte de l'Eldorado californien aura pour conséquence une grave dépréciation monétaire qui atteindra les banques nationales et les capitalistes industriels. Malgré son habileté, l'Angleterre aura bien de la peine à surmonter la crise sans dangereuses perturbations.

Elle est menacée par notre commerce, tout languissant qu'il soit ; car il nous suffirait de vingt ans de confiance et de calme pour qu'il devînt redoutable à l'industrie anglaise, acculée déjà par la fabrication américaine. Vingt ans de progrès maritime nous suffiraient aussi pour que nos vaisseaux, appuyés par les flottes secondaires et favorisés par la vapeur, fussent en état d'affronter les flottes de l'Angleterre.

Elle est menacée par les Russes, qui marchent victorieusement depuis un siècle contre les Indes ; ils ont devant eux quatre futures étapes : Bagdad, Ispahan, Constantinople, Khiva. S'ils en atteignent une seule, soudain l'Angleterre tremble et chancelle.

Elle est menacée, en somme, par la France, l'Amérique et la Russie, puissances auxquelles le calme suffit pour qu'elles remportent à la longue la victoire sur l'Angleterre.

Elle est menacée, enfin, par la révolution ; car le panthéisme démagogique doit gagner tôt ou tard les démocrates irlandais, la plupart des sec-

taires dissidents de l'anglicanisme, presque tous les radicaux anglais. Advienne une perturbation industrielle ou politique dans la républiqne anglaise, la population ouvrière se résignera difficilement à la paix et à la faim. Une fois entamée, la lutte durerait longtemps peut-être ; mais elle ne pourrait qu'être fatale à la puissance britannique.

Durant l'époque de sa grandeur, l'Angleterre, forte de son isolement et sûre de son armée, pratique la politique de non-intervention, c'est-à-dire empêche la répression du désordre et délivre des laissez-passer à toutes les révolutions continentales. Aux jours de ses luttes intestines et de sa décadence, les puissances du continent, voyant l'incendie isolé, pourront bien se contenter d'un blocus, et vouloir jouir à leur tour des bénéfices de la séparation. Qui sème le vent récolte la tempête.

V

En attendant que l'Angleterre à venir ou s'affaisse selon nos prévisions, ou triomphe selon nos vœux, devons-nous renoncer à l'alliance de la nation anglaise par répulsion de ses fautes et de ses vices?

Hélas! lequel des peuples contemporains est exempt de défauts? lequel suit franchement une politique de réparation et de salut?

Il nous est permis d'observer combien la confiance de l'Angleterre en elle-même est mal justifiée, combien sa décadence est probable au point de vue humain. Mais Dieu peut la transformer, faire d'elle un instrument de conservation, et nous n'avons pas le droit de repousser notre voisine avant de nous être montrés plus sages qu'elle. Il est vrai qu'elle nous a combattus avec un cruel acharnement dans le temps passé ; mais nous lui avons rendu mal pour mal en contribuant à l'émancipation des Etats-Unis. Depuis 1815, elle a quelquefois intrigué contre notre pavillon : c'est aussi, peut-être, notre flotte qu'elle attaque indirectement quand elle essaie d'affaiblir et d'accaparer toutes les marines secondaires. Cependant, en somme, la peur de la Russie et de l'unité germanique l'a rapprochée de nous. Elle nous laisse deux preuves de ses sentiments bienveillants : Alger[1] et O'Tahiti. Le machiavélisme de la politique anglaise nous est connu. Surveillons-la, mais ne la regardons pas

[1] Au fameux banquet de Portsmouth, en 1847, les généraux anglais burent à la future civilisation de l'Afrique par nos conquêtes. Si les Anglais avaient voulu nous enlever l'Algérie, de 1830 à 1836, il est probable qu'ils y auraient réussi. Nous ne pourrions non plus leur disputer sérieusement nos stations de l'Océanie.

comme nous étant essentiellement hostile ; car s'il importe aux Anglais de nous primer, il leur importe plus encore de nous ménager et de nous conserver contre la Russie.

Cette terrible ennemie, qui les attaque dans tout l'Orient, n'est jamais stationnaire ni jamais vaincue. Selon sa coutume, elle prélude actuellement par la propagande à l'invasion. En Bulgarie, en Bosnie, à Candie, à Samos, dans toute la Grèce, on trouve la main remuante des agents russes. Les Anglais savent que la force seule est respectée des Orientaux : aussi abusent-ils de la force. Les cruelles exécutions dans les îles Ioniennes [1] et les vexations contre la Grèce avaient sans doute pour but principal de déprécier le drapeau russe en face de l'Orient ; c'est pourquoi la masse du public anglais les a tolérées. La même nation paraît approuver aussi la persévérance avec laquelle son gouvernement réclame les îlots de Sapienza et de Cervi, îlots stériles, mais qui commandent deux vastes rades par lesquelles on pourrait débarquer des troupes sur les frontières turques.

Depuis quelques mois notre politique a été sage et digne en Orient. Nous nous sommes unis à l'Angleterre pour protéger la Turquie contre les menaçantes réclamations des Russes, et nous les avons empêchés par là d'élargir les brèches du rempart qui ferme la Méditerranée à l'invasion moscovite. Nous avons refusé plus tard de nous associer aux déprédations de lord Palmerston contre un petit peuple, trop dépendant des Russes, mais toutefois soumis à notre protection. Dans l'une et l'autre circonstance, le succès a récompensé notre juste fermeté. Nous serions sans doute également heureux, si nous avions assez d'énergie et de bon sens pour vouloir ressaisir notre ancien protectorat des Lieux Saints et des chrétiens de Syrie : là encore l'Angleterre finirait par céder à nos prétentions, de crainte de la Russie.

En résumé, la bienveillance relative que l'Angleterre nous témoigne, sa demi-alliance avec nous, ont fait gagner à l'Occident « de n'avoir rien perdu matériellement » depuis trente ans, vis-à-vis des Slaves. « Résultat modeste ; résultat qui, néanmoins, dans une autre combinaison, n'était nullement assuré. » Nous devons tâcher de conserver le bénéfice de cette demi-union, « sans descendre à des courbettes envers personne, sans renoncer, ni au droit d'agir seuls quand il y va de notre honneur, ni à celui d'attendre des excuses, quand un étourdi nous aura

[1] Les Anglais ont pendu vingt-cinq individus, ils en ont fouetté cruellement soixante-treize autres dans les îles Ioniennes, en châtiment de légers troubles.

marché sur le pied. » Rappelons-nous que « l'Angleterre nous a donné plusieurs preuves d'un commencement d'amitié, très-étonnant d'après ses antécédents et les nôtres ; amitié faible et naissante, mais cependant très-réelle, » qui s'explique par les conditions dans lesquelles se trouve l'Europe ; et concluons ceci de notre examen de la politique anglaise :

« En général, et sauf des altercations passagères, comme les épisodes Palmerston, nous pouvons entrer dans l'alliance britannique avec beaucoup moins d'appréhensions de disputes et d'ennuis qu'on ne prétend ; avec beaucoup moins de sacrifices qu'on ne dit, même en fait de simple amour-propre. »

La France sera mise tôt ou tard en demeure de prendre parti dans la querelle entre l'Angleterre et la Russie : nous devons nous prononcer pour la première, attendu que « l'alliance russe cache à la fois honte et péril. »

Honte : « Car il y aurait manque de justice évident, énorme, à ranger dans la même classe une nation chez qui peut librement se formuler toute conviction morale, avec la race qui opprime et fait avorter toute pensée. » Honte : car il serait révoltant de placer même de niveau, dans nos appréciations, le gouvernement protestant, mais décent, tolérant, éclairé, dont les pseudo-prélats sont au moins graves, et qui laisse la foi romaine se répandre sans entraves..., avec le pouvoir grossièrement schismatique » qui courbe soixante millions d'hommes sous une caricature de synode, présidée par un capitaine aux gardes, » avec le pouvoir qui a livré tant de catholiques aux persécutions de ses popes ignorants et cruels ;

Péril évident, péril aussi grave que certain ; car, « si l'Angleterre a intérêt à nous primer, la Russie a intérêt à nous détruire ; cela concorde avec ses plans de domination universelle[1]. »

Un coup d'œil sur l'histoire des envahissements moscovites ne mettra que trop aisément en lumière les preuves à l'appui de ces concluantes réflexions.

VI

Nous avons moins souvent lutté contre l'empire moscovite que contre l'Angleterre : « Aussi l'aversion pour celui-ci n'est-elle en France ni

[1] *L'Espérance de Nancy. — Lettres sur la politique générale*, par M. G. de Dumast.

profonde ni proverbiale. Ses crimes ne sont connus que des hommes instruits; sa progression menaçante ne frappe que les penseurs.

« D'ailleurs, aussi fine que forte, la Russie n'a point la morgue britannique. Trop solidement ambitieuse pour convoiter les apparences du pouvoir, dont elle veut LA RÉALITÉ, elle n'a garde de troubler, par des provocations irritantes, les crédules persuasions de qui la suppose lourde et pacifique, de qui ne s'épouvante pas d'elle, faute de la rencontrer sur son chemin. Le formidable organisme du Nord travaille en silence chez lui, et, de préférence, sur ses derrières. Pendant que sa puissance grandit, que ses flottes et ses armées s'augmentent, que ses arsenaux se remplissent; que ses colonies militaires, ses enrôlements de vassaux jadis libres, ses routes, ses constructions, ses manufactures, — ses mines d'or exploitées dans l'Oural, ses plantations au bord de la mer Caspienne et de la mer Noire, — lui permettent d'amasser des ressources toujours croissantes; le géant, d'autant moins pressé d'agir qu'il est plus sûr des résultats, le géant se fait doux et bonhomme; au besoin, il se ferait bête. — A d'autres, moins madrés que lui, de se complaire dans la bravade! Qu'ils se posent en rodomonts, et livrent ainsi leurs secrets avant l'heure : lui, jamais il n'insulte personne..... jusqu'au jour où, tenant les gens sous sa main, il peut, avec un rire sardonique, les déchirer, les hacher à coups de fouet[1]. »

Ce portrait, si vigoureux et si sévère, est-il ressemblant? Nous allons en juger; car il est temps que chacun se rende compte des forces, des projets, des tendances et de la politique habituelle de la Russie. Aucune étude politique n'est frappante comme l'examen historique de ses progrès inouïs.

VII

La Russie a dormi au berceau jusqu'au XVe siècle. Les petits Etats des Normands, ses fondateurs, s'étaient réunis entre les mains de Wladimir-le-Grand; mais il les divisa de rechef entre ses douze enfants, et le pays morcelé devint esclave des Mongols, jusqu'au règne de Wasilei-Iwanowitsch, qui affranchit et ressuscita la nation russe.

Ce prince laissa un empire vaste, mais à demi-barbare, mal peuplé, isolé de l'Europe civilisée, sans communications, sans armée; pas un seul vaisseau russe ne flottait dans l'unique port de Russie, Archangelsk.

[1] *De la politique générale à suivre par la France.*

L'homme qui, le premier, eut conscience de la force et des destinées du peuple russe, ce fut Pierre-le-Grand.

Il comprit le naturel malléable et persévérant, l'esprit belliqueux et patriotique de ses sujets. Il se persuada qu'il était possible de briser leurs volontés, de ployer clergé, noblesse, paysans, sous une dictature militaire, et de la nation moscovite il fit un régiment d'esclaves conquérants. Quand le Richelieu du Nord eut accompli par la terreur cet ambitieux dessein, illuminé d'un autre éclair de génie païen, il conçut un plan complet dont l'immensité étonne. Les fleuves et les mers sont les artères du monde : qui les possède est maître de la sève et de l'existence du corps. Pierre voulut que la Russie conquît le Nord par la possession de la Baltique, l'Europe méridionale par la possession de la mer Noire, l'Orient tout entier par la possession de la mer Caspienne, enfin la domination de l'Allemagne par la possession de la Vistule et du Bas-Danube. Ce plan gigantesque, dont l'exécution devait rendre la Russie maîtresse de tout l'ancien continent, Pierre-le-Grand l'indiqua complétement à ses successeurs; il en toucha toutes les lignes de la pointe de son épée; il montra même par quelle politique patiente, astucieuse et cruelle, il était possible de l'accomplir.

Tous ses héritiers ont avancé, sans hésitation, dans la voie qu'il avait frayée. Comme ils avaient un système préconçu, un but précis, leur marche envahissante a obtenu de prodigieux succès.

Obligés de nous borner, nous ne dirons pas ici par quelle série de perfidies, de combats et de cruautés, les Moscovites se sont emparés de la Vistule et de la Baltique. C'est d'ailleurs une histoire assez connue. On sait comment Pierre divisa les Polonais, les maîtrisa, et se servit d'eux pour écraser les Suédois. On sait comment, réclamant un droit factice au *protectorat* de la Livonie, il s'acharna pendant vingt ans contre la Suède, jusqu'à ce qu'il en eût pris et gardé la plus importante province. On n'ignore pas comment il imposa ensuite à la Pologne son *protectorat :* on se souvient que, depuis son règne, les agents russes ne cessèrent de troubler ce royaume, jusqu'à ce qu'il fût devenu tout à fait dépendant de la Russie ; on se rappelle avec quelle terrible lenteur les Russes se sont assurés de cette proie, comment ils ont mis cinquante ans à la *protéger,* vingt-trois ans à la partager, plus d'un siècle à en détruire la nationalité. On connaît la façon dont la Russie s'est arrogé le *protectorat,* puis la propriété de la Courlande. On n'a pas oublié comment elle avait sacrifié la Prusse, à la paix de Tilsitt, ni comment elle avait osé

9

accepter, à la paix de Vienne, une partie de la Galicie arrachée à l'Autriche. On se rappelle de quelle manière elle a enlevé, en 1809, la Finlande à la malheureuse Suède, lorsque Napoléon commit l'énorme faute de livrer les Suédois à son nouvel allié Alexandre, et au roi de Prusse, devenu de rechef satellite de celui-ci. On a pu savoir, par expérience, quel mince respect avait pour les droits de la guerre et pour la parole donnée, ce czar, frotté de tant d'élégance et d'*humanisme*. Ses constantes intrigues avec l'Angleterre, la violation de la capitulation de Dantzik, les pillages impunis des Cosaques dans nos provinces, les supplices infligés à nos prisonniers, sont des souvenirs encore vivants dans notre pays.

L'histoire de la marche conquérante des Russes vers le Bas-Danube, la Caspienne et la Méditerranée, est, au contraire, fort peu connue. Il est utile de la remettre en mémoire, afin que l'on puisse embrasser d'un coup d'œil l'ensemble de la politique moscovite [1].

VIII

Pierre commença ses grandes entreprises en s'emparant brusquement d'Azof et de Taganrog, par lesquels il espérait faire passer le commerce de l'Orient. Pour diriger les caravanes vers ces débouchés, il envoya des émissaires explorer l'Asie centrale, jusqu'à l'intérieur de la Chine, et il établit des commerçants aux Indes. Après avoir battu la Suède à Pultawa, et par là conquis la Baltique, il se tourna contre la Turquie, à laquelle il espérait enlever la mer Noire et le Bosphore même, à l'aide des Valaques, qu'il avait séduits. Mais s'étant laissé enfermer dans les marais du Pruth, il fut obligé de signer le traité de Falksen, qui stipulait la restitution de Taganrog et d'Azof. Lorsque le péril eut cessé, Pierre refusa de payer le prix de son rachat; il fallut une coalition des puissances étrangères avec la Turquie pour l'obliger à évacuer la mer d'Azof.

Repoussé dans cette attaque de front, il assaillit la position à revers. Un soi-disant ambassadeur, le prince Békowitsch, partit pour Khiva, avec une armée pour escorte. Dès son arrivée, il s'empara du pays, mais il commit l'imprudence de disperser le corps d'occupation : les habitants massacrèrent cette armée, à l'exception de quelques individus, qui demeurèrent esclaves toute leur vie.

[1] Nous engageons nos lecteurs à suivre le récit sur la carte géographique.

Le czar ne se découragea pas. Un autre ambassadeur se rendit en Perse, et conclut avec Schah-Hussein un arrangement qui assurait à la Russie presque tout le commerce persan. En guise de remerciements, l'envoyé excita Mir Weis et les Afghans à traîtreusement attaquer le souverain. Celui-ci, trop faible, implora l'appui des Russes : Pierre s'empressa de le lui promettre, le nomma dans un manifeste « son bon ancien ami, son grand ami et voisin, son cher ami, » et partit avec cinquante mille soldats. Quatre à cinq cents navires, construits en un clin d'œil et montés par trois mille matelots, portèrent l'infanterie à travers la Caspienne; la cavalerie suivit le chemin de terre. L'armée fondit sur la Perse, prit Derbend, le Ghilan; et assiégea Bakou. La Turquie frémissante fut contenue par la France et l'Autriche, qui croyaient bonnement la Russie une fidèle alliée du schah. Après une longue résistance, Bakou se rendit, sur l'invitation du plénipotentiaire persan, Ismaël Beg, que les Russes avaient corrompu. Ce traître leur céda, au nom de son maître, non-seulement les provinces de Daghestan et de Ghilan, qu'ils occupaient, mais encore celles de Mazandéran et d'Astrabad, et même Schamaki, possédé par les Turcs, c'est-à-dire toute la côte persane de la Caspienne, toutes les contrées séricicoles du royaume. Le schah[1] désavoua le traité; quoique serré de près par les forces supérieures des Afghans, et quoique attaqué par plusieurs feudataires révoltés, il envoya des troupes contre les Russes : mais Pierre conserva facilement ses positions; et il négociait avec la Porte le démembrement total de la Perse, à l'instant où la mort l'atteignit (1725).

Sa veuve laissa aux Turcs la Géorgie, et céda aux Afghans le Mazandéran et Astrabad, pour s'assurer la possession des trois autres provinces.

Mais la Russie ne put la conserver cette fois. Bientôt Nadir chassa les Afghans, s'empara du trône (1734), battit les Turcs, reconquit la Géorgie, et intimida les Russes au point que ceux-ci, menacés de voir s'insurger les provinces qu'ils avaient tyrannisées, les restituèrent, sans même essayer de les défendre. C'est à cette époque que l'influence anglaise combattit pour la première fois la Russie en Orient. Deux Anglais, Elton et Wodrow, créèrent alors à la Perse, sur la Caspienne, une marine supérieure à la marine russe; et c'est probablement d'après leurs conseils que Nadir força la Russie de renoncer à la navigation de la mer d'Azof.

[1] Schah Tamasp, fils de Schah Hussein, que les Afghans avaient fait prisonnier.

Le mouvement rétrograde des Russes ne fut pas de longue durée. Ils parvinrent à contracter alliance avec une partie des Tcherkesses, puis avec les Kalmouks et les Tartares Nogaïs. Entre le faible et le fort, de l'alliance au protectorat il n'y a qu'un pas : il fut vite franchi. Bientôt les protecteurs devinrent des maîtres, puis ensuite des tyrans. Pour s'affranchir de leur joug affreux, cinq cent mille Kalmouks émigrèrent jusqu'en Chine (1771), et plusieurs tribus tcherkesses abjurèrent le christianisme, dans l'espérance, qui fut déçue, d'obtenir l'appui des Turcs.

La Turquie ne put se défendre elle-même contre la terrible Catherine II. « Par amour *de la justice et de la paix,* » l'impératrice avait imposé pour roi aux Polonais son favori, Poniatowski, et elle l'avait appuyé de troupes auxiliaires : celles-ci, successivement augmentées, étaient devenues une grande armée d'occupation, qui prenait violemment possession du pays. La Turquie, épouvantée d'un si dangereux voisinage, somma les Russes d'évacuer la Pologne. Catherine, dont le plan était fait, répondit à la sommation par une double attaque sur terre et sur mer. L'Europe étonnée vit une flotte russe paraître dans la Méditerranée, anéantir la marine ottomane, allumer la révolte en Grèce, en Égypte, en Syrie, pendant que Romanzoff, Panin, Todtleben, Suwarow et Dolgorouki battaient les Turcs sur presque toutes les frontières de l'Empire et convergeaient vers Constantinople. La Turquie fut obligée de signer (1774) le traité de Kaïnardgi, « qui contenait en germe le traité d'Andrinople et toutes ses conséquences. Depuis lors se précipite le torrent des prospérités de la Russie, qui menace de tout emporter sur son passage[1]. » La Russie acquit les Cabardies, Azof, Taganrog, Kertch, Kinburn ; elle obtint le passage des Dardanelles pour ses vaisseaux de guerre isolés et pour tous ses navires de commerce ; elle avança ses frontières jusqu'au Bog, et s'assura la conquête de la Crimée, en la faisant déclarer indépendante.

Aussitôt que cette importante presqu'île eut été affranchie de la suzeraineté ottomane, la Russie, s'en arrogeant *le protectorat* selon sa coutume, entoura le khan de proconsuls. Les Turcs tâchèrent de s'opposer à cette usurpation, mais alors les Russes recommencèrent la guerre. Potemkin franchit avec une grande armée la ligne du Caucase : Suwarow envahit le Khouban. Une révolution, déterminée par les agents moscovites, chassa le khan de Crimée : les Russes déclarèrent le trône électif, firent nommer un nouveau khan, Skahin Ghéraï, et lui persua-

1. Hammer, *Histoire de l'empire ottoman.*

dèrent d'accepter des troupes pour expulser les Turcs de l'île de Taman. L'armée auxiliaire entra en Crimée ; mais, au lieu d'attaquer les Turcs, elle s'empara, de force ou par trahison, des places du pays, occupa toute la péninsule, et contraignit le malheureux peuple à prêter serment à l'impératrice. Comme il y avait de l'agitation, du mécontentement, chez la nation trahie, le général en chef ordonna à son cousin, Paul Potemkin, de mettre les mécontents hors d'état de nuire, et ce monstre fit massacrer de sangfroid *trente mille* Tartares, des deux sexes et de tout âge. C'est ainsi que la Russie s'appropria la Crimée, et se rendit maîtresse de la mer Noire et de la mer d'Azof [1].

Catherine ne fut ni moins cruellement perfide ni moins heureuse dans ses perfidies, du côté des grands vassaux de la Perse. Elle trouva dans le possesseur de la Géorgie, le wally Héraclius, un caractère vaniteux et faible : elle le décida à se détacher de la Perse, puis à reconnaître la suprématie moscovite, par le traité de Georgiewsk (1783), qui lui conféra en récompense la dignité royale, héréditaire en sa famille. Deux ans après, le même Paul Potemkin se rendit à Tiflis, prit le commandement du pays, incorpora aux troupes russes l'armée du roi Héraclius, et força les Géorgiens à construire, à leurs propres frais, une route qui conduisait aux nouvelles acquisitions de la Russie [2]. On laissa l'ombre de monarque mourir sur une ombre de trône : mais après sa mort, un ukase réunit la Géorgie à l'empire moscovite. Le souverain dépossédé, Gourkin Khan, expira de désespoir. Sa veuve, que le général Lazareff avait osé saisir à bras le corps, en voulant l'enlever de Tiflis, sa veuve n'hésita pas à le poignarder, vengeant ainsi du moins sa dignité souveraine [3].

Des moyens progressifs absolument semblables, — séductions, honneurs, protectorat, envahissement, tyrannie, — furent employés avec le même succès contre les Iméréliens, et les soumirent à la Russie.

Le règne de Catherine II se termina brillamment par sa troisième guerre contre les Turcs. Cette princesse avait poussé à la révolte le bey d'Egypte, une partie de la Grèce, et vivement encouragé les prétentions des Moldo-Valaques à l'indépendance. La Porte fut donc obligée de re-

[1] Le khan de Crimée, transporté en Russie, y languit quelque temps dans la pauvreté. Il se réfugia ensuite en Moldavie, et de là à Rhodes, où il fut étranglé par les Turcs dans la maison du consul de France.

[2] Héraclius avait rendu de grands services à la Russie dans la guerre de 1769 contre les Turcs : mais la Rome moderne ne se pique pas plus de reconnaissance que ne le faisait l'ancienne.

[3] L'empereur Paul laissa ce meurtre impuni.

prendre les hostilités contre elle. Alors l'impératrice offrit à la France et à l'Autriche de partager la Turquie. Louis XVI eût obtenu l'Egypte pour sa part, et Joseph II la majeure partie des Principautés danubiennes. L'Autriche seule accepta l'arrangement; mais l'opposition des Hongrois et la révolte du Brabant l'obligèrent elle-même à faire sa paix particulière, après deux campagnes malheureuses. L'Angleterre, la Suède et la Prusse se coalisèrent, au contraire, avec les Turcs contre la Russie, et celle-ci courait de graves dangers, lorsque la révolution française força les rois confédérés à réserver toutes leurs ressources pour combattre l'anarchie[1]. Abandonné de tous et nécessairement battu, le sultan ne put que se soumettre, et Catherine, par le traité de Yassy (1792), avança ses limites jusqu'au Dniester, ce qui ouvrit la mer Noire à ses provinces polonaises. La Turquie fut obligée en outre de garantir aux Russes la possession de la Géorgie et de l'Imérétie.

L'Impératrice n'échoua guère dans ses plans de conquêtes que sur la mer Caspienne, où ses agents eurent affaire à un coquin encore plus madré qu'eux. Elle avait équipé sur cette mer une flotte, qui, après avoir détruit tous les autres vaisseaux, portait le trouble et la dévastation dans les provinces persanes. Le chef de l'escadre, Woïnowitch, avait même bâti et armé une citadelle sur le sol persan, auprès d'Astrabad. Mais un des petits despotes qui tyrannisaient alors la Perse démembrée, Aga-Mahmed, s'empara par trahison du commandant et de tout son état-major, et après avoir fait subir le traitement le plus ignominieux aux officiers russes, il les contraignit à démolir le fort. Catherine essaya de se venger en lui suscitant un dangereux rival, nommé Hadayout-Khan: mais, cette fois encore, Aga-Mahmed la battit par la ruse; il parvint à corrompre les propres émissaires de l'impératrice, qui lui livrèrent son compétiteur. Cet habile fourbe s'empara plus tard de toute la Perse, mais il ne réussit pas à la rendre assez calme et assez forte pour résister aux Russes.

IX

Alexandre connaissait bien la faiblesse de la Perse; car, à peine monté

[1] L'Angleterre avait équipé une flotte considérable destinée à la Baltique. En l'apprenant, Catherine dit à l'ambassadeur anglais: « Votre cour veut me chasser de Saint-Pétersbourg; elle me permettra, je l'espère, de me retirer à Constantinople. » On sait que Catherine songea alors à envoyer une armée dans l'Inde, par Bokkara et le Cachemire, pour chasser les Anglais et restaurer le trône du grand mogol sous le protectorat moscovite.

sur le trône, il mit la main, en pleine paix, sur la Mingrélie, sans avoir de motif plausible qui justifiât cet envahissement, sans même en alléguer aucun. Il saisit ensuite, pour attaquer directement la Perse, l'occasion fournie par la révolte du gouverneur d'Erivan (1804). Le schah implora Napoléon, qui lui promit des subsides et des troupes, mais qui se contenta de lui envoyer le général Gardanne et quelques officiers distingués de toutes armes. Ceux-ci reconstruisirent les principales forteresses ; ils reformèrent et instruisirent l'armée persane, avec laquelle ils devaient tâcher d'attaquer l'Inde anglaise. Mais, à force d'or et d'intrigues, les Anglais parvinrent à évincer les Français et à leur enlever le commandement des troupes (1810). Après avoir beaucoup ménagé les Russes dans les campagnes suivantes, ils s'entremirent, en 1814, pour négocier la paix, parce qu'ils avaient besoin de toutes les forces de la Russie contre la France. Alexandre leur vendit cher ce secours : par le traité de Gulistan, il se réserva toutes ses conquêtes, c'est-à-dire la Mingrélie, le Daghestan, le Schirvan, le Schéki, le Karabaugh, Derbend et Bakou ; sa diplomatie trompa même les plénipotentiaires anglais, et, contre leurs intentions, prit possession des contrées de Moghan et de Talisch. Ce traité a rendu la Russie souveraine absolue de la mer Caspienne.

Alexandre ne fut pas moins heureux dans ses guerres contre les Turcs. Napoléon l'obligea, il est vrai, lors de la paix de Tilsitt, à évacuer les provinces roumanes, que les Russes ont tant de fois envahies depuis 1721, et qu'ils n'ont jamais lâchées sans beaucoup de regret. Mais, dès 1808, le czar attaqua de rechef les Turcs, les battit partout, et leur imposa le traité de Bucharest, qui lui donna la Bessarabie et les bouches du Danube. Certaines clauses obligeaient les Turcs à démolir plusieurs forteresses en Servie : ils exécutèrent loyalement ces dures conditions. Alexandre, de son côté, s'était engagé, par d'autres articles, à restituer Anapa et quelques autres places ; il en ajourna la reddition jusqu'à la chute de Napoléon ; alors, n'ayant plus rien à craindre, il refusa nettement de s'en dessaisir.

La Porte, très-affaiblie, dévorait en silence ses humiliations et n'aspirait qu'à la paix intérieure. Cela même ne faisait pas l'affaire de la Russie. Ses agents poussèrent à la révolte toutes les populations chrétiennes de la Turquie d'Europe. Qu'on ne l'oublie pas, ce furent des officiers russes qui donnèrent, en 1821, la première impulsion à l'insurrection des Grecs. Lorsqu'elle eut éclaté, le gouvernement moscovite offrit à la

Turquie sa protection contre les insurgés. Le sultan, qui connaissait le voisin, refusa ses offres. Alors la Russie affecta le plus vif mécontentement ; elle rompit ses relations diplomatiques, et décida le prince royal de Perse à envahir l'empire Ottoman, malgré le shah, son père. Hors d'état de tenir tête à la Russie sur le champ de bataille, la Porte implora le secours du congrès de Vérone, qui reconnut formellement au sultan « le droit de refuser toute intervention étrangère entre lui et ses sujets, soit chrétiens, soit mahométans. » Mais la cause grecque devint tellement populaire en Europe que, pour empêcher les Russes, favorisés par l'opinion publique, de prendre seuls la défense de la Grèce, et de s'emparer de Constantinople, la France et l'Angleterre se joignirent à l'intervention moscovite, et conclurent l'alliance de Londres (1827). A peine cet arrangement était-il signé, que la diplomatie russe offrit au Divan de ne plus s'ingérer dans les affaires de la Grèce, s'il voulait lui reconnaître le *protectorat* des Moldo-Valaques. Le sultan effrayé fit cette concession, par la convention d'Akerman. Les Russes n'en proposèrent pas moins aussitôt à la France et à l'Angleterre de s'emparer des Principautés et d'aller dicter la paix à Constantinople. Les puissances occidentales se gardèrent bien d'y consentir. La Russie protesta contre leurs ménagements, et, pour se dédommager, saisit sur les Persans les provinces d'Erivan et de Nukhivan (1828), sous prétexte que, pour couper court à toutes chicanes, à toutes craintes futures de ce côté de l'Orient, il lui fallait avoir une frontière forte et bien délimitée comme celle de l'Araxe. La Perse se laissa dépouiller, et s'engagea même, par la paix de Tur-Kmantschaï, à ne plus avoir de marine sur la mer Caspienne.

Tranquilles et rassasiés pour quelque temps sur ce point, les Russes tournèrent leurs forces contre la Turquie. Le motif des hostilités leur fut fourni par une circulaire de Mahmoud, qui, ayant eu connaissance des perfidies des Russes, déclarait nulle la convention d'Akerman. Les armées moscovites, qui s'étaient préparées depuis longtemps à l'attaque, assaillirent subitement la Turquie de toutes parts. La Porte se confondit vainement en excuses, en protestations de soumission : le czar fut inflexible. Diebitsch franchit le Balkhan et menaça Constantinople, tandis que Paskiewitch, posté à Erzeroum, sur une des branches de l'Euphrate, agitait le Kourdistan et engageait le pacha de Bagdad à se déclarer indépendant, en lui promettant de le soutenir dans sa rébellion. La Turquie, écrasée, consentit au traité d'Andrinople. Quoique l'empereur

Nicolas eût déclaré formellement à toutes les puissances, au début de la campagne, qu'il n'agrandirait pas ses Etats, il prit les districts de Poti et d'Anapa, postes importants sur la mer Noire, puis deux places qui commandent le Bas-Danube, et contraignit les Turcs à évacuer la rive droite et l'embouchure du fleuve. Ses armées occupèrent les Principautés pendant plusieurs années, leur imposèrent le règlement organique rédigé à Saint-Pétersbourg, et achevèrent ainsi d'y enraciner le protectorat moscovite. Des milliers de familles arméniennes furent entraînées en Russie; et le czar força le sultan à reconnaître en quelque sorte l'inviolabilité de tous les sujets russes établis ou voyageant en Turquie, par conséquent à garantir à peu près l'impunité aux nombreux agitateurs qui ne cessent de troubler les provinces ottomanes. La paix d'Andrinople brisa aussi le dernier lien de suzeraineté qui soumettait encore nominalement la Grèce aux Turcs.

La Russie n'était pas contente de tant d'avantages : la révolte de Méhémet-Ali et la marche victorieuse d'Ibrahim sur Constantinople lui permirent de fortifier et de raccourcir les fers qu'elle venait de river aux pieds du sultan. Mahmoud, réduit aux abois, implora le secours de la France et de l'Angleterre. Ces puissances eussent probablement été satisfaites de voir s'établir à Constantinople une nouvelle dynastie militaire, qui eût rendu quelque vitalité à l'empire ottoman; elles n'arrêtèrent donc pas Ibrahim, qui approchait rapidement[1]. Alors Mahmoud se vit obligé de recourir à la Russie, qui, depuis longtemps, lui offrait sa protection. En quelques jours, une flotte et une armée russes se trouvèrent sous les murs de Constantinople. Une fois maîtresse des détroits, la diplomatie moscovite ne s'occupa plus le moins du monde d'Ibrahim; elle déclara seulement à la France et à l'Angleterre que sa position lui plaisait, et qu'elle la garderait tant que les Egyptiens lui sembleraient menaçants ; et les deux puissances se hâtèrent d'obliger Ibrahim à la retraite. Quand celui-ci se fut retiré au fond de la Syrie, Nicolas rappela ses troupes et ses vaisseaux, en faisant sonner bien haut sa modération; mais son abnégation était plus apparente que réelle, car, s'il ne prenait aucune province à la Turquie, il s'indemnisait largement, en imposant au sultan le traité d'Unkiar-Skelessi, qui stipule une alliance défensive entre la Russie et le Divan, et qui ferme les Dardanelles à tous les vaisseaux de guerre de l'Occident; conditions qui mettent

[1] Peut-être aussi la faute provient-elle simplement de la lenteur proverbiale de la diplomatie d'Occident.

évidemment la Turquie tout entière sous le *protectorat* moscovite.

Les Russes eussent-ils quitté de gré Constantinople, LEUR FUTURE CAPITALE, s'ils avaient alors possédé, et les principautés Moldo-Valaques, et la flotte actuelle de Sévastopol, et les magasins, et les colonies militaires, et les routes, et les canaux, et les fortifications qu'ils ont créés depuis dans l'est et le midi de leur empire? Cela nous semble douteux. Ainsi, gare à une future visite des Russes à Constantinople !

La Russie a toutefois tant de patience qu'elle laissera peut-être les Ottomans vivre jusqu'à ce qu'elle ait assez longtemps *protégé*, c'est-à-dire suffisamment affaibli l'Autriche, pour n'avoir plus grand'chose à craindre de cette puissance, qui est aujourd'hui le dernier bouclier de la Turquie et de l'Occident.

Malgré la menaçante reconnaissance que Nicolas a dirigée il y a quelques années contre Khiva, il est également probable que les Anglais peuvent reposer encore en paix dans l'Inde ; car la révolution de Février est venue diriger la formidable sollicitude de la Russie du côté de l'Occident.

X

Il est incalculable, l'appui que cette catastrophe a prêté aux forces et aux desseins de l'empire moscovite : l'avenir seul pourra en montrer l'étendue.

Aussitôt que l'agitation a gagné la Roumanie, les Russes y ont jeté un corps d'armée, et ils se sont mis en mesure de protéger les Gréco-Slaves autrichiens contre les Magyars. L'imprévoyance et la folie de l'Occident ont laissé grandir l'insurrection hongroise ; l'Autriche, obligée de se défendre aussi à Vienne, à Prague, en Italie, a été réduite à subir un secours étranger. Ce secours, au défaut de l'Allemagne, la France et l'Angleterre eussent dû le donner ; elles eussent dû pacifier, par une prompte et ferme intervention, la Hongrie et l'Italie ; il eût du moins été de leur devoir de ne pas laisser les Russes intervenir seuls en Autriche. Mais la politique anglo-française, toujours dominée par la routine révolutionnaire, s'est non-seulement laissée surprendre par les succès momentanés de Dembinski et de Georgey, elle y a même applaudi ; elle s'est réjouie de l'agression simultanée des Polono-Hongrois et de l'armée sarde, déplorables instruments de la démagogie : il en est résulté un équivalent de la dernière visite des Russes aux Dardanelles, et plus funeste encore : l'entrée d'une grande armée russe en Hongrie,

l'attraction momentanée de l'Autriche dans la gravitation de l'astre moscovite, la révélation éclatante du panslavisme à tous les peuples slaves, dont les fibres nationales frémissent à cette éblouissante apparition.

Déjà les Bohêmes, les Serbes, les Slovaques, les Polonais [1], ont des savants, des poëtes et des publicistes pleins d'enthousiasme, qui recommandent la langue russe, comme moyen général de communication entre les diverses familles slaves. Déjà les Bosniaques et les Bulgares ont pris les armes, et les Grecs n'attendent qu'un signal de Saint-Pétersbourg pour imiter cet exemple. Déjà une partie des Slaves d'Autriche et des Principautés manifestent ces prétentions à l'indépendance, que la Russie n'a jamais manqué de semer ou de développer chez les petits peuples dont elle a voulu s'emparer. Déjà le czar n'est plus appelé que l'*empereur slave* [2] par la plupart des Polonais eux-mêmes, nation si capable de comprendre et de seconder les grands desseins, mais si disposée aussi à devenir un instrument de tyrannie. Déjà la cour de Saint-Pétersbourg caresse les Magyars en récompense de ce qu'ils lui ont proposé la couronne de Hongrie, et ses agents entretiennent cette race hautaine dans ses rêves ambitieux. Déjà les Scandinaves, maladroitement attaqués par ce parti [3]

[1] Voici ce que disait la *Gazette d'Augsbourg* du 9 mai 1830 :

« Le parti national polonais entre dans une nouvelle phase : ses chefs désespèrent de leur propre peuple, et ils cherchent salut dans le panslavisme et même dans la *russification.* » A l'appui de cette observation, *la Gazette* citait un article de l'organe principal des Polonais, *la Gazetta polska,* où ce journal faisait un grand éloge des Russes, reproduisait quelques passages d'un discours récemment lu par le professeur panslaviste Hanka, et ajoutait : « Nous sommes convaincus que ces lectures seront suivies par un très-nombreux auditoire, car la majeure partie de notre jeunesse croit à un brillant avenir de la littérature moscovite. *Que les lâches Allemands tremblent au seul souvenir du colosse du Nord ; nous attendons avec courage et force l'accomplissement de sa destinée.* »

Nous pourrions citer par douzaine des traits du même genre, qui prouvent que le panslavisme moscovite se développe dans tous les pays slaves.

[2] La presse française commence à prendre note de ce mouvement. On lisait il y a quelques semaines dans *la Patrie :* « Il se fait en Europe un travail politique surprenant. — Tandis que les Grecs de l'Archipel résistent à l'Angleterre, soutenus dans leurs espérances par l'empereur Nicolas, un grand nombre de Polonais hauts placés, et patriotes éprouvés se rallient ouvertement au pouvoir du czar, en disant : « Nous avons combattu l'empereur *moscovite*, mais nous soutiendrons l'empereur *slave*, car la Pologne peut tout attendre de lui. *Moscovite*, il a été obligé de persécuter notre nationalité ; *slave*, il sera forcé de s'appuyer sur nous, et de placer toutes les nationalités slaves sur un pied d'égalité parfaite. »

[3] Ainsi le czar a disgracié les généraux dont se sont plaints les Magyars, et le consul prussien de Fiume est signalé par les feuilles du pays comme un des ap-

prussien, font cause commune avec la Russie, qui défend à la Prusse de s'avancer jusqu'à la Baltique, et qui pèse redoutablement sur le sort de l'Allemagne, par suite de la rivalité des deux puissances germaniques. Déjà le czar, n'ayant plus à craindre l'Autriche, occupe les Principautés aussi fortement qu'il lui plaît, et se moque de la convention de Balta-Liman. Déjà les Russes, fiers de leurs armées massées en Pologne, se flattent de rétablir l'ordre moral et matériel dans toute l'Europe : leurs généraux flairent les dotations en pays étrangers, et espèrent voir bientôt les rois faire antichambre devant leur souverain ; leurs piétistes s'imaginent qu'ils assiéront bientôt à Rome une espèce de patriarche orthodoxe-byzantin, directeur religieux de tous les catholiques, mais esclave du très-saint synode présidé par le czar [1]. Et il faut bien reconnaître que la Russie est autorisée à d'immenses espérances. Souvenirs et possession de conquêtes prodigieuses, puissante hiérarchie, dictature militaire et foi nationale à l'intérieur, sympathies croissantes au dehors, tout dit aux Russes que la Providence semble leur destiner l'empire de l'ancien continent.

Depuis cent cinquante ans, tout a réussi aux Moscovites ; oui, tout, jusqu'à leurs révolutions : ils en ont eu de sanglantes, mais elles se sont faites sans les épuiser, sans altérer leurs institutions monarchiques, et elles n'ont pas empêché leurs princes les plus remarquables de régner très-longtemps[2]. Au contraire les troubles de la Turquie, de la Perse, de la Pologne, de la Hongrie, de l'Allemagne, de la France, ont affaibli ces contrées et énervé tous les bras qui pouvaient résister aux Russes. Quand

puis du parti magyar. Pendant toute la guerre de Hongrie, il a régné un remarquable échange de sympathies et de politesses entre les Russes et les Hongrois. Ceux-ci ont offert la couronne de Saint-Etienne au duc de Leuchtemberg, et leur dernière armée a déposé les armes devant l'armée moscovite, tout en déclarant qu'elle se ferait hacher en pièces plutôt que de capituler devant les Autrichiens ; les officiers, les généraux russes, de leur côté, ont manifesté le plus grand intérêt pour la nation hongroise.

[1] Le judicieux article de M. Dauger, publié dans *le Correspondant* du 25 avril, nous dispense de nous étendre sur cette question si grave. On ne peut toutefois trop faire observer qu'une question religieuse est au fond de toutes les luttes sociales. Ce qui rend le panslavisme si terrible, c'est la conscience des Russes qu'ils sont l'unique race *orthodoxe*, et qu'il est dans leur destinée de convertir tous les peuples de gré ou de force, à la vraie religion : nous sommes convaincus que presque tous les Gréco-Slaves d'Europe obéiraient à un appel *religieux* du czar *orthodoxe*.

[2] Les cinq fondateurs de la puissance moscovite, Wasilei-Iwanowitch, Pierre-le-Grand, Catherine II, Alexandre, Nicolas, ont régné ensemble cent cinquante-neuf ans ; et l'empereur actuel est encore dans la force de l'âge.

les czars se sont emparés de pays qu'ils avaient rendus révolutionnaires, non-seulement ils y ont dompté l'esprit d'insurrection, mais ils ont su les entraîner dans le mouvement panslaviste. Oui, tout a réussi aux Moscovites, tout, jusqu'à la persécution religieuse. Par les supplices et les séductions, ils ont détaché de l'Eglise romaine plusieurs millions d'âmes. Qu'ils viennent à conquérir la Galicie et la Transylvanie, et l'on verra presque tous les Grecs-unis de ces contrées abjurer le catholicisme, pour mieux adorer le nouveau soleil gréco-slave, qui se lève sur l'Orient.

XI

Jetons un coup d'œil d'ensemble sur les conquêtes de la Russie :

« Depuis un siècle et demi, la Russie a prodigieusement étendu ses frontières dans toutes les directions. Il n'est pas jusqu'à la mer Caspienne, qui semblait présenter un obstacle à son agrandissement, qu'elle n'ait tournée à son avantage en se l'appropriant. A l'époque où elle démembrait des pays civilisés, en Europe et en Asie, pour augmenter ses domaines, les plaines de la Tartarie excitaient encore sa cupidité. Insatiable dans ses désirs, elle s'est transportée jusqu'en Amérique, où elle combat le commerce anglais. Ses acquisitions sur la Suède sont plus grandes que tout ce qui reste de cet ancien royaume ; celles qu'elle a faites sur la Pologne, égalent en étendue tout l'empire d'Autriche ; le territoire ravi par les Russes à la Turquie, en Europe, équivaut à toutes les possessions de la Prusse, moins les provinces rhénanes ; et ce qu'ils ont pris aux Turcs, en Asie, égale pour la dimension les petits Etats de l'Allemagne, les provinces rhénanes de la Prusse, la Belgique et la Hollande réunies. Les pays que les Moscovites ont arrachés à la Perse approchent de l'étendue de l'Angleterre ; ceux qu'ils ont accaparés en Tartarie, renfermeraient la Turquie d'Europe, la Grèce, l'Italie et l'Espagne ; en un mot, tout ce que la Russie a acquis, depuis 1772, surpasse en étendue et en importance son empire d'Europe tout entier d'avant cette époque.

« Ses possessions européennes seules ont été presque doublées en un demi-siècle. Dans l'espace de soixante-quatre ans, elle a poussé ses frontières de trois cents lieues vers Vienne, Berlin, Dresde, Munich et Paris ; elle s'est rapprochée de cent soixante-dix lieues de Constantinople ; elle s'est emparée de la capitale de la Pologne, et s'est placée aux portes de celle de la Suède, dont, à l'avénement de Pierre-le-Grand, elle se trou-

vait éloignée de plus de cent lieues. Depuis ce temps-là, elle s'est avancée de près de quatre cents lieues vers les Indes, ainsi que vers la capitale de la Perse. Le régiment qui stationne aujourd'hui à l'extrémité de sa frontière, à l'ouest de la mer Caspienne, aurait, pour retourner à Moscou, la même distance à franchir que pour aller à Attock, sur l'Indus, et se trouve plus éloigné de Saint-Pétersbourg que de Lahore. — La garde impériale russe, à l'armée de Perse, s'est déjà trouvée aussi près de Hérat que des rives du Don.

« La Russie, qui prétend combattre le libéralisme révolutionnaire, mine elle-même les trônes qui se trouvent à sa portée. C'est elle qui a renversé celui de la Pologne. Depuis la bataille de Narva, elle n'a cessé de troubler et de mutiler la Suède, tantôt par la force, tantôt par l'intrigue; depuis la bataille de Pultava, elle a toujours travaillé à la ruine de la Turquie; depuis la paix de Nystadt, elle a constamment poursuivi ses conquêtes en Perse. Ses intrigues en Allemagne et ses projets ambitieux, sont une source d'alarmes continuelles pour l'Autriche. Elle menace la France d'une invasion. La Prusse n'achète la modération de la Russie à son égard, qu'en se pliant à ses desseins et en adoptant jusqu'aux caprices de l'empereur. Dans l'Orient, comme en Europe, partout on trouve l'empire russe adversaire infatigable et heureux de l'Angleterre; il ne cesse d'avoir soif de conquêtes, et dirige toute son énergie vers de nouveaux envahissements territoriaux [1]. »

La Russie a été *protectrice* de la Pologne, de la Courlande, de la Crimée, de la Géorgie, de l'Imérétie, de la Mingrélie, de la Perse, des Ossètes, des Kalmoucks, des Tartares Nogaïs : que sont devenus ces pays et ces peuples ?

La Russie *protége* le Danemarck, la Turquie, la Romanie, l'Autriche, tous les Slaves. Que vont devenir ces pays et ces peuples, si les Franco-Germains laissent le protectorat moscovite suivre ses invariables conséquences ?

« Craintes chimériques! pensera-t-on peut-être. L'histoire de la politique russe peut bien faire supposer qu'elle aspire à la dictature universelle : mais où trouvera-t-elle la force d'accomplir ces immenses desseins ? »

Où elle la trouvera? Que messieurs les optimistes veuillent bien considérer, avec nous, les progrès intérieurs réalisés depuis vingt ans par la Russie.

[1] *Progrès de la Russie en Orient.*

XII

A son avénement, l'empereur Nicolas s'est trouvé souverain de cinquante-deux millions de sujets. Son prédécesseur n'avait hérité que de trente-six millions, et Catherine II que de vingt-cinq. Cette progression énorme continue sous le czar actuel. En 1836, la population de son empire était déjà de soixante-deux millions, et elle dépasse aujourd'hui soixante-dix millions : c'est une multiplication double du progrès constaté chez les nations occidentales. Dans le chiffre total, les Russes, les Cosaques et les Serbes sont compris pour plus de cinquante millions; ainsi l'on peut dire que la Russie possède, à peu près, l'unité de religion et l'unité de race.

Mais le nombre et l'homogénéité ne sont qu'une partie des conditions de la force. La nation moscovite est-elle réellement très-forte et très-redoutable ? Plusieurs écrivains se plaisent à en douter ; car ils considèrent que sa noblesse est en majorité gangrenée de faux libéralisme, en majorité dépravée dès la jeunesse par de mauvais exemples et une détestable éducation; que son clergé n'a plus ni dignité, ni savoir, ni richesse; que ses employés sont, en général, d'une bassesse, d'une vénalité notoire. Tout cela est vrai ; mais la noblesse et le clergé russe se soutiennent par la hiérarchie ; ils sont des instruments obéissants de la volonté suprême ; l'égoïsme individuel et l'orgueil national font de presque chacun de leurs membres un agent dévoué du panslavisme. Et le peuple, encore à peu près sain, est doué de remarquables qualités. « Le Slave russe, dit M. de Rudtorffer, est robuste [1], endurci aux fatigues, d'une bravoure inébranlable. Son attachement à sa religion, à sa patrie, à son empereur ; son naturel souple et discipliné, sa patience dans la souffrance, le rendent particulièrement propre aux grandes et difficiles entreprises. Dans aucun pays la levée en masse du peuple armé n'est aussi facile que dans celui-ci, où le paysan ne possède pas une parcelle du sol, n'a rien à sacrifier que ses aises, lesquelles ne sont pas bien étendues, et possède l'assurance d'être nourri par son seigneur. N'ayant pas à s'occuper de l'avenir, fortifié d'ailleurs par une foi aveu-

[1] Le Russe est en effet grand et vigoureux : cependant le soldat est si mal nourri et si peu payé, que l'armée russe perd beaucoup d'hommes à son entrée en campagne. La mortalité est aussi considérable dans ces troupes que dans notre armée de jeunes soldats.

gle à la prédestination, le paysan russe abandonne sa maison sans beaucoup de regret ; il y met le feu lui-même en la quittant ; il est prêt à toute espèce de sacrifice que la patrie puisse exiger de lui. » Un tel peuple, lancé depuis plus d'un siècle dans la voie des conquêtes, et dirigé par un grand organisateur militaire, par un politique plein de prudence, d'expérience et d'énergie, n'est-il pas réellement à redouter ?

— « Mais, observent encore les optimistes, la population russe est disséminée sur un si vaste espace, elle jouit de si peu de moyens de communication, qu'il n'y a point sujet de s'alarmer beaucoup de son nombre, de ses convoitises, de son goût et de ses qualités pour la guerre. »

Ce motif de sécurité a quelque chose de vrai ; mais il ne faut pas l'exagérer ; et dans quelques années il aura probablement disparu en partie.

Jetons les yeux sur la Russie d'Europe : c'est un immense plateau entouré de hautes montagnes ; plusieurs cours d'eau très-importants le traversent ; ces fleuves communiquent entre eux, et ils unissent ensemble la Baltique, la mer Blanche, la mer Noire, la mer Caspienne, par le plus merveilleux système de canalisation qui existe. Le plan de ces canaux, conçu et exécuté principalement par Pierre-le-Grand, a été complété par Nicolas[1].

Sauf un passage de quelques lieues, on peut aller par eau de Cronstadt en Chine. Depuis seize ans on a aussi créé six grandes routes, qui traversent presque tout l'empire, et d'autres chemins importants ont été tracés, surtout dans les provinces orientales. La nature plane du sol et l'abondance des chevaux[2] permettent d'aller dans ce pays plus vite que partout ailleurs. En somme, le transit a déjà été rendu presque facile. Lorsque les deux chemins de fer transversaux, auxquels on travaille, seront terminés avec leurs embranchements, et joindront Moscou, Saint-Pétersbourg, Varsovie, Sévastopol, la distance aura été quasi domptée, et la majorité des forces russes deviendront disponibles, à l'intérieur comme au dehors.

L'étendue de l'empire a toutefois réduit considérablement, jusqu'à présent, les forces réelles des czars. C'est avec des armées actives peu nombreuses, que les prédécesseurs de Nicolas ont accompli leurs prodigieuses conquêtes. Pierre-le-Grand, à l'apogée de sa puis-

[1] La Russie possède quatre-vint-neuf fleuves navigables, vingt et un grands canaux et plusieurs canaux secondaires.

[2] On compte treize à quatorze millions de chevaux en Russie.

sance, ne possédait que 130,000 hommes de troupes réglées; Catherine II eut peine à doubler ce chiffre; Alexandre lui-même ne put jamais réunir 300,000 combattants; il y avait, en outre, dans les armées actives de ces princes, une moitié de non-valeurs. En 1812, la Russie leva plus de 800,000 hommes; cependant elle ne put opposer à Napoléon que 250,000 soldats. Mais l'empereur Nicolas a purgé l'armée d'une foule de désordres, et considérablement augmenté les forces disponibles. Il a colonisé avec succès, dans la Russie d'Europe, en face de l'Occident et de la Turquie, deux cent quarante escadrons et trente bataillons, avec quatorze batteries d'artillerie légère, c'est-à-dire près de 100,000 combattants; il a complété l'organisation des Cosaques, qui veillent aux frontières et lui fournissent quatre-vingts régiments réguliers; il a créé un corps de ponts-et-chaussées; il a sagement divisé l'armée en corps actifs et en corps de réserve : les premiers, forts ensemble de plus de 400,000 hommes, sont toujours prêts à entrer en campagne, avec un millier de bouches à feu; les seconds, qui ont un effectif de 7 à 800,000 hommes, tous enrégimentés, exercés, disciplinés, peuvent être employés pour soutenir ou remplacer les premiers. Il y a parmi les troupes 130,000 hommes d'élite, gardes ou grenadiers. Sans doute, quoiqu'il possède, sur le papier, 11 à 1,200,000 soldats, le Czar pourrait difficilement attaquer l'Occident avec plus de 450,000 combattants réunis; mais ce serait déjà le double des forces dont disposait Alexandre.

Sous l'impulsion de Nicolas, l'industrie a fait aussi de rapides progrès : plus de trois mille fabriques ont été créées depuis vingt ans. Le gouvernement solde en Angleterre, en France et en Allemagne, des savants, qui le tiennent au courant de toutes les découvertes industrielles dont l'application pourrait être utile.

On sait combien la police russe est active et nombreuse: « Tandis que nos gouvernements constitutionnels, pour leurs dépenses secrètes, arrachent avec peine aux Chambres, lors de chaque session, trois chétifs millions, qui font jeter les hauts cris, le Czar, lui, prélève pour le même objet, sur les finances de ses Etats, 10, 12, 15 millions, s'il le faut, dont personne ne lui demande compte. Aussi la police russe, si redoutable chez elle, n'est-elle pas moins bien informée au dehors; et ses espions, répandus partout, en savent plus, sur les pays où ils habitent, que les fonctionnaires de ces pays même [1]. »

[1] *De la politique générale à suivre* (1847).

On doit en convenir, voilà beaucoup de conditions de puissance.

Mais l'étendue immense de ses frontières ne rend-elle pas la Russie très-vulnérable ? — Moins qu'on ne le pense généralement ; car les dernières conquêtes d'Alexandre et de Nicolas, et surtout les immenses travaux de fortifications exécutés par l'empereur actuel, ont rendu la position militaire de l'empire aussi forte pour la défense que pour l'attaque.

A l'Orient, le Tschorok et l'Araxe couvrent l'Arménie vis-à-vis de la Turquie et de la Perse, avec huit têtes de pont contre ces puissances. D'Erzeroum, qui est sous la main des Russes, ils peuvent aisément conquérir Césarée, Diarbékir, Mossoul, Bagdad, en un mot toute la Turquie d'Asie. De la ligne du Caucase, qui est défendue par un triple rang de redoutes ou de forteresses, ils peuvent encore aller aux Dardanelles et au Bosphore par l'Asie Mineure, ou bien à Téhéran à travers la Médie, sans trouver d'autres obstacles que de petites rivières et de mauvaises forteresses. Tiflis et Erzeroum sont d'excellents centres d'opérations, de ce côté, pour les armées de terre. Il suffit de jeter les yeux sur la Tauride, pour voir qu'elle est une terrible position d'attaque maritime contre Constantinople. Déjà manœuvre sur la mer Noire une flotte qui porte environ trois mille pièces de canon : les hâvres de Sévastopol et d'Odessa ne sont qu'à soixante heures du Bosphore.

Contre la Turquie, la Russie est couverte, du côté de la Moldavie, par une triple défense naturelle : le Pruth, le Dniester, et la branche des Karpathes qui longe le Pruth depuis la Bukovine jusqu'au Danube. Dix forteresses, presque toutes nouvelles, renforcent ces lignes, dont l'une, celle du Pruth, se prolonge jusqu'aux bouches du Danube, où les Turcs ont été contraints de raser Isakscha et Touldja, tandis que la Russie a fait d'Ismaïl une grande place d'armes. Maîtres aujourd'hui du Danube, les Russes ont devant eux, pour étapes, Varna, Silistrie, Schumla, et ils ont prouvé qu'ils ne seraient pas longtemps à arriver par ces chemins à Andrinople.

Ainsi, parfaitement garantis d'une invasion des Turcs, ils possèdent quatre voies ouvertes, quatre bases d'opération contre Constantinople et les Dardanelles.

La Russie n'a pas négligé de défendre ses frontières, dans l'Asie septentrionale, par des colonies de Cosaques, qui ont là onze forteresses et quatre-vingt-quatre redoutes. Mais c'est surtout contre l'Occident qu'elle s'est fortifiée depuis quinze à vingt ans.

Du côté de l'Autriche, elle s'est mise à l'abri par Zamosk, dont le Czar a fait une forteresse de première importance. Un agresseur qui, heureux d'abord, dépasserait ou emporterait cette place, serait arrêté sur une seconde ligne par les grands ouvrages construits à Kiew et à Bobruisk, qui protègent le Dniéper, et qui ferment le défilé par lequel les Polonais pénétraient jadis en Russie, entre les sources de la Dwina et du Dniéper.

Vis à-vis de la Prusse, les Moscovites se sont retranchés d'une façon non moins redoutable. Brzec, Modlin, Varsovie [1], devenues de fortes places de guerre, dominent le pays prussien jusqu'à l'Oder et à la Wartha. Une seule victoire mènerait les Russes à Berlin : actuellement, au contraire, il serait difficile à l'assaillant de franchir le Bug : au nord de la Prusse, la Dwina, récemment fortifiée comme le Bug, défend le chemin de Saint-Pétersbourg.

On sait que de cette ville le Czar n'a quasi qu'à étendre la main pour s'emparer de la Suède et du Danemarck. Toutes les places fortes du golfe de Finlande lui appartiennent : l'une d'elles, Aland, n'est qu'à cinq milles de la côte suédoise ; en hiver, une armée pourrait passer sur la glace ; en été, la flotte de Cronstadt est maîtresse de la mer.

On voit que l'Allemagne est dans une palpable infériorité, au point de vue militaire et politique, vis-à-vis de la Russie. La France elle-même est menacée : car il suffirait d'une douzaine de jours à Nicolas pour lancer jusqu'au Rhin, par les chemins de fer prussiens, toute l'armée massée en Pologne. Nos rails stratégiques de l'est sont à peine commencés, de sorte que nous serions devancés par l'ennemi. Bientôt l'Autriche elle-même pourra venir au Rhin, avec ou sans les Russes, par les chemins de fer qui s'achèvent et se relient dans le sud de l'Allemagne.

Nous avons, il est vrai, contre les Allemands, une arme terrible : la propagande constitutionnelle, — ou démagogique, ce qui est la même chose en fin de compte ;—mais, avec cette arme-là, nous ne pouvons porter coup qui ne rebondisse vers nous-mêmes ; et d'ailleurs, contre cette arme, la Russie semble cuirassée pour longtemps encore. Il n'est pas présumable que le panslavisme prenne de sitôt un caractère socialiste ; il semble certain, au contraire, que la Russie restera longtemps en état de profiter des faiblesses et des désordres de l'Occident.

[1] La ville même de Varsovie n'est pas fortifiée, mais on a construit la grande citadelle *Alexandra*, qui la commande.

XIII

Concluons donc avec la Lorraine catholique :

Une puissance ambitieuse, perfide, tyrannique, conquérante, schismatique, qui occupe déjà le neuvième de la terre habitée, et possède pour le moins le quinzième de la population du globe, — le quart (si ce n'est le tiers) de celle qui peut agir, — cette puissance-là ne saurait être l'alliée habituelle de la France. A contracter alliance avec la Russie, nous aurions la certitude d'un gain réel dans les premiers temps : « Le bon joueur de dames, lorsqu'il prépare un coup de partie, livre des pions à son adversaire. On nous en donnerait à prendre, si, trahissant la cause européenne, nous travaillions à démolir ce qui reste du mur germanique, tandis que les Slaves le battraient en brèche de leur côté.

« A quoi bon, en effet, nous marchander une si passagère fantaisie ? Rome, lorsqu'elle s'avançait jour par jour à la conquête du monde, ne refusait rien aux auxiliaires qui lui servaient à ruiner un ennemi, jusqu'à ce que, celui-ci une fois bien mort, elle les renversât à leur tour. Les rusés accapareurs du Nord, dans leur infatigable patience, ne visent qu'à détruire successivement, n'importe de quelle manière et sous quelles conditions, toute puissance un peu réelle qui les sépare encore de nous. Qu'il n'y ait plus sur le continent que le Panslavisme et la France, ils ne demandent pas davantage. Une fois la partie réduite à ces deux joueurs, on sait bien qui la gagnerait [1]. »

Nous devons donc empêcher à tout prix l'agrandissement des Russes, et reconnaître, dans ce peuple anthropolâtre, un de nos ennemis les plus redoutables. Nous ne conseillerons certes pas à notre pays de l'attaquer sans motifs. Il est même aujourd'hui du devoir de tous les gouvernements réguliers de s'entendre et de se soutenir mutuellement contre le socialisme [2] ; et nous avons lieu de penser que l'empereur Nicolas juge trop bien la situation pour ne pas se prêter lui-même à l'accomplissement de ce devoir ; car ce prince n'est pas seulement un vrai czar moscovite, un politique adroit, sévère, actif, tenace : il a aussi hérité des qualités honorables et aimables de son prédécesseur ; il est trop bon père pour ne pas défendre franchement la famille contre le

[1] G. de Dumast, *Lettres sur la politique* (1847).

[2] C'est la pensée qui prévaut actuellement dans les conseils des grandes puissances, excepté peut-être en Angleterre.

communisme. Mais plus d'un de ses actes, et en particulier la persévérance avec laquelle il tient la Germanie divisée entre la Prusse et l'Autriche, prouvent qu'il suit au fond l'impulsion de Pierre-le-Grand. D'ailleurs, s'il voulait adopter une politique franchement modeste et conservatrice, il est douteux que les Russes, lancés comme ils le sont dans la voie des conquêtes, se laissassent longtemps arrêter, si près du but qu'ils poursuivent, si près de leur future capitale. *Aussitôt que la démagogie aura été fortement comprimée en Europe*, nous aurons donc probablement à décider si nous devons aider les Russes à affaiblir l'Allemagne et l'Autriche, à les démembrer peut-être, ou si nous devons au contraire tâcher de fortifier ce dernier rempart.

La question posée ainsi, elle se déciderait évidemment en faveur des Allemands et des Slaves catholiques, peuples que couvre encore l'égide de la maison de Lorraine.

Mais serait-il possible de tendre à consolider la puissance germanique, de façon qu'elle fût une défense très-forte contre la Russie et qu'elle ne pût cependant donner d'ombrage à la France ni menacer ses frontières ?

Voilà ce qu'il nous faut encore examiner brièvement, avec le secours des publicistes lorrains : ceux de tous que nous avons trouvés et le plus soucieux de l'ordre moral, et le plus nettement posés en avant sur la route de l'avenir.

XIV

De toutes nos observations précédentes il résulte indirectement que l'intime alliance de la France et de l'Allemagne catholique est désirable, et même nécessaire. — Nous compléterons la démonstration de cette vérité par un coup d'œil sur l'état des pays germaniques.

Nous devrions aimer la nation allemande ; car elle est du même sang que nous.

« Frère de l'élément gaulois, l'élément tudesque se présente déjà comme son associé, loin, bien loin dans la nuit des âges... Il y a deux mille ans, la tyrannie de Rome faillit être brisée par l'effort simultané des Cimbres et des Teutons. Plus tard, réunis sous Charlemagne, les deux peuples frères régnaient des Pyrénées aux Krapacks. Rome, sauvée et fortifiée par eux, leur décernait en commun, dans la personne de leur souverain, les honneurs de l'empire... Braves tous deux, ils sont aussi tous deux éminemment sociables, quoique sous des formes différentes. Au fond, c'est en eux réunis que consiste le noyau, la moelle de l'Eu-

rope ; et si l'on excepte de ses dynasties les familles d'Othman et de Romanoff, c'est le sang des Franco-Germains qui règne assis sur tous ses trônes.

« Leurs deux génies, d'ailleurs, se complétant l'un par l'autre, sont faits pour agir de concert. L'un est nébuleux, mais spéculatif; l'autre moins profond, mais plus clair. Qu'ils mettent ensemble la main sur une idée : cette idée fera son chemin[1]. »

Oui, cette idée fera son chemin : l'histoire du moyen âge l'a prouvé, lors que les légions franco-germaines partaient pour la terre sainte, lors que les grandes cathédrales, les monastères, les villes libres, les corporations, les universités chrétiennes, s'élevaient simultanément sur les rives de la Seine, du Rhin et du Danube. L'histoire moderne l'a prouvé aussi, au temps du triomphe des renégats, au temps où régnaient Voltaire et Hegel, Rousseau et Frédéric II. L'idée rationaliste a fait tant de chemin depuis cette époque, que ses diverses irradiations aboutissent actuellement à deux centres où elles prennent corps : le slavisme et le communisme. Leur *Credo* est en partie formulé. La majorité du Nord allemand et slave leur appartient ; elles entament profondément le reste de l'Europe. Elles seront évidemment victorieuses si le principe conservateur catholique ne se formule, et n'organise de son côté de puissantes armées dans l'Occident et le Sud du monde romano-germain.

L'idée vraie, exprimée par la religion sainte, ou l'idée fausse, résumée en anthropolâtrie : telle est toujours la cause des grandeurs et des chutes. — Ainsi, notre civilisation chancelante, c'est la pensée religieuse à demi réalisée, à demi assise sur les quatre colonnes : justice, liberté, charité, propriété. Elle est défendue sans cesse par les hommes qui cherchent le savoir et le pouvoir pour le sacrifice, d'après les enseignements de Jésus-Christ[2]. Où ces hommes sont puissants et nombreux, les nations et les siècles sont grands. Où ces hommes sont débordés par l'idée matérialiste, — qu'elle se nomme Mahomet, Luther, Pierre-le-Grand, Robespierre, — la société dépérit ; l'idée matérialiste s'établit par la violence, en persécutant la science et la foi, ennemies irréconciliables du culte absurde et bas de la jouissance matérielle illimitée. Aujourd'hui, — tandis que le matérialisme poursuit logiquement ses conquêtes, en organisant l'agrégation moscovite et la coalition communiste, — entre ces deux nouvelles puissances flotte, de plus en plus comprimé, le milieu bâtard des éclec-

[1] M. G. de Dumast, *Lettres sur la politique générale.*

[2] « Precapta verborum et dolorum. »

tiques constitutionnels : milieu « superbe et ignorant, malade d'esprit, aimant les questions et les disputes de mots, d'où naissent l'envie, les contestations, les médisances, les mauvais soupçons. » L'une et l'autre idée matérialiste gagneront nécessairement du terrain, jusqu'à ce qu'elles s'entre-touchent et s'entre-saisissent ; à moins que la pensée catholique, interposée, ne rentre, par les institutions, les mœurs et la politique, dans la vie des Franco-Germains.

Pour arriver là, que de chemin il lui reste à faire ! A peine les esprits les plus réfléchis et les plus corrigibles commencent-ils à deviner la voie, en Allemagne et en France. Dans ces deux pays, les principes dits de 89 sont encore admis, en général, sans discernement. Ce qu'ils ont de bon, l'unité de législation, d'administration, de monnaies et de mesures, est justement accepté ; mais la masse admire beaucoup plus les illustres sottises qu'ils ont engendrées, la centralisation buraliste, l'omnipotence parlementaire, l'abaissement et la spoliation des grands, à partir de Dieu. On ne conçoit guère encore qu'il faut obéir au diable quand on n'obéit plus à Dieu ; qu'il faut subir le joug de la multitude quand on a brisé l'autorité de ses chefs légitimes ; que la souveraineté parlementaire manque essentiellement de prévoyance, de vigueur, de persévérance, d'économie et de stabilité, à moins qu'elle ne soit basée *sur l'hérédité sénatoriale ;* que les libertés de conciles, de congrégations, de corporations, d'administration provinciale et municipale, en un mot, que les institutions libérales des temps catholiques, valent mieux que les créations antigouvernementales du rationalisme moderne. On n'ose pas conclure encore que le problème se réduit à restaurer, par les mœurs et la foi, les institutions libérales et charitables d'avant la Renaissance, en les complétant par les garanties judiciaires les plus étendues, accordées à la faiblesse, et en les mariant avec la forme de la société présente. On ne voit guère, enfin, l'urgente nécessité de préparer, contre les Moscovites et les socialistes, une armée catholique, forte de doctrine, invincible par le dévouement, dont le noyau serait la France et l'Autriche.

Par suite de cet instinct des orgueilleux, qui les aveugle sur leurs intérêts, la plupart des Français et des Allemands ont réservé jusqu'à présent leurs vœux et leurs espérances pour le prussianisme ; ils n'ont point vu ses graves défauts, tandis qu'ils ont montré à la loupe les côtés faibles de l'Autriche. Le prussianisme est cependant un danger redoutable, et le système autrichien, au contraire, doit inspirer en somme

de la sympathie et de la sécurité. — Il n'est pas difficile d'apercevoir ce contraste, même en laissant de côté les considérations religieuses, et par le simple examen de la politique prussienne depuis les premiers fondateurs de la Prusse jusqu'à nos jours [1].

XV

Il existait, en 1415, un riche burgrave de Nuremberg, cadet de la maison de Hohenzollern. Il acheta de Sigismond de Luxembourg la seigneurie de Brandebourg et fut le fondateur de la dynastie prussienne.

Son fils Albert, surnommé *l'Achille* par des flatteurs, et *le Renard* par les historiens véridiques, créa la politique prussienne. Ses descendants ont été moins cruels que lui, qui disait : « L'incendie sied à la guerre aussi bien que le *Magnificat* aux vêpres ; » mais ils ont suivi ses conseils : de tendre à la richesse par les biens d'Eglise, à la puissance par la dissimulation, et de se rappeler que l'empire ne devrait être qu'une seule et même chose, spirituellement et matériellement [2]. On retrouve dans ces recommandations la politique adoptée par la maison de Prusse.

Un des petits-fils d'Albert qui avait hérité de son esprit comme de son nom, devînt grand-maître de l'Ordre-Teutonique. Il fit la guerre à la Pologne, *pour venger l'honneur de l'Ordre*. Le roi Sigismond acheta la paix par la cession du duché de Prusse. Albert le garda pour lui, déposa l'habit religieux, se maria, fit triompher la réforme et détruisit les monastères dans sa province. Telle est l'origine de la monarchie prussienne.

Un autre petit-fils d'Albert-le-Renard, Joachim II, qui lui avait succédé dans la seigneurie de Brandebourg, « acquit par la communion sous les deux espèces, les évêchés de Brandebourg, de Havelberg et de Lebus, qu'il joignit à sa principauté [3]. » Comme l'empereur était le plus fort, au commencement des guerres de religion, il suivit la bannière impériale et ne prit aucune part à la ligue de Smalkalde. Des mariages avantageux et des successions augmentèrent peu à peu le patrimoine de ses successeurs. Les margraves de Brandebourg commencèrent à être

[1] M. Ranke, M. A. Schmidt et la presse catholique d'Allemagne ont publié, sur cette question, d'intéressants travaux historiques, que nous mettons à contribution.

[2] Souvenirs du chevalier d'Eyb, confident d'Albert.

[3] Expressions de Frédéric II.

influents en 1618, après l'héritage du duché de Prusse. Ils furent les instigateurs de l'Union de Hall; mais ils changèrent de parti, selon les chances des batailles, pendant la guerre de Trente-Ans, de même qu'ils avaient changé de religion par intérêt[1]. Ils furent si heureux dans leurs volte-faces que le grand-électeur obtint à la paix de Westphalie les évêchés de Magdebourg, de Halberstadt, de Minden et de Camin. Un procès qu'il gagna plus qu'à demi contre les Neubourg, et l'asile qu'il offrit aux protestants français augmentèrent encore l'étendue et la population de son électorat.

Son fils, Frédéric Ier, voyant les revers de Louis XIV dans les affaires de la succession espagnole, demeura l'allié de la maison d'Autriche, et il eut l'adresse d'en obtenir le titre de roi[2]. Dès ce moment l'orgueil prussien visa presque ouvertement à la couronne impériale. Ainsi, en 1708, Oelven, dans sa revue mensuelle, disait au prince de Prusse : « Tu seras empereur d'Allemagne! *Eris cæsar, und zwar ein teutscher kayser.* » — Devenu roi, sous le nom de Frédéric-Guillaume Ier, ce prince parvint à léguer à son successeur, le grand Frédéric, 72,000 hommes d'excellentes troupes, 2,500,000 sujets et un trésor bien garni. Tel fut le noyau avec lequel les derniers rois de Prusse ont créé en un siècle une monarchie de 16 millions d'âmes, maîtresse de 500,000 soldats.

On sait comment ces acquisitions ont été faites sur les catholiques et les voisins allemands. Nous ne raconterons pas les débuts de Frédéric II, l'envahissement de la Silésie au mépris de conventions sacrées, la perfidie avec laquelle il se joua, dans cette circonstance, et de la France et de l'Autriche[3]. Nous rappellerons simplement le meurtre de la Pologne, qu'il complota et accomplit avec Kaunitz et Catherine II. Mais nous dirons un mot de ses efforts et de ceux de ses héritiers pour s'emparer de l'empire germanique.

[1] Jeen Sigismond de Brandebourg passa du luthérianisme au calvinisme, en 1614, pour se rendre agréable au peuple de Clèves et aux Hollandais.

[2] « Mon fils, dit Frédéric Ier à son héritier, je vous ai acquis un titre; montrez-vous en digne. J'ai posé le fondement de votre grandeur, c'est à vous d'accomplir l'œuvre. »

[3] Il profita de l'attaque simultanée de la France et de la Bavière contre Marie-Thérèse pour s'emparer de la Silésie, quoique son père eût signé la pragmatique-sanction de Charles VI. « La nécessité de faire de la Prusse un vrai royaume, quelques prétentions de ma famille sur la Silésie, mon épargne bien remplie et la vivacité naturelle de mon caractère; telles étaient mes raisons de faire la guerre à Marie-Thérèse, » écrivit-il à Voltaire.

Encouragé par le rapt de la Pologne et de la Silésie, Frédéric poursuivit ce vaste dessein et par la force et par l'intrigue.

La seconde guerre silésienne eut déjà pour objet la poursuite de la couronne impériale. La Prusse échoua; François de Lorraine fut élu. Une fois engagée, la lutte continua, souvent sur les champs de bataille, sur le terrain diplomatique toujours. L'Autriche essaya de se venger, mais sans résultat, par la guerre de Sept-Ans. Après la mort de Maximilien-Joseph de Bavière, en 1767, les Autrichiens entraient en possession de presque tous ses Etats, du consentement de son héritier, Charles-Théodore: Frédéric saisit cette occasion pour ameuter le Nord de l'Allemagne contre l'Autriche. « Il habitua dès-lors tous les jaloux, tous les mécontents, tous les indisciplinés de l'Empire, à considérer la Prusse comme leur tutrice-née. » La plupart des électeurs se liguèrent avec lui pour maintenir le séparatisme de la Bavière. Les hostilités avaient commencé, lorsque la France intervint, en se faisant appuyer de la Russie; cette double médiation armée imposa la paix de Teschen à l'Autriche, à laquelle on accorda seulement un petit cercle bavarois. En 1785, l'électeur de Bavière accepta, en échange de ses Etats, les Pays-Bas autrichiens. Cette transaction, si elle se fût accomplie, eût été des plus utiles aux Allemands; car il leur fût devenu moins difficile de résister aux Russes, de conquérir le Bas-Danube, de dominer les Slaves méridionaux et les Magyars; mais Frédéric fit briser ce traité par la coalition des électeurs [1], qui formèrent une ligue des moyens et des petits Etats, sous la présidence de la Prusse.

Le roi-philosophe avait commencé dès 1784 à parler de ce plan. L'Union ne devait pas seulement embrasser le Nord allemand, mais tous les états germaniques en dehors des domaines patrimoniaux de la maison impériale. L'intention apparente de Frédéric, c'était la protection de la constitution germanique; car les révolutionnaires couronnés, non moins hypocrites que les démagogues, se retranchent habituellement derrière la constitution, quand ils prétendent à l'absolutisme. Le but réel de la ligue, c'était de rendre la Prusse souveraine de toute la Germanie.

La Saxe et l'Angleterre (celle-ci pour le Hanovre) signèrent les premières l'Union, à Berlin, le 23 juillet 1785. A cette nouvelle, l'Empereur protesta contre la ligue, et offrit de se mettre lui-même à la tête d'une association constitutionnelle. On n'eut égard ni à ses offres ni à ses me-

[1] C'est alors que le collége germanique empêcha Joseph II d'ériger le Wurtemberg en électorat.

naces. La plupart des électeurs accédèrent à l'Union ; ils ne se montrèrent même pas apaisés par la renonciation de l'Autriche à la possession de la Bavière.

Par le moyen de l'Union, Frédéric avait acquis la prépondérance en Allemagne : cela ne lui suffit pas. Voulant ou saisir ou détruire la dignité impériale, il tâcha de conclure avec ses alliés des conventions militaires qui eussent permis à la Prusse d'incorporer leurs soldats dans ses armées et d'occuper leurs Etats. Des négociations furent entamées à ce sujet avec les princes de Brunswick et de Hesse-Cassel ; mais, commençant à ouvrir les yeux, ils montrèrent peu d'empressement à céder aux demandes de Frédéric. Le roi-philosophe mourut en 1786, sans avoir pu réaliser ses principaux desseins. Son successeur laissa le ministère Hertzberg suivre les vœux de Frédéric, tâcher de se servir de l'Union pour augmenter la Prusse, et de se coaliser contre l'Autriche avec l'Angleterre, la Hollande et la Suède ; mais ces projets durent être abandonnés en 1790.

L'année précédente, les Liégeois s'étaient révoltés contre leur évêque, ce prince recourut à la juridiction impériale et à la Prusse. Une armée prussienne entra dans le pays de Liége; mais Hertzberg enjoignit aux commandants de ne point se prononcer tout à fait contre les rebelles, afin de ne pas décourager les Pays-Bas soulevés contre l'Autriche [1]. Lorsque ses troupes eurent pris possession de Liége, le même ministre ne permit pas à l'évêque d'y rentrer ; en même temps il conclut avec la Porte (le 30 janvier 1790) une convention par laquelle il promit de faire la guerre à l'Autriche, que les troubles de Hongrie et la révolution du Brabant avaient très-affaiblie. — Les électeurs virent alors clairement que la Prusse voulait détruire la monarchie autrichienne pour s'emparer de l'empire ; ils se remirent sous la tutelle de la maison de Lorraine et permirent à ses troupes de traverser l'Allemagne, en 1791, pour se rendre dans les Pays-Bas.

La révolution française rapprocha forcément les deux grandes puissances germaniques; mais leur accord ne fut jamais sincère, car la Prusse songeait principalement à s'agrandir ; elle craignait l'Autriche presque autant que les révolutionnaires. De là vint la mollesse des alliés et l'incohérence de leurs efforts. Lorsque la cour de Berlin eut reconnu qu'il n'était pas facile de démembrer la France, et que les pays germa-

[1] C.-A. Mentzel, *Histoire d'Allemagne*.

niques étaient à l'abri des idées républicaines, elle fit des avances aux Français. Dès les premiers jours de 1795, le prince royal de Prusse dit à Massenbach : « Cette guerre est contre nos intérêts; nous avons d'autres ennemis que la France [1]. »

Quelques mois après la Prusse sacrifia, par la paix de Bâle, la cause monarchique et l'intégrité de l'Allemagne. Elle céda aux Français la rive gauche du Rhin, à condition qu'ils l'aidassent à s'arrondir aux dépens des voisins sur l'autre rive du fleuve, et qu'ils accordassent au prince d'Orange les évêchés de Wurtzbourg et de Bamberg, réversibles à la couronne prussienne. L'historien de ces négociations, Massenbach, avoue que le but de la Prusse était d'étendre son empire au sud de l'Allemagne, après l'avoir solidement établi dans le nord.

Grâce à la défection de la Prusse, l'Autriche fut vaincue après dix ans de résistance. Napoléon récompensa largement les Hohenzollern. Il leur donna trois évêchés, quatre abbayes, plusieurs autres principautés et villes libres, sur la rive droite du Rhin; en totalité, le sextuple du terrain que la Prusse avait abandonné sur la rive gauche. En rendant compte de cet arrangement à la tribune, le 3 fructidor an X, le ministre des affaires étrangères dit : « La Prusse continuera à former dans le système germanique la base essentielle d'un contrepoids nécessaire. » La Russie applaudit à cette pensée hostile à la grandeur des Allemands et de l'Autriche, et elle ratifia la nouvelle spoliation de l'Eglise catholique.

D'autres promesses de la France décidèrent la Prusse à rester neutre durant la guerre de 1805. Mais Napoléon osa violer le territoire prussien, en faisant passer une armée par la principauté d'Anspach. Frédéric-Guillaume III, cédant à un mouvement d'irritation, promit au Czar, le 3 novembre, d'attaquer les Français le 15 décembre. Sur ces entrefaites la bataille d'Austerlitz eut lieu ; la Prusse, changeant de système, signa un nouveau traité d'alliance avec Napoléon le 15 décembre même. L'Autriche fut obligée d'accepter la paix de Presbourg. En récompense de sa trahison la Prusse reçut le Hanovre en échange des pays de Berg et de Neufchâtel.

Napoléon avait eu connaissance de la convention du 3 novembre ; il savait que les Prussiens eussent achevé de l'écraser s'il avait été battu à Austerlitz et il résolut de se venger. Mais il dissimula d'abord, car il

[1] *Memorandum d'un homme d'Etat prussien*, par Massenbach. 1800.

désirait amener la Prusse à signer l'acte de la confédération rhénane, qui arrachait seize principautés à l'Allemagne et les mettait sous la domination de la France. Pour obtenir la signature de la Prusse, Talleyrand écrivit, le 22 juillet 1806, au ministre Haugwitz, que Napoléon permettrait à Frédéric-Guillaume de prendre le titre d'empereur, et de réunir le reste de l'Allemagne en une seule confédération, à moins qu'il n'aimât mieux se contenter de l'empire du nord allemand. Le roi approuva la confédération rhénane et fut modeste; il opta pour la seconde des propositions de Talleyrand. Dès le 30 juillet il entra en pourparlers avec les électeurs de Saxe et de Hesse, qui n'osèrent d'abord résister à ses desseins. Le 21 août la formation d'un empire du nord fut arrêtée entre les trois princes [1]. Il devait être divisé en trois cercles : de Brandebourg, de Saxe et de Hesse; on y devait englober de gré ou de force tous les petits Etats situés dans ses limites, et on s'emparait de tous les ports allemands sur la Baltique; les électeurs de Saxe et de Hesse eussent reçu le titre de rois. Trop faibles pour se défendre, plusieurs petits princes acquiescèrent à ce remaniement de l'Allemagne.

Napoléon n'entendait pas créer sur ses frontières une puissance si redoutable; aussi l'électeur de Saxe, mieux informé, déclara-t-il soudain qu'il n'accéderait pas au projet de la Prusse, à moins qu'elle n'obtînt l'adhésion de l'Autriche et de la Russie.

Frédéric-Guillaume refusa naturellement de se soumettre à cette fin de non-recevoir : il continua de demander la dignité impériale héréditaire, la présidence des États confédérés, la médiatisation de diverses principautés à son profit, la suppression de la chevalerie de l'Empire, etc. Toutes ces prétentions furent repoussées par les princes allemands; on vit arriver alors précisément les mêmes déceptions qui ont récemment puni la Prusse de la même intrigante ambition; les princes se retirèrent, les uns après les autres, de l'Union à demi-créée, et les Prussiens demeurèrent presque isolés.

Il se retournèrent, fort mécontents, vers Napoléon, et réclamèrent de lui pour consolation les villes hanséatiques. Mais celui-ci ne les craignait plus : il déclara nettement qu'il ne leur accorderait pas cet important littoral. Il leur défendit même de se mêler des affaires de l'Allemagne; puis, se faisant un mérite de son refus vis-à-vis de l'Angleterre, il offrit à cette

[1] Cette aggrégation devait se nommer : Confédération impériale de l'Allemagne septentrionale.

puissance de lui restituer le Hanovre, si elle voulait signer la paix.

La Prusse, furieuse d'avoir été jouée et méprisée, chercha la vengeance dans une coalition avec l'Angleterre, l'Autriche et la Russie. Le ministre Haugwitz, en commençant ces négociations, osa protester que la Prusse n'avait jamais songé sérieusement à l'empire, même à l'empire du Nord allemand. Ses avances furent froidement reçues à Vienne. La Russie, au contraire, s'empressa de signer (le 26 avril 1807) le traité de Bartenstein, où l'on stipulait que le protectorat de l'Allemagne serait également partagé entre la Prusse et l'Autriche. Cette dernière puissance ne voulut pas renoncer à ses droits de prééminence ; Haugwitz lui offrit en vain de partager l'Allemagne en deux confédérations. Alors, donnant par le fait un démenti formel à ses protestations précédentes, la Prusse déclara la guerre, dans le but manifeste de conquérir le Nord allemand. Pour obtenir l'appui des Anglais, elle s'engagea, par la convention de Memel, à leur restituer le Hanovre. Sa complète défaite à Iéna châtia son orgueil et diminua sa puissance. A la paix de Tilsitt, la Hesse devint le royaume de Westphalie; la Saxe entra dans la confédération du Rhin; la Prusse perdit la moitié de son territoire; son alliée de la veille, la Russie, lui enleva ses provinces polonaises.

Il ne restait plus à la cour de Berlin qu'un moyen de se venger : l'agitation libérale, ou plutôt démagogique, contre l'autocratie napoléonienne. Frédéric-Guillaume recourut témérairement à ce moyen. Il devint un des fauteurs de l'esprit démocratique, que les agents anglais fomentaient de leur côté sur le continent. Sous l'impulsion du célèbre Stein, beaucoup d'écrits parurent, qui représentaient la Prusse comme la lumière et le cœur de la future Allemagne « une et constitutionnelle. » Berlin devint le centre de redoutables sociétés secrètes, qui préparèrent l'élan de 1813.

Après la victoire des alliés, l'Autriche, toujours modérée, refusa la couronne de l'empire germanique, pour ne pas blesser la Prusse, mais à condition que la cour de Berlin contribuât à dompter le parti unitaire-démocratique. La monarchie prussienne reçut une étendue considérable; toutefois, craignant l'ambition des Hohenzollern, le congrès de Vienne eut soin de diviser leur royaume en deux parties éloignées et hétérogènes.

Le premier soin de la cour de Berlin fut alors de poursuivre le parti démocratique : au bout de quelques années, il parut éteint. Très-fier de sa victoire apparente, le gouvernement chercha ensuite la voie à de fu-

tures conquêtes, dans la centralisation administrative et l'augmentation de l'armée. Il enleva les gymnases catholiques aux ordres religieux, pour y placer des professeurs hégéliens; il opéra un vaste remaniement des biens fonciers, au profit du fisc, des experts et des grands propriétaires, ce qui ôta au peuple la croyance à l'inviolabilité de la propriété; il compléta cette organisation rationaliste, si admirée de nos prétendus libéraux : bel œuf, en effet, sans aspérités, sans taches superficielles; bel œuf que la nation prussienne a complaisamment couvé; bel œuf dont le germe est le socialisme, dans toute sa perfection de brutalité.

Lorsqu'elle se crut admirablement consolidée par ses institutions, la Prusse reprit son ancien système de politique extérieure. Elle organisa (de 1828 à 1834) le Zollverein : première attaque au pacte fédéral de 1815; premier pas à une nouvelle union de petits États contre l'Autriche, et, par suite, à des conventions militaires destinées à livrer ces États aux Prussiens. Elle s'abandonna plus tard au courant constitutionnel. En vertu de son rôle de flambeau, ses professeurs et ses juifs lettrés travaillèrent à conquérir l'Allemagne au prussianisme. A l'instant de la révolution de Février, le gouvernement prussien croyait toucher à son but : il se voyait déjà, la couronne impériale au front, le drapeau tricolore à la main, régnant des Alpes à la Baltique et donnant à l'Allemagne une constitution-modèle. Soudain se leva contre lui une rivale terrible, la multitude. Réduit à défendre son existence, il a vu s'éloigner le mirage dont son orgueil était enivré. La Baltique demeure au pavillon russe, sous lequel le pavillon scandinave s'est encore plus incliné. Les Alpes et les bords du Rhin sont peuplés de légions révolutionnaires. L'Autriche, abandonnée par l'Allemagne, dont elle est pourtant le bouclier, a subi le séjour des Russes en Hongrie. Le socialisme a grandi subitement, avec sa face d'ogre aveugle, à laquelle les enfants du siècle seront forcés de s'accoutumer, s'ils continuent à s'enfermer dans sa caverne. — N'importe! la Prusse poursuit sa vieille politique ambitieuse. Ses demi-guerres, ses demi-traités, ses demi-constitutions, ses demi-ligues, tous ses actes importants, en un mot, prouvent qu'elle ne renonce pas à la future conquête de l'Empire. Elle est forcée actuellement par la puissance de l'Autriche et par les complots socialistes d'ajourner ses prétentions ambitieuses; mais nous n'espérons pas qu'elle les ait abandonnées : le langage hautain du roi et du prince de Prusse nous confirment dans cette opinion. Nous doutons d'ailleurs que la politique séculaire des Hohenzollern puisse être transformée au point de devenir conservatrice

et modeste ; car il semble que cette fière maison ait pris pour devise : l'empire ou la mort.

Dans l'alternative, c'est la mort que nous serions tenté de lui prédire, avec un célèbre homme d'Etat [1] ; oui, la mort, pour elle et pour toute l'Allemagne, si l'Autriche et la France ne s'alliaient point pour secourir la race germanique.

XVI

Quelle résistance, en effet, la Prusse pourrait-elle opposer aux révolutionnaires, si elle ne changeait pas de système? Presque aucune. Elle semble, au contraire, destinée à les préserver de coups de tête semblables aux insurrections de 1848 ; à conduire doucement et légalement les socialistes au pouvoir, par les universités, les parlements et les temples. Telle est l'opinion de deux autorités fort compétentes : — Mœrdes, l'ex-ministre de la révolution badoise, qui a laissé pour adieux à ses amis le conseil de marcher à la république en suivant la politique prussienne [2] ; — Huber, l'éloquent ennemi des anarchistes allemands, qui dit aux prétendus conservateurs prussiens : « C'est vous qui avez fait tout le mal; car vous n'avez pas assez de cœur et d'intelligence pour être sages. C'est vous qui avez poussé le Roi dans la voie de la révolution ; c'est vous qui l'avez forcé de prêter serment à la constitution avant qu'elle ait été éprouvée, et qui avez ainsi compromis, ou la conscience du Roi, ou le salut de l'Etat. Incapables de bien diriger des affaires simplement politiques, vous êtes bien plus incapables encore de résoudre la question sociale, dont la solution serait une vaste colonisation et la mission à l'intérieur, par l'association de toutes les forces saines [3]. »

Et la Russie? Est-il possible à la Prusse de lui résister sérieusement? — Cela n'est pas présumable; car la Russie est encore plus redoutable aux Allemands que ne l'était l'empire napoléonien. Le slavisme pénètre au cœur de la Prusse par la Posnanie, et les arrière-petits-fils du Napoléon russe, solidement assis sur leur puissant trône, touchent pour ainsi dire à Berlin et aux bouches de la Vistule ; ils peuvent, comme il leur plaît, ou s'emparer de l'alliance prussienne, en promettant à la cour de Berlin l'empire du Nord allemand, ou maîtriser la Prusse par la crainte.

[1] Voir *l'Univers* du 13 septembre 1849. — [2] Mémoires publiés en 1849.
[3] Berlin-Erfurt-Paris, brochure ; 1850.

Celle-ci tremble déjà qu'il ne convienne aux Russes de faire son avant-garde panslaviste de la Pologne, reconstituée temporairement sous un grand-duc.

Humiliée par leur position subordonnée vis-à-vis de la Russie, la vanité invétérée des Prussiens cherche sa revanche, en empêchant la restauration de l'empire germanique sous le gouvernement de la maison de Lorraine. L'Allemagne restera donc probablement livrée à un déplorable dualisme, à moins que la France ne s'unisse aux catholiques de ce pays, pour y rétablir un pouvoir conservateur.

Si la France adoptait cette conduite conservatrice, elle ne marcherait peut-être pas longtemps d'accord avec la Prusse; car si l'on reconnaît chez Frédéric-Guillaume IV beaucoup de qualités estimables, un sincère dévouement à son pays, les fluctuations de sa politique prussienne, depuis 1848, on montré que l'on ne peut entièrement compter sur ce prince pour la défense de l'ordre en Allemagne. Ecoutons à ce sujet les dures vérités qu'un publiciste courageux a dites à son gouvernement et à son pays.

« En maintenant nos prétentions à l'hégémonie, nous devons avoir pensé : ou que l'Autriche céderait volontairement sa suprématie, ce qui serait un suicide; ou qu'elle serait contrainte de souscrire à nos projets. Telle a été la pensée des impérialistes prussiens à Francfort et aussi du cabinet de Prusse. La ruine de l'Autriche était alors un article de foi chez tous les hommes soi-disant éclairés et civilisés dans le nord de l'Allemagne.

« *L'Union*, basée sur cette présomption, posait à faux, par conséquent elle ne pouvait durer; bientôt elle ne fut plus qu'un fantôme, et pour cette ombre nous nous étions brouillés avec nos voisins de droite et de gauche. Les petits Etats qui cherchaient en nous un appui contre la démagogie, revenus de leur effroi, se sont tournés vers l'Autriche, quand ils ont vu ses forces disponibles après la défaite des Magyars. *L'Union* avait toujours été odieuse aux gouvernements; les peuples l'envisageaient avec indifférence, sinon avec mépris. Ainsi fourvoyés dans un faux système, nous heurtant de tous côtés, reculant et repoussés, nous sommes enfin arrivés à la conviction lumineuse que notre politique était impraticable.

« Alors notre conduite était sans doute clairement tracée : nous allions renoncer à cette politique et à toutes ses prétentions, et cela sur le champ, afin de sortir au plus vite de tous nos embarras. — Mais, non!

l'honneur de la Prusse, ne souffre point une telle décision. Nous courons en pélerinage à Varsovie, nous nous y faisons frotter rudement, et voici soudain que l'honneur de la Prusse devient immarcessible... C'était donc l'honneur prussien qui nous empêchait de nous incliner devant le bon droit et le bon sens. Le voilà, cet honneur, qui s'est attribué la mission de l'unité germanique, le voilà courant à Varsovie pour accomplir l'acte considéré comme le plus honteux chez tous les peuples, pour soumettre à un tribunal étranger les affaires nationales. Si nous voulons vraiment abandonner la fantasmagorie de l'Union et nos prétentions insoutenables, que n'allons-nous directement à Vienne, que ne disons-nous là simplement : « Tenez, voilà toute la niaiserie et la diète par dessus le marché, faites-en ce qu'il vous plaira! »

« Il vaut la peine de nous remettre devant les yeux toutes les contradictions de notre politique depuis 1848.

« 1° Nous avons commencé par nous fondre dans l'Allemagne, en ce que nous avons accepté les tendances de Francfort ; — et lorsque ces tendances ont amené leur résultat naturel, nous l'avons rejeté.

« 2° Nous l'avons rejeté en alléguant que les Etats secondaires ne devaient pas paraître soumis au parlement de Francfort ; — et, tout de suite après, nous leur avons proposé le parti beaucoup plus dur de se soumettre à la Prusse.

« 3° Nous avons déclaré que l'initiative exclusive du parlement central était un acte révolutionnaire ; et, aussitôt après, le cabinet a cherché d'une façon plus exclusive, à fonder une constitution allemande.

« 4° Nous avons proclamé cette constitution ; — et nous ne l'avons pas exécutée.

« 5° Nous avons voulu maintenir l'Union ; — et nous avons reconnu pour légitime la constitution fédérative de 1815, qui s'oppose à l'Union.

« 6° Après avoir reconnu cette loi de la confédération ; — nous lui avons refusé l'organe nécessaire.

« 7° Acculés dans une situation insoutenable, nous n'avons pas voulu la quitter, à cause de l'honneur prussien ; — et, au nom de ce même honneur, nous avons demandé aux autres Etats de se déshonorer.

« 8° Et, au nom de ce même honneur, nous avons commis l'action déshonorante les intérêts nationaux à un arbitre étranger.

« 9° Nous avons enfin arrêté un tarif commercial d'après un système ; — et nous avons repoussé les propositions de l'Autriche qui, d'a-

près le même système, offraient des avantages bien plus considérables [1]. »

A toutes ces inconséquences de la politique de la Prusse nous pourrions ajouter et les contrastes de sa conduite vis-à-vis de la Hesse et du Schleswig-Holstein, où elle a d'abord encouragé puis réprimé la révolution, et les contradictions de plusieurs des conventions conclues à Dresde avec les doctrines précédemment adoptées à Berlin.

Malgré ses erreurs, ses défauts et ses faiblesses, la Prusse n'est pas une puissance à dédaigner : nous l'avouons. Une foule de gens la regardent encore comme un nouveau soleil, seul capable de dissiper les ténèbres de l'absolutisme et de la superstition ; et il n'est pas absolument impossible qu'elle n'arrive un jour à la domination de l'Allemagne. — Si la Prusse était maîtresse de toute l'Allemagne, deviendrait-elle conservatrice et libérale ? Saurait-elle gouverner l'Empire et le défendre ? Possède-t-elle encore des conditions de vie et d'avenir ?

Nous pourrions répondre négativement à ces questions par la voix des catholiques prussiens, qui sont presque tous partisans enthousiastes de *la grande Allemagne*, c'est-à-dire des droits traditionnels de la maison de Lorraine : mais nous aimons mieux employer l'organe d'un homme d'Etat prussien, de religion protestante [2]. Beaucoup de ses concitoyens se rapprochent comme lui de la vérité. Il rend hommage avec eux à la belle organisation de l'Eglise catholique. Il convient avec douleur que beaucoup de prétendus-réformés ne se cachent plus la misère du protestantisme « et n'espèrent plus pour cette religion un avenir qu'elle n'a point la force d'assurer. » Les expériences politiques des deux dernières années ont, dit-il, notablement contribué à leur ouvrir les yeux. Il se fait des conversions nombreuses ; elles se multiplieront probablement. L'auteur craint qu'elles ne soient trop précipitées, par le désespoir des protestants en leur religion.

Les catholiques, poursuit-il, qui conseillent à la Prusse une politique modeste, agissent dans son intérêt. Ils reconnaissent les vraies conditions de son existence et de son bien. Il n'en est pas ainsi de la plupart des Prussiens pur sang. Les maximes fausses, impolitiques et antichrétiennes, ont pris une immense prépondérance en Prusse. En examinant l'état de ce pays, l'auteur craint que l'on ne se demande s'il y reste assez de bien pour que l'on doive désirer la continuation de son existence.

[1] *Unsere Politik*. Berlin, 1850.

[2] Lettre publiée par les *Historisch-politische Blætter*, excellente revue que dirige à Munich M. Guido Gœrres.

« Peu d'hommes, dit-il, ont nourri pour la Prusse un amour plus long et plus passionné que le mien; peu d'hommes ont eu pour elle d'aussi vastes espérances. Je me suis obstinément défendu avant d'abandonner mon espoir, avant de m'avouer qu'il n'y a point lieu d'attendre de la Prusse la liberté allemande, et que, *si la vie de l'Allemagne peut renaître, ce ne sera point par la Prusse, mais malgré la Prusse.*

« Depuis quarante ans, plusieurs des hommes les meilleurs et les plus éclairés de l'Allemagne ont partagé mes anciennes opinions; ils ont dépensé leurs forces en vue d'un but faux et irréalisable. Cette conception erronée de la future destinée de la Prusse, a causé beaucoup de mal et de trouble en Allemagne : c'est elle, déjà, qui empêcha, au congrès de Vienne, une plus sage ordonnance des affaires germaniques. Comment a pu naître la croyance que le droit allemand devait être défendu et restauré par ce même état qui, dans toutes les phases historiques de sa création, s'est trouvé en contradiction absolue avec le droit et la liberté de l'Allemagne? — Cette malheureuse croyance est le fruit du génie d'un grand homme fourvoyé. C'est le baron de Stein qui a entraîné les contemporains dans cette fausse voie. Il se consacra au service prussien, dans le but unique de rétablir l'empire allemand, et de le régénérer dans sa puissance et sa liberté d'autrefois, par le moyen de la Prusse. Ce fut lui qui tâcha de transplanter sur le stérile sol prussien les institutions de la vieille liberté germanique, les communes libres, le régime des Etats représentatifs. Il a échoué, en voulant, comme Pygmalion, souffler l'âme et la vie à une simple machine. Mais il mit au service de cette erreur capitale un esprit si puissant et des idées secondaires si justes, que les hommes les plus influents par l'intelligence s'unirent à lui pour travailler vers le même but. De cette façon, naquit en Prusse une vie factice, qui pouvait être facilement prise pour le début d'une vie réelle.

« Les guerres de 1814 et de 1815 entretinrent cette illusion... Quand ensuite le vieux buralisme arbitraire, illégal et sans conscience, redevint tout-à-fait dominant, les disciples de Stein l'attribuèrent d'abord à la faute de quelques membres du gouvernement. Stein finit par se résigner : dans ses dernières années, il tourna son âme vers une patrie plus élevée. Ses disciples les plus fidèles et les plus distingués, tels que Niebuhr, moururent de chagrin. D'autres servirent le buralisme arbitraire; d'autres encore tombèrent dans le scepticisme le plus abject. Nul de cette école ne s'avoua l'erreur du maître; nul ne reconnut que

les fondements de son système, — c'est-à-dire les corporations libres, l'administration élective de la commune, du cercle et de la province, les états-généraux, — ne s'adaptaient nullement à l'essence du prussianisme. La constitution communale, si vantée, n'a même pu engendrer un esprit municipal dans les villes, parce que le Prussien, par caractère, ne s'attache qu'à l'intérêt privé ; il ne possède ni l'aptitude, ni le désir de se vouer aux intérêts de la cité.

« Depuis le grand-électeur et à son exemple, tous les souverains prussiens, surtout Frédéric II, ont travaillé à centraliser l'administration et à détruire les éléments libres des corporations et des Etats. En compensation, la Prusse a reçu un corps de fonctionnaires bien discipliné et bien contrôlé, une administration prompte et un esprit national militaire. En temps de mollesse léthargique et d'anarchie, il suffit d'une pensée énergique et d'un homme de talent, pour transformer l'Etat en un mécanisme, et pour amener les citoyens au volontaire échange d'un droit antique, dont ils ne savent plus user, avec un despotisme vigoureux et centralisateur. Mais, sous ce dernier régime, toute haute idée morale de l'Etat est abandonnée ; il faut renoncer à tout développement moral ultérieur. D'une part, on ne peut plus ressusciter l'ancien organisme libéral, anéanti depuis un siècle. D'autre côté, la centralisation administrative n'a point d'avenir. Tant qu'un habile mécanicien veille au mouvement de ses rouages, tout demeure en ordre; mais, sous une main moins habile, tout se démantibule; les roues s'usent, les ressorts se détendent, les engrenages ne s'endentent plus; la machine s'arrête, et personne ne peut plus la régler.

« Tel est l'état actuel de la Prusse. Depuis que j'ai acquis cette triste connaissance, des écailles me sont tombées des yeux : j'ai vu que mes efforts politiques partaient tous d'un faux principe. Je respire enfin à l'aise ; car la vérité la plus douloureuse se supporte bien plus facilement qu'une illusion... qui nous entraîne à des espérances, à des tentatives toujours déçues... La vérité ne rend jamais malheureux : avec quelque poids qu'elle nous frappe et nous ébranle, elle nous remet aussitôt dans notre assiette normale ; mais l'erreur, qui nous aveugle, contre la volonté de Dieu et l'ordre de Dieu, c'est dans notre cœur un aiguillon empoisonné, qui détermine inévitablement la putréfaction de l'être moral quand on ne l'arrache pas. »

XVII

Après un témoignage si loyal, si courageux, si compétent, nous croyons inutiles d'autres documents à l'appui de nos opinions sur la Prusse, et nous les résumons ainsi, d'accord avec les catholiques d'Allemagne et de Lorraine :

Entre l'empire moscovite et la France, l'Allemagne doit être l'avant-garde de la vraie foi et de la vraie liberté. Par malheur, elle est divisée, demi-paralysée. Il reste dans ce pays deux centres, autour desquels il semble encore possible de grouper des forces pour la résistance sociale : la Prusse et l'Autriche. Mais la Prusse est infiniment moins puissante qu'on ne le croit généralement. La sève de ce pays a été desséchée par les hérésies; il est incapable d'un grand rôle, dans la guerre future pour la religion et la liberté de l'Occident. Sa politique a détruit l'unité germanique, les institutions libérales des Allemands ; on ne peut espérer qu'elle répare les malheurs qu'elle a causés ; il est, au contraire, à craindre qu'elle n'expose l'Allemagne à être mise en pièces par ses redoutables voisins ou par le socialisme. Les hommes prévoyants, qui veulent assurer l'avenir de l'Allemagne et de la France, doivent donc diriger leurs sympathies du côté de l'Autriche. C'est aux fils de Rodolphe de Habsbourg et de Ferdinand II, c'est aux neveux de François de Guise et de Charles V de Lorraine, qu'il appartient de défendre le plus efficacement encore la civilisation chrétienne, contre les sectaires qui menacent de l'anéantir.

XVIII

Pendant la cérémonie de son couronnement [1] dans la cathédrale d'Aix-la-Chapelle, Rodolphe II s'aperçut que le sceptre manquait. Il prit le crucifix de l'autel, il le baisa, et d'une voix ferme : « Voici mon sceptre, dit-il ; je n'en veux pas d'autre que ce signe, par lequel le monde a été sauvé ! » Alors les princes de l'Empire rendirent hommage au roi des rois, et au plus puissant représentant laïc du Seigneur sur la terre.

« Par cet acte, en apparence fortuit, Rodolphe a consacré à Dieu tous ses successeurs ; et il a recommandé à ses descendants de ne jamais oublier que la base et l'emblème de la véritable puissance, c'est la fidèle confiance en Celui dont leur aïeul tenait l'image pendant le plus majes-

[1] Le 28 octobre 1273.

tueux exercice de la dignité souveraine. Qu'ils ont bien gardé conscience de cette consécration, durant la suite des temps, soit dans la puissance incontestée du pouvoir impérial, soit dans les multiples épreuves qu'ils ont subies[1] ! »

Oui, en effet, « la dynastie autrichienne a conservé vivants les vrais principes politiques, religieux et sociaux[2]. » de toutes les familles souveraines de l'Europe, aucune n'a été aussi chrétienne que les Habsbourg, — si ce n'est les Lorraine, LE RAMEAU AÎNÉ DE LEUR MAISON ; — aucune race puissance ne s'est montrée si constamment modérée et conservatrice. A l'époque où les petits-fils de Rodolphe, à l'apogée de leur puissance, régnaient sur la majeure partie de l'Europe et de l'Amérique, il est vrai que la branche espagnole ne fut pas inaccessible à l'orgueil et à l'ambition ; mais, du moins la race tout entière lutta contre les Turcs et les protestants ; et ce ne fut pas trop de ses vastes ressources pour préserver une partie de l'Europe de cette double invasion du matérialisme.

La monarchie autrichienne ne s'est pas formée, comme les grandes puissances schismatiques, par une série de perfidies et de violences. L'héritage des archiducs d'Autriche fut légitimement conféré à Rodolphe II par la diète d'Augsbourg (1282). Ce noyau s'est accru peu à peu par des donations volontaires et des héritages réguliers. Il n'y a que les droits de l'Autriche à ses possessions italiennes et à la Galicie, qui puissent souffrir contestation.

Toutefois, la domination motivée des Habsbourg en Italie remonte à plusieurs siècles. Après l'extinction de leur branche espagnole, le duché de Mantoue fut gardé par l'empereur Joseph Ier[3], qui l'avait conquis pendant la guerre de la succession : les traités d'Utrecht et de Rastadt donnèrent en outre à Charles VI, pour sa part de l'héritage espagnol, le

[1] *Historisch-politische Blætter*, de Munich.

[2] Discours de M. le marquis de Valdegamas, du 30 décembre 1850. — L'illustre orateur a dit ensuite : « La dynastie autrichienne eut le malheur de laisser dans l'oubli et l'abandon les principes économiques, les principes administratifs, les intérêts matériels ; c'est ce qui explique sa chûte. » Cette observation, juste peut-être quant à l'Espagne, n'a pas été appliquée et n'est pas applicable aux empereurs d'Autriche. S'ils ont éprouvé des malheurs ce n'est pas parce qu'ils auraient négligé les intérêts matériels, les principes administratifs ; c'est, au contraire, parce que, depuis Joseph II jusqu'a l'avénement de François-Joseph, ils avaient en partie subordonné les doctrines morales et politiques à l'administration et à l'industrie.

[3] Le duc Charles III de Gonzague vint à mourir sans héritiers directs, pendant l'occupation.

Milanais et le royaume de Naples, qui fut échangé contre les duchés de Parme et de Plaisance. Et, en compensation des pays qu'elle lui avait pris, c'est la France qui a cédé la première à l'Autriche, Venise, la Dalmatie et l'Istrie; si l'aigle autrichienne flotte sur la Haute-Italie, c'est à nous, destructeurs de la république vénitienne, que l'on doit principalement l'attribuer. L'histoire doit donc excuser l'occupation du royaume lombard-vénitien par les princes lorrains.

Quant aux provinces polonaises, c'est différent : en bonne justice, il faut les considérer comme un fidéi-commis, laissé par l'Europe à la maison de Lorraine. Le gouvernement autrichien allègue en vain, pour son excuse, les anciennes prétentions des couronnes de Bohême et de Hongrie à la souveraineté de la Galicie : ces prétentions ne supportèrent pas l'examen de la loyale Marie-Thérèse; il est certain, nous le répétons, qu'elle ne signa l'acte de partage qu'avec remords, et non sans avoir longtemps lutté contre la ligue scélérate de Kaunitz, de Frédéric et de Catherine.

Si nous cherchions l'apologie plutôt que la vérité, il nous serait facile, par la voie de comparaison, d'atténuer cette usurpation de l'Autriche; de rappeler, par exemple, que la maison de France elle-même a jadis conquis la Bretagne, la Lorraine, l'Alsace et la Franche-Comté, par une politique perfide et violente; et nous ferions observer que cependant la France a encore été, après l'Autriche, la plus modérée des grandes puissances. Mais il y aurait à nous répliquer, avec raison, que ces provinces parlaient en partie notre langue et provenaient en général de la souche française, tandis que l'Autriche règne tout à fait en étrangère à Milan, à Venise et à Léopol.

La cour de Vienne reconnaît ce fait. Aussi, pendant les troubles de 1848, avait-elle proposé, par un désintéressement bien rare, de rendre l'indépendance à la Lombardie, moyennant indemnité, et d'accorder à la Vénétie une administration élective et nationale. Les Italiens, qui ont refusé ces offres, se sont montrés indignes de renaître quant à présent, car ils se sont complétement trompés sur les moyens et la voie de leur grandeur. Ils les cherchaient du côté de la Sardaigne, de la Suisse et de l'Angleterre, chez les peuples révolutionnaires et protestants; c'est au contraire dans les conseils et les exemples de l'autorité pontificale et du royaume de Naples, (peut-être même, un jour, du côté de la France et de l'Autriche réunies,) que l'Italie, déjà grande par la Papauté, trouverait les conditions d'une glorieuse indépendance. Pour le présent, — après

la guerre qu'on lui a faite, en refusant ses offres d'affranchissement amiable, — l'Autriche ne pouvait agir avec plus de générosité vis-à-vis des Lombards-Vénitiens ; elle leur a encore concédé, par la nouvelle organisation provinciale, toutes les libertés que la faiblesse de leur sens politique peut exercer et supporter.

Le rétablissement de la Pologne serait certainement désirable, au point de vue de la justice et de la raison ; mais on conviendra que l'Autriche ne peut pas seule rendre l'indépendance à ce pays. Divisée en plusieurs races, et profondément bouleversée par la révolution, la Pologne n'aurait de chances de durée que si elle était rétablie sous la forme de monarchie héréditaire fédérale, et soumise longtemps à la protection des grandes puissances catholiques. Or, il est facile de voir que l'existence de la Prusse à côté des forces de la Russie, et la destruction de l'empire germanique, empêchent la restauration de la Pologne. Il ne pourrait donc y avoir d'avenir et de liberté conservatrice, pour les Polonais, que dans le rétablissement d'un empire d'Allemagne, appuyé par la France, et confié de rechef à la maison de Lorraine. Pour atteindre ce grand résultat, il serait nécessaire qu'une ligue des catholiques de France, d'Allemagne et de Pologne, s'organisât pour combattre les deux grandes puissances schismatiques du Nord. Or, le temps n'est pas venu où il y ait sujet d'espérer un tel mouvement social.

S'il était permis de faire de la politique d'utopies, de chercher le mieux et d'y prétendre, nous indiquerions un remaniement de l'Europe : que n'avons-nous le don des miracles pour l'accomplir !

La nation allemande retrouverait l'unité, la gloire et le bonheur ; car nous rendrions la présidence de l'Allemagne à la maison de Lorraine. Au chef héréditaire du Saint Empire reconstitué, nous confierions l'armée, la marine, la diplomatie et les finances spéciales de la Confédération germanique. Les autres souverains allemands demeureraient les maîtres, chacun chez soi, mais ils redeviendraient les grands vassaux héréditaires, les pairs de la couronne impériale ; leur respect pour cette autorité supérieure mettrait leur propre puissance à l'abri de l'invasion étrangère, dont ils sont déjà menacés. Tous les peuples allemands se verraient alors unis sous la tutelle des fils de Charlemagne et des parents de Rodolphe de Hapsbourg. Pour que la nation allemande préludât à sa défense par le respect des nationalités étrangères, et qu'elle acquît toutefois la force nécessaire à la cause sociale, un beau royaume de la Haute-Italie serait confié à l'illustre famille de Bavière, et la catholique maison de

Saxe recevrait le trône de la Pologne ressuscitée. La Saxe, la Bavière et la Silésie seraient jointes à l'Autriche, en échange de l'Italie et de la Galicie, et on lui assurerait les moyens de défendre le Danube contre les Russes. Comme la France est aussi puissante et plus compacte que l'Autriche, nous n'aurions point à craindre que celle-ci s'agrandît, si nous recevions des équivalents. Nos frontières seraient alors portées à leurs limites naturelles, qui sont déterminées à la fois par la langue et la géographie; elles comprendraient la Belgique, la Savoie, et les places fortes qui nous ont été enlevées par la Prusse. Dans ces conditions de notre rêve, la maison de Lorraine aurait beaucoup de force pour la résistance, soit contre nous, soit contre la Russie, mais assez peu pour la conquête, à cause de l'organisation libérale et fédérative des pays soumis à son protectorat. Elle aurait au plus haut point la liberté du bien, et le mal lui serait difficile; car si par malheur elle adoptait une politique orgueilleuse et menaçante, le grand empire des Français serait bien capable tout seul de défendre l'équilibre de l'Europe en secourant les petits Etats menacés, et, probablement, il lui serait facile alors de s'allier aux Moscovites pour prendre l'Allemagne entre deux feux terribles. Sous une telle organisation, non-seulement le catholicisme redeviendrait bientôt presque universel en Europe, si les chefs des deux groupes allemand et français étaient sincèrement chrétiens, mais il s'étendrait aussi, sans tarder, le long de la Méditerranée, en Afrique et dans tout l'Orient.

Ce rêve, un Napoléon catholique le transformerait en système, et alors il ne serait peut-être pas irréalisable. — Mais peut-on savoir mauvais gré à l'Autriche de ce qu'elle est plus humble dans ses desseins? de ce qu'elle se contente de vouloir le maintien de la Prusse, de la Russie et de la Sardaigne dans leurs limites actuelles? de ce qu'elle se borne à défendre l'ordre qui existe, en cherchant seulement à réaliser, au dehors et à l'intérieur, des améliorations utiles à l'Europe? Ses projets les plus chers sont bien connus; elle en poursuit l'exécution au grand jour. Elle veut s'unir étroitement à l'Allemagne, avec tous ses états, par une alliance fédérale et une association douanière et commerciale. Elle tâche de garantir contre la Russie la liberté du Danube et de la Méditerranée. Dans ce double but, elle se propose de faire creuser à ses frais, sur le territoire ottoman, un canal éloigné du canon russe, et elle va consacrer 400 millions à augmenter sa marine militaire. Elle prétend faire respecter partout ses possessions et ses droits actuels: son ambition ne va pas plus loin. Aussi s'est-elle montrée calme et mo-

deste, dans ses luttes et ses succès militaires et politiques. Elle se prête à combattre le socialisme partout où elle peut l'atteindre. Elle témoigne les plus grands égards pour le souverain Pontife et pour les droits acquis des autres gouvernements. Que peut-on lui demander de plus? Songer à l'attaquer sans motif, et vouloir l'affaiblir, ce serait folie; car, selon le proverbe allemand, « s'il n'y avait pas une Autriche, on devrait la créer ; » et il faut la conserver compacte, puissante et sage, puisqu'elle est le principal rempart du Catholicisme et de l'Occident. Applaudissons-nous donc du salut de la maison de Lorraine, et ne craignons pas de nous associer franchement à sa politique extérieure, qui tend à soutenir tous nos intérêts les plus précieux.

XIX

Il est impossible à un gouvernement de se conduire constamment avec une perfection irréprochable. Aussi la politique intérieure de l'Autriche n'a-t-elle pas été toujours, et en tout, sage et ferme : il serait cependant injuste de méconnaître qu'elle a été généralement inspirée par la bonté et la loyauté héréditaires de la maison de Lorraine.

Pour empêcher de se dissoudre les éléments hétérogènes de l'empire autrichien, il y a deux méthodes possibles : la force ou l'amour.

« Le premier de ces deux moyens de fusion, la force (qui, lorsqu'elle est jointe à la ruse, réussit presque toujours) », est celui dont s'est en général servie chez nous la race des gouvernants... Le second moyen, l'affection, n'y ressemble guère. C'est celui qu'on avait pratiqué à Vienne, et dont l'essai, quoiqu'il échoue maintenant, n'avait pas toujours été malheureux. Fidèle à ce système, l'Autriche « avait assuré aux Vénéto-Lombards de nombreux avantages matériels; » en Galicie, elle avait à la fois laissé aux gentilshommes de précieux souvenirs patriotiques[1] « et tellement amélioré le sort des paysans, que ceux-ci, par bel enthousiasme austromane, se sont mis, lors des querelles politiques, à égorger leurs seigneurs à son profit. » Elle n'avait que trop respecté la charte des Magyars, qui empêchait une suffisante action gouvernementale, et qui condamnait la Hongrie à languir morcelée, sans finances, sans travaux publics, sans corps judiciaire véritable, aux mains des diétines de chaque comitat, qui administraient pitoyablement le pays.

[1] Elle avait conservé, entre autres, les noms et l'exercice de plusieurs des anciennes fonctions nationales.

Entre les provinces slavo-germaniques « l'amour commun d'une famille excellente tenait lieu de l'unité manquante. Plus efficace que n'eût été un congrès fédératif, où souvent éclatent de vives jalousies, ce doux et puissant lien produisait entre eux la cohésion, — chose nécessaire à leurs intérêts communs, à leur défense, et même à celle de l'Occident. »

C'est que la maison de Lorraine, même pendant sa décadence joséphiste, tenait à remplir ses promesses envers ses sujets. A part les tristes essais de Joseph II, « elle n'avait que peu imité l'envahissement gouvernemental, qui date de loin chez nous et ailleurs; elle s'était d'ordinaire abstenue de sacrifier des lois et des coutumes vénérables à l'idole de la centralisation. A Schœnbrunn on n'avait pas établi comme à Versailles le siége d'un accaparement infatigable; les peuples qui venaient y recevoir des ordres, avaient été laissés maîtres de conserver leur administration propre et la plupart de leurs usages. On tolérait pour chacun d'eux jusqu'à la liberté de son idiôme; on faisait plus : on était assez gracieux pour le parler quelquefois soi-même.

« Toutefois, et quoique le souverain proclamé chef des Autrichiens à Vienne, consentît à s'aller faire couronner roi de Bohême à Prague, et de Hongrie à Pesth, — il conservait, au milieu de son intelligente et affable condescendance, des moyens efficaces d'empêcher les chocs interprovinciaux; parce que bien des prérogatives ne lui étaient pas disputées, et que l'assentiment universel laissait beaucoup de choses à son arbitrage.

« Sans doute, malgré ses pouvoirs supérieurs et définitifs, le gros des affaires ne se décidait que d'après l'avis des hommes spéciaux; car les populations se choisissaient des mandataires légaux, à l'opinion desquels le trône avait grand égard. On connaît les deux *tables* ou chambres hongroises, les assemblées bohêmes, etc.; et c'est pendant la durée même d'une session des *États* de la basse Autriche, qu'a éclaté, par un mouvement d'étudiants et d'étrangers, la dernière révolution. — Mais de tels corps, néanmoins, ne se mouvaient guère que dans la sphère consultative; le monarque conservait, sur la résolution finale, droit de modification, voire de *veto*; droit qui, précieux en de pareilles circonstances, lui permettait de restreindre, au profit de l'ensemble, les prétentions outrecuidantes des parties, par conséquent d'empêcher de se heurter les nationalités dissidentes. Remis ainsi à des mains exemptes d'entraves, le sceptre était un gouvernail; il savait parer aux dangers publics, et diriger prudemment chacun des vaisseaux de la flotte politique, de

manière à les préserver des collisions réciproques qui eussent pu les faire sombrer.

« Cette haute et salutaire intervention irresponsable, qui, déférée à des princes bons et respectés, n'était point un absolutisme, mais un patriarcat, »[1] elle a disparu momentanément par suite de la révolution viennoise ; on a vu ce qui en est résulté : l'absurde et funeste essai d'une constituante autrichienne, et une horrible guerre de races, fatale à l'Europe entière.

Ce désastre a été, on peut le dire, la plus éclatante justification du système précédent, que le prince de Metternich avait eu la sagesse de maintenir, et par lequel il avait procuré à l'Autriche plus de trente ans d'une incomparable félicité matérielle[2]. L'histoire, nous le croyons, reconnaîtra que cet homme d'État a été le moins centralisateur et le moins révolutionnaire des puissants ministres contemporains. Il a laissé subsister les libertés provinciales et la hiérarchie des corporations ouvrières ; il a fait dans toute l'Europe une guerre franche à la démagogie.

Mais, par malheur, sa politique s'est écartée des traditions austro-lorraines en un point capital : les relations de l'État avec l'Église. Il n'a pas rompu à temps avec les idées joséphistes de son entourage et de son époque ; il n'a pas assez tôt reconnu la nécessité de l'apostolat religieux. La crainte de froisser les protestants, les Grecs schismatiques, les professeurs et les courtisans, l'a empêché d'encourager suffisamment les prédications catholiques ; se contentant à peu près d'entretenir la monarchie matériellement prospère, il n'a guère travaillé à l'éducation de l'âme ; il n'a pas assez contrôlé la moralité des employés, ni assez restreint le buralisme. Comme les congrégations et le clergé séculier, tombés dans l'indolence et le joséphisme, se résignaient à demeurer, en matière religieuse, sous la direction de l'Etat, le prince de Metternich ne s'est pas hâté de les affranchir. En un mot, quoique supérieur à presque tous ses contemporains, il n'a pu complétement maîtriser, en lui et autour de lui, les erreurs du temps, le rationalisme. Son esprit clairvoyant avait néanmoins deviné, pendant les dernières années, que toute autorité s'appuie sur Rome, et que le Saint-Père doit avoir pleine liberté de rapports avec tous ses enfants ; il avait commencé l'émancipation de l'Eglise autri-

[1] M. G. de Dumast, *Lettres sur l'Allemagne.*

[2] Avant 1848, il n'y avait rien de si rare en Autriche qu'un homme laborieux qui fût pauvre.

chienne, lorsque la révolution l'a renversé, et, en le frappant, a livré l'Empire à l'anarchie.

Alors, pendant plus d'un an, l'Autriche a subi les conséquences du rationalisme, implanté par Joseph II : si ce prince avait réussi dans ses projets politiques, s'il avait pu centraliser toute la monarchie, c'en eût été probablement fait de l'Autriche ; elle se fût dissoute en trois ou quatre nouvelles républiques, qui eussent appuyé notre gouvernement provisoire et le parlement de Francfort ; une épouvantable confusion eût régné dans toute l'Europe, et nul ne sait si l'on eût pu en sortir.

Grâces à Dieu, l'armée et l'administration n'étaient point organisées sur le modèle de la Prusse et de la France : l'armée et la décentralisation ont sauvé la monarchie, aidées qu'elles étaient par un reste d'esprit catholique et par l'amour pour la famille régnante, qui ne s'était pas encore éteint partout. Le dévouement pour le bien a grandi à la hauteur du mal. De nombreux bataillons de volontaires se sont organisés dans les provinces slavo-germaniques ; un peuple de soldats est sorti de la Croatie ; Windisch-Grætz, Radetsky, Jellachich, ont inscrit dans les fastes militaires de leur patrie quelques-uns des faits les plus glorieux que l'histoire ait jamais enregistrés. Le premier de ces hommes illustres, trahi par la lenteur des renforts qu'il devait attendre[1], a été débordé par l'ennemi, sans avoir été entamé, et on l'a sacrifié aux criailleries intéressées d'une presse anarchique ; son rappel a jeté ses troupes dans le désordre, et nécessité peut-être l'entrée des formidables forces russes ; mais l'armée autrichienne, sous l'énergique commandement de Haynau, n'a pas tardé à reprendre une éclatante revanche.

L'aristocratie magyare a d'abord été traitée sévèrement, après sa défaite : il faut avouer qu'elle l'avait mérité. Avant la révolution, par respect pour la constitution, le Gouvernement laissait à cette noblesse l'administration du royaume. Elle était exempte de taxes et d'impôts ; elle choisissait dans son sein les députés de la Chambre basse, presque tous les administrateurs, presque tous les juges du pays ; elle conservait la faculté d'accorder ou de refuser les contributions et les recrues. Le Gouvernement ne se réservait que les droits absolument indispensables pour

[1] Le prince Windisch-Grætz, arrêté par les contrées marécageuses de la Theisz, derrière lesquelles se recrutait l'armée hongroise, avait demandé une réserve de quarante mille Russes et quelques troupes autrichiennes ; il voulut se retrancher dans une forte position, entre Comorn et Bude, pour attendre ces renforts ; mais son rappel fit abandonner ce plan, et décida une déplorable retraite. Les documents officiels jettent une nouvelle lumière sur la révolution et la guerre de Hongrie.

rattacher la Hongrie au reste de l'Empire. Il avait permis la publicité des débats parlementaires, et donné une liberté plus que suffisante à la presse magyare. Il tolérait l'administration des nobles, quoiqu'elle eût tous les vices et tous les défauts imaginables. Il ne tendait que faiblement à opposer à la noblesse le contrepoids du tiers-état. Il avait nommé l'illustre et malheureux Szechenyi préfet ou ministre des travaux publics en Hongrie : si les gentilshommes avaient voulu se soumettre à de légères impositions, et en confier le produit à cet homme éminent, en l'autorisant à tracer des routes, à régler le cours des fleuves ; s'ils avaient secondé le Gouvernement en appliquant à ces améliorations leur ardent patriotisme, la Hongrie fût devenue en peu d'années un des pays les plus fortunés du monde. — Mais l'orgueilleuse noblesse magyare visait à l'indépendance complète de la Hongrie. Elle avait la folie de vouloir démembrer l'Autriche, pour créer une seconde Prusse, malgré le voisinage de la Russie. Elle prétendait magyariser et tyranniser les Slaves. Se livrant à un rhéteur démagogue, qui la flattait pour l'asservir, elle s'est lancée à corps perdu dans la révolution. Sa cause était mauvaise : aussi l'a-t-elle vainement soutenue avec un brillant courage. Comme elle a compromis les plus grands intérêts de l'Europe en travaillant à l'avénement du panslavisme, comme elle a même offert aux Russes de les reconnaître pour maîtres au jour de sa défaite, les chrétiens occidentaux n'ont pu que se féliciter de sa chute. Et si chacun gémit des exécutions et des confiscations qui ont puni sa révolte, on est bien obligé de reconnaître que ces rigueurs étaient de justes représailles des meurtres, des confiscations et des supplices[1], par lesquels le gouvernement de Kossuth châtiait les honnêtes familles, fidèles à leur légitime souverain et aux vrais intérêts de leur patrie.

Aussitôt que la miséricorde a été possible, le gouvernement impérial a manifesté de la compassion pour les malheurs des Hongrois; il s'est montré disposé à pardonner et à oublier leurs fautes. Ceci encore n'était que justice; car l'absence d'autorité à Vienne, et l'anarchie qui régnait dans presque toute l'Europe, rendaient ces erreurs plus excusables.

Les idées clémentes et modérées porteront bonheur au gouvernement

[1] L'histoire fera connaître toutes ces violences, qui provoquaient un sévère châtiment. Un seul délégué de Kossuth, commissaire dans un petit comitat de Transylvanie, a fait pendre ou fusiller en quelques jours vingt-six personnes. Le gouvernement hongrois confisquait les biens des nobles restés fidèles à leur roi. Il a fait exécuter plus de quatre cents partisans de la cause royale.

autrichien, s'il continue à respecter les droits des diverses nationalités de l'Empire. Eclairé par l'expérience, il désire conserver et perfectionner les institutions provinciales, auxquelles il a dû en partie son salut. Saura-t-il cependant éviter tout à fait les excès du régime parlementaire, l'anglomanie, l'idolâtrie de la tribune et de la presse? Reconnaîtra-t-il que le rétablissement du *patriarcat* impérial est absolument nécessaire pour entretenir la paix et la justice entre les diverses races, et pour maintenir la monarchie suffisamment forte contre la Russie et les révolutionnaires? — Nous commençons à espérer que ces lumières ne lui feront pas généralement défaut. Il a semblé d'abord embarrassé de sa victoire : sa politique intérieure a trahi des faiblesses et des oscillations : d'une part, il a fait des concessions exagérées à l'esprit démocratique et à la presse; de l'autre, il a penché à augmenter la centralisation. Mais peu à peu la vérité s'est fait jour, et c'est le rationalisme qui, en somme, a perdu du terrain dans cette lutte intime. Il y a sujet d'espérer que l'Autriche ne succombera point actuellement « aux fléaux de la bureaucratie et de la centralisation, qui sont, tantôt les avant-coureurs, tantôt les conséquences de la démocratie. Donner pleine liberté au bien, c'est-à-dire à l'Eglise, maintenir avec soin la division politique, administrative et judiciaire des nationalités diverses, — qui ont dans la couronne, dans l'Eglise et dans l'armée, trois liens suffisants : — tel doit être, à mon avis, le programme de la politique autrichienne. J'y ajoute ma maxime favorite : « *On ne se sert pas de la révolution, on la sert*[1]. »

XX

La couronne, l'Eglise et l'armée, — la tête, le cœur et le bras, — voilà bien d'où dépend partout la stabilité des empires. Lorsque ces trois forces sont unies dans une même bonne pensée, dans un même travail de conservation, l'être social est plein de puissance et de santé.

Or, la couronne d'Autriche est aujourd'hui dignement portée. Le jeune empereur a débuté en noble fils des Lorraine, en noble cousin des Habsbourg : après avoir combattu en chevalier, il s'est montré empressé de pardonner en père et de gouverner en chrétien. « Un système funeste, aussi indigne pour l'Etat que pour l'Eglise, est enfin tombé. » La devise du jeune prince : *Viribus unitis* « est devenue une vérité dans sa plus haute

[1] Lettre inédite d'un célèbre homme d'Etat.

expression. L'Eglise catholique d'Autriche est de rechef une branche vivante de la grande vigne qui entoure le monde. La libre circulation du sang, condition de toute vie saine, n'est plus désormais interrompue par des liens... Toute l'Allemagne catholique aura part à la bénédiction de ce bienfait... L'arme la plus aiguisée est brisée dans les mains des ennemis de l'Eglise, ministres despotes ou jacobins athées. La révolution a perdu son plus fort boulevard. Malgré les clameurs d'adversaires clairvoyants, et d'amis atteints de myopie, François-Joseph a été le bienfaiteur de notre sainte religion. Nous saluons avec joie cet antique et toujours jeune esprit des Lorraine, comme de leurs cadets les Habsbourg : esprit qui, en heur et malheur, s'est toujours élevé fermement vers le ciel. « Et Dieu ne l'a point délaissé ; dans l'extrême détresse, quand tout semblait humainement perdu, Dieu lui a toujours envoyé des sauveurs[1]. »

L'Eglise autrichienne avait jadis des reproches graves à se faire : elle sommeillait dans une opulente prison ; mais elle s'est réveillée au jour de l'épreuve ; la tribulation a séparé le grain de la paille, et le grain s'est trouvé beau et abondant, car l'orgueil n'avait pas desséché ni faussé l'esprit des ecclésiastiques. Le langage du concile de Vienne a été plein d'orthodoxie et de dignité. Il n'a pu détruire complétement, dans une minorité des prêtres, les doctrines joséphistes ; mais son autorité a été grande au dedans et au dehors de l'empire. On n'a d'ailleurs pas vu se manifester chez les croyants, en Autriche, la théorie de la séparation absolue de l'Eglise et de l'Etat ; on a pensé dans ce pays, parmi les chrétiens, que le clergé doit accepter partout le gouvernement des âmes, et empêcher partout, autant que possible, la liberté du mal. La plaie la plus grave chez toutes les classes de l'empire, c'est le penchant au plaisir et à la mollesse ; or, deux années de guerre civile en ont facilité la guérison. Que du sein de l'Eglise amendée sortent des professeurs et des missionnaires, prêchant d'exemple autant que de parole : et cette société, qui se matérialisait, pourra se remplir d'une sève nouvelle, et devenir, comme au moyen âge, féconde en saints et en héros chrétiens.

L'armée autrichienne est vêtue et payée médiocrement. Elle mène une vie dure et laborieuse ; mais elle a de bon les armes, les bras et le cœur. On ne peut la dire dévote ; ses mœurs ne sont rien moins que réglées ; cependant elle conserve la vénération des choses saintes, et le

[1] Adresse des catholiques de Bavière à l'empereur François-Joseph.

soldat mourant est heureux de reposer son front dans le sein du prêtre. Aucune troupe n'est plus décidée à vivre et à mourir pour son souverain. Si l'on a vu quelques-uns des régiments hongrois embrasser la cause de la révolution hongroise, cela est venu de ce que des ministres traîtres ou lâches les avaient pour ainsi dire livrés à Kossuth. Toute l'armée est actuellement si sûre, à l'intérieur, que l'on y a incorporé sans crainte plus de quarante mille insurgés. Nous croyons qu'elle peut aussi se mesurer avec chances de succès contre les meilleures troupes étrangères. L'esprit fraternel de cette armée [1], sa solide discipline, son humanité, sa fidélité, l'exaltation de ses sentiments d'honneur [2], les soins pris des invalides [3], l'utile réserve de la landwehr, la belle organisation des colonies militaires, la bonne éducation donnée aux enfants des officiers et des sous-officiers, le choix des remplaçants parmi les anciens soldats, l'action respectée des aumôniers, la séparation des troupes d'avec le pouvoir civil [4], la mansuétude des punitions en temps de paix, la sage parcimonie des distinctions honorifiques [5], les décorations spéciales réser-

[1] Les individus de même grade se tutoient et se nomment frères; on continue de se tutoyer hors de service quand on s'est connu de même rang, quoique souvent tel soit devenu général, tandis que tel autre est demeuré capitaine. Le général et le colonel mangent à la même table que le second lieutenant et l'aspirant-officier (cadet). Les heures de service finies, on vit ensemble avec familiarité. Un officier ou sous-officier en voyage est sûr de recevoir l'hospitalité la plus empressée dans les garnisons qu'il rencontre; il lui suffit de se nommer pour être bien accueilli et habituellement hébergé gratuitement.

[2] On est très-chatouilleux sur le point d'honneur. Tout officier qui se laisse frapper sans faire usage de ses armes est chassé du régiment; il en est de même de tout officier qui est convaincu d'avoir manqué à sa parole d'honneur, d'avoir triché au jeu, d'avoir souscrit une fausse promesse de mariage, ou de s'être enivré en mauvaise compagnie.

[3] Les soldats et sous-officiers qui ont servi plusieurs années ou qui sont devenus invalides par suite de maladies ou de blessures, reçoivent ou la demi-pension, ou la pension entière, s'ils veulent vivre chez eux en liberté; on les admet dans les maisons d'invalides s'ils le préfèrent. On ne distingue point si la maladie ou la blessure a été reçue ou non en service, si ce n'est pour accorder un plus grand secours quand on a été blessé devant l'ennemi. Presque tous les emplois des douanes, des sels, des salpêtres, presque tous les consulats, sont réservés aux anciens officiers, de même que la surveillance des édifices publics et des palais impériaux.

[4] L'armée forme un corps à part dans l'empire; elle ne relève que de l'empereur et de ses chefs; elle n'a pas d'ordre à recevoir des autorités civiles. Tous les militaires sont jugés par des tribunaux militaires; ils ne comparaissent jamais devant aucun tribunal civil, de quelque méfait qu'ils soient accusés.

[5] L'Autriche ne compte environ que cent vingt chevaliers de Marie-Thérèse. Avant la révolution de 1848, il y avait seulement cent quatre-vingts chevaliers de Saint-Étienne, et deux cent cinquante de la Couronne-de-Fer.

vées aux militaires, — toutes ces institutions, toutes ces coutumes militaires sont de grands avantages; l'Autriche est heureuse d'avoir su les conserver ou les acquérir.

Ainsi la tête, le cœur et le bras, c'est-à-dire la couronne, l'Eglise et l'armée, sont encore actuellement unis dans un esprit conservateur; il n'y a donc pas à désespérer de la monarchie, quoiqu'elle soit hétérogène, minée par la démocratie presque autant que les autres puissances, tourmentée par le formalisme des employés, menacée par la démagogie étrangère et l'ambition de la Prusse, entravée par le panslavisme, énervée en partie par le goût du plaisir. Si la maison de Lorraine demeure fidèle à ses traditions patriarcales et chrétiennes, nous avons la confiance que Dieu lui fera vaincre tous ces périls, et que peut-être elle verra derechef se briser à ses pieds, devant les murs de Vienne, la puissance des ennemis les plus terribles du catholicisme.

Il reste, en somme, à l'Autriche assez de force au dedans, et de sympathies au dehors, pour que le triomphe de la civilisation chrétienne fût certain pour le moment dans toute l'Europe, si la France, après avoir rétabli l'autorité dans son propre sein, s'alliait franchement à la maison de Lorraine. Les deux nations se sont engagées de concert dans la bonne voie, par la restauration du Pape et la concession d'importantes libertés à l'Eglise. Qu'elles avancent dans ce chemin de salut : leurs mains ne tarderont pas à s'y rencontrer pour s'unir; car leurs caractères sont faits pour sympathiser. Tandis que les Prussiens ont un esprit moqueur, vantard et gourmé, et des prétentions qui les éloignent de nous, les Autrichiens montrent, en général, beaucoup de simplicité, de modestie et d'affabilité, et ils manifestent une vive sympathie pour la France. Malgré les blessures que leur ont portées, depuis plusieurs siècles, nos armes, notre politique et notre presse, ils demeurent de bienveillants appréciateurs de toutes nos gloires et de toutes nos qualités. Les carrière de l'armée, de la diplomatie et de l'administration, sont ouvertes en Autriche aux Français instruits et laborieux qui désirent les parcourir. Dans les salons les plus distingués, chez les hommes les plus puissants, comme parmi les simples soldats et le peuple, on entend sans cesse exprimer le regret que la France ne rende pas justice à l'Autriche, et que nos gouvernements ne veuillent pas s'unir intimement à la maison de Lorraine pour maintenir l'équilibre et le repos de l'Europe.

Cessons donc enfin cette lutte fratricide, que nous avons poursuivie depuis trois siècles, ou sur le terrain diplomatique, ou sur les champs

de bataille. Que les deux grandes puissances catholiques s'aident respectivement à réparer les catastrophes causées par leurs mutuelles erreurs. Elles ont devant les yeux le résultat de leur querelle séculaire : l'Angleterre, reine des mers et ayant acquis cent vingt-cinq millions de sujets; la Russie, occupant le Nord, écrasant l'Orient, épouvantant l'Occident, avec les cinquante millions d'hommes qu'elle a conquis depuis moins d'un siècle; la Prusse, ayant porté à plus de seize millions sa population, qui n'était que de deux millions d'âmes il y a cent ans. Vis-à-vis de ces forces anti-sociales, la France et l'Autriche, les deux sœurs catholiques, sont demeurées à peu près dans leurs anciennes limites; en outre, le Saint Empire germanique a été détruit, la Pologne a été anéantie, l'Espagne est tombée au second rang, l'Italie et la Suisse sont devenues la proie de l'anarchie : voilà les fruits de notre ancienne politique, de la politique de Richelieu et de Voltaire.

Changeons enfin de façon de voir et d'agir; unissons-nous une bonne fois à l'Autriche, pour conserver au moins les forces morales actuelles : — Sinon la ruine du catholicisme sera peut-être bientôt consommée en Europe; sinon peut-être verra-t-on, avant la fin de ce siècle, le représentant du slavisme photien prendre possession du tombeau des apôtres, et réaliser l'idée moscovite, — en rétablissant, sur les cadavres des socialistes et les débris de la société catholique, l'empire agrandi de Constantin.

CONCLUSIONS.

I

La cause perpétuelle du bien, c'est la foi : céleste puissance de création et d'union, elle produit la charité active, en laquelle toutes les vertus se résument.

La cause perpétuelle du mal, c'est la cupidité : puissance infernale de division et de destruction, elle comprend l'orgueil, la sensualité, l'avarice, et provient de l'incrédulité, ou bien y conduit.

Céder à la cupidité, combattre la foi, c'est donc toujours commettre

le mal : rien ne peut justifier ni l'homme ni l'état qui se rend coupable de ce crime.

Tels sont les principes à la lumière desquels on doit examiner les actions humaines et les événements historiques. D'après ces principes, la condition vitale de la société, c'est que l'Eglise soit respectable et respectée dans son pouvoir spirituel.

Ces vérités, qui éclairent l'histoire, sont confirmées aussi par elle. Elle nous montre, dans toute société, le bien et le mal s'entrecombattant, sous la forme du spiritualisme croyant et du matérialisme sceptique et superstitieux. Quand le premier domine, les liens sont conservés et resserrés ; les créations tendent vers le ciel ; on conquiert, par le dévouement obligeant, la paix et la liberté, en proportion de la foi vive. Là où le matérialisme triomphe, sous une forme hérétique quelconque, individus et peuples sont immolés à l'égoïsme. Si bien doués qu'ils soient, leur jugement est faussé, leur cœur se déprave ; leur destinée est d'être esclaves ou tyrans ; et l'atrocité de la tyrannie, exercée ou subie, est, en général, proportionnelle au degré de l'abâtardissement païen.

II

Aucune étude ne démontre mieux ces vérités que les tableaux comparés du bien et du mal, depuis la Renaissance, en Europe, et particulièrement dans notre pays.

Avant la Renaissance, la force brutale commettait de nombreux abus ; mais l'influence du Catholicisme entretenait au fond, dans l'âme des nations soumises à l'Eglise, le culte du dévouement et de la pureté, le respect de la faiblesse, et la pratique de l'humilité.

Pendant le XVIe siècle, la puissance de la Religion décroît : cependant les défenseurs de l'unité sociale et chrétienne se trouvent encore en majorité dans l'Occident. La maison et le peuple de Lorraine deviennent alors un héroïque boulevard contre les hérésies. Tandis que les princes de la branche impériale contiennent les Turcs et les protestants, Antoine le Loyal défait les Rustauds ; les cardinaux ses neveux se montrent la lumière du clergé français ; les deux Guise, puis Mayenne et Mercœur, retiennent dans la vraie foi une partie de notre noblesse ; vaillants modérateurs de la Ligue et toujours obéissants à Rome, ils préservent la France du joug des huguenots et des étrangers. Aussi longtemps que

les idées des princes lorrains se maintiennent fortes, la politique et la religion demeurent en passable accord dans les pays catholiques, ce qui permet à la Société de Jésus d'accomplir de glorieuses conquêtes.

Au commencement du XVII[e] siècle, l'esprit social conserve encore de la puissance et de l'éclat. Les Jésuites poursuivent leur succès dans les deux mondes; plusieurs ordres religieux sont réformés; les congrégations charitables naissent et se multiplient, sous l'impulsion du bienheureux Fourier et de saint Vincent de Paul. Les protestants déclinent, si rapidement qu'un prochain anéantissement de leurs sectes sur le Continent semble présumable. Ferdinand II poursuit en Allemagne l'œuvre des Guise, et il est sur le point de la compléter. — Mais Richelieu paraît, et le Mal triomphe. La société est jetée tout à fait hors de la voie, et lancée dans un chemin qui aboutit ou à la mort ou au repentir.

III

Non que Richelieu fût l'inventeur odieux des principes qu'il fit triompher. Longtemps avant lui, l'esprit sceptique et matérialiste avait commencé à envahir manifestement la société, et selon la progression habituelle : de mauvais prêtres, qui font des rois ennemis de l'Eglise, c'est-à-dire hostiles à la raison, à la conscience, au droit social; ensuite, des riches incrédules et indisciplinés, qui démoralisent le peuple; enfin, le peuple matérialisé, qui se venge en tâchant de détruire et prêtres, et rois, et nobles, et riches. Avant Richelieu, le rationalisme, de moins en moins déguisé, dominait déjà l'éducation, les arts et les sciences. Déjà on pensait assez communément que les doctrines de l'Eglise ne sont pas à suivre pour le gouvernement des états. Déjà les Valois, et Henri IV, leur digne successeur, avaient enraciné en France la statolâtrie, qui subordonne les droits et les lois aux caprices, aux passions, aux intérêts matériels du Pouvoir, et qui, si elle n'est pas combattue, ramène infailliblement le monde à l'esclavage universel. Déjà sous Henri IV on définissait ainsi l'art de gouverner : « entretenir au dedans la paix, la richesse, la soumission absolue; abaisser au dehors les puissances redoutables ou gênantes, et surtout le Saint-Siége et le Saint Empire. » Mais ce système était encore combattu par des hommes courageux, jusque dans les conseils royaux; mais la masse de la nation ne l'avait pas encore adopté; mais, comme nous l'avons dit, le bien contrebalançait presque le mal, et même semblait parfois sur le point de le vaincre. Ri-

chelieu paraît; il met dans la mauvaise balance le poids de son génie... et dès lors le monde est plus rapidement conduit à une lutte mortelle contre la foi, la paix sociale et la liberté.

Rome et Vienne étaient le bras et l'âme de la société; un saint pontife et un grand empereur travaillaient d'accord au salut du monde : Richelieu leur fait une guerre acharnée. A force de persévérance, d'adresse et de perfidie, il remporte la victoire sur eux. La noblesse française était indisciplinée et violente, mais elle formait un vaillant boulevard contre les ennemis du pays et de la royauté : Richelieu ne se contente pas de la dompter; il la ruine, il l'écrase, il l'abâtardit. Le clergé est entraîné par lui à l'adulation du pouvoir laïc, et à la révolte contre le Pape. Après la mort de ce ministre, la France poursuit l'application de son système. Aussi, quoiqu'elle produise une foule d'hommes distingués, et entre autres deux grands princes, Louis XIV et Napoléon, elle tombe en décadence, et devient un élément de dissolution pour toute l'Europe. A l'intérieur, la démocratie voltairienne arrache les bases de la société : s'empare des biens de main-morte, domaines de la vraie science et de la vraie liberté, sur lesquels d'ailleurs les rois avaient déjà mis la main; les majorats et la royauté sont ensuite dévorés par le démon de l'envie; puis la bourgeoisie s'installe dans l'édifice social tout démantelé, en attendant l'invasion socialiste, qu'elle travaille elle-même à déchaîner. A l'extérieur, l'hostilité continuelle de la France contre le Saint-Siége et les Habsbourg-Lorraine, grandit tellement la Prusse, l'Angleterre et la Russie, que les pavillons catholiques sont primés, et sur les mers et sur le Continent.

Ainsi, par les conséquences de son ancien système impie, la France a vu détruire successivement chez elle toutes garanties de stabilité; elle a fait disparaître au dehors la prépondérance des peuples catholiques; et, aujourd'hui, pitoyablement émiettée par les divisions, livrée à toutes les orgies du libre examen, elle campe au milieu des ruines, sans chefs, sans doctrines politiques, sans puissante direction religieuse; et elle attend, ou un cataclysme qui l'anéantisse, ou des principes réparateurs et sauveurs.

IV

Ces principes de tout bien n'ont pas cessé de vivre en France au sein d'une minorité considérable, même pendant les plus mauvais jours. Henri IV et Richelieu, mais surtout Louis XIV et Napoléon, ne leur

étaient même pas entièrement infidèles; car, s'ils se permettaient la révolte contre les lois de l'Eglise, ils comprenaient au moins que cette doctrine-là ne devait pas régner et gouverner par la main des parlements et de la multitude. La société était encore défendue d'un côté par ces puissants esprits, qui savaient y maintenir l'ordre matériel et un certain respect du pouvoir. Napoléon, particulièrement, en rétablissant les majorats, et en voulant faire donner l'enseignement par une corporation de célibataires catholiques, montra qu'il approchait beaucoup de la vérité.

Ces principes de tout bien ont été encore professés et défendus, sur le sol français, par la petite nation lorraine, pendant tout le XVII[e] siècle. C'est pour leur demeurer fidèle qu'elle a supporté tant de pertes, et accompli tant d'exploits contre les protestants et les Turcs, pendant les règnes de Louis XIII et de Louis XIV. Elle a dû à ces mêmes doctrines d'être encore, sous le sceptre de Léopold, la plus heureuse des nations européennes. Enfin, après un crépuscule qui n'était pas sans gloire, la Lorraine a, de nos jours, énergiquement travaillé à la renaissance catholique ; et maintenant, elle a le bonheur de voir le fils de ses anciens ducs, l'empereur François-Joseph, reprendre la voie de ses meilleurs ancêtres, et se montrer aussi brave soldat qu'intelligent et courageux chrétien.

Ces principes de tout bien commencent à étendre assez leur influence pour que l'erreur matérialiste soit aujourd'hui vigoureusement combattue dans presque toute l'Europe ; s'ils finissaient par prédominer, tout serait sauvé. Pour les connaître et les adopter, une science étendue n'est pas nécessaire : un peu de bon sens et de cœur suffit, car ils se résument en l'amour de Dieu et du prochain. Quand on sait que l'observation de ce divin précepte, c'est le bien, — on ne tarde pas à savoir aussi qu'en passant par le mal on arrive tôt ou tard au malheur ; et alors, que l'on soit ou puissant et riche, ou faible et pauvre, on se conduit en honnête homme, c'est-à-dire en bon chrétien ; on respecte et on est respecté.

L'adoption de cette doctrine, c'est-à-dire l'acceptation raisonnée du catéchisme, dirigerait d'une façon toute nouvelle la politique de la France. Elle apprendrait aux partis monarchiques que la monarchie c'est le gouvernement d'un seul et la démocratie le gouvernement de la nation par elle-même ; par conséquent que les partisans de la prépotence parlementaire sont tout simplement une variété de démocrates, qui font de la république sans le savoir. Elle apprendrait à tous les partis à se souvenir des

paroles de Jésus-Christ : « Aimez-vous les uns les autres : c'est à l'accomplissement de ce commandement que le monde reconnaîtra mes disciples. » Elle guérirait la bourgeoisie de la manie d'enseigner à la multitude comment on déconsidère et renverse tout pouvoir, y compris le pouvoir de la bourgeoisie. Elle nous rendrait aptes à la liberté, par la restauration de la hiérarchie. Elle nous amènerait à une ferme alliance avec l'Autriche et les autres états catholiques, sous la direction morale du Saint-Siége. — Alors, les pacifiques conquêtes du Catholicisme sur les hérésies, seraient partout promptes et étendues ; l'esprit d'union et de charité active succéderait à l'esprit d'envie et d'égoïsme ; et l'Europe, qui semble aujourd'hui voisines des ombres de la mort, ne tarderait pas à voir se lever devant elle un radieux et vaste horizon, éclairé par la durable lumière du bon sens, de la pénitence et de la foi.

Telles sont les conclusions qui se sont ou confirmées ou développées dans mon esprit, à la lecture de plusieurs écrits de l'école lorraine actuelle.

Comme ces conclusions étaient disséminées en diverses publications des écrivains lorrains, j'ai cru bon de les présenter avec ensemble et avec quelques nouveaux développements, en les appuyant par le sommaire exposé des faits historiques qui démontrent le plus clairement la vérité de ces idées.

Puissé-je avoir décidé quelques esprits élevés à étudier avec un redoublement d'attention les principales questions soulevées dans mon travail [1] !

[1] En terminant, je dois reconnaître que l'Ecole lorraine est étrangère à mes opinions peu favorables aux libertés politiques modernes. Mes amis inconnus de Lorraine, fidèles à des idées que je n'ai plus, semblent encore partisans de libertés politiques très-étendues, pour le temps présent, et ils paraissent repousser en général l'usage de la force. Pour moi, je l'avoue, j'en suis venu à penser que, dans les pays rationalistes, le règne du suffrage universel et des assemblées n'est autre chose que la négation de l'autorité et le gouvernement du désordre ; et je crois, non-seulement à la nécessité, mais à la légitimité, de l'emploi de la force, pour gagner du temps à l'action religieuse et à la décentralisation administrative, qui, sous la protection d'un pouvoir unique et fort, rendraient peu à peu à la société ses conditions vitales de hiérarchie, d'autorité, de raison et de conscience, par

lesquelles le monde catholique reprendrait sa marche vers toutes les libertés bonnes et possibles. Je ne suis pas absolutiste, je n'approuve ni le despotisme parlementaire, ni l'autocratie napoléonienne ou moscovite, mais il me semble nécessaire que le chef du gouvernement gouverne, et qu'il ait le droit de sanctionner ou de refuser les lois et les traités. Il faut un contre-poids au pouvoir exécutif et des garanties à la liberté civile et religieuse. Je doute que l'on puisse inventer rien de mieux, pour répondre à ces nécessités, que le vieux système franco-germanique : des assemblées provinciales, une chambre élective, un sénat héréditaire; à ceux-ci la proposition et le conseil; au chef de l'Etat la décision et l'action.

NOTES.

A. — On lit, page 40 : « D'après les documents du procès séculaire que les descendants de Wallstein ont soutenu pour la réhabilitation de sa mémoire...»

Il s'est glissé une inexactitude dans notre texte. Le procès séculaire, soutenu par les Windisch-Grætz contre la maison d'Autriche, avait principalement pour but d'obtenir la restitution de propriétés possédées par leur aïeul enfant, qui avaient été confisquées avec les biens de Wallstein, son tuteur.

Ce procès a, du reste, contribué à fixer l'attention des savants historiens d'Allemagne sur le caractère et la fin tragique de Wallstein, dont les descendants ont toujours défendu la mémoire. Plusieurs travaux remarquables ont été publiés récemment en Allemagne sur ce grand homme et son époque. Nous espérons qu'il nous sera possible d'en profiter, et d'exposer quelque jour, avec plus de détails, les causes, les phases et les conséquences de la guerre de Trente-Ans.

B. — L'infatigable M. G. de Dumast vient de résumer la plupart de ses idées lotharingiennes en un morceau historique intitulé : *Philosophie de l'Histoire de Lorraine* [1]. Nous recommandons cette brochure à nos lecteurs ; ils y trouveront particulièrement d'intéressants détails sur l'Austrasie mérovingienne et sur les peuples mosellans d'avant le XI[e] siècle, chez qui l'on pouvait déjà reconnaître, selon lui, la grande mission morale donnée d'en-haut à la race d'entre Rhin et Meuse.

[1] Nancy, chez Vagner.

ERRATUM.

Page 45, ligne 1, au lieu de *Verdun*, lisez *Verden*.

Paris. — E. De Soye et C[e], imprimeurs, 36, rue de Seine.



